**COMMISSION POUR LA CONSERVATION DE
LA FAUNE ET LA FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE**

**RAPPORT DE LA QUARANTE-ET UNIÈME RÉUNION
DE LA COMMISSION**

HOBART, AUSTRALIE
24 OCTOBRE – 4 NOVEMBRE 2022

CCAMLR
181 Macquarie Street
Hobart 7000
Tasmania AUSTRALIA

Téléphone : 61 3 6210 1111
Fax : 61 3 6224 8744
E-mail : ccamlr@ccamlr.org
Site web : www.ccamlr.org

Président de la Commission
novembre 2022

Résumé

Le présent document constitue le procès-verbal adopté de la quarante-et-unième réunion de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique qui s'est tenue à Hobart, en Australie, du 24 octobre au 4 novembre 2022. Les principaux sujets abordés lors de la réunion sont : le respect des mesures de conservation en vigueur et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone de la Convention ; le rapport de la quarante-et-unième réunion du Comité scientifique de la CCAMLR ; les propositions de recherche, la gestion des pêcheries de légine, de poisson des glaces et de krill, ainsi que l'impact des activités de pêche sur les espèces non visées ; la gestion spatiale ; le changement climatique ; les questions budgétaires et administratives ; et la coopération avec d'autres organisations internationales, y compris dans le cadre du système du Traité sur l'Antarctique.

Table des matières

	Page
Ouverture de la réunion	1
Organisation de la réunion	9
Adoption de l'ordre du jour	10
Statut de la Convention	10
Rapport du président	12
Rapport du SCAR	12
Mise en œuvre des objectifs de la Convention	13
Objectifs de la Convention	13
Seconde évaluation de performance (PR2)	17
Gestion des ressources marines	19
Avis du Comité scientifique	19
Règles d'accès et d'utilisation des données de la CCAMLR	19
Ressources en krill	20
Ressources en poissons	22
Poisson des glaces	22
Légine (<i>Dissostichus</i> spp.)	22
Recherche scientifique menée en vertu de la mesure de conservation 24-01	29
Espèces non ciblées	30
Poissons et invertébrés	30
Oiseaux et mammifères marins	30
Pêche de fond et écosystèmes marins vulnérables	32
Débris marins	32
Gestion spatiale	33
Propositions relatives aux aires marines protégées (AMP)	34
Examen des AMP existantes	42
Questions générales relatives à la gestion spatiale	45
Impacts du changement climatique sur la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique	47
Application et observation de la réglementation	55
Avis du SCIC	55
Dépenses du fonds du SDC	55
Mise en œuvre du SDC	55
Mise en œuvre des contrôles des navires	55
Système de suivi des navires (VMS)	56
Transbordement	56
Stratégie d'engagement des PNC	56
Propositions de mesures de conservation nouvelles ou révisées	56
Procédure d'évaluation de la conformité de la CCAMLR (CCEP)	58
Pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de la Convention	62

Notifications de projets de pêche	64
Système international d’observation scientifique de la CCAMLR	64
Mesures de conservation	64
Application et observation de la réglementation	66
Questions générales liées à la pêche	66
Réglementation de la pêche	66
Pêcheries exploratoires	68
Limites de capture de légine.....	68
Limites de capture du poisson des glaces	69
Pêcheries de krill	69
Autres questions liées aux pêcheries	69
Administration et finances	70
Avis du SCAF	70
Examen du budget 2022, du budget 2023 et des prévisions budgétaires 2024	70
Questions administratives.....	70
Autres questions	71
Coopération avec le système du Traité sur l’Antarctique et des organisations internationales	71
Coopération avec le système du Traité sur l’Antarctique	71
Coopération avec des organisations internationales	72
Rapports des observateurs d’organisations internationales	72
Rapports des représentants de la CCAMLR aux réunions d’organisations internationales de la période d’intersession écoulée et nomination des représentants aux prochaines réunions d’organisations internationales pertinentes	74
Coopération avec les organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP) ...	75
Questions administratives	76
Élection des dirigeants	76
Invitation des observateurs	77
Prochaine réunion	78
Autres questions	78
Rapport de la quarante-et-unième réunion de la Commission.	83
Clôture de la réunion	83
Tableau	85
Annexe 1 : Liste des participants inscrits	87
Annexe 2 : Liste des documents	117
Annexe 3 : Allocution d’ouverture de la gouverneure de la Tasmanie Son Excellence Madame Barbara Baker	129

Annexe 4 :	Ordre du jour	133
Annexe 5 :	Résumé des activités menées par la Commission pendant la période d'intersession 2021/22 : rapport du président	137
Annexe 6 :	Proposition de réunion extraordinaire de la Commission sur la planification spatiale et les aires marines protégées.....	143
Annexe 7 :	Rapport du Comité permanent sur l'application et l'observation de la réglementation (SCIC)	153
Annexe 8 :	Rapport du Comité permanent sur l'administration et les finances (SCAF)	255

**Rapport de la quarante-et-unième réunion
de la Commission**
(Hobart, Australie, du 24 octobre au 4 novembre 2022)

Ouverture de la réunion

1.1 La quarante-et-unième réunion annuelle de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique se tient à Hobart, en Australie, du 24 octobre au 4 novembre 2022 sous la présidence de Jacob Granit (Suède).

1.2 Les membres de la Commission représentés sont les suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Chili, République populaire de Chine (Chine), République de Corée (Corée), Espagne, Équateur, États-Unis d'Amérique (USA), France, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Royaume des Pays-Bas (Pays-Bas), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Royaume-Uni), Fédération de Russie (Russie), Suède, Ukraine, Union européenne (UE), et Uruguay. La Namibie est absente. Le Brésil et la Pologne n'ont pu être présents en personne mais assistent à la réunion virtuellement.

1.3 Les Parties contractantes représentées à titre d'observatrices en personne ou en ligne sont les suivantes : Canada, Finlande, République de Maurice, Panama et Pérou.

1.4 Les parties non contractantes (PNC) représentées à titre d'observateur sont : Luxembourg et Singapour.

1.5 Les observateurs représentés en personne ou en ligne sont : l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP), l'Accord relatif aux pêches dans le sud de l'océan Indien (APSOI), l'Association des armements exploitant le krill de manière responsable (ARK), la Coalition sur l'Antarctique et l'océan Austral (ASOC), la Commission pour la conservation du thon rouge du sud (CCSBT), la Coalition des opérateurs légaux de légine (COLTO), la Commission des pêches du Pacifique central et occidental (CPPCO), Oceanites Inc., l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud (ORGPPS), le Comité scientifique pour la recherche en Antarctique (SCAR) et l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources – l'Union mondiale pour la nature (UICN).

1.6 La liste des participants figure en annexe 1 et la liste des documents présentés à la réunion en annexe 2.

1.7 Le président rend hommage aux terres traditionnelles du peuple Muwinina sur lesquelles se tient aujourd'hui la réunion de la Commission, accueille les participants et présente la gouverneure de la Tasmanie, Madame Barbara Baker, qui prononce l'allocution d'ouverture (annexe 3).

1.8 Au nom de tous les participants, Fausto López Crozet (vice-président, Argentine) remercie Mme la gouverneure de son accueil.

1.9 Les Membres font un certain nombre de déclarations.

1.10 Les États-Unis font la déclaration suivante :

« Je suis ici pour parler de ce que peut faire la CCAMLR pour faire progresser les efforts de conservation en Antarctique.

Mais je dois tout d'abord condamner la guerre injustifiée qu'un Membre de cette organisation a déclarée à un autre Membre. La guerre injustifiée déclarée à l'Ukraine par la Russie est un affront direct aux principes fondamentaux du droit international, y compris la charte des Nations Unies, et aux principes de souveraineté et d'intégrité territoriale sur lesquels reposent la sécurité et la stabilité mondiales.

La délégation des États-Unis ne peut ignorer la menace que représente la guerre d'agression brutale menée par la Russie contre l'Ukraine pour l'ordre international fondé sur les règles.

En outre, nous condamnons plus spécifiquement les dégâts causés par la guerre au Centre scientifique antarctique national d'Ukraine à Kiev.

Comme l'a récemment déclaré le secrétaire d'État des États-Unis Antony Blinken "Moscou peut éteindre les lumières en Ukraine, mais elle ne peut pas, elle n'arrivera pas, à éteindre l'esprit ukrainien. Le président Poutine pensait pouvoir diviser l'alliance transatlantique. Au contraire, il nous a plus que jamais rapprochés."

La Russie doit retirer ses troupes et cesser immédiatement son agression contre l'Ukraine, un état souverain et indépendant qui défend ses frontières internationalement reconnues. »

1.11 L'Ukraine fait la déclaration suivante :

« Nous espérons que cette réunion de la CCAMLR nous permettra d'avancer ensemble pour faire face à tous les défis qui se présentent à nous dans le contexte de l'Article II de la Convention.

Cependant, nous souhaitons informer tous les participants que cette réunion débute malheureusement au milieu d'une situation d'agression continue et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

Ainsi, le fait qu'un membre de la CCAMLR ait déclaré la guerre à un autre Membre de la CCAMLR pour atteindre des objectifs politiques et plus particulièrement obtenir de nouveaux territoires est une réalité. Il estime approprié d'y parvenir par la destruction de l'économie ukrainienne et la mort du peuple ukrainien.

Presque 20 % du territoire ukrainien est encore occupé par la Russie. Dans les zones récemment occupées, la Russie reproduit le schéma utilisé en Crimée et dans certaines parties du Donbass depuis 2014 ; elle met en place une administration d'occupation, impose des passeports russes et recrute des hommes ukrainiens au sein de ses forces armées.

La semaine dernière, la Russie attaquait des infrastructures civiles ukrainiennes d'une importance critique, en particulier des infrastructures énergétiques, au moyen de missiles et de drones kamikazes. Actuellement, près de 40 % des équipements énergétiques du pays ont été endommagés ou détruits. C'est ainsi que la Russie espère laisser le peuple ukrainien sans énergie, sans chauffage et sans eau.

Nous estimons que tout cela est parfaitement inacceptable et constitue un crime contre l'humanité. L'acceptation silencieuse de la poursuite de cette guerre russe menée contre l'Ukraine détruit notre monde, notre civilisation tout entière, pas seulement celle de l'Ukraine.

Cette terreur doit prendre fin dès que possible. Nous incitons vivement toutes les parties de la CCAMLRL à s'employer autant que possible à mettre fin à cette guerre. »

1.12 Le Royaume-Uni confirme qu'il est solidaire de l'Ukraine et condamne en termes les plus fermes la guerre illégale que lui a déclarée la Russie. Il exige que la Russie mette immédiatement un terme à cette guerre illégale et qu'elle respecte l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine. Il exprime par ailleurs sa joie de voir l'Ukraine présente à la réunion et encourage tous les Membres à participer activement à celle-ci et aux engagements pris en vertu de la Convention.

1.13 L'UE et ses États membres font la déclaration suivante :

« L'UE et ses États membres souhaitent exprimer leur pleine solidarité avec l'Ukraine et le peuple ukrainien. Nous condamnons avec la plus grande fermeté l'acte d'agression contre l'Ukraine non provoqué et injustifié de la Russie, qui viole grossièrement le droit international et la Charte des Nations Unies et compromet la sécurité et la stabilité internationales.

L'UE et ses États membres exigent que la Russie cesse immédiatement ses actions militaires, qu'elle retire ses troupes de l'ensemble du territoire ukrainien, qu'elle respecte l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et qu'elle se conforme à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies intitulée "Conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine", appuyée par 141 États lors de sa 11^e session extraordinaire d'urgence.

Nous soutenons résolument le droit inhérent de l'Ukraine à se défendre et les efforts des forces armées ukrainiennes pour défendre l'intégrité territoriale et la population de l'Ukraine, conformément à l'article 51 de la Charte de l'ONU. La Russie est tenue à un respect continu de ses obligations envers le droit international, y compris les droits humanitaires et les droits de l'Homme, et notamment en ce qui concerne le respect de la protection des civils, des femmes et des enfants. La Russie doit également cesser sa campagne de désinformation et ses cyber-attaques. »

1.14 L'Australie fait la déclaration suivante :

« L'Australie condamne l'agression unilatérale, illégale et immorale de la Russie contre l'Ukraine.

Cette invasion est une violation grave du droit international, notamment de la charte des Nations Unies, et il est inacceptable qu'un membre de la CCAMLRL en ait envahi un autre.

Les missiles russes ciblent les civils en Ukraine, y compris à Kiev. Nous prenons également note des dommages infligés au Centre de recherche antarctique national d'Ukraine. Les menaces d'escalade du président Poutine sont condamnables.

L'Australie soutient fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et la remercie pour les documents de support qu'elle a soumis concernant les défis nationaux auxquels fait face son programme antarctique national dans le contexte actuel d'invasion par la Russie, qui feront l'objet de discussions au point 3 de l'ordre du jour. Nous respectons les efforts fournis par l'Ukraine afin d'apporter sa pleine contribution au système du Traité sur l'Antarctique.

L'Australie appelle la Russie à retirer immédiatement ses forces du territoire ukrainien, comme l'exige la décision juridiquement contraignante prononcée par la Cour internationale de Justice le 16 mars 2022. »

1.15 La Nouvelle-Zélande affirme son soutien aux déclarations faites précédemment et condamne l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Elle insiste sur sa solidarité avec l'Ukraine, souhaite la bienvenue au futur président et annonce qu'elle attend avec intérêt de pouvoir avancer sur les importants et urgents travaux de la Commission et de pouvoir travailler à l'atteinte de l'objectif de la Convention à la présente réunion.

1.16 La Norvège rejoint les intervenants précédents et condamne fermement la guerre en Ukraine.

1.17 L'Italie fait la déclaration suivante :

« L'Italie appuie fortement les déclarations faites par les États-Unis, le Royaume-Uni, l'UE, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Norvège, et elle souhaite également exprimer sa pleine solidarité avec l'Ukraine et les Ukrainiens. »

1.18 Le Japon fait la déclaration suivante :

« Le Japon fait écho aux positions de soutien à l'Ukraine exprimées par les intervenants précédents. La position du Japon concernant l'agression à l'encontre de l'Ukraine a été exprimée et expliquée à de nombreuses réunions internationales et reste inchangée. Le Japon exhorte la Russie à se retirer d'Ukraine immédiatement. »

1.19 La Russie fait la déclaration suivante :

« Avant tout, je voudrais mentionner que la Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique est un document fondamental pour les activités de la Commission de la CCAMLR.

Conformément à l'article II de la Convention, son objectif est la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique.

Selon l'article IX de la Convention, la fonction de la Commission est de mettre en œuvre les objectifs et principes visés à l'article II de la Convention. Les limites de ces aspects sont clairement établies.

Une rhétorique anti russe a néanmoins été exprimée par des pays particuliers au sein de la CCAMLR aujourd'hui. La politisation met en péril les fondements des activités de la CCAMLR, la détournant des objectifs de la Convention qu'elle doit atteindre.

Nous rappelons que la Commission a appelé à se concentrer sur la conservation des ressources marines vivantes et la gestion de ses pêcheries.

Par ailleurs, nous attirons l'attention sur le fait que le contenu du document ukrainien ne s'inscrit pas dans le mandat de la CCAMLR et du Comité scientifique : en particulier, il ne traite pas des problèmes relatifs à la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique et aux principes de la Convention.

Nous avons déjà fait face à un tel comportement, dont le seul objectif est de stimuler une rhétorique anti russe, à un autre forum sur l'Antarctique. Les implications de cette discussion sont bien connues. Nous aimerions éviter que ce scénario ne se répète à la CCAMLR.

La délégation de Russie est contre la politisation des travaux de la CCAMLR. Mêler des considérations politiques aux activités de la CCAMLR crée un dangereux précédent qui pourrait définitivement mettre en danger les bases des activités à venir et causer des dommages irréparables à la réputation internationale de cette organisation.

Une fois de plus, nous incitons vivement les parties à revenir à des discussions dépolitisées dans le cadre de cette plateforme unique. Nous partons du principe que les questions qui ne relèvent pas des compétences de la CCAMLR ne peuvent être incluses dans son rapport. »

1.20 Le président note que, selon lui, de nombreux Membres quittent la salle de conférence pendant la déclaration de la Russie.

1.21 Le président invite les Membres à faire une deuxième série de déclarations.

1.22 Les États-Unis font la déclaration suivante :

« Je suis heureux de me tenir ici afin de démontrer l'indéfectible engagement des États-Unis pour la conservation et la protection de l'Antarctique, une partie précieuse et de plus en plus fragile de notre planète.

Il s'agit d'un moment décisif pour l'Antarctique et le monde : le changement climatique change cette région plus vite que n'importe lequel d'entre nous n'aurait pu l'imaginer. C'est pourquoi les actions que nous entreprenons à la présente réunion à Hobart et pendant les réunions internationales des six mois à venir façonneront la santé future de la planète et de ses habitants pour les générations à venir.

Il est important de se rencontrer en personne (pour la première fois depuis trois ans) afin de raviver l'esprit de collaboration qui a jusqu'ici caractérisé la CCAMLR et le système du Traité sur l'Antarctique. Mais la coopération se désagrège et je demande instamment que nous nous mettions d'accord et que nous parvenions à un consensus sur les questions clés, comme la création d'un système d'aires marines protégées, qui sont débattues depuis bien trop longtemps.

La coopération et la collaboration ouverte qu'exige la CCAMLR sont ce qui a fait sa force. Mais sincèrement, cela empêche maintenant le progrès. Certains pays ont donné la priorité à leurs intérêts personnels et ont affaibli notre capacité à atteindre les objectifs de conservation partagés sur lesquels repose cette organisation.

Par exemple, la CCAMLR a adopté des mesures parmi les plus exhaustives pour gérer la pêcherie de légine, créant ainsi une norme à l'échelle mondiale et éliminant presque entièrement la pêche INN dans la zone.

C'est pourquoi il a été extrêmement décevant que la CCAMLR ne parvienne pas à un consensus l'année dernière sur les limites de capture de légine dans la sous-zone 48.3. La CCAMLR a toujours géré cette pêcherie en se basant sur un principe de précaution et une science solide. Cette pêcherie est maintenant source de division entre des nations qui partagent le même esprit en raison de l'objection russe pour la "conservation", qui n'est pas appuyée par le Comité scientifique de cette organisation.

Nous incitons vivement les Membres à travailler ensemble pendant cette réunion afin de trouver une issue à cette situation et de permettre à la CCAMLR de répondre à ses objectifs de conservation tout en autorisant la pêche limitée et bien gérée d'espèces de grande valeur.

Nous devons retrouver "l'esprit de Hobart" de coopération et de consensus et trouver les moyens de nous accorder comme nous l'avons fait ces 40 dernières années.

Face au changement climatique, nous devons plus que jamais faire renaître cet *ethos* de coopération internationale ici en Antarctique. L'été dernier, la NASA a diffusé une étude qui montre que les glaciers de l'Antarctique fondent plus vite que la glace ne peut se reconstituer, et qui révèle que les précédentes estimations de perte de glace de 6 mille milliards de tonnes métriques ont doublé, atteignant 12 mille milliards de tonnes métriques.

Pour faire écho au scientifique de la NASA, Chad Greene, l'Antarctique "s'effrite sur les bords", et ces "bords" ont un impact réel sur l'élévation du niveau de la mer à l'échelle mondiale. Si les émissions se poursuivent à leur rythme actuel, la calotte de glace de l'Antarctique dépassera un seuil critique d'ici à 2060 environ, entraînant une élévation du niveau de la mer irréversible à l'échelle temporelle de l'humanité.

À la lumière de ces nouvelles données, nous devons agir pour protéger l'Antarctique et conserver sa biodiversité, et nous devons faire de notre mieux afin d'atténuer les effets du changement climatique sur l'écosystème de l'Antarctique.

Le chemin que nous devons emprunter est clair.

La CCAMLR doit maintenant, pendant la présente réunion, établir un système représentatif d'aires marines protégées dans l'océan Austral.

Il nous reste moins d'une décennie pour conserver et protéger au moins 30 pour cent de l'océan mondial, et les AMP dans l'océan Austral représentent une partie critique de cet objectif. Une série d'AMP contribuera à créer un monde soucieux de la nature et à protéger les écosystèmes, les couloirs migratoires et les espèces endémiques de l'océan. La décision prise en 2016 par la CCAMLR d'établir l'aire marine protégée de la région de la mer de Ross prouve que cette institution a les moyens de mettre en œuvre ce type de changement significatif et positif.

Sur ces questions, je me tourne vers les Membres travaillant aux activités de recherche qui démontrent le succès retentissant de l'AMP de la région de la mer de Ross. Ces

recherches incluent plus de 460 projets menés par 20 membres de la CCAMLR, 2 États adhérents, et 7 Parties coopérantes et concernant 11 des objectifs de l'AMP. C'est là la démonstration de ce qu'un effort collectif peut accomplir.

Ainsi, j'incite vivement toute nation ayant des objections à les abandonner avant qu'il ne soit trop tard pour sauver ce que nous pouvons de ce précieux lieu et de ses populations de manchots, de baleines et d'oiseaux de mer. Les AMP proposées sont essentielles à l'atteinte des objectifs du traité visant à conserver les ressources marines vivantes de l'Antarctique et à approfondir notre connaissance des impacts du changement climatique dans l'océan Austral.

Si nous ne parvenons pas à un accord maintenant, les États-Unis apporteront une contribution volontaire de 75 000 USD afin de compenser les coûts occasionnés par une réunion extraordinaire sur les AMP en début d'année prochaine.

Il est également temps de moderniser la gestion de la pêche de krill. La CCAMLR a déjà établi des limites de capture de précaution pour le krill. Certaines mesures à prendre sont claires, par exemple exiger des contrôles portuaires dans 100 pour cent des navires transportant du krill ou des produits qui en sont dérivés. Les efforts de pêche au krill pourraient également être actualisés, de même que la répartition de la pêche afin de s'assurer qu'elle n'est pas trop concentrée.

Comme je l'ai déjà mentionné, nous sommes à un tournant critique de notre engagement international sur le changement climatique, la biodiversité, l'océan ou la pollution par les plastiques, entre autres.

Les mesures que nous prenons ici, à la CCAMLR, peuvent profiter de l'élan dont nous avons été témoins cette année, et inspirer l'action lors de la COP27, de la CITES, le lancement de l'accord pour combattre la pollution plastique, la CDB COP15, la conclusion des négociations dites "BBNJ" et la 8^e conférence sur les océans qui aura lieu au Panama, pour n'en citer que quelques-uns !

Il est temps de passer de l'ambition à l'action.

Faisons de Hobart 2022 un moment historique pour la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique. »

1.23 L'UE et ses États membres font la déclaration suivante :

« L'UE et ses États membres sont heureux d'être de retour à Hobart. Nous souhaitons remercier le gouvernement australien d'accueillir le siège de la CCAMLR et le secrétariat pour son excellent travail d'organisation de cette réunion annuelle.

C'est un soulagement, après deux ans de réunions virtuelles dus à la pandémie de COVID, de pouvoir enfin se réunir en personne. Cela offre une réelle opportunité d'effectuer des progrès.

Nous revenons à Hobart avec un sentiment renouvelé de devoir et d'urgence.

D'urgence, car les défis auxquels nous faisons face sont considérables. La double crise du changement climatique et de la perte de biodiversité a fait naître des défis sans précédents, plus en Antarctique que partout ailleurs. Le changement climatique a déjà des effets graves et potentiellement irréversibles sur l'océan Austral.

Mais si cette situation est indéniablement sérieuse, il y a tout de même de l'espoir. Les aires marines protégées peuvent aider à conserver la biodiversité marine, à préserver les écosystèmes et à développer la résilience de l'océan face au changement climatique.

Nous sommes encore loin d'avoir atteint les objectifs de la CCAMLR en matière de création d'un système représentatif d'aires marines protégées dans la zone de la Convention, malgré le fait que des propositions d'établissement d'aires marines protégées en Antarctique de l'Est et dans la mer de Weddell soient sur la table depuis des années. Cette année marque le 10^e anniversaire de la première soumission de proposition d'aire marine protégée en Antarctique de l'Est.

Au vu des enjeux, cela est extrêmement préoccupant.

La perte de biodiversité et l'urgence climatique vont plus vite que nous, plus vite que nous n'aurions jamais pu l'anticiper. Il n'y a donc ni place pour la complaisance, ni temps à perdre. Nous incitons ainsi vivement tous les Membres à soutenir l'adoption des aires marines protégées proposées et à travailler à l'établissement d'un système représentatif de ces aires.

Nous devrions également renforcer nos efforts d'intégration des considérations liées au changement climatique dans les travaux de la CCAMLR. Nous appelons tous les Membres à soutenir l'adoption de la résolution actualisée de la CCAMLR sur le changement climatique. Nous attendons avec intérêt la présentation du SCAR, qui contribuera à une meilleure compréhension des effets du changement climatique sur l'Antarctique.

En matière de progrès, il est également essentiel que la CCAMLR s'assure que le cadre de suivi, de contrôle et de surveillance des pêcheries suive le rythme des nouveaux développements.

Nous sommes convaincus que la CCAMLR ne peut faire face à ces défis efficacement qu'en travaillant de concert avec un esprit ouvert et la volonté de faire des compromis.

Nous incitons ainsi les membres de la CCAMLR à engager un dialogue franc et à produire des efforts constructifs afin de faire avancer les importants travaux de la CCAMLR. »

1.24 L'Argentine souligne que l'objectif principal de la CCAMLR est la conservation, et que plusieurs outils sont à sa disposition pour l'atteindre, tels que l'établissement d'aires marines protégées (AMP). Elle rappelle qu'elle a soutenu et continue de soutenir les propositions d'AMP, et qu'elle a présenté conjointement avec le Chili une proposition d'AMP dans le domaine 1, qui répond aux exigences de validation.

1.25 L'Argentine ajoute que les mesures de conservation représentent un autre outil essentiel permettant d'atteindre l'objectif de la Convention. En ce sens, elle déclare que le fait que les circonstances soient extraordinaires dans la sous-zone 48.3 ne permet en aucun cas à un Membre de prendre des mesures en dehors de la Convention à l'encontre de celle-ci. L'Argentine déplore le grave manquement à la mesure de conservation (MC) 31-01 dans ladite sous-zone pendant la saison 2021/22 et incite vivement toutes les Parties à respecter les mesures de conservation. Enfin, elle déclare espérer que cette situation irrégulière ne crée pas de précédent au sein de la CCAMLR.

1.26 Le Royaume-Uni approuve les commentaires émis par les États-Unis, l'UE et l'Argentine concernant l'importance de la conservation au regard de l'impact du changement climatique et met l'accent sur l'importance que revêtent des mesures de conservation efficaces qui reflètent la compréhension du changement climatique et de son impact sur l'Antarctique par la CCAMLR. Il déclare qu'à ses yeux, les agissements de la Russie empêchent l'utilisation de la meilleure science disponible dans la sous-zone 48.3 et ajoute qu'il a fait part de sa position à ce sujet dans les circulaires COMM CIRC 22/31, 22/51, 22/69 et 22/99 et qu'il la réaffirme ici.

1.27 La Russie fait la déclaration suivante :

« La Russie, agissant dans un esprit de coopération, participe activement à la mise en œuvre des objectifs fondamentaux de la CCAMLR, visant, entre autres, à développer des mesures scientifiquement fondées pour la gestion des ressources marines vivantes de l'Antarctique. À cet égard, confirmant notre engagement en faveur de la mise en œuvre de la Convention CAMLR, nous considérons qu'il est fondamental que la gestion des ressources marines vivantes de l'Antarctique soit fondée sur un équilibre entre la conservation et l'utilisation rationnelle.

Dans ce contexte, nous estimons qu'il est important de noter que les aires marines protégées peuvent être considérées comme un outil de gestion parmi d'autres, mais pas comme le principal outil pour la conservation des ressources marines vivantes. Dans le même temps, les enjeux du changement climatique sont d'ordre mondial et doivent être abordés globalement et non pas isolément par région.

S'agissant de la gestion de la pêcherie de légine de la sous-zone 48.3, la partie russe a souligné à plusieurs reprises que la pêcherie palangrière de légine dans la sous-zone 48.3 est basée sur les poissons du groupe de recrutement et que, sous l'influence de la pêcherie, des changements critiques se produisent qui ne permettent pas de parler d'utilisation rationnelle de cette ressource vivante. Au cours des cinq dernières années, la Russie a présenté un certain nombre de documents aux réunions de la CCAMLR reflétant sa position sur la gestion des ressources de légine dans la sous-zone 48.3.

Sans mesures de conservation de la CCAMLR, la pêcherie de légine a cessé dans la sous-zone 48.3. La partie russe ne voit aucune raison de prendre des mesures unilatérales pour gérer la pêcherie de légine de la sous-zone 48.3 en contournant la CCAMLR, ce qu'elle a d'ailleurs entre autres fait observer dans les circulaires qu'elle a adressées au secrétariat de la CCAMLR. À cet égard, nous regrettons qu'une telle décision unilatérale soit fondée sur des intérêts économiques plutôt que sur la science. »

1.28 Lors de l'adoption du rapport, les membres de la Commission expriment différents points de vue concernant l'inclusion des paragraphes 1.10 à 1.20 dans le rapport.

1.29 Le président clôture le point 1 de l'ordre du jour.

Organisation de la réunion

2.1 Le président confirme que Meggan Engelke-Ros (États-Unis) dirigera le comité permanent sur l'application et l'observation de la réglementation (SCIC) et que Stephanie

Langerock (Belgique) dirigera le Comité permanent sur l'administration et les finances (SCAF). Les États-Unis proposent que Christopher Jones dirige le groupe de rédaction des mesures de conservation *ad hoc*. La Commission **approuve** cette proposition.

Adoption de l'ordre du jour

2.2 L'ordre du jour provisoire est modifié pour y inscrire le point 2.4 sur la présentation du document du SC-CAMLR-41/21 du SCAR.

2.3 L'ordre du jour ainsi modifié est **adopté** par la réunion (annexe 4).

Statut de la Convention

2.4 L'Australie, en sa qualité de dépositaire de la Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique de 1980 (la Convention), annonce que l'Équateur a adhéré à la Convention le 24 juin 2022, avec entrée en vigueur le 24 juillet 2022. Le nombre de Parties contractantes à la Convention est maintenant porté à trente-sept (37). La liste des statuts de la Convention est disponible dans la base de données des Traités australiens.

2.5 L'Australie annonce également que la république d'Équateur est devenue membre de la Commission le 19 octobre 2022 conformément à l'article VII 2) d) de la Convention. Au nom de la Commission, le président accueille l'adhésion de l'Équateur en tant qu'État membre.

2.6 L'équateur fait la déclaration suivante concernant son acceptation en tant que Membre de la Commission :

« C'est un honneur d'être ici aujourd'hui et de représenter la république d'Équateur en cette occasion spéciale. En plus du fait que la Convention fête son 40^e anniversaire, cette réunion représente une étape décisive pour l'Équateur, puisque c'est la première fois qu'il participe à ce forum en tant que Membre à part entière de la CCAMLR.

Nous avons été informés de cette grande nouvelle il y a quelques jours seulement. Ce processus a mis quelques années à être finalisé, mais grâce à la persévérance de notre secrétaire exécutif, David Agnew, et au travail de l'ambassade et du gouvernement équatoriens, cela est maintenant devenu une réalité et nous faisons officiellement partie de la famille de la CCAMLR.

L'adhésion à la Convention pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique est entrée en vigueur le 24 juillet 2022, et cela ratifie l'engagement de la République d'Équateur envers la gestion des pêcheries, leur traçabilité tout au long de la chaîne de production et de commercialisation, ainsi que la durabilité de ses activités, conformément au principe de précaution établi dans la Convention. Cela signifie également que l'Équateur peut apporter une importante contribution à la position régionale sur la pêche durable ainsi que des contributions scientifiques à la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique.

L'Équateur, étant l'un des pays possédant la plus riche biodiversité au monde, est un exemple internationalement reconnu de bonnes pratiques de conservation de la biodiversité marine, grâce à des mesures telles que la création d'aires marines protégées qui se sont montrées efficaces, non seulement pour les ressources marines des îles Galápagos et des régions côtières du pays, mais également dans tout l'océan Pacifique, en particulier concernant la protection d'espèces de grands migrateurs.

Dans une sphère multilatérale, l'Équateur a dirigé la mise en œuvre d'importantes politiques et réglementations liées à la conservation tant à l'échelle régionale que mondiale. Ainsi, l'Équateur n'est pas étranger aux questions de réglementation de l'exploitation de ressources marines vivantes dans le fragile écosystème de l'Antarctique, dont certaines sont en voie d'extinction.

La conservation et la gestion des pêcheries ont été au cœur des politiques et lois équatoriennes depuis des décennies, en vertu du Traité sur l'Antarctique. Cela est également le cas concernant le contrôle de la pollution marine. Nous sommes actuellement les instigateurs au sein des Nations Unies de la création d'une convention de l'ONU contre les plastiques dans l'océan. La communauté scientifique internationale est témoin des recherches effectuées par le navire de recherche équatorien *Orion* et la station de recherche Pedro Vicente Maldonado en Antarctique, conformément aux plans et objectifs de l'Institut antarctique équatorien, dirigés par la marine nationale. L'Équateur a de même participé à plusieurs projets de recherche conjoints avec d'autres pays et organisations internationales, telles que la Commission permanente du Pacifique Sud (CPPS).

Il est important de mentionner que l'Équateur coordonne et promeut les projets de recherche scientifique d'intérêt pour national en Antarctique dans le cadre de son programme technique et scientifique, qui est mis en œuvre lors d'expéditions équatoriennes en Antarctique menées par le passé grâce au programme antarctique de l'Équateur PROANTEC – INOCAR (1988–2004), puis à l'Institut antarctique équatorien (2004–2020), et aujourd'hui grâce à l'Institut océanographique et antarctique de la Marine (de 2020 à ce jour), dans le cadre des dispositions du Traité sur l'Antarctique.

Jusqu'ici, 25 expéditions en Antarctique ont eu lieu, au cours desquelles environ 180 projets de recherche ont été menés, avec la participation d'Instituts publiques et de l'Académie, et la coopération d'autres programmes antarctiques internationaux. Ces projets ont principalement été mis en œuvre dans des secteurs d'influence de la station de recherche Pedro Vicente Maldonado sur l'île Greenwich-Shetland du Sud, et certains d'entre eux sur le navire de la marine équatorienne *Orion*, qui a participé aux I^e, II^e et VII^e expéditions équatoriennes en Antarctique.

L'objectif de la recherche scientifique sur l'Antarctique est d'acquérir de nouvelles connaissances, de combler les lacunes scientifiques et de soutenir la prise de décision en matière de gouvernance, d'administration et de protection environnementale en Antarctique.

Les lignes directrices passées, présentes et futures pour le développement de la recherche en Antarctique et dans l'océan Austral proposées par l'Équateur sont orientées et articulées autour des priorités de recherche du Comité scientifique pour la recherche en Antarctique (SCAR), ainsi que des domaines et axes de recherche déterminés au niveau national.

La participation de l'Équateur à ce forum est essentielle à notre pays, afin d'améliorer la coordination de la mise en œuvre de nos programmes de recherche et de combiner et acquérir les connaissances des autres Membres.

Nous attendons avec impatience de pouvoir coopérer et travailler ensemble de manière plus active et efficace, et nous ne doutons pas du fait que tous les Membres les plus expérimentés de la Convention nous guideront afin que nous puissions pleinement apporter notre expérience et nos connaissances, mais aussi bénéficier de votre expertise à tous. »

Rapport du président

2.7 Le président considère son rapport (CCAMLR-41/BG/03) comme lu (annexe 5). Il rappelle que cette année était célébré le 40^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention, datant du 7 avril 1982, et exprime ses remerciements concernant le livre publié à cette occasion, pour lequel le secrétariat a compilé et réuni des contributions des Membres, des États adhérents et des observateurs.

2.8 Le président présente ses condoléances au Japon pour le décès de Kunio Yonezawa, président de la Commission en 2003 et 2004.

Rapport du SCAR

2.9 Conformément à la décision prise dans le paragraphe 8.5 du rapport CCAMLR-38, la Commission a invité Steven Chown (SCAR) à présenter le document SC-CAMLR-41/BG/21, sur le changement climatique en Antarctique et l'environnement (ACCE) : Synopsis décennale et recommandations d'action. Ce document, qui représente une mise à jour majeure de rapport sur l'ACCE, fournit un résumé infographique de la synopsis décennale sur l'ACCE, les résultats clés pertinents pour la CCAMLR, un résumé des risques pour les écosystèmes et plus spécifiquement les espèces, ainsi qu'une série de recommandations issues de ces résultats. Ce rapport conclut que le changement climatique est largement dû aux émissions de gaz à effet de serre anthropiques, que les impacts sur les espèces de l'Antarctique telles que le krill et les oiseaux de mer et sur les écosystèmes marins de l'Antarctique sont déjà clairement visibles et vont empirer à l'avenir si des actions ne sont pas prises de manière urgente afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et enfin qu'il convient d'intégrer les considérations liées au changement climatique dans la conservation et la gestion des écosystèmes et des ressources marines vivantes de l'Antarctique. Au cours de sa présentation, S. Chown exprime clairement qu'une fenêtre d'action critique est actuellement ouverte pour l'Antarctique, mais que si des actions ne sont pas mises en place immédiatement, les impacts qui altéreront les écosystèmes et les espèces de l'Antarctique d'ici deux ou trois décennies ne seront pas réversibles.

2.10 La Commission remercie le SCAR de sa présentation informative. Elle rappelle la résolution 30/XXVIII, qui encourage la diffusion au plus grand nombre du rapport du SCAR sur l'ACCE et invite le SCAR à contribuer pour éclairer le processus décisionnel de la CCAMLR. De nombreux Membres encouragent par ailleurs le SCAR à fournir des mises à jour régulières du rapport sur l'ACCE.

2.11 La Commission félicite le SCAR et les nombreux scientifiques ayant contribué à ce rapport historique et note que celui-ci représente un résumé de la littérature scientifique revue par des pairs la plus récente sur le changement climatique en Antarctique. Elle souligne que les implications du changement climatique sont d'une importance capitale pour la CCAMLR et ses mesures de conservation, au vu des changements rapides qui s'opèrent dans les écosystèmes de l'Antarctique en raison du climat.

2.12 La Commission attire l'attention sur la résolution 4 (2022) de la réunion consultative du Traité sur l'Antarctique (RCTA) dans laquelle les membres du Traité sur l'Antarctique accueillaient la synopsis décennale du SCAR et sur son avis selon lequel il est urgent d'agir afin d'éviter des changements irréversibles en Antarctique. La Commission demande au SCAR de continuer à l'informer sur le changement climatique et l'environnement.

2.13 En réponse aux questions posées par de nombreuses délégations, le SCAR précise que bien que les causes du changement climatique se trouvent bien au-delà des limites de la zone de la Convention, il est important de chercher des solutions tant au niveau local que mondial afin d'en réduire les impacts, y compris en établissant des AMP afin de fournir une protection aux écosystèmes et un refuge pour les espèces vulnérables au changement climatique. Le SCAR indique par ailleurs que de nouveaux modèles de l'impact du changement climatique sur l'état futur des ressources marines vivantes à plus long terme seront nécessaires pour que la CCAMLR les gère de manière efficace. Il conclut sa réponse en déclarant que ne pas utiliser tous les outils de conservation dont la Commission dispose aujourd'hui serait un aveu effronté que tout le monde est prêt à laisser ces écosystèmes disparaître.

2.14 Le président clôture le point 2 à l'ordre du jour.

Mise en œuvre des objectifs de la Convention

Objectifs de la Convention

3.1 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/30 présenté par l'Ukraine sur les principaux défis auxquels doit faire face son programme antarctique national.

3.2 L'Ukraine fait la déclaration suivante :

« À la suite des tentatives d'annexion par la Russie de la République autonome de Crimée en 2014 et des quatre régions ukrainiennes de Louhansk, Donetsk, Zaporizjia et Kherson en 2022, condamnées par la communauté internationale, l'Ukraine a perdu plusieurs infrastructures scientifiques, dont quatre institutions de recherche marine et du personnel scientifique. Cette situation a créé de grandes difficultés dans la mise en œuvre de la recherche océanographique par l'Ukraine, y compris dans le cadre du programme national antarctique.

La guerre d'agression que livre la Russie contre l'Ukraine depuis le 24 février 2022 a entraîné la mort de nombreux citoyens ukrainiens, la destruction d'infrastructures civiles et critiques, une forte chute des indicateurs économiques, et cela se poursuit actuellement. L'invasion armée de la Russie en Ukraine a provoqué une réorientation de l'économie du pays vers la loi martiale et la mise sous séquestre du budget alloué à des domaines tels que l'éducation, la science ou encore la culture et a dirigé les fonds libérés vers les besoins de l'État en matière de défense et la garantie de la sécurité des citoyens.

Étant donné la forte coupe budgétaire dans le programme national antarctique de l'Ukraine, le plan de recherche du navire de recherche ukrainien *Noosfera* pour l'océan Austral a été considérablement réduit, et le retour du navire en Ukraine est désormais temporairement impossible. La longue période possible de surestaries du navire *Noosfera* due à la réduction de la recherche marine soulève la question d'un port d'attache temporaire pour la saison morte.

Les hostilités actuelles donnent lieu à d'importants problèmes de logistique. Il n'y a pas d'aéroport en état de fonctionnement ni de voie d'accès sécurisée en Ukraine en raison de la possibilité permanente d'attaques de missiles et de drones russes. C'est un réel défi pour les spécialistes ukrainiens (scientifiques, fonctionnaires, experts techniques) qui participent au programme national antarctique que d'atteindre leur destination dans la région antarctique.

En octobre 2022, une frappe massive de missiles de la Fédération de Russie sur le territoire de l'Ukraine a considérablement endommagé le bâtiment du centre national de recherche antarctique à Kiev, ainsi que tous les équipements. Il est donc impossible pour le personnel d'utiliser ces installations pour d'autres travaux. Les travaux de reconstruction sont en cours, mais ils se heurtent à des difficultés engendrées par les constantes attaques sur la capitale ukrainienne de drones kamikazes.

Ainsi, tout ce qui précède montre clairement en quoi l'agression russe, considérée par l'Ukraine comme un crime contre l'humanité, freine indubitablement le développement de la capacité scientifique de l'Ukraine et a un impact direct sur l'efficacité de la CCAMLR, en ce sens qu'elle cherche à briser le potentiel économique et scientifique des autres membres de la CCAMLR.

C'est la raison pour laquelle nous appelons les parties à la CCAMLR à réagir en tant que communauté CCAMLR aux actions inamicales (y compris les actions militaires) d'une partie envers une autre partie, ainsi qu'à mettre en place des mesures préventives afin de préserver l'unité de la CCAMLR dans cette situation.

L'Ukraine estime que les autres parties à la CCAMLR devraient dûment tenir compte des enseignements tirés de la situation actuelle, qui devraient constituer une base pour d'autres consultations visant à adapter notre Commission aux difficultés émergentes.

Nous tenons à préciser que la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine est d'autant plus importante qu'elle est l'une des principales causes de la crise alimentaire mondiale qui entraîne de graves conséquences politiques et économiques.

Compte tenu de ce qui précède, l'Ukraine propose d'exprimer, au nom de la CCAMLR, une condamnation sans équivoque de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui constitue un moyen inacceptable de satisfaire des ambitions politiques dans le monde moderne, en notant que de telles actions illégales détruisent les principes de la coopération internationale et menacent d'engendrer des conséquences catastrophiques pour le monde entier. À cet égard, il convient d'appeler le pays agresseur à cesser immédiatement ses actions en Ukraine, avec le retrait incondtionnel des troupes du territoire ukrainien dont les frontières internationalement reconnues. »

3.3 De nombreux Membres expriment leur soutien à l'Ukraine et renvoient aux déclarations qu'ils ont faites précédemment et qui sont rapportées au point 1 de l'ordre du jour. La plupart des Membres condamnent les actions de la Russie et déclarent qu'ils déplorent que les capacités scientifiques de l'Ukraine aient été endommagées du fait de la guerre qui sévit toujours dans ce pays et qui porte préjudice au système du Traité sur l'Antarctique et aux objectifs de la Convention, notamment à sa gestion des pêcheries. De nombreux Membres offrent leur soutien à l'Ukraine et à son programme antarctique. Certains Membres soulignent l'engagement de l'Ukraine envers la CCAMLR et son appel à l'unité, même en de telles circonstances.

3.4 La Russie déclare que le document de l'Ukraine est provocateur et qu'il cherche à soulever l'opinion contre la Russie. Elle affirme que les allégations exposées dans le document CCAMLR-41/BG/30 ne sont pas fondées et qu'il conviendrait de consacrer son temps aux questions importantes auxquelles doit faire face la CCAMLR et non à une discussion spéculative allant à l'encontre du bon déroulement des travaux de la Commission.

3.5 La Chine déclare que l'objectif de la Convention CAMLR est la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique et que la Commission devrait se concentrer sur cet objectif, sans être troublée par des conflits régionaux.

3.6 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/26 soumis par l'Argentine et le Chili. Le Chili présente le document, souligne les défis auxquels sera confrontée la Commission, y compris le changement climatique, et rappelle que les propositions telles que la mise à jour du projet de résolution sur le changement climatique et la création d'un système représentatif d'AMP sont étroitement liées à l'objectif de la Convention. Il note les difficultés que rencontre actuellement la CCAMLR dans l'accomplissement de ses tâches. Notant également les avantages du consensus et son importance au sein du système du Traité sur l'Antarctique, le Chili encourage les délégations à se demander si les efforts déployés pour parvenir à un consensus sur les questions prioritaires sont suffisants. Il constate que les avis scientifiques solides sur des questions spécifiques sont ignorés, ce qui se répercute sur le processus décisionnel. Le Chili rappelle par ailleurs les dommages que peuvent provoquer des décisions unilatérales sur le système du Traité sur l'Antarctique et que l'intention du document est d'inviter les Membres à envisager des solutions créatives pour faire avancer l'objectif de la Convention.

3.7 L'Argentine souligne que la CCAMLR constitue un élément fondamental du système du Traité sur l'Antarctique, ce qui rend l'interaction entre la RCTA et le CPE d'une part, et cette Commission et le Comité scientifique d'autre part, essentielle pour la conservation générale du continent antarctique et des océans qui l'entourent. Elle fait également observer que les situations de blocage et l'adoption de mesures unilatérales ne contribuent pas à l'atteinte de l'objectif de la CCAMLR, et que le fait que certaines actions ne sont pas expressément interdites par le système du Traité sur l'Antarctique ne signifie pas automatiquement qu'elles sont autorisées, mais plutôt qu'elles ne seraient autorisées qu'à la suite d'une décision multilatérale. Ainsi, l'Argentine souligne la pertinence du multilatéralisme et de la coopération internationale. Elle encourage les Membres à réfléchir aux objectifs de la Convention CAMLR et à l'importance de la coopération pour parvenir à un consensus. Elle note encore que si le consensus n'est possible qu'au prix de gros efforts, de nombreuses grandes réalisations de la Commission en résultent pourtant, et elle demande aux Membres de garder cela à l'esprit.

3.8 La Commission remercie le Chili et l'Argentine pour leur document. De nombreux Membres se rallient aux conclusions du document CCAMLR-41/BG/26, notant que les efforts

considérables consentis par les Membres sont essentiels pour parvenir à un consensus afin d'atteindre l'objectif de la Convention. De nombreux Membres soutiennent les recommandations contenues dans le document et particulièrement son appel à l'unité, à la paix et à la coopération dans tous les travaux de la CCAMLR.

3.9 L'UE et ses États membres trouvent préoccupant le fonctionnement du Comité scientifique, notamment l'approche adoptée par certains Membres consistant à appliquer des standards différents à des questions similaires, en fonction de leurs propres intérêts. Ils considèrent que cette approche porte préjudice aux travaux de la Commission et à la Convention, et qu'elle ne s'aligne pas sur les principes selon lesquels la prise de décision doit reposer sur les meilleures informations scientifiques disponibles et sur l'approche de précaution. Ils notent en outre qu'un Membre continue de bloquer le consensus sur toute une série de questions sur la base d'arguments dénués de tout fondement scientifique et qui ont été maintes fois réfutés. Ils en appellent à tous les Membres pour qu'ils fassent usage de leur pouvoir de décision de manière responsable et qu'ils fassent de réels efforts pour parvenir à un consensus.

3.10 Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

« Nous sommes reconnaissants à l'Argentine et au Chili d'avoir rédigé ce document. Nous appuyons leur appel à l'unité et à la coopération au sein de la CCAMLR et à une approche concertée pour trouver des solutions face aux défis auxquels nous sommes confrontés. Néanmoins, nous n'acceptons pas tous les arguments présentés dans ce document. Notamment concernant la caractérisation de la MC 31-01, nous avons exprimé notre position dans les COMM CIRC 22/39, 22/51 et 22/69 ainsi qu'au SCIC la semaine dernière, donc je n'y reviendrai pas ici. Nous ne reconnaissons pas la caractérisation du rôle du CPE dans le document.

Malgré tout, nous comprenons parfaitement le raisonnement qui a motivé la présentation de ce document et craignons que les circonstances ayant abouti à l'issue très malheureuse de la réunion de l'année dernière ne se reproduisent. La Russie a de nouveau arrêté sa position sur un certain nombre de points de l'ordre du jour sans soumettre de nouvelles preuves ou d'analyses scientifiques. En ce qui concerne sa position sur la sous-zone 48.3 notamment, ses assertions précédentes sur l'état du stock de légine dans cette région ont été traitées de manière exhaustive par les groupes de travail du Comité scientifique en 2019. Rien ne semble indiquer que le stock de la sous-zone 48.3 présente des caractéristiques différentes de celles des autres pêcheries de légine gérées par la CCAMLR. Pourtant, la Russie reste sur sa position. De même, la Russie bloque la recherche et l'avancement sur le développement d'une évaluation de stock dans la division 58.4.1, également sur la base d'une position fallacieuse que les autres membres du Comité scientifique ne reconnaissent pas et sans aucun engagement ou approche constructive pour trouver une voie à suivre.

Du point de vue du Royaume-Uni, le comportement le plus préjudiciable au bon fonctionnement de cette Commission est celui qui empêche cette dernière de s'acquitter des fonctions qui lui sont dévolues par la Convention, notamment d'adopter des mesures de conservation fondées sur les meilleures informations scientifiques disponibles. C'est en somnambule que nous nous rapprochons dangereusement du dénigrement du cadre réglementaire que nous avons développé au cours des 40 dernières années. Nous appelons donc tous les Membres à s'engager de bonne foi dans les travaux de la

Commission. S'il était vraiment acceptable que chaque Membre développe simplement des positions politiques, fondées sur l'interprétation subjective, plutôt que statistique, de données vieilles de 20 ans, en déclarant simplement que les autres Membres doivent réaliser plus de travaux scientifiques – comme c'est manifestement l'approche de la Russie – nous pourrions alors nous épargner beaucoup de temps et d'argent en mettant fin au processus scientifique de la CCAMLR et en nous engageant ici sur la base de "positions" prédéterminées.

Le Royaume-Uni reste fermement engagé envers la conservation de l'océan Austral. Nous continuerons de veiller à ce que les navires de pêche britanniques opèrent selon les normes les plus strictes, et à ce que nos scientifiques produisent une science de pointe, vérifiable, basée sur les normes les plus élevées. Nous continuerons par ailleurs à contribuer à la protection de la zone de la Convention contre les activités de pêche illicites, non réglementées et non déclarées. »

3.11 La Commission note que les avis concernant le changement climatique ont été examinés par le Comité scientifique et que ces considérations ont été intégrées à tous les points de l'ordre du jour du Comité scientifique, ainsi qu'au point spécifiquement consacré au changement climatique.

3.12 La Belgique réaffirme son engagement vis-à-vis de l'objectif de la Convention, du maintien des normes élevées de la CCAMLR et du respect tant de l'organisation que du système du Traité sur l'Antarctique. Elle souligne la nécessité d'une coopération étroite entre les Membres, en particulier au sein de la communauté scientifique, notamment grâce à un engagement actif et à différents programmes de recherche de la part de tous les Membres. En outre, la Belgique souligne l'importance du principe de précaution ainsi que celle de la conservation de la biodiversité et des écosystèmes de l'Antarctique. Elle note que l'utilisation durable des ressources marines vivantes dépend de l'adhésion à ces principes et à l'article II de la Convention CAMLR.

3.13 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/17, présenté par l'ASOC et la COLTO. Cette dernière, en présentant ce document commun, indique que la CCAMLR se trouve maintenant dans une situation difficile, dans l'incapacité croissante d'accomplir des progrès dans ses tâches ordinaires. L'ASOC et la COLTO estiment que la CCAMLR doit envisager de nouveaux processus qui l'aideront à parvenir à un consensus. Elles espèrent que la CCAMLR pourra trouver des solutions pour sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve actuellement et retrouver sa réputation d'organisation de pointe.

Seconde évaluation de performance (PR2)

3.14 La Commission prend note du rapport du secrétaire exécutif sur l'avancement des recommandations de la seconde évaluation de performance (PR2). Le secrétaire exécutif renvoie les délégués au document CCAMLR-41/06, rappelant que ce document représente le premier état d'avancement de la PR2 présenté à la Commission depuis la 38^e réunion de la CCAMLR, en raison de la pandémie.

3.15 La Commission note que des progrès importants ont été effectués à l'égard de toutes les recommandations émises par la PR2 et **est d'avis** que le secrétariat devrait continuer de suivre ces progrès et d'en tenir les Membres informés par le biais du site web de la CCAMLR.

3.16 La Corée rappelle, concernant spécifiquement les recommandations 11 et 18 d'une part, que le SCIC avait examiné une proposition de révision de la Procédure CCAMLR d'évaluation de la conformité (CCEP), et concernant la recommandation 12 d'autre part, qu'une proposition de révision de la MC 10-02 était envisagée au sujet des transbordements impliquant des navires de Parties non contractantes (PNC).

3.17 L'UE et la France estiment, concernant les recommandations 4 et 25, que la Commission devrait en examiner les travaux de mise en œuvre. De plus, l'UE encourage l'élaboration et l'adoption d'une procédure de suivi relative aux décisions prises sur le changement climatique.

3.18 De nombreux Membres attirent l'attention sur la recommandation 7 ayant trait à l'identification et la désignation d'un système représentatif d'AMP. La Russie rappelle que les AMP sont systématiquement à l'ordre du jour.

3.19 L'Australie est satisfaite des progrès réalisés à l'égard de la recommandation 7 et indique qu'elle aimerait que ceux-ci mènent à la création d'un système représentatif d'AMP. Concernant la recommandation 4 iii), elle demande à la Commission d'envisager de nouveau une réunion commune des délégués de la CCAMLR et de la RCTA pour identifier les possibilités de coordination et de coopération sur des questions d'intérêt commun. L'Australie mentionne en outre les recommandations 5, 8 et 25, sur lesquelles elle souhaite voir réaliser davantage de progrès.

3.20 La Russie note que d'importants progrès ont été réalisés à l'égard de plusieurs recommandations et rappelle que les discussions du SCIC sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), la sécurité des navires et la réglementation de l'Organisation maritime internationale (OMI) sont particulièrement importantes.

3.21 La Chine note que des progrès significatifs ont été réalisés en matière de gestion du krill, mais qu'il est encore nécessaire d'approfondir les connaissances scientifiques et de transposer ces informations dans les procédures de gestion. En outre, elle souhaite que ces questions soient intégrées aux futurs travaux.

3.22 Le président du Comité scientifique, Dirk Welsford (Australie), rappelle les paragraphes 11.7 à 11.9 du rapport SC-CAMLR-41 portant sur la discussion de la PR2 par le Comité scientifique et souligne à quel point l'évaluation de la performance et le plan stratégique quinquennal du Comité scientifique se recoupent.

3.23 La présidente du SCIC fait part de la discussion menée par son Comité (SCIC-2022, paragraphes 157 à 160) sur la deuxième évaluation de la performance et indique que les Membres souhaitent en préparer une troisième en s'interrogeant sur la possibilité de se concentrer sur certains sujets particuliers. Par ailleurs, la Russie note qu'il convient de prendre dûment en compte la santé financière à venir de l'organisation.

3.24 L'ASOC note l'importance des évaluations indépendantes de la performance mais craint que le résumé ait donné une opinion optimiste des travaux entrepris. Elle a du mal à identifier de réels progrès concernant les AMP depuis 2017 et rappelle que la recommandation 10 sur le code polaire n'a pas été mis en œuvre. L'ASOC attend avec intérêt le prochain état d'avancement de l'évaluation de la performance.

3.25 Le président clôture le point 3 de l'ordre du jour.

Gestion des ressources marines

Avis du Comité scientifique

4.1 Le président du Comité scientifique présente le rapport du Comité scientifique (SC-CAMLR-41). Il souligne qu'une réunion du groupe de travail sur la mortalité accidentelle liée à la pêche (WG-IMAF) a eu lieu pour la première fois depuis 11 ans, et qu'un symposium du Comité scientifique (SC-CAMLR-41, annexe 4) s'est également tenu, au cours duquel a été élaboré un programme de travail stratégique quinquennal ainsi que des projets de programmes de travail et des projets de termes de référence pour les groupes de travail du Comité scientifique, qui ont été finalisés lors de la réunion 2022 du Comité scientifique (SC-CAMLR-41, tableaux 6 à 10 et annexe 11). Il remercie tous les Membres qui ont participé aux délibérations du Comité scientifique et de ses groupes de travail spécialisés. Ses remerciements vont également au secrétariat pour son soutien.

4.2 La Commission prend note des avis du Comité scientifique, de ses recommandations et de son programme de travail détaillant les exigences concernant la recherche et les données et félicite le président du Comité scientifique et les responsables de ses groupes de travail, ainsi que les nombreux scientifiques qui ont contribué aux résultats fructueux de leurs réunions respectives malgré des circonstances difficiles.

4.3 De nombreux Membres trouvent inquiétant que le Comité scientifique n'ait pas été en mesure de fournir d'avis consensuel sur plusieurs sujets, alors que la plupart d'entre eux s'accordaient sur le fait que les avis à disposition étaient fondés sur les meilleures informations scientifiques disponibles (voir également SC-CAMLR-41, annexe 4, paragraphe 4.1 b) i). De nombreux Membres rappellent que la Commission est habilitée dans le cadre de son mandat à prendre des décisions politiques fondées sur les meilleures informations scientifiques disponibles même si le Comité scientifique n'est pas en mesure de fournir d'avis consensuel.

4.4 Concernant l'apport des meilleures informations scientifiques disponibles, le président du Comité scientifique note que les désaccords scientifiques doivent être justifiés par des hypothèses vérifiables. La Commission note qu'afin d'assurer l'intégrité des méthodes de gestion basées sur la science, la distinction entre l'émission d'avis et la prise de décision devrait être améliorée.

4.5 La Commission note que le Comité scientifique a discuté à plusieurs reprises de l'intégration des considérations concernant le changement climatique dans ses analyses et ses avis ces dernières années (SC-CAMLR-41, paragraphe 7.8) Elle note également que le Comité scientifique a accepté d'organiser un atelier sur le changement climatique (SC-CAMLR-41, paragraphe 7.10), et par ailleurs qu'il a inclus dans les termes de référence révisés de tous les groupes de travail une demande de prise en considération de l'impact du changement climatique et environnemental dans les avis qu'ils émettent.

Règles d'accès et d'utilisation des données de la CCAMLR

4.6 La Commission prend note du document CCAMLR-41/08 qui fournit un résumé des évaluations des règles d'accès et d'utilisation des données de la CCAMLR par les groupes de travail, ainsi que des discussions qui se sont tenues lors de la réunion du Comité scientifique (SC-CAMLR-41, paragraphes 11.30 à 11.35).

4.7 La Commission note que les règles d'accès et d'utilisation des données de la CCAMLR sont complexes et que les modifications que les groupes de travail proposent d'y apporter nécessitent d'être étudiées plus avant. Elle **approuve** la demande faite par le Comité scientifique (SC-CAMLR-41, paragraphe 11.35) au secrétariat afin que celui-ci fournisse un schéma de la procédure décrivant simplement le déroulement des demandes de données, et que le Groupe consultatif des services de données (GCSD) coordonne des discussions plus approfondies via l'e-groupe du GCSD et les groupes de travail du Comité scientifique et en soumette les conclusions lors de la 42^e réunion de la CCAMLR. La Commission accepte en outre de travailler à de potentielles révisions des règles d'accès et d'utilisation des données de la CCAMLR pendant la période d'intersession.

Ressources en krill

4.8 La Commission prend note des discussions qui se sont tenues au sein du Comité scientifique concernant l'état et les tendances des ressources en krill (SC-CAMLR-41, paragraphes 3.2 à 3.4), les campagnes d'évaluation acoustique du krill (SC-CAMLR-41, paragraphes 3.5 à 3.11), l'atelier prévu pour les observateurs du krill (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.14) et les estimations acoustiques de la biomasse (SC-CAMLR-41, paragraphes 3.16 à 3.25). Elle note également que le Groupe d'experts du SCAR sur le krill (SKEG pour *SCAR Krill Expert Group*) a l'intention de réunir un groupe d'experts en ligne afin de discuter et de développer des hypothèses sur le stock de krill en 2023 (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.28).

4.9 La Commission **approuve** la recommandation du Comité scientifique selon laquelle des précisions sur le maillage des poches de culs de chalut devraient être intégrées aux notifications des projets de pêche (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.17).

4.10 La Commission note les progrès effectués vers l'établissement d'une évaluation du stock de krill (SC-CAMLR-41, paragraphes 3.30 à 3.34) et l'évaluation du chevauchement spatial (SC-CAMLR-41, paragraphes 3.35 à 3.39). Elle note en outre que l'estimation révisée de gamma de 0,0338 devant être utilisée dans le calcul des limites de capture pour la sous-zone 48.1 est la première révision apportée à ce paramètre depuis plusieurs décennies.

4.11 La Commission note avec inquiétude le déclin de >80 % observé dans les populations d'otaries dans les îles Shetland du Sud (ISS) et avance que cela pourrait être dû à la combinaison d'une présence de krill réduite pendant l'été, du vieillissement de la population de femelles et de l'augmentation de la prédation des léopards de mer sur les jeunes phoques, possiblement due aux changements de répartition géographique du léopard de mer induits par le changement climatique. Elle note par ailleurs la pression supplémentaire que peut exercer la pêche de krill sur cette population et qu'il est nécessaire d'en quantifier l'impact. La Commission fait observer que la proposition d'AMP du domaine 1 (AMPD1), si elle était adoptée, protégerait de manière holistique plusieurs éléments de l'écosystème, y compris la population d'otaries en déclin. Elle ajoute que l'approche révisée de la gestion du krill a tenu compte de ces éléments, notamment de la demande des prédateurs de krill dans l'analyse du chevauchement spatial et dans l'estimation du taux d'exploitation de précaution, ainsi que l'impact du changement climatique intégré dans les estimations de la biomasse moyenne de krill, et encourage la poursuite des travaux.

4.12 La Commission salue les avancements notables du Comité scientifique et reconnaît qu'un travail considérable a été effectué cette année, ce qui lui a permis d'appliquer la nouvelle approche de gestion du krill pour calculer de nouvelles limites de capture dans les unités de gestion de la sous-zone 48.1 (SC-CAMLR-41, paragraphes 3.45 et 3.46 et tableau 2). Elle note que le Comité scientifique a pris en considération les implications en matière de gestion de l'application de ces nouvelles limites de capture en matière de gestion, en particulier la nécessité de collecter de nouvelles données de suivi à mesure que ces limites augmentent, et l'intégration des méthodes de gestion du krill dans la sous-zone 48.1 dans la proposition d'AMPD1 (SC-CAMLR-41, paragraphes 3.43 à 3.66) afin de coordonner les efforts et à développer une approche cohérente pour la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources marines vivantes.

4.13 La Commission note que le Comité scientifique n'a pas été en mesure d'émettre un avis consensuel (SC-CAMLR-41, paragraphes 3.67 à 3.69).

4.14 La Commission examine le document SC-CAMLR-41/12 soumis par la Chine, fournissant des options pour la mise en œuvre d'une approche provisoire de la gestion du krill pour la sous-zone 48.1, y compris la révision simultanée des MC 51-01 et MC 51-07 ensemble, et de la MC 51-07 seule, et note d'une part, l'approbation par le Comité scientifique des trois composantes de l'approche révisée de la gestion, à savoir l'estimation de la biomasse de krill, l'évaluation du taux d'exploitation de précaution et l'analyse du chevauchement spatial krill-prédateurs, et d'autre part, l'engagement de nombreux Membres qui a contribué à ce succès.

4.15 La Commission prend note du document CCAMLR-41/37 soumis par la Russie, qui envisage de faire de l'établissement d'un système de campagnes d'évaluation acoustique standardisée synoptique et régionale dans la zone 48 un prérequis pour actualiser les MC 51-01 et 51-07 d'après les informations récentes à l'échelle de la population de krill dans cette zone.

4.16 De nombreux Membres notent la suggestion faite au paragraphe 3.59 ii) du rapport SC-CAMLR-41 selon laquelle la mise en œuvre de la stratégie de gestion du krill révisée suivant une approche par paliers qui consisterait à augmenter graduellement les limites de capture pourrait être une option envisageable.

4.17 La Commission note qu'il faut encore approfondir les questions concernant :

- i) le suivi des limites de capture à des échelles spatiales plus précises (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.51)
- ii) l'harmonisation et/ou l'intégration des différentes initiatives de gestion spatiale dans la sous-zone 48.1, y compris les zones restreintes volontairement de l'ARK et la proposition d'AMPD1 (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.65)
- iii) le suivi de la biomasse de krill et d'autres composantes écosystémiques à l'avenir, incluant les captures accessoires de poissons et les espèces prédatrices dépendant du krill, spécialement dans les zones à données limitées telles que le détroit de Gerlache, ainsi que l'évaluation des impacts potentiels d'une pêche plus intense sur l'écosystème (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.49).

4.18 La Commission discute d'un programme de travail visant à développer une approche holistique de la gestion dans la sous-zone 48.1, y compris avec la proposition d'AMPD1, ainsi

que l'organisation d'un symposium CCAMLR intégrant la science, la politique et l'industrie. Il n'est pas possible, faute de temps, de l'adopter lors de la 41^e réunion de la CCAMLR, mais la Commission reconnaît la précieuse contribution de nombreux Membres à ces travaux et est d'avis que la proposition pourrait former la base de discussions pendant la période d'intersession, des travaux des groupes de travail du Comité scientifique et d'un futur symposium, et elle conserve le projet du programme de travail décrit dans le document CCAMLR-41/BG/43.

4.19 La Commission prend note des documents SC-CAMLR-41/BG/07, BG/08 et BG/09 rédigés par l'ARK, qui rendent compte de ses activités et présentent quelques recommandations sur la manière d'améliorer la pêcherie. Elle remercie l'ARK pour le maintien des zones restreintes volontairement qui ont permis de s'assurer que la pêche était prudente et l'encourage à maintenir ces zones tampon jusqu'à ce que la Commission approuve la mise en œuvre du nouveau plan de gestion du krill.

4.20 La Commission prend note du document SC-CAMLR-41/BG/29 présenté par l'ASOC, qui fournit une série de recommandations afin d'assurer une gestion prudente de la pêcherie de krill.

4.21 La Commission **accepte** de reconduire les MC 51-04 et 51-07 pour la saison de pêche 2022/23.

Ressources en poissons

Poisson des glaces

4.22 La Commission **approuve** l'avis du Comité scientifique sur les limites de capture du poisson des glaces (*Champsocephalus gunnari*) à appliquer dans la sous-zone 48.3 pour la saison 2022/23 et dans la division 58.5.2 pour les saisons 2022/23 et 2023/24 (SC-CAMLR-41, paragraphes 3.81 et 3.84).

Légine (*Dissostichus* spp.)

4.23 La Commission examine les avis émis par le groupe de travail sur les statistiques, les évaluations et la modélisation (WG-SAM), le groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons (WG-FSA) et le Comité scientifique sur les limites de capture pour la pêcherie de légine de la sous-zone 48.3. De nombreux Membres étaient d'avis que la limite de capture dans la pêcherie de légine dans la sous-zone 48.3 est basée sur les meilleures informations scientifiques disponibles. Cette question a entraîné un certain nombre de déclarations de la part des Membres au cours de la réunion cette année (paragraphes 1.25 à 1.27) comme cela avait déjà été le cas l'année dernière (CCAMLR-40, paragraphes 6.18 à 6.37).

4.24 La Commission note que le Comité scientifique n'a pas été en mesure de fournir d'avis consensuel sur les limites de capture pour la légine australe (*Dissostichus eleginoides*) dans la sous-zone 48.3 (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.110). De nombreux Membres estiment que les limites de capture dont il est question dans le paragraphe 3.109 du rapport SC-CAMLR-41 se fondent sur les meilleures informations scientifiques disponibles et que c'est sur celles-ci que

devrait se baser la décision de la Commission. De nombreux Membres encouragent fortement la Commission à parvenir à un consensus sur la limite de capture en se basant sur l'avis du Comité scientifique. La Russie répète que selon elle, une campagne d'évaluation internationale devrait être menée dans la sous-zone 48.3 pendant la saison 2022/23, mais de nombreux Membres répondent que ces suggestions n'ont aucune justification scientifique.

4.25 De nombreux Membres la proposition d'adoption de la limite de capture donnée dans le paragraphe 3.109 du rapport SC-CAMLR-41, (1 970 tonnes pour 2022/23 et 2023/24) et précisent qu'elle serait cohérente avec le rendement de précaution estimé d'après les règles de décision de la CCAMLR, le processus de définition des limites de capture des années précédentes et l'utilisation des meilleures informations scientifiques disponibles.

4.26 De nombreux Membres se déclarent préoccupés par cette situation, et font remarquer qu'un consensus nécessite un engagement actif dans la recherche de solutions aux problèmes, mais qu'un Membre n'a cessé d'éviter de s'engager dans des discussions qui permettraient d'avancer, ce qui a causé une absence de consensus sur bien des points. En outre, de nombreux Membres constatent que, selon eux, la Russie ignore les meilleures informations scientifiques disponibles fournies par le Comité scientifique et ses groupes de travail, et qu'elle bloque sciemment leur utilisation. Certains Membres indiquent qu'à leur avis, la Russie a indiqué lors de la réunion du Comité scientifique qu'aucune information scientifique qui pourrait être présentée ne la ferait revenir sur sa position au sujet de la pêcherie de légine de la sous-zone 48.3 (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.106).

4.27 La Russie indique que les documents soumis aux réunions de la CCAMLR en 2021 et 2022 montrent que, comme précédemment, les poissons âgés de 5 à 7 ans sont visés par la pêcherie de légine dans la sous-zone 48.3 et sont capturés. La base des captures dans la pêcherie de légine dans la sous-zone 48.3 est constituée de juvéniles de 8 à 13 ans à toutes les profondeurs (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.93).

4.28 La Russie ajoute que c'est par la capture de juvéniles que sera atteinte la limite de capture de précaution calculée selon les règles de décision de la CCAMLR et souligne la nécessité de clarifier comment une telle pêcherie répond à l'utilisation rationnelle de la ressource *D. eleginoides* dans la sous-zone 48.3. Elle a souligné à plusieurs reprises cette gestion spécifique de la pêcherie de légine dans la sous-zone 48.3 et a exhorté la CCAMLR à prêter attention à l'utilisation irrationnelle de la ressource de *D. eleginoides* dans la zone de la Convention CAMLR.

4.29 La Russie maintient d'une part sa position selon laquelle la population de *D. eleginoides* dans la sous-zone 48.3 doit être protégée, et d'autre part la proposition préconisant de réviser l'approche de précaution de l'utilisation du stock de *D. eleginoides* dans la zone de la CCAMLR (sous-zone 48.3) du fait que cette approche ne garantit pas l'utilisation durable et rationnelle de cette ressource (SC-CAMLR-40/15 ; SC-CAMLR-40, paragraphes 3.47 et 3.48).

4.30 La Russie note que ses propositions spécifiques concernant la réglementation de la pêche à la légine dans la sous-zone 48.3 (limiter le volume des captures de *D. eleginoides*, pêcher uniquement à des profondeurs de 1 000 m, réduire la limite de capture à 500 tonnes selon les zones de pêche d'une profondeur de 1 000 à 2 250 m, mener une campagne d'évaluation internationale pour évaluer le stock de légine) (SC-CAMLR-XXXVII/14 Rév. 2) ont été ignorées.

4.31 La Russie rappelle les principes et objectifs de la Convention et considère comme fondamentalement important que la gestion de la ressource *D. eleginoides* dans la sous-zone 48.3 repose sur un équilibre entre conservation et utilisation rationnelle (article II de la Convention).

4.32 Certains Membres notent que conformément à la MC 31-01, les limites de captures autorisées dans la sous-zone 48.3 doivent être définies sur la base des avis du Comité scientifique.

4.33 Les États-Unis font la déclaration suivante :

« Selon nous, la discussion du Comité scientifique sur la pêcherie de légine de la sous-zone 48.3 est convaincante ; il n'y a aucune raison scientifique de fermer la pêcherie de légine dans la sous-zone 48.3. Nous sommes d'avis que la Commission devrait adopter la limite de capture visée au paragraphe 3.109 du rapport du Comité scientifique, rétablir la MC 41-02 et autoriser la pêche de légine dans la sous-zone pendant la saison de pêche 2022/23.

Nous ne sommes pas convaincus par l'assertion de la Russie selon laquelle la pêcherie est en quelque sorte surexploitée. En fait, d'après les données scientifiques, il est clair que cette assertion est fondée sur une hypothèse falsifiée. Nous ne comprenons pas pourquoi la Russie continue d'ignorer les nouvelles données et analyses qui réfutent son hypothèse et ne pouvons que conclure que l'approche de la Russie vise à semer le trouble et à détruire l'esprit de collaboration que nous sommes nombreux à partager au sein de la CCAMLR.

Chers collègues, c'est avec vous tous que nous tenons à négocier une solution à ce problème ; il est dans notre intérêt à tous de le faire et de montrer que la CCAMLR reste un lieu privilégié de coopération internationale. Si nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord cette année, nous craignons que la communauté internationale ne considère cette organisation comme un échec. »

4.34 Le Royaume-Uni note que la Russie continue de bloquer le consensus sur la limite de capture dans la pêcherie de légine de la sous-zone 48.3 en se basant sur des motifs fallacieux qui ont été rejetés par tous les autres Membres au sein des groupes de travail scientifiques, du Comité scientifique et de la Commission depuis 2018. Il indique qu'il a mené des analyses scientifiques supplémentaires, à un coût considérable, afin de démontrer la nature prudente de la pêcherie, en adéquation avec toutes les autres pêcheries de légine dans la zone de la Convention.

4.35 Le Royaume-Uni se range à l'avis des intervenants précédents, selon lequel il n'existe aucune preuve de la différence entre la pêcherie de la sous-zone 48.3 et les autres pêcheries dirigées de légine, ou que la pêcherie de la sous-zone 48.3 est la seule pêcherie dirigée dans la zone de la Convention, comme l'a affirmé à tort la Russie pendant la réunion du Comité scientifique. La Russie continue d'ignorer les meilleures informations scientifiques disponibles, préférant se référer à des données sélectionnées datant d'avant 2006, malgré le fait qu'il n'existe pas de preuve de surexploitation, comme en sont convenus tous les autres Membres.

4.36 Le Royaume-Uni demande une clarification au président du Comité scientifique concernant le commentaire fait par un Membre lors de la réunion du groupe de travail selon lequel « aucune information scientifique qui pourrait être présentée ne la ferait revenir sur sa

position » et plus spécifiquement s'il s'agit de la Russie, et si ce commentaire a été formulé à propos de la pêcherie de légine de la sous-zone 48.3. Le président du Comité scientifique acquiesce par un hochement de tête. Le Royaume-Uni conclut donc que la Russie n'a aucune raison scientifique valable d'empêcher l'adoption de cette limite de capture et que son objectif ne peut être que politique.

4.37 La Commission discute de trois options concernant la pêcherie de la sous-zone 48.3 pour la saison 2022/23.

4.38 La Commission n'est en mesure de parvenir à un consensus sur aucune des trois options soumises à discussion.

4.39 La Commission **approuve** les avis du Comité scientifique (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.108) au sujet d'une évaluation indépendante des données pertinentes, de l'évaluation des stocks et de l'application des règles de décision de la CCAMLR dans toutes les pêcheries de légine soumises à la règle de contrôle de l'exploitation de la CCAMLR, y compris la sous-zone 48.3 en 2023, afin de garantir que la gestion de la légine est prudente et qu'elle est fondée sur les meilleures informations scientifiques disponibles.

4.40 La Commission **approuve** l'avis du Comité scientifique (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.112) sur la limite de capture de légine antarctique (*D. mawsoni*) dans la sous-zone 48.4.

4.41 La Commission **approuve** l'avis selon lequel l'interdiction de la pêche dirigée de *D. eleginoides* dans les divisions 58.5.1 et 58.5.2 ainsi que dans les sous-zones 58.6 et 58.7 en dehors des zones relevant d'une juridiction nationale restera en vigueur (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.113).

4.42 La Commission examine l'avis du Comité scientifique visant à rendre plus précises les exigences entourant les plans de recherche mis en place dans les pêcheries exploratoires conformément au paragraphe 6 iii) de la MC 21-02, en ajoutant une annexe à la MC 21-02 (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.116). Cependant, la Commission ne parvient pas à un consensus sur la préparation d'une nouvelle annexe à la MC 21-02.

4.43 La Commission **approuve** l'avis du Comité scientifique sur l'utilisation de l'arbre de décision mis à jour pour l'analyse des tendances (WG-FSA-2022, figure 2).

4.44 La Commission **approuve** l'avis du Comité scientifique sur les limites de capture figurant dans le tableau 4 de SC-CAMLR-41, pour les pêcheries de légine des sous-zones 48.6 et 88.2 et de la division 58.4.2 (SC-CAMLR-41, paragraphes 3.117, 3.118, 3.124 et 3.125).

4.45 La Commission **approuve** le plan de recherche élaboré par l'Australie, la Corée, l'Espagne, la France et le Japon pour la pêcherie exploratoire de légine dans la division 58.4.2, mais elle ne parvient pas à un consensus concernant le plan de recherche pour la division 58.4.1 (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.136).

4.46 La Russie rappelle à la Commission que le Comité scientifique a déclaré l'évaluation de *Dissostichus* spp. dans les pêcheries à données limitées comme hautement prioritaire, et qu'une attention particulière devait être portée à l'utilisation de différents types de palangres dans les plans de recherche et aux effets négatifs que peuvent occasionner les engins de pêche (SC-CAMLR-XXIX, paragraphes 3.125 à 3.145 ; SC-CAMLR-XXX, annexe 7, paragraphe 6.74 ; SC-CAMLR-XXXVI, paragraphe 3.115).

4.47 La Russie note que l'utilisation d'engins de configurations et de types différents pour la mise en œuvre du plan de recherche pour la pêcherie exploratoire de *Dissostichus* spp. en Antarctique de l'Est (divisions 58.4.1 et 58.4.2) est un facteur critique influant sur l'efficacité et la fiabilité de ce plan pour les pêcheries limitées en données. Elle note en outre que l'utilisation d'engins différents entraîne des répercussions sur les performances de la pose et la récupération de marques et rappelle à la Commission que le taux de survie effective au marquage varie en fonction du type d'engin. Elle rappelle également que 5 509 poissons ont été marqués et que 26 d'entre eux ont été recapturés entre 2011/12 et 2017/18, au cours de la mise en œuvre d'un plan de recherche en Antarctique de l'Est.

4.48 La Russie estime que le plan de recherche pour la pêcherie exploratoire de *Dissostichus* spp. en Antarctique de l'Est (divisions 58.4.1 et 58.4.2) doit remplir pleinement les conditions visées à la MC 24-01 (annexe 24-01/A, format 2), y compris la standardisation des engins de pêche. Il n'existe aucune disposition dans le règlement intérieur du Comité scientifique ou de la Commission sur l'application partielle d'une mesure de conservation de la CCAMLR.

4.49 La Russie indique que le nouveau plan de recherche pour la pêcherie exploratoire de *D. mawsoni* en Antarctique de l'Est (divisions 58.4.1 et 58.4.2) des saisons 2022/23 à 2025/26 n'est pas conforme à la MC 21-02 et qu'il ne fournira pas les données permettant d'atteindre les objectifs principaux qu'il propose.

4.50 L'Australie fait la déclaration suivante :

« L'Australie est déçue que, de nouveau, la Commission ne parvienne pas à un consensus sur la mise en place de son plan de recherche dans la division 58.4.1. Encore une fois, l'absence de consensus tient au fait que la Russie affirme que l'on ne peut utiliser différents types d'engins dans ce secteur. Cette exigence concernant des types d'engins standardisés n'existe pas.

Depuis 2018, les porteurs du plan de recherche pour la division 58.4.1 ont fourni au Comité scientifique et à ses groupes de travail de nombreuses preuves scientifiques validant l'approche de la CCAMLR quant à l'utilisation de divers types d'engins de palangre dans les pêcheries exploratoires, et qu'il est possible de tenir compte de plusieurs types d'engins dans les analyses et les évaluations intégrées.

En effet, comme cela a été dit à plusieurs reprises, de nombreuses évaluations intégrées, y compris celle de la mer de Ross, ont été développées et sont désormais utilisées dans la zone de la Convention, et elles se fondent sur les données collectées au moyen de types d'engins mixtes.

La Russie a maintes fois déclaré qu'il ne fallait pas utiliser plusieurs types d'engins dans la division 58.4.1, mais sans toutefois fournir aucune preuve scientifique à l'appui. En outre, la raison pour laquelle cette prétendue exigence s'appliquerait uniquement à la division 58.4.1, mais pas aux autres secteurs, n'est pas claire (WG-FSA-2022, paragraphe 5.31). L'Australie espère qu'une nouvelle annexe à la MC 21-02, comme le recommande le Comité scientifique, puisse résoudre et clarifier cette question, raison pour laquelle elle est en faveur de cette annexe et appuie la recommandation du Comité scientifique à cet égard.

Nous nous félicitons toutefois que le plan de recherche concernant la division 58.4.2 ait été approuvé par le Comité scientifique et la Commission. »

4.51 La France fait la déclaration suivante :

« La France considère que le plan de recherche est en totale conformité avec les mesures de conservation en vigueur, y compris la mention de “étalonnage/standardisation” qui est clairement évaluée à la page 13 du plan de recherche. La France insiste par ailleurs sur son engagement à faire aboutir le plan de recherche concernant les divisions 58.4.1 et 58.4.2.

Nous rappelons que la reprise de la pêche dans la division 58.4.1 est très importante pour la collecte des données dont dépend l'évaluation du stock de légine dans ce secteur, et qui sont également nécessaires pour mieux comprendre le fonctionnement de l'écosystème. La France souligne qu'il est regrettable qu'aucune activité de pêche exploratoire ne puisse avoir lieu dans la division 58.4.1, en dépit des solides informations scientifiques disponibles accumulées par les Membres ayant participé au plan de recherche au cours des dernières années.

Nous notons que le blocage de cette pêcherie exploratoire par un Membre a également interrompu un important effort de recherche sur le fonctionnement de l'écosystème dans cette vaste zone peu explorée. Le plan de recherche multi-Membres qui réunit des scientifiques australiens, coréens, espagnols, français et japonais a permis de couvrir un large spectre de disciplines scientifiques, ce qui n'aurait pas été possible autrement. La France déplore que ce travail en collaboration ne puisse se poursuivre. »

4.52 La Corée fait la déclaration suivante :

« La Corée remercie les Membres qui travaillent avec elle sur un plan de recherche commun. La recherche conjointe dans la division 58.4.1 a été interrompue en 2018, et depuis quatre ans, la Commission est privée de bonnes occasions de collecter des données importantes qui auraient contribué de manière significative aux objectifs de la Commission.

Cette année, les Membres ont soumis un nouveau plan de recherche pour la saison de pêche 2022/23 avec une hypothèse actualisée sur le stock, fondée sur l'avis scientifique selon lequel la standardisation des engins de pêche n'a aucune incidence sur le résultat de l'opération de recherche, et l'intérêt de la recherche scientifique l'emporte sur les questions de formatage. Par ailleurs, la standardisation des engins de pêche ne signifie pas que tous les engins devraient être identiques, et la raison pour laquelle cette question devrait justifier l'impossibilité de poursuivre la recherche ne nous convainc pas.

La Corée est extrêmement préoccupée par le fait que les efforts consentis ces trois dernières années n'ont fait aucune différence et frustrée qu'un seul Membre ne puisse pas accepter un plan de recherche reposant sur des bases scientifiques solides. La pénurie continue de données dans les zones à données limitées va considérablement mettre à mal la base de données et d'informations qui est absolument nécessaire à la conservation et la gestion fondées sur la science des ressources marines vivantes de l'Antarctique.

La Corée invite le Membre à revoir sa position et à faire preuve de souplesse, afin que cette opération de recherche, interrompue depuis longtemps, puisse reprendre et contribuer à la base d'informations de la Commission. »

4.53 De nombreux Membres s'inquiètent du fait que la Russie bloque une fois encore la proposition de pêche de recherche pour la division 58.4.1 et qu'elle bloque également le consensus qui permettrait d'ajouter une annexe à la MC 21-02, grâce à laquelle serait évitée toute interprétation erronée de la part de la Russie concernant l'utilisation d'engins de pêche standardisés visée à ladite annexe. Le Royaume-Uni rappelle que la Russie continue de présenter des arguments scientifiques fallacieux afin d'empêcher tout consensus concernant les pêcheries auxquelles elle ne participe pas.

4.54 La Commission examine également la position exprimée par certains Membres lors de la réunion du SCIC (SCIC-2022, paragraphe 152), qui soulignaient que s'il était exigé d'inclure toutes les considérations mentionnées dans le format 2 de l'annexe 24-01/A à la MC 24-01, les navires de pêche à la palangre seraient alors tenus de décrire toutes les configurations de leurs chaluts, et que cette position n'est en aucun cas conforme aux exigences définies dans la mesure de conservation.

4.55 La Commission **approuve** l'avis du Comité scientifique selon lequel le taux de marquage et le taux de cohérence du marquage doivent être précisés et appliqués au secteur le plus petit pour lequel est fixée une limite de capture (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.121).

4.56 La Commission note que l'atelier commun de la COLTO et de la CCAMLR sur le marquage aura lieu en mars 2023 à Hobart, en Australie (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.122).

4.57 La Commission **approuve** l'avis du Comité scientifique selon lequel le plan de collecte des données de la mer de Ross doit être mis en œuvre pour les saisons de pêche allant de 2023/24 à 2027/28, selon la description présentée dans les tableaux 1 et 2 du document WG-FSA-2022 (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.142).

4.58 Afin d'améliorer la structure spatiale dans la pêcherie de l'unité de recherche à petite échelle (SSRU) 882H, la Commission **approuve** l'avis du Comité scientifique prônant l'utilisation de l'option 3 du tableau 3 dans le document WG-FSA-2022, selon laquelle une pêche structurée avec des poses de recherche sur des hauts-fonds secondaires (où moins de pêche a eu lieu à ce jour, comme cela est précisé sur la figure 2 du document WG-FSA-2021/29) précéderait la pêche partout ailleurs dans la SSRU. Par ailleurs, la Commission **accepte** de reporter l'ouverture de la pêche dans cette SSRU de deux semaines, afin d'augmenter la probabilité que l'état des glaces de mer permette aux navires d'avoir accès à un plus grand nombre de hauts-fonds dans cette région et de rehausser ainsi la valeur des données collectées lors des poses de recherche dans cette SSRU (SC-CAMLR-41 paragraphes 3.145 et 3.146).

4.59 La Commission examine le nombre de poses de recherche (MC 41-01, paragraphe 4) qui devrait être exigé pour les hauts-fonds secondaires de la SSRU 882H (tel que défini dans le document WG-FSA-2021/29) avant que les navires ne pêchent dans le reste de cette unité. Elle **est d'avis** que cinq poses de recherche sur les hauts-fonds secondaires devraient être effectuées chaque saison avant que la pêche ne commence dans le reste de la SSRU.

4.60 La Commission examine le document CCAMLR-41/38 soumis par la Russie, proposant que la Commission révisé les aspects procéduraux et de mise en œuvre de la classification des pêcheries de *D. mawsoni* dans le cadre réglementaire et établisse le statut des pêcheries existantes (pour clarifier la nomenclature des pêcheries). La Russie estime que la première étape devrait aboutir à un cadre réglementaire de la CCAMLR approuvé par la Commission dans son

intégralité, incluant les aspects procéduraux et de mise en application de la classification des pêcheries. La deuxième étape devrait aboutir à un statut alloué à chaque pêcherie existante dans la zone de la Convention, comme cela a été approuvé par la Commission.

4.61 La Commission encourage les Membres à travailler en collaboration afin de clarifier le cadre réglementaire pendant la période d'intersession par le biais de l'e-groupe dédié au cadre réglementaire et à la clarification de la nomenclature des pêcheries.

Recherche scientifique menée en vertu de la mesure de conservation 24-01

4.62 La Commission examine les avis du Comité scientifique concernant les activités menées en 2021/22 relativement aux trois propositions encadrées par la MC 24-01 (SC-CAMLR-41, paragraphes 4.1 à 4.8 et 3.137 à 3.140).

4.63 La Commission **approuve** la recommandation du Comité scientifique (SC-CAMLR-41, paragraphe 4.8) qui propose que la Corée et l'Ukraine poursuivent leur plan de recherche sur *Dissostichus* spp. dans la sous-zone 88.3, notant que les limites de capture sont fondées sur l'analyse des tendances présentée dans le tableau 4 du rapport SC-CAMLR-41.

4.64 La Commission **approuve** la recommandation du Comité scientifique (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.138) qui propose de poursuivre la campagne d'évaluation du plateau de la mer de Ross pour un suivi de l'abondance de *D. mawsoni* dans le secteur sud de la mer de Ross.

4.65 La Commission **approuve** les limites de capture attribuées à la campagne d'évaluation du plateau de la mer de Ross pour ses trois prochaines saisons :

- i) 2022/23 : 99 tonnes (y compris les strates principales et la strate de la baie du Terra Nova)
- ii) 2023/24 : 69 tonnes (y compris les strates principales et la strate du détroit de McMurdo)
- iii) 2024/25 : 99 tonnes (y compris les strates principales et la strate de la baie du Terra Nova).

4.66 La Commission examine les trois méthodes d'allocation des captures pour la campagne d'évaluation du plateau de la mer de Ross.

4.67 Le Royaume-Uni, s'il précise qu'il ne s'opposera pas au consensus, rappelle néanmoins que la méthode 3 serait en contravention avec la MC 91-05 et questionne l'incapacité de la Commission à adhérer aux exigences qu'elle a elle-même définies, sur ce sujet et bien d'autres.

4.68 La Commission **accepte** l'utilisation de la méthode 3 qui a servi pour les trois années de 2019/20 à 2021/22 (SC-CAMLR-41, tableau 5).

4.69 La Commission **approuve** la recommandation du Comité scientifique (SC-CAMLR-41, paragraphe 4.2) concernant la proposition de l'Ukraine qui vise à mener une campagne acoustique d'évaluation de *C. gunnari* par chalutage dans la sous-zone 48.2.

4.70 La Commission prend note des limites de capture proposées par le Comité scientifique (SC-CAMLR-41, paragraphes 4.5 et 4.6) et **approuve** une limite de capture de précaution de 120 tonnes pour *C. gunnari*. Elle **approuve** également une limite de capture accessoire pour le krill de 279 tonnes et l'inclusion de tout krill capturé pendant la campagne d'évaluation dans le total des captures de krill dans la sous-zone 48.2.

Espèces non ciblées

Poissons et invertébrés

4.71 La Commission prend note des discussions du Comité scientifique concernant les captures accessoires de poissons et d'invertébrés (SC-CAMLR-41, paragraphes 5.1 à 5.7), notamment sur le suivi des espèces des captures accessoires de la pêcherie de légine dans la région de la mer de Ross, dans le cadre du plan de recherche à moyen terme relatif à la mer de Ross (WG-FSA-2022/45).

4.72 La Commission note qu'il est proposé de publier sur le site web de la CCAMLR une affiche et une vidéo de formation sur la manipulation des raies et l'évaluation des blessures (SC-CAMLR-41, paragraphe 5.6). Elle prend note par ailleurs du projet d'atelier sur le marquage des légines qui portera entre autres sur les pratiques de manipulation des raies afin d'optimiser leur survie lorsqu'elles sont remises à l'eau.

4.73 La Commission **approuve** l'ajout d'un champ supplémentaire dans la fiche de données de capture et d'effort de pêche à échelle précise (C1, pêcheries au chalut) qui permettra de déterminer si les informations renseignées sur le formulaire ont été collectées par les membres de l'équipage ou par l'observateur scientifique.

Oiseaux et mammifères marins

4.74 La Commission prend note des discussions du Comité scientifique sur les conclusions du WG-IMAF (SC-CAMLR-41, paragraphes 5.8 à 5.37).

4.75 La Commission est satisfaite d'apprendre que les cas de mortalité aviaire induite par la pêche à la palangre en zone CCAMLR en 2022, dont le nombre a été obtenu par extrapolation à partir de données provisoires, est le plus bas jamais observé.

4.76 La Commission note que les efforts passés du WG-IMAF sont à l'origine du succès de la réduction de la mortalité aviaire au sein de la CCAMLR, grâce à la mise en œuvre de mesures d'atténuation. Elle prend note également de la récupération de la population de pétrel à menton blanc (*Procellaria aequinoctialis*) de l'île de la Possession (îles Crozet, sous-zone 58.6), un objectif particulièrement remarquable qui a été rendu possible par une gestion intégrée des écosystèmes au moyen de tous les outils disponibles, comme la gestion des pêcheries par une combinaison de mesures d'atténuation efficaces des captures accidentelles d'oiseaux de mer sur les navires de pêche et d'actions mises en œuvre pour réduire la pêche INN dans la zone de la Convention, ainsi que les plans de gestion des écosystèmes par le contrôle des espèces introduites, en particulier les rongeurs et les chats, qui constituent l'un des principaux objectifs du plan de gestion de la réserve naturelle des Terres australes françaises à Kerguelen et Crozet.

4.77 La Commission prend note de l'intégration dans les manuels du système international d'observation scientifique (SISO) des lignes directrices de l'ACAP sur les pratiques sûres de manipulation et de remise en liberté des oiseaux de mer vivants pris sur les hameçons ou enchevêtrés dans les engins de pêche à la palangre, ainsi que de la publication des fiches de lignes directrices sur le site web de la CCAMLR pour que les Membres y aient accès (SC-CAMLR-41, paragraphe 5.30).

4.78 La Commission prend note de la recommandation du Comité scientifique quant à la réintroduction de l'enregistrement de la gravité des collisions avec les funes sur les navires pêchant le krill en utilisant les protocoles pour les observateurs du SISO sur les chalutiers à poissons (SC-CAMLR-41, paragraphe 5.11).

4.79 La Commission **approuve** la recommandation du Comité scientifique quant à la prolongation d'un an de la dérogation en vigueur pour l'utilisation de câbles de contrôle des filets visée à la MC 25-03, avec, le cas échéant, des conditions supplémentaires définies au paragraphe 5.32 du rapport SC-CAMLR-41.

4.80 La Commission prend note de la mise en place d'un e-groupe « Collaboration entre la CBI et le SC-CAMLR » incluant des experts du groupe d'intersession du Comité scientifique de la CBI (SC-CBI) sur l'enchevêtrement des cétacés dans des filets dans la pêcherie de krill, qui sera chargé d'élaborer un formulaire type de collecte des données et de l'accompagner d'instructions à l'intention des navires pour qu'ils puissent déclarer des données normalisées dans le cas d'une capture accidentelle de cétacé (SC-CAMLR-41, paragraphes 5.21 et 5.22).

4.81 La Commission appuie par ailleurs la création de matériel de formation visant à faciliter la collecte de données sur les cas de mortalité accidentelle de phoques, et la mise en place d'une bibliothèque sur les engins de pêche afin de documenter les dispositifs d'exclusion des mammifères marins utilisés par les chalutiers opérant dans la zone de la Convention (SC-CAMLR-41, paragraphes 5.26 à 5.28).

4.82 La Commission se félicite que la Norvège propose de partager des informations sur les modifications qu'elle a apportées aux dispositifs d'exclusion des mammifères marins pour réduire au maximum le risque de capture accidentelle de cétacés. Elle encourage le développement des technologies et des mesures d'atténuation visant à la diminution du risque d'enchevêtrement et de capture accidentelle des mammifères marins (SC-CAMLR-41, paragraphe 5.29).

4.83 La Russie indique que les recherches menées à bord du navire de recherche *Atlantida* en 2020 dans les sous-zones 48.1 et 48.2 (WG-EMM-2021/31) ont, entre autres, porté sur l'observation des prédateurs dépendant du krill sur 180 chalutages et lors des transects des campagnes acoustiques, et s'engage à en présenter les résultats à la réunion 2023 du groupe de travail sur le contrôle et la gestion de l'écosystème (WG-EMM).

4.84 La Commission note que le Comité scientifique a décidé d'inviter les experts de l'ACAP, de l'ARK, de la CBI et de la COLTO aux futures réunions du WG-IMAF, en notant leur précieuse contribution à la réunion.

Pêche de fond et écosystèmes marins vulnérables

4.85 La Commission prend note des discussions du Comité scientifique sur la pêche de fond et les écosystèmes marins vulnérables (SC-CAMLR-41, paragraphes 5.37 à 5.46).

4.86 La Commission **approuve** l'inscription de huit nouveaux écosystèmes marins vulnérables (EMV) dans la sous-zone 48.1 au registre de la CCAMLR sur les EMV (SC-CAMLR-41, paragraphe 5.38).

4.87 L'ASOC se félicite de la validation des huit EMV, et note qu'elle est confortée par l'approche visant à documenter ces EMV, qui a réuni des organisations gouvernementales et la société civile. Elle remercie également l'Allemagne pour son travail sur l'habitat de nidification des poissons et note que la protection de ces zones est importante pour la crédibilité de la CCAMLR.

4.88 La Commission prend note de la recommandation du Comité scientifique qui propose une modification de la MC 22-06 comme mécanisme de protection des « zones de nidification de poissons » (voir SC-CAMLR-41/BG/05).

4.89 La Commission note que l'amendement de la MC 22-06 recommandé par le Comité scientifique ne fait pas consensus. Certains Membres estiment que ces recommandations pourraient être prises en considération plus efficacement dans le cadre d'une mesure de conservation autonome. L'UE et ses États membres ont soumis une proposition concernant une nouvelle mesure de conservation visant à protéger les zones de nidification de poissons dans la zone de la Convention. Cette proposition a été examinée au point 9 de l'ordre du jour (paragraphes 9.14 à 9.18).

4.90 De nombreux Membres font observer que l'avis du Comité scientifique sur l'importance de la protection des zones de nidification de poissons est clair (SC-CAMLR-41, paragraphe 5.42).

4.91 Certains Membres considèrent que la protection de secteurs sensibles tels que les zones de nidification de poissons est différente de la protection d'autres caractéristiques benthiques et qu'elle nécessite un cadre de gestion, un complément d'informations scientifiques et des indicateurs qui permettraient d'élargir l'application à d'autres régions de la zone de la Convention.

Débris marins

4.92 La Commission prend note des discussions du Comité scientifique sur les débris marins (SC-CAMLR-41, paragraphes 5.47 à 5.52).

4.93 La Commission **approuve** les recommandations suivantes du Comité scientifique :

- i) établir un résumé des débris marins et des engins perdus dans le rapport du Comité scientifique au CPE.
- ii) faire progresser les discussions sur les débris marins pendant la période d'intersession sur l'e-groupe « Groupe de correspondance de la période d'intersession sur les débris marins ».

4.94 Rappelant la demande formulée par le Comité scientifique (SC-CAMLR-41, paragraphes 5.50 et 8.3) et le SCIC (SCIC-2022, paragraphe 116), la Commission **recommande** de relancer les discussions sur les mécanismes visant à réduire la perte d'engins de pêche grâce à des techniques améliorées de marquage sur l'e-groupe « Engins de pêche non identifiés dans la zone de la Convention ».

4.95 Faisant observer la tendance à la baisse du nombre d'engins de palangre perdus (WG-FSA-2022, paragraphe 6.28), la COLTO indique qu'elle compte travailler en étroite collaboration avec les fabricants de palangres afin de réduire au maximum la perte d'engins, dans le cadre d'un atelier piloté par l'industrie de la pêche. Elle se dit prête à collaborer avec le Comité scientifique pour trouver des solutions pratiques à cette question au sein de la CCAMLR.

4.96 Le président clôture le point 4 de l'ordre du jour.

Gestion spatiale

5.1 La Commission prend note des discussions menées au cours de la réunion du Comité scientifique sur la proposition de fusion des plans de gestion des zones spécialement protégées de l'Antarctique (ZSPA) n° 152 (Ouest du détroit de Bransfield) et n° 153 (Est de la baie Dallmann) (SC-CAMLR-41, paragraphes 6.30 à 6.39), ainsi que du document CCAMLR-41/BG/29 présentant les points marquants des résultats de la recherche scientifique ayant trait à ces ZSPA.

5.2 Certains Membres notent que la proposition d'expansion des ZSPA n°s 152 et 153 envoyée pour approbation à la CCAMLR constitue un changement majeur, et que ni la justification des changements demandés par le WG-EMM ni le plan de gestion révisé n'ont pas été fournis au Comité scientifique ou à la Commission pour évaluation. La Chine indique qu'il est de ce fait impossible d'évaluer l'ampleur des répercussions de la révision de ce plan de gestion sur les activités liées à la CCAMLR.

5.3 De nombreux Membres sont en désaccord avec les commentaires faits par la Chine et la Russie.

5.4 Les États-Unis informent la Commission du fait que le plan de gestion révisé est disponible sur le site web du CEP et qu'il a été communiqué au Comité scientifique par écrit (WG-EMM-2022/45, point 6.2 de l'ordre du jour) et dans un document supplémentaire présenté oralement.

5.5 La Commission ne parvient pas à approuver par consensus le plan de gestion révisé des ZSPA n°s 152 et 153.

5.6 De nombreux Membres font observer que l'intention de la Décision 9 (2005) de la RCTA est de permettre à la CCAMLR d'identifier les capacités réelles ou potentielles d'exploitation des ressources marines vivantes que pourrait limiter la désignation d'un site, et que la proposition ne causerait pas de telles restrictions. En outre, la plupart des Membres considèrent que les plans de gestion des ZSPA ont été amplement justifiés sur le plan scientifique et que ces justifications ont été fournies à la Commission et au Comité scientifique. Ces Membres notent par ailleurs que l'absence de consensus adressera un message de non-

coopération au CPE et à la RCTA, car ces organismes comptent sur l'opinion de la CCAMLR sur cette question. Certains Membres notent que ces ZSPA ne remplissent pas les critères présentés pour la Décision 9 (2005) et que la Commission n'a pas à examiner la proposition.

5.7 La Commission charge le président du Comité scientifique de présenter un compte rendu de cette discussion au CPE en 2023.

5.8 De nombreux Membres et l'ASOC indiquent que, selon l'annexe V du Protocole, toute zone, y compris toute zone marine, peut être désignée comme une ZSPA ou une zone spécialement gérée de l'Antarctique (ZSGA) et que la Décision 9 (2005) de la RCTA confirme que l'approbation préalable de la CCAMLR n'est pas nécessaire pour toutes les ZSPA ou ZSGA, mais uniquement pour celles susceptibles d'influer sur les activités de la CCAMLR. De ce fait, ces Membres et l'ASOC notent que les ZSPA considérées pourraient être approuvées sans plus tarder.

5.9 La Commission **approuve** la proposition de plan de gestion révisé pour la ZSPA n° 145.

Propositions relatives aux aires marines protégées (AMP)

5.10 La Commission examine le document CCAMLR-41/34 soumis par l'Argentine et le Chili, présentant une proposition révisée de mesure de conservation portant création d'une AMP dans le domaine 1 (ouest de la péninsule antarctique et sud de l'arc du Scotia). Les porteurs du projet soulignent que des modifications ont été apportées à la proposition au fil des ans à la suite des commentaires des parties intéressées, au moyen d'un processus consultatif, transparent et inclusif. Ils font observer que la péninsule antarctique est l'une des régions les plus touchées par le changement climatique mondial et que ces effets s'ajoutent à d'autres facteurs de stress tels que le tourisme et les activités de pêche. Les porteurs du projet indiquent que la proposition comporte une zone de pêche au krill, ce qui permet une certaine flexibilité pour la révision à venir de la stratégie de gestion du krill. Ils soulignent les interactions envisagées entre l'AMP proposée et la pêche par lesquelles l'AMP permettrait indirectement une hausse de la productivité, l'identification des points de référence visant à évaluer les impacts de la pêche, ainsi qu'une protection pour les nurseries de krill, alors que la pêche, par le biais de la collecte des données, servirait la recherche scientifique.

5.11 La Commission félicite les porteurs du projet pour leur travail considérable et pour les modifications apportées à la proposition à la suite des commentaires des Membres et, tout en constatant que 143 couches de données ont été utilisées pour établir un point de comparaison en rapport avec la proposition, elle rappelle que le Comité scientifique a noté que le domaine 1 est l'une des parties relativement riches en données de la zone de la Convention, et que les activités de recherche identifiées pourraient fournir une base solide sur laquelle fonder le développement d'un plan de recherche et de suivi (PRS) pour l'AMPD1 (SC-CAMLR-41, paragraphe 6.2). Elle note par ailleurs que l'AMPD1 englobe l'aire identifiée comme étant problématique pour les populations d'otaries (îles Shetland du Sud ; SC-CAMLR-41, paragraphes 3.36 et 3.39 ; paragraphe 4.11).

5.12 La plupart des Membres soutiennent la proposition et notent qu'elle présente la meilleure science disponible. Ils rappellent que la Commission s'était engagée à établir un réseau représentatif d'AMP avant 2012 et que, en vertu de la MC 91-04, l'établissement d'un PRS n'est

pas une condition préalable à l'établissement d'une AMP. Ils notent également la nécessité d'une harmonisation entre les différents instruments de gestion par zone dans la région (paragraphe 4.18).

5.13 La Russie fait part de sa préoccupation, exposée dans le document CCAMLR-41/BG/33, concernant les aspects scientifiques et juridiques de cette AMP qui requièrent une clarification. Elle note qu'il est nécessaire de disposer de critères pour évaluer les objectifs de conservation, et ajoute que la collecte de données de base et un PRS doivent précéder l'établissement d'une AMP, ainsi que la mise en place d'indicateurs pour évaluer l'efficacité de l'AMP, des justifications concernant les limites proposées et la durée, et enfin une explication sur la relation entre l'AMPD1 et l'AMP du plateau sud des îles Orcades du Sud (SOISS). La Russie met l'accent sur le fait que les propositions d'AMP devraient être prises en considération conjointement avec les autres mesures de conservation afin d'assurer une approche systémique de la conservation des ressources marines vivantes. Elle insiste sur la différence non négligeable entre les exigences applicables à l'établissement de limites conformément aux mesures de conservation et celles applicables aux AMP proposées.

5.14 La Russie note qu'une clarification est nécessaire sur la manière dont la création de l'AMPD1 contribuera à la protection des écosystèmes marins, de la biodiversité et des habitats face au changement climatique. Selon elle, le projet de MC 91-XX présenté dans le document CCAMLR-41/34 ne contient pas assez de mesures procédurales et de mise en œuvre, à savoir : des procédures pour déterminer les limites et la durée de l'AMPD1 ; des procédures pour le suivi et l'évaluation périodique des AMP ; des procédures et critères selon lesquels l'AMP cesse d'exister, qui incluent l'établissement de précédents justifiant une fermeture anticipée. La Russie indique qu'elle s'oppose au paragraphe 14 (projet de MC 91-XX), selon lequel l'AMPD1 pourrait exister sans PRS pendant de nombreuses années. À son sens, l'établissement de l'AMPD1 devrait être mené à travers l'approbation par la Commission d'une série de documents nécessaires, et le PRS pour l'AMP fait partie intégrante de cette série. Elle note que les caractéristiques clés des processus écosystémiques et de la biodiversité, ainsi que leurs indicateurs de suivi respectifs mesurables et les indicateurs servant à mesurer l'atteinte des objectifs de l'AMP, devraient être cités dans le PRS de l'AMPD1. Selon la Russie, de telles informations doivent précéder l'établissement de l'AMPD1 et ne doivent pas constituer le point sur lequel se concentre la recherche à long terme conformément au PRS, comme l'envisage le projet de MC 91-XX (projet de MC 91-XX, annexe 91-XX/C, paragraphe 4).

5.15 La Chine partage certaines de ces inquiétudes et note que de nombreux problèmes ont été soulevés au cours des années depuis 2017, et qu'ils sont toujours en suspens au sein du Comité scientifique. Elle remercie les porteurs du projet pour les informations fournies sur les activités scientifiques des Membres dans la région et encourage ces derniers à fournir des données scientifiques permettant de mettre à jour les éléments prioritaires du PRS pour la proposition d'AMP. La Chine estime donc que la proposition ne constitue pas les meilleures données scientifiques disponibles et qu'elle n'a pas été assez étudiée pour être approuvée. Elle note par ailleurs les riches discussions concernant la recherche scientifique et la gestion en lien avec le krill cette année.

5.16 L'Argentine remercie la Russie et la Chine pour leurs commentaires et note que les porteurs du projet ont déjà répondu à ces inquiétudes à travers leurs documents de travail et de support, soumis tant au Comité scientifique qu'à la Commission (SC-CAMLR-37/BG/07 ; SC-CAMLR-37/BG/08 ; SC-CAMLR-38/BG/22 ; SC-CAMLR-41/BG/30 ; CCAMLR-38/BG/22), mais aussi lors des discussions en plénière (SC-CAMLR-37, paragraphe 6.53 ; SC-CAMLR-38,

paragraphes 6.55 et 6.56 ; CCAMLR-37, paragraphes 6.48 et 6.54 ; CCAMLR-39, paragraphe 5.51). L'Argentine ajoute que les porteurs du projet sont ouverts à la discussion concernant les problèmes mentionnés et que la plupart d'entre eux peuvent être résolus grâce au PRS, encourageant les Membres à prendre part à son développement. Enfin, elle déclare que selon elle, la MC 91-04 ne prévoit pas la mise en place d'un PRS pour adopter une AMP, et elle estime que la proposition d'AMPD1 possède tous les éléments requis.

5.17 La Commission note que la MC 91-04 dispose que les mesures de conservation établissant les AMP doivent inclure les éléments prioritaires d'un PRS et toutes les dispositions provisoires de recherche et de suivi jusqu'à ce que ce plan soit adopté (MC 91-04, paragraphe 3 iv), et la plupart des Membres considèrent que de tels éléments sont présentés dans la proposition.

5.18 La plupart des Membres félicitent les porteurs du projet d'avoir pris en considération les commentaires émis au fil des années et rappellent que leur proposition constitue les meilleures preuves scientifiques disponibles et qu'elle est tout à fait justifiée, claire et que ses objectifs sont réalisables. Ils rappellent la présentation du SCAR (paragraphes 2.9 et 2.13) et l'existence de preuves solides qui démontrent le rôle des AMP dans la protection de la biodiversité et leur capacité à fournir un refuge permettant une adaptation au changement climatique en l'absence d'activités anthropiques. Ces Membres indiquent en outre que l'AMPD1 aiderait l'écosystème à développer sa résilience face aux impacts du changement climatique dans la partie du globe qui en souffre le plus.

5.19 Certains Membres notent également les 143 couches de données incluses dans la proposition d'AMPD1 et soulignent la disparité entre la quantité d'informations exigée pour les initiatives de conservation à adopter et le peu d'exigences scientifiques et de suivi requises pour procéder à des activités de pêche, indiquant la nécessité de corriger un tel déséquilibre, qui semble éloigner toujours plus les travaux de la Commission des objectifs de la Convention CAMLR.

5.20 L'ASOC remercie l'Argentine et le Chili pour leur proposition solide d'AMP dans le domaine 1, notant que plus de 140 couches de données ont été compilées afin d'appuyer le développement d'un PRS. Elle encourage également la Commission à harmoniser le développement de cette AMP avec la gestion révisée de la pêcherie de krill et à désigner l'AMPD1 sans délai.

5.21 La Commission examine le document CCAMLR-41/27 soumis par l'Australie, la Corée, les États-Unis, l'Inde, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, l'Ukraine, l'UE et ses États membres et l'Uruguay, présentant un projet de mesure de conservation pour une AMP en Antarctique de l'Est. Les porteurs du projet notent que l'AMP proposée vise à la conservation d'aires représentatives de la biodiversité, y compris des nurseries de krill et de légine et des secteurs de recherche de nourriture pour les prédateurs, et à l'établissement de zones de référence scientifique pour le suivi de la variabilité naturelle, des activités anthropiques et des changements à long terme. La proposition trouve un équilibre entre la conservation et l'utilisation rationnelle, et se fonde sur les meilleures preuves scientifiques disponibles, comme en est convenu le Comité scientifique. Les porteurs du projet indiquent que leur proposition est prête pour adoption par la Commission et demandent aux Membres de la soutenir.

5.22 L'Australie fait la déclaration suivante :

« La Commission s'est engagée à établir un système représentatif d'aires marines protégées dans la zone de la Convention.

Nous soulignons que le Comité scientifique a avalisé la proposition d'aire marine protégée de l'Antarctique de l'Est comme étant fondée sur la meilleure science disponible.

L'établissement de l'aire marine protégée de l'Antarctique de l'Est contribuera à l'objectif de la Convention visant à préserver les ressources marines vivantes de l'Antarctique.

À l'instar des autres AMP, l'aire marine protégée de l'Antarctique de l'Est permettra : d'assurer la protection des écosystèmes, de la biodiversité et des habitats marins afin d'en maintenir la viabilité et l'intégrité sur le long terme ; de protéger les processus clés de l'écosystème, les habitats et les espèces, y compris les populations et les stades biologiques ; et d'établir des zones de référence scientifique pour le suivi de la variabilité naturelle, des activités anthropiques et des changements à long terme.

Elle permet également une pêche durable, en adéquation avec les objectifs scientifiques et de conservation de l'AMP.

Tous les Membres pourront en tirer profit. L'Australie espère que les discussions sur la mise en place des AMP se poursuivront lors de la présente réunion. Étant donné que rien ne s'oppose à l'adoption de cette AMP, nous appelons la Commission à y procéder. »

5.23 Au nom d'Olivier Poivre d'Arvor (ambassadeur de France pour les pôles et les enjeux maritimes), la France lit la déclaration suivante :

« La France appuie l'intégralité de la déclaration déjà faite au nom de l'UE et ses États membres.

Si je souhaite intervenir à ce point de l'ordre du jour consacré aux aires marines protégées, c'est pour souligner à quel point les travaux de notre Commission sont scrutés et attendus, bien au-delà de ces murs, dans le monde entier. Les gouvernements comme les opinions publiques ne comprennent pas que nos échanges entamés depuis plusieurs années n'aient pas encore abouti. Cette inertie porte préjudice à la crédibilité de notre engagement commun pour la protection de l'Antarctique. Au-delà, elle remet en cause le travail accompli par nos prédécesseurs en jetant un doute sur notre capacité à suivre leur exemple.

Il y a tout juste un demi-siècle, en pleine guerre froide et malgré de très fortes tensions internationales, nos pays ont su porter avec une grande sagesse la vision de l'Antarctique qui nous réunit aujourd'hui, celle d'un continent d'exception, qui est "de l'intérêt de l'humanité toute entière" comme le définit le Traité de l'Antarctique, traité dont douze pays furent les premières parties consultatives originelles: l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Chili, les États-Unis, la France, le Japon, la Norvège, la Nouvelle- Zélande, le Royaume-Uni, et l'URSS, c'est à dire aujourd'hui la Russie. D'autres pays rejoignirent comme parties consultatives ce traité exemplaire, je pense notamment à la Chine en 1983 et à de nombreuses autres nations, représentées ici aujourd'hui.

Dès 1975, les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique avaient décidé de discuter les termes d'une convention de conservation de grande envergure pour protéger les espèces antarctiques des dommages irréversibles d'une pêche non réglementée : c'est ainsi que la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, conclue le 20 mai 1980, est entrée en vigueur le 7 avril 1982, il y a 40 ans !

Ces engagements de nos pères pour la conservation et la protection de l'Antarctique ainsi que les eaux l'entourant étaient visionnaires. Sachant dépasser leurs différences, les revendications de souveraineté et les intérêts économiques, ils ont fondé une communauté de bienveillance et de science autour d'un continent dont on ne connaissait peu de choses, à l'époque.

Depuis l'Antarctique a parlé. Dans les années 80, des équipes, notamment russes et françaises, ont pu à partir de carottages de glace très ancienne identifier ce que l'on appelle aujourd'hui le changement climatique. L'Antarctique a sonné l'alerte et a désigné les émissions de gaz à effet de serre, le CO₂, comme la menace des décennies à venir. Le réchauffement climatique, dramatique, dont nous sommes à la fois les témoins, les acteurs et les victimes, est, nous le savons tous, le grand sujet de notre génération et des générations à venir. S'ajoutant à la fonte irréversible de l'inlandsis du Groenland, le déplacement des glaciers de l'Antarctique, à l'Ouest comme désormais à l'Est, nous promet une fatale élévation du niveau de la mer. De mes conversations récentes avec les experts du GIEC/IPCC, je comprends que celle-ci pourrait être d'un mètre cinquante, voire deux mètres en 2100 à l'échelle globale. Ce serait alors deux milliards de déplacés climatiques, des dégâts extraordinaires sur l'ensemble du littoral mondial qu'il faudrait déplorer.

L'Antarctique va mal. L'Antarctique a mal à ses glaciers. L'Antarctique, qui contient 70 % de l'eau douce au monde et dont l'océan Austral est un puits de carbone et un fournisseur d'oxygène irremplaçables, est en danger. Son exceptionnelle biodiversité, celle de ses eaux, sa faune et sa flore, auxquelles cette Commission est dédiée, est gravement menacée,

L'alerte est sonnée et nous sommes au pied du glacier. Et que nous faisons-nous aujourd'hui, indignes des engagements de nos pères et des fondateurs du Traité de l'Antarctique ? Nous nous opposons depuis des années, vainement, sur le sujet du classement d'aires marines protégées. Une opposition toute relative, néanmoins. L'immense majorité des pays ici représentés, avec leurs scientifiques qui travaillent sur le continent et les eaux qui l'entourent, réclame le classement des aires marines protégées de l'Antarctique oriental, de la mer de Weddell et du projet *Domain 1* en péninsule antarctique, en vue de créer enfin le système représentatif d'AMP antarctiques tel que prévu en 2011, qui permettra d'atteindre l'objectif premier de conservation en cette période charnière...

Je veux aujourd'hui m'adresser aux représentants de deux pays dont les communautés scientifiques sont des éléments essentiels de la recherche mondiale et qui ont, comme nous tous, l'Antarctique au cœur. Je tends la main à mes homologues russe et chinois pour qu'ils rejoignent la communauté de ceux qui veulent protéger l'Antarctique alors qu'elle est si menacée. Dix ans déjà que nous discutons de ces sujets. On ne peut pas toujours être contre tous les autres. La Russie et la Chine, grandes nations scientifiques, ne peuvent ainsi choisir l'isolement alors que nous avons tant besoin d'agir

collectivement, ensemble. Quels risques y aurait-il à accepter ces classements aujourd'hui ? Quel beau message pour nos jeunes, nos citoyens que le changement climatique menace et qui ne comprennent pas que les Nations se disputent sur le bien-fondé d'une protection des eaux et des espèces endémiques de ce continent dédié à la paix et à la science.

C'est pourquoi je nous engage tous à les adopter durant la présente Réunion, et à nous retrouver prochainement, dans quelques mois, quelles que soient la situation internationale et les confrontations, pour une réunion spécialement consacrée à ces aires marines protégées. Le monde nous regardera, nos enfants nous regarderont et nous aurons alors la possibilité d'écrire, ou non, une nouvelle page dans l'histoire glorieuse de la si singulière rencontre de l'homme et de l'Antarctique. »

5.24 La plupart des Membres rappellent que la proposition repose sur les meilleures preuves scientifiques disponibles, conformément à l'article II de la Convention, qu'elle s'inscrit dans l'engagement de la Commission en matière d'établissement d'un réseau représentatif d'AMP, et qu'elle est suffisamment complète et réfléchie pour pouvoir être adoptée. Ils notent en outre que l'adoption de cette AMP serait également un pas vers l'atteinte de l'objectif de développement durable n° 14, vie aquatique marine, fixé par les Nations Unies.

5.25 La Russie fait part de sa préoccupation exposée dans le document CCAMLR-41/BG/35, concernant les aspects scientifiques et juridiques de cette AMP, qui requièrent une clarification. Elle note la nécessité de fournir des données de base, une justification des limites proposées, ainsi que l'établissement d'indicateurs d'efficacité et de mesures de conservation distinctes pour chaque aire. Elle ajoute que tous les objectifs des AMP n'ont pas été satisfaits, notamment dans le cas de l'adaptation des espèces au changement climatique.

5.26 La Chine rappelle que cette proposition a initialement été proposée en vue d'élaborer un système d'AMP dans les régions limitées en données, et note que la région de l'Antarctique de l'Est est reconnue comme une région à données limitées, manquant de données de séries chronologiques qui permettraient de décrire la structure et le processus de l'écosystème. Elle indique que cela était considéré comme les meilleures preuves scientifiques disponibles il y a huit ans, et fait également observer un manque de données de séries chronologiques pour la région qui seraient pertinentes pour l'évaluation quantitative de certains stocks de poissons et de krill, la possible augmentation des activités de pêche INN, la capacité de recherche et de suivi et l'hétérogénéité de la disponibilité des données scientifiques notés par le Comité scientifique. La Chine ajoute qu'après près de 10 ans, l'écosystème et l'environnement pourraient avoir connu de nombreux changements et que des données plus récentes sont à prendre en considération. Elle note que la proposition vise à protéger la biodiversité plutôt que les ressources marines vivantes, un concept dont les éléments de fonctionnement doivent être clarifiés dans le contexte de la Convention. Elle ajoute qu'une AMP ne peut traiter la cause profonde du changement climatique.

5.27 La plupart des Membres questionnent l'opinion de la Chine, en indiquant que les réserves exprimées quant aux « meilleures preuves scientifiques disponibles » récemment ont été causées par la volonté d'empêcher l'approbation de cette proposition depuis 10 ans. Ils se disent confus concernant la nécessité de clarifier le concept de biodiversité et notent que la conservation de la biodiversité marine fait partie intégrante de la mesure de conservation 91-04. Ils trouvent par ailleurs préoccupant que la présidence de la COP15 de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies questionne ce qu'implique le concept de biodiversité.

Ils ajoutent qu'il est reconnu que les AMP sont efficaces au regard de l'atténuation des impacts du changement climatique, car elles constituent un refuge pour les ressources marines vivantes victimes de facteurs de stress supplémentaires tels que la pression exercée par la pêche.

5.28 La France insiste sur le fait que la méthodologie utilisée pour déterminer les limites spatiales de la proposition est spécifiquement conçue pour les régions à données limitées. Elle indique que cette proposition a été actualisée pour tenir compte des changements de l'écosystème, causés par exemple par le vêlage d'un glacier ayant entraîné deux années d'échec de la reproduction des manchots Adélie (*Pygoscelis adeliae*), et de la découverte d'une remarquable diversité de poissons et d'organismes benthiques dans les dépressions intérieures du plateau. Elle met de même en lumière les récentes études scientifiques indépendantes, y compris en Antarctique de l'Est, concernant les zones d'importance écologique pour les prédateurs marins (RAATD) et les aires importantes pour les mammifères marins (AIMM), qui ont toutes deux confirmé le périmètre de l'AMP proposée.

5.29 La plupart des Membres soutiennent la proposition et l'estiment prête pour adoption. Ils notent en outre qu'elle a répondu aux inquiétudes formulées par deux Membres au fil des ans, qu'aucun argument scientifique ne s'y oppose et que refuser de l'adopter est une décision qui entraîne des conséquences pour le reste du monde. Certains Membres demandent que les Membres s'opposant au consensus clarifient la manière dont la Commission pourrait atteindre son objectif d'établissement d'un système représentatif d'AMP.

5.30 L'ASOC appuie les interventions des Membres concernant la base scientifique solide sur laquelle repose la proposition. Elle estime que cette proposition est complète et devrait être adoptée sans délai.

5.31 La Commission examine le document CCAMLR-41/28 présenté par l'UE et ses États membres, la Norvège, l'Uruguay, l'Australie, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, la Corée, l'Inde et l'Ukraine présentant un projet de mesure de conservation pour une AMP dans la région de la mer de Weddell. À la suite des discussions de la 40^e réunion de la CCAMLR, le document présente de nouveaux points, notamment un nouveau préambule sur l'emplacement de l'épave de l'*Endurance* d'Ernest Shackleton et sur l'ajout de la zone où une vaste colonie de nidification de poissons démersaux a été découverte en 2021 à la zone de protection spéciale (ZPS) proposée.

5.32 La plupart des Membres appuient la proposition qui représente la meilleure science disponible et qui est partie intégrante de l'engagement de la Commission à établir un système représentatif d'AMP.

5.33 La Russie fait observer que la notion d'utilisation rationnelle fait défaut dans les objectifs de la proposition d'établissement d'une AMP dans la région de la mer de Weddell et encourage l'identification de secteurs de pêche de recherche dans la phase 1. Elle indique que la révision de la proposition d'AMP de la mer de Weddell (AMPMW) est nécessaire, car elle demande de nouvelles informations sur les possibilités d'exploitation commerciale des espèces dominantes de poissons dans l'AMP afin de désigner des secteurs de protection et d'activités de pêche. Elle note que ces nouvelles informations pourraient provenir de programmes de recherche dans la mer de Weddell. Elle ajoute qu'une partie de l'AMP est inaccessible en raison de la couverture de glace et que, de ce fait, un suivi serait impossible et que davantage de données sont nécessaires pour renforcer la proposition.

5.34 La Chine salue les efforts considérables consentis par les porteurs du projet, mais note que des questions importantes subsistent, alors qu'elles font l'objet de débats depuis cinq ans. De plus, elle s'interroge sur la vaste taille de l'AMP proposée qui est couverte d'épaisses glaces de mer toute l'année, note que des clarifications sont encore nécessaires pour justifier l'établissement de l'AMP, car la zone ne fait pas l'objet de pêche et subit moins l'impact du changement climatique que d'autres zones, et que les activités de pêche y sont gérées convenablement et maintenues à de faibles niveaux. La Chine ajoute qu'il s'agit d'une zone à données limitées, notamment en ce qui concerne la quantification des ressources marines vivantes et suggère de simplifier le système d'objectifs en deux phases et de fournir des données de base pour les objectifs et les indicateurs proposés.

5.35 L'Allemagne clarifie que la proposition tient compte de l'utilisation rationnelle. Elle a, entre autres, été développée en consultation avec le Japon et l'Afrique du Sud qui pêchent dans les blocs de recherche de la sous-zone 48.6 depuis de nombreuses années. Elle ajoute que la présence permanente de glace dans de vastes parties de la mer de Weddell n'a jamais empêché d'y mener des études scientifiques à bord des navires (p. ex. avec le brise-glace de recherche *Polarstern*) depuis 1982, et que les technologies modernes telles que les satellites et systèmes autonomes sont régulièrement utilisées comme outils de suivi. L'Allemagne indique que le changement climatique exerce une influence sur toute la planète, notamment sur les eaux entourant l'Antarctique. Elle fait observer que, selon les données scientifiques, la mer de Weddell sera une zone dans laquelle les effets du changement climatique apparaîtront tardivement, et où l'état des glaces de mer pourrait rester relativement stable dans un proche avenir. Compte tenu de ce qui précède, l'Allemagne note que la mer de Weddell servira de refuge pour les espèces et écosystèmes adaptés au froid et que cela s'inscrit explicitement dans les objectifs de conservation de l'AMP. Enfin, elle fait observer que les commentaires formulés par la Russie et la Chine ont été traités par le passé, que la proposition inclut les données russes et qu'elle les remercie pour leur contribution.

5.36 La plupart des Membres réaffirment que cette proposition est solide, qu'elle fournit suffisamment de détails pour être adoptée et rappelle la conférence du SCAR. Ils font remarquer que l'inaction signifierait que la CCAMLR n'a pas compris l'urgence ni l'importance de l'adoption des AMP pour les écosystèmes de l'océan Austral, et par extension, pour l'écosystème marin planétaire.

5.37 Le Chili informe la Commission qu'il se joindra aux porteurs de cette proposition d'AMP lorsque celle-ci sera de nouveau présentée.

5.38 L'Uruguay fait la déclaration suivante :

« L'Uruguay souhaite réaffirmer son soutien aux AMP, qui sont un instrument fondamental pour la conservation de l'écosystème de l'Antarctique. Les propositions coparrainées par l'Uruguay sont en adéquation avec les objectifs de la Convention, à savoir la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique, sans exclure l'utilisation rationnelle, conformément aux dispositions de la Convention et aux principes de conservation visés à l'article II.

En même temps, nous comprenons que les AMP contribuent à l'atteinte des objectifs de développement durable, plus spécifiquement les objectifs n^{os} 2, 13, 14 et 17.

Certaines études scientifiques ont montré que les AMP peuvent aider à rendre les écosystèmes vulnérables plus résilients face aux impacts du changement climatique grâce à l'élimination d'autres facteurs de stress écosystémiques tels que la pêche.

Les réseaux d'AMP contribuent également à l'adaptation des espèces au changement climatique ou à leur capacité à évoluer ou à modifier leur comportement en réponse aux changements de conditions de leur habitat, au moyen de l'établissement de couloirs protégés pour la migration et les aires de répartition de la plupart des espèces de l'Antarctique. Les AMP peuvent contribuer de manière non négligeable à l'atteinte des objectifs mondiaux de protection de l'océan et l'utilisation durable des ressources halieutiques de la planète.

Nous devons en outre tenir compte du fait que les eaux de cette zone constituent des laboratoires naturels permettant d'étudier la manière dont des écosystèmes marins intacts réagissent au réchauffement et à l'acidification de l'océan.

L'Uruguay espère qu'au cours de la réunion de la Commission, il sera possible de parvenir à un consensus favorable aux propositions d'établissement d'AMP, à savoir l'AMP de l'Antarctique de l'Est et l'AMP de la mer de Weddell, qui sont coparrainées par notre pays. »

5.39 Aucune des trois propositions d'AMP ne fait consensus au sein de la Commission.

5.40 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/42, dans lequel la Norvège présente un résumé des avancements de la proposition concernant la phase 2 de l'AMPMW, qui inclut d'une part, l'organisation d'un atelier en septembre 2022 auquel seront invités des experts des membres de la CCAMLR et des observateurs, et d'autre part des mises à jour de l'Atlas de la phase 2 de l'AMPMW (<https://tryggve.npolar.no/WEB/maudatlas/Atlas-3.0.html>) ainsi que le développement d'un outil de visualisation interactif (<https://mathmarecol.shinyapps.io/WSMPA2>). Il est prévu de soumettre une proposition de phase 2 de l'AMPMW à la Commission en 2023.

5.41 La Commission félicite la Norvège pour les progrès réalisés et le succès de son atelier en présentiel et en ligne. La Norvège encourage les Membres, y compris ceux n'ayant pas pu participer à cet atelier, à contribuer au développement à venir de la proposition de phase 2 de l'AMPMW.

5.42 La Commission note l'absence de consensus au sujet des propositions d'AMP et envisage d'établir une feuille de route afin d'aider à l'identification des étapes qui permettraient d'avancer sur ces questions.

Examen des AMP existantes

5.43 La Commission prend note des discussions du Comité scientifique concernant les AMP existantes (SC-CAMLR-41, paragraphes 6.8 à 6.21), notamment sur les PRS (SC-CAMLR-41, paragraphe 6.15), les rapports d'activité (SC-CAMLR-41, paragraphe 6.18) et les activités du CMIR (SC-CAMLR-41, paragraphe 6.19).

5.44 La Commission examine le document CCAMLR-41/40 soumis par la Russie, qui présente des commentaires sur les aspects scientifiques et juridiques du statut de l'AMP SOISS, notant que des clarifications sont essentielles au développement d'un système d'AMP dans la zone de la Convention. Le document porte sur le manque de recherche scientifique dans l'AMP lors des première et deuxième périodes d'évaluation. La Russie note que l'AMP SOISS opère actuellement en vertu de la MC 91-03, malgré l'existence de la MC 91-04 (2011) qui encadre la création et l'existence d'AMP dans la zone de la Convention. De l'avis de la Russie, cette dualité a permis la prolongation de l'AMP SOISS pour une deuxième période d'évaluation (2015–2019), puis une troisième (2020–2024), en dépit de l'absence de PRS et de la réalisation d'une évaluation des objectifs de l'AMP pour la période de déclaration approuvée par le Comité scientifique et la Commission, de même que l'absence de consensus sur le PRS dû à l'inexistence de critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs spécifiques dans les AMP, et de la nécessité d'aligner les MC 91-03 et 91-04. La Russie estime qu'il convient d'effectuer au plus tôt la transition de l'encadrement de l'AMP SOISS vers la MC 91-04 par consensus du Comité scientifique et de la Commission. Selon la Russie, faute de consensus, l'existence de l'AMP SOISS devrait être suspendue.

5.45 La Chine avance qu'il est impossible pour la Commission d'évaluer si l'AMP atteint ses objectifs en raison du manque de données scientifiques, contrairement à l'opinion exprimée par le Comité scientifique en 2006 selon laquelle l'établissement de cette AMP pourrait stimuler une recherche scientifique robuste, et déclare qu'à l'avenir les AMP devraient être mieux mises en œuvre.

5.46 La plupart des Membres notent que l'AMP atteint ses objectifs et qu'elle repose sur un cadre scientifique et juridique considéré comme un modèle scientifique mondial de pointe. De nombreux Membres notent qu'il s'agit d'une AMP de la CCAMLR et qu'elle appartient à tous les Membres. Ils indiquent que les documents soumis par la Russie et la Chine contiennent des idées visant à l'harmonisation des AMP dans la zone de la Convention.

5.47 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/20 soumis par les États-Unis, l'Italie et la Nouvelle-Zélande, qui présente un PRS pour l'AMP de la région de la mer de Ross (AMPRMR) (SC-CAMLR-XXXVI/20, approuvé par le Comité scientifique en 2017) et un rapport sur cinq années de recherche et de suivi. Le document célèbre le cinquième anniversaire de l'AMP et fait le point pour la Commission sur les comptes rendus des cinq années de la recherche et du suivi. Les recherches présentées à ce jour comprennent 460 projets relatifs aux 11 objectifs des AMP, menés en collaboration (20 membres de la CCAMLR, 2 États adhérents et 7 Parties coopérantes), pour lesquels les informations sont accessibles sur l'e-groupe dédié aux activités des Membres liées à l'AMPRMR en 2022, sur le répertoire d'informations sur les AMP de la CCAMLR (CMIR) et dans les documents SC-CAMLR-41/BG/36 et WG-EMM-2022/37.

5.48 La plupart des Membres félicitent la Commission et ses Membres à l'occasion du cinquième anniversaire de l'AMPRMR et pour les recherches menées dans le cadre de ce PRS.

5.49 La Chine note que la Commission adoptera un PRS pour une AMP sur la base des avis Comité scientifique conformément aux MC 91-04 et 91-05, et rappelle qu'un PRS n'a pas encore été adopté pour cette AMP et que cela est préoccupant. Elle sollicite une clarification de la part de la Commission sur la façon dont les Membres entendent mettre en place un PRS pour l'AMPRMR, et demande instamment aux porteurs du projet d'AMPRMR de prendre la tête des travaux afin d'effectuer la première mise à jour et une mise à jour supplémentaire du projet de

PRS, afin qu'il puisse être adopté par la Commission sur la base des avis du Comité scientifique. La Chine rappelle également que le document CCAMLR-41/BG/25 présente des propositions concrètes sur la manière d'améliorer le projet de PRS pour l'AMPRMR, dont il n'est pas nécessaire de répéter le contenu, car elles ont déjà fait l'objet de discussions par le passé.

5.50 La Russie se joint à l'inquiétude de la Chine, ajoute que les dispositions de la mesure de conservation 91-05 ne sont pas respectées et rappelle qu'il est encore nécessaire de définir une limite de capture pour les programmes de recherche mis en œuvre dans le cadre du PRS pour l'AMPRMR.

5.51 La plupart des Membres notent la somme substantielle de recherches menées en collaboration, et que ces contributions représentent un bel exemple de la manière dont les AMP peuvent atteindre leurs objectifs. Ils ajoutent que le Comité scientifique a approuvé le PRS en 2017 (SC-CAMLR-2017, paragraphe 5.45) et que celui-ci est prêt à être approuvé par la Commission, en précisant qu'il se veut un document évolutif qui pourrait être enrichi au fil des ans par les contributions de tous les Membres et ils incitent vivement la Russie et la Chine à se joindre au consensus pour adopter le PRS.

5.52 L'ASOC félicite également les Membres pour tout le travail de recherche qu'ils ont effectué en soutien du PRS et note que la CCAMLR fait preuve de leadership en démontrant comment la recherche et le suivi peuvent être réalisés dans des AMP éloignées et sur une grande échelle. Elle considère que cette situation crée un précédent positif pour démontrer que les membres de la CCAMLR ont les capacités voulues et qu'ils entreprendront des recherches et des suivis dans d'autres AMP, y compris celles dont l'adoption est à l'étude.

5.53 Les États-Unis font la déclaration suivante, applicable à tous les documents présentés par la Chine et la Russie sur les AMP :

« Notre temps étant limité, nous n'allons pas reprendre les documents point par point. Nous suggérons aux rapporteurs, plutôt que de réaffirmer notre point de vue après chaque document, de simplement l'inclure une fois que tous ces documents auront été résumés.

Présentement, les États-Unis ne se rangent pas à tous les conclusions présentées par la Chine et la Russie et n'approuvent pas toutes leurs recommandations concernant les AMP et les plans de recherche et de suivi associés. Nous sommes cependant favorables à l'établissement d'un système d'AMP de la CCAMLR autour de l'Antarctique et nous comprenons qu'il est nécessaire de reprendre les discussions concernant les AMP "à zéro" si nous souhaitons mettre en place un tel système. Nous sommes donc ouverts à un dialogue plus constructif sur les AMP et les PRS à l'avenir, en commençant par une réunion extraordinaire en 2023. Au vu des discussions sur le krill, nous pensons que les travaux de révision de la stratégie de gestion du krill dans la sous-zone 48.1 montrent que les Membres peuvent travailler de manière constructive afin d'avancer sur des questions complexes. Intégrer le développement de la pêche de krill à celui de la proposition d'AMPD1 fournit ainsi également terrain fertile pour que nous puissions tous trouver un moyen d'avancer sur les AMP. »

Questions générales relatives à la gestion spatiale

5.54 La Commission examine le document CCAMLR-41/09 soumis par le secrétariat de la CCAMLR et le président de la Commission, qui présente une proposition de réunion extraordinaire de la Commission sur la planification spatiale et les AMP. Prenant en considération les discussions qui se sont tenues sur l'e-groupe dédié à la réunion extraordinaire de la Commission sur les AMP et pendant la réunion des chefs de délégation du 7 juin 2022, ce document présente un projet de termes de référence et inclut une proposition de dispositions pratiques à prendre pour l'organisation de cette réunion.

5.55 La Commission remercie le secrétariat et le président de la Commission d'avoir élaboré ce document. Elle salue l'offre du Chili qui se propose d'accueillir cette réunion lors du premier semestre 2023, ainsi que la contribution financière de l'Australie à hauteur de 100 000 AUD et celle des États-Unis d'un montant de 75 000 USD (paragraphe 1.22) afin de couvrir les frais engendrés par celle-ci. Elle se joint en outre à l'avis selon lequel des observateurs devraient y être invités, en vertu de la règle 30 du règlement intérieur.

5.56 La Commission examine les termes de référence et l'ordre du jour provisoire. Il est convenu que la réunion devrait se concentrer sur la manière dont la Commission pourrait avancer sur la conception des AMP, leur désignation, leur mise en œuvre et l'établissement d'un PRS basé sur les meilleures preuves scientifiques disponibles.

5.57 La Russie souligne que l'État hôte a gravement violé l'Accord de siège entre la Commission et le gouvernement de l'Australie et qu'il n'a pas délivré de visas à tous les Membres de la délégation russe auprès de la 41^e réunion de la CCAMLR de la part du ministère des Affaires étrangères. En quelque circonstance que ce soit, la participation égale de tous les Membres doit être garantie.

5.58 L'Australie note pour mémoire qu'elle est fière d'être l'hôte de la Commission et qu'elle appuie vivement son objectif de conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique. Elle prend ses obligations internationales au sérieux et agit conformément à l'Accord de siège.

5.59 La Commission **accepte** de convoquer une réunion extraordinaire de la Commission sur la planification spatiale et les AMP en 2023. Les termes de référence et modalités ont été approuvés par la Commission en tant que version actualisée de CCAMLR-41/09 (voir annexe 6). La date de la réunion sera fixée en consultation avec le pays hôte (Chili) parmi les options présentées à l'annexe 6.

5.60 La Commission examine le document CCAMLR-41/41 soumis par la Russie, qui présente des commentaires et des propositions sur l'élaboration de critères unifiés pour l'établissement des AMP dans la zone de la Convention. Le document souligne l'insuffisance des dispositions procédurales et de mise en œuvre pour gérer un processus unique et unifié de désignation des AMP fondé sur la science et pour réglementer leur fonctionnement par la Commission CAMLR. Il présente plusieurs propositions. Entre autres, l'élaboration et l'adoption d'une définition convenue des « aires marines protégées », l'adoption d'une liste de contrôle obligatoire pour l'établissement des AMP ou encore l'exigence d'un PRS dans le cadre des propositions d'AMP et d'une modification de la MC 91-04 afin de spécifier que les meilleures données devront être disponibles en quantité suffisante pour établir les AMP. La Russie propose d'approuver cette liste de contrôle des AMP pour l'établissement des AMP dans la zone de la Convention en annexe 1 à la MC 91 04, et d'adopter des exigences et critères clairs

et transparents pour mettre en place les PRS pour les AMP en annexe 2 à la MC 91-04. La Russie insiste sur l'insertion du paragraphe suivant dans la MC 91-04 : « Les aires marines protégées peuvent être établies sur la base des meilleures données disponibles, en quantité suffisante pour fournir une base scientifique à la désignation d'AMP dans une zone particulière ». La Russie note que la Commission devrait approuver des critères unifiés et les utiliser pour établir de nouvelles AMP ainsi que pour évaluer les AMP existantes.

5.61 La Commission ne parvient pas à un consensus sur les propositions présentées par la Russie et indique que la procédure actuellement en place pour la désignation des AMP est décrite dans la MC 91-04.

5.62 Certains Membres font observer que les AMP sont toutes différentes, avec leurs propres qualités et spécificités, et qu'une certaine souplesse dans les procédures pourrait se révéler nécessaire. Ils encouragent la Russie à soumettre un projet de version modifiée de la MC 91-04 à l'avenir pour faciliter l'examen de sa proposition par la Commission.

5.63 La Chine fait observer que certains éléments de la proposition présentée par la Russie pourraient contribuer à une feuille de route pour l'établissement des AMP (paragraphe 5.42).

5.64 La plupart des Membres notent que de nouvelles discussions sur les AMP sont nécessaires pour avancer dans ce domaine, et qu'ils comptent sur la réunion extraordinaire de la Commission sur la planification spatiale et les AMP (paragraphe 5.59) pour faire aboutir le consensus sur la gestion spatiale et plus particulièrement sur les AMP.

5.65 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/23 soumis par la Chine, qui revient sur l'établissement des AMP dans les eaux entourant l'Antarctique et émet des suggestions qui ont déjà été soulevées lors de réunions précédentes dans le contexte de la Convention, y compris l'élaboration d'une définition d'une AMP, l'amélioration et l'intégration des résultats du programme de contrôle de l'écosystème de la CCAMLR (CEMP), la conception d'une approche scientifique pour identifier les zones méritant une « considération particulière », l'élaboration d'une liste de contrôle pour les propositions d'AMP et la conception d'un cadre pour les plans de recherche et de suivi.

5.66 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/24 soumis par la Chine, qui discute du développement des PRS pour les AMP de la CCAMLR et qui contient une proposition spécifique tirée des directives des Nations Unies et de l'UE sur la recherche, le suivi et l'évaluation des océans et des mers, afin d'interagir avec le processus de prise de décision. La Chine note également qu'il convient de tenir compte du rapport coût-efficacité avant de choisir des outils de gestions différents pour donner effet à l'objectif et aux principes de la Convention, en tenant compte du coût des activités menées en Antarctique, y compris du suivi scientifique dans le rude environnement de l'Antarctique.

5.67 La Commission **accepte** que les AMP constituent l'un des outils de conservation, et la plupart des Membres font observer que l'établissement d'un système représentatif d'AMP est un objectif de la Commission depuis 2009.

5.68 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/32 présenté par l'ASOC, qui contient des recommandations sur les AMP de la CCAMLR. Notant que la CCAMLR est désormais en retard de 10 ans sur la date fixée de 2012 pour établir un système représentatif d'AMP dans les eaux entourant l'Antarctique, et que, en plus de coparrainer les propositions,

24 des 26 Membres se sont déclarés en faveur de l'adoption d'au moins une des AMP à l'étude, l'ASOC recommande : i) d'adopter les trois AMP proposées à l'heure actuelle, ii) d'approuver le PRS de l'AMPRMR et iii) d'avancer sur les propositions d'AMP concernant les AMP des domaines de planification restants.

5.69 Rappelant le document CCAMLR-38/BG/53, l'UE demande à la Chine si elle a toujours l'intention de proposer une AMP dans un proche avenir et précise qu'elle serait heureuse de collaborer à ce projet. La Chine clarifie que l'intention de ce document est de fournir des informations sur les plans de recherche scientifique visant à faire face à la rareté des données scientifiques dans le secteur de l'Antarctique de l'Est et que les résultats aideront à identifier la nécessité de conservation et le développement d'outils de gestion.

5.70 Le président clôture le point 5 de l'ordre du jour.

Impacts du changement climatique sur la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique

6.1 La Commission prend note des discussions du Comité scientifique concernant le changement climatique (SC-CAMLR-41, paragraphes 7.1 à 7.23), ainsi que de celles de son rapport sur la présentation du SCAR (paragraphes 2.9 à 2.13).

6.2 Le Royaume-Uni présente le document CCAMLR-41/29, un résumé des connaissances actuellement détenues et des rôles que jouent le krill antarctique et les écosystèmes benthiques du plateau continental dans le processus d'export et de stockage du carbone, et présente une initiative pour cartographier les zones de concentration de stockage du carbone. Les auteurs recommandent à la CCAMLR de reconnaître l'importance de la contribution des ressources marines vivantes de l'Antarctique et de leurs habitats dans le processus d'export et de stockage du carbone.

6.3 La Commission reconnaît que les effets du changement climatique sont déjà observables dans la zone de la Convention et que leurs implications à l'échelle mondiale ont également été reconnues par la COP26 et la RCTA. De plus, les effets du changement climatique à d'autres endroits auront eux aussi des répercussions sur l'Antarctique et risquent d'influencer la capacité de la Commission à satisfaire l'article I.

6.4 La Commission note que le Comité scientifique a intégré le changement climatique à ses avis (SC-CAMLR-41, paragraphe 7.8) et que, dans les discussions menées lors du SC-Symposium (SC-CAMLR-41, annexe 11), il a également inclus le changement climatique dans les programmes de travail et les termes de référence de ses groupes de travail (SC-CAMLR-41, paragraphe 7.14).

6.5 La Commission est d'avis qu'elle doit prendre des mesures urgentes pour se préparer et s'adapter aux effets du changement climatique sur les écosystèmes marins dans la zone de la Convention.

6.6 Certains Membres partagent les préoccupations concernant les effets du changement climatique et estiment qu'il est nécessaire de poursuivre l'analyse intégrée des tendances écosystémiques pour évaluer les effets du changement climatique et y répondre adéquatement grâce à un outil de gestion adapté.

6.7 Le document CCAMLR-41/31 Rév. 1 présente la proposition d'atelier sur l'intégration du changement climatique et des interactions écosystémiques à la science de la CCAMLR, indiquant que l'évaluation des effets du changement climatique sur les ressources marines vivantes de l'Antarctique est un sujet prioritaire pour la CCAMLR, qui a également été identifié par le Comité scientifique lors de son récent symposium comme un secteur clé de recherche.

6.8 La Commission se félicite de l'approbation par le Comité scientifique d'un atelier sur le changement climatique lors du premier semestre 2023 et du fait que l'atelier se tiendrait dans des centres régionaux et permettrait un accès virtuel afin d'y augmenter la participation d'experts tout en réduisant son empreinte carbone (SC-CAMLR-41, paragraphe 7.10). Elle encourage également la participation de tout un panel d'experts scientifiques ainsi que de décideurs politiques afin de favoriser l'intégration des meilleures informations scientifiques disponibles dans les mesures de gestion.

6.9 Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni prend très au sérieux le rapport synoptique décennal du SCAR sur le changement climatique en Antarctique et l'environnement. Nous avons entendu le message clair : le changement climatique a un impact majeur sur l'Antarctique et l'océan Austral et ces impacts se répercutent sur le monde entier. L'année dernière, le Royaume-Uni a accueilli la COP26, pendant laquelle l'Antarctique a eu une grande place en raison de la préoccupation internationale que représente le changement climatique dans cette région et le besoin d'agir de toute urgence. Les Membres peuvent examiner le document ATCM44/WP29, présenté par le Royaume-Uni, neuf autres parties, le SCAR et l'ASOC, qui fournit une liste des événements et exposés relatifs à l'Antarctique lors de la COP26. Le Royaume-Uni participera également à la COP27. Il est impératif que tous nos gouvernements agissent sans délai pour au moins atteindre les contributions déterminées au niveau national de l'Accord de Paris, et qu'ils répondent à la demande du SCAR visant à communiquer les implications du changement climatique pour l'Antarctique et l'océan Austral à un public large.

Le Royaume-Uni félicite le Comité scientifique pour ses travaux sur le changement climatique et attend avec intérêt ceux à venir sur le carbone bleu (présentés dans le document du Royaume-Uni CCAMLR-41/29) ainsi que les rapports à venir sur ce projet. Nous nous félicitons de voir que la proposition d'atelier sur le changement climatique (CCAMLR-41/31 Rév. 1) a été acceptée, de même que l'inclusion des considérations sur le changement climatique dans les termes de référence de tous les groupes de travail du Comité scientifique.

Le Royaume-Uni estime que la CCAMLR doit de toute urgence déterminer si notre approche de la mise en œuvre des principes fondateurs de la Convention – en particulier la manière dont nous évaluons la prévention et la réduction au minimum des risques de changement et leur réversibilité sur deux ou trois décennies – est adaptée, à la lumière des messages clés du SCAR. »

6.10 Le document CCAMLR-41/30 soumis par le Royaume-Uni, la Corée, l'UE et ses États membres, l'Australie et les États-Unis propose d'amender la MC 24-04 sur l'établissement, pour une durée limitée, de zones spéciales d'étude scientifique dans les zones marines nouvellement exposées à la suite du recul ou à l'effondrement de plates-formes glaciaires. La proposition cherche à en étendre l'application à l'ensemble de la côte continentale de

l'Antarctique, afin de tenir compte de la désignation de zones spéciales d'étude scientifique dans toutes les régions risquant de subir un effondrement ou un recul de la plate-forme glaciaire.

6.11 La plupart des Membres appuient pleinement la proposition dont ils considèrent la base scientifique convaincante et simple. Étant d'avis que le risque d'exposer de nouvelles zones marines à un environnement libre de glace à la suite de l'effondrement d'une plate-forme glaciaire n'est pas limité à la péninsule antarctique, ils sont en faveur de l'extension de la MC 24-04 à l'ensemble de la côte du continent afin de promouvoir les recherches sur les effets du changement climatique sur les écosystèmes marins conformément à un cadre approuvé.

6.12 Certains Membres considèrent qu'il conviendrait d'élaborer un plan plus complet pour traiter de l'effondrement de plates-formes glaciaires dans d'autres secteurs, et que celui-ci devrait comporter des PRS, ainsi que les données exigées pour chacune des zones à risque. D'autres Membres demandent à ces Membres de présenter des propositions concrètes pour faire avancer les discussions, en précisant que la planification et l'organisation du calendrier des expéditions visant à étudier les plates-formes glaciaires nécessitent une préparation complexe.

6.13 La Chine, notant que ni le SIG de la CCAMLR ni la *liste des mesures de conservation* ne contiennent les fichiers de données spatiales sur les plates-formes glaciaires, car ils sont plus anciens que 2016, demande l'ajout de ces informations. Le secrétariat indique que les plates-formes glaciaires sont maintenant considérées comme des caractéristiques dynamiques et que, en conséquence, les données les plus récentes sur leur étendue seront tirées de la base de données numérique sur l'Antarctique du SCAR pour être insérées dans le SIG de la CCAMLR et qu'elles apparaîtront en pointillés dans la Liste.

6.14 La Chine rappelle de plus que l'objectif de la MC 24-04 était de faciliter les recherches sur l'altération rapide des écosystèmes et des habitats benthiques dans les eaux marines nouvellement exposées du fait de l'effondrement et du recul de plates-formes glaciaires. Elle fait pourtant observer que, à ce jour, peu de recherches scientifiques ont été effectuées dans les eaux nouvellement exposées de secteurs tels que Larsen C et l'île du Pin et propose, de ce fait, d'inclure l'obligation d'effectuer des recherches scientifiques sur les écosystèmes pour que le Comité scientifique examine cette question lors de l'évaluation qu'il mènera à la fin de la 1^{re} étape.

6.15 La mise à jour de la MC 24-04 n'a pas fait l'objet d'un consensus.

6.16 La Commission examine le document CCAMLR-41/32 Rév. 1 présenté par l'Australie, le Chili, la Corée, les États-Unis, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, l'UE et ses États membres et l'Uruguay. Sur la base des conclusions sans équivoque des rapports récents du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (GIEC 2019 ; 2021 ; 2022) à l'égard des conséquences probables pour l'Antarctique et les eaux environnantes, combinées aux effets du changement climatique déjà observés dans la zone de la Convention CAMLR, y compris du fait des tendances actuelles au réchauffement dans le système mondial, et de la nécessité d'agir de toute urgence, les auteurs recommandent à la Commission d'adopter une résolution mise à jour sur le changement climatique.

6.17 La Commission rappelle la présentation du SCAR le jour de l'ouverture de la Commission, sur le document SC-CAMLR-41/BG/21, et fait observer que le changement climatique est largement dû aux émissions de gaz à effet de serre anthropiques et que les impacts sur les ressources marines vivantes de l'Antarctique et sur les écosystèmes marins de l'Antarctique sont déjà visibles (paragraphe 2.9 à 2.13).

6.18 L'UE présente le document CCAMLR 41/32 au nom de ses États membres, ainsi que du Royaume-Uni, de l'Australie, du Chili, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, des États-Unis et de l'Uruguay proposant une résolution CCAMLR sur le changement climatique.

6.19 Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni soutient pleinement cette résolution et espère que nous l'adopterons cette année, d'autant plus après la présentation du rapport sur l'ACCE du SCAR, qui nous fournit une preuve sans équivoque des impacts du climat sur les ressources marines vivantes de l'Antarctique.

Cette résolution serait la démonstration collective de l'importance que la Commission attache aux travaux de développement d'une gestion adaptative prenant en considération les implications du changement climatique dans son processus de prise de décision.

En plus d'agir collectivement en acceptant cette résolution, nous appelons également les membres de la CCAMLR à réfléchir à ce qu'ils pourraient faire individuellement. Par exemple, la délégation du Royaume-Uni auprès de la CCAMLR s'est engagée à tenir compte des implications du changement climatique dans toutes ses activités. Des experts dédiés aux sciences du climat des écosystèmes font partie de notre délégation, et au travers de l'engagement plus général du *British Antarctic Survey* auprès de la délégation, en tant que programme scientifique national du Royaume-Uni pour l'Antarctique, nous garantissons une approche intégrée et pluridisciplinaire de la contribution scientifique britannique à la CCAMLR. En tant que délégation, nous sommes convenus d'un point de l'ordre du jour dédié au changement climatique à toutes nos réunions, de réfléchir à notre contribution scientifique à la CCAMLR ; à notre rôle dans la communication des résultats de recherche sur le changement climatique en Antarctique et ses implications en dehors de la CCAMLR aux autres parties prenantes et parties intéressées ; et la manière dont nous travaillons ensemble en tant que délégation afin d'atteindre nos objectifs concernant le climat de manière responsable.

Nous serions heureux de partager nos meilleures pratiques et d'apprendre des autres délégations qui ont déjà pris ou sont prêtes à prendre le même engagement. »

6.20 La Belgique fait la déclaration suivante :

« La Belgique, étant l'un des promoteurs du projet de résolution que nous avons sous les yeux, s'aligne parfaitement sur les interventions de l'UE, des autres porteurs de ce projet et de ceux qui le soutiennent. Nous souhaitons également exprimer notre soutien aux travaux effectués par le Comité scientifique sur le changement climatique et à l'organisation d'un atelier sur le changement climatique. Nous nous joignons aux remerciements exprimés au SCAR pour leur précieux rapport et à S. Chown pour la présentation qu'il en a faite la semaine dernière. Cette présentation a mis en lumière les effets dramatiques du changement climatique sur l'Antarctique et la zone de la Convention, et a souligné l'urgence de prendre des mesures. Nous appuyons pleinement les recommandations émises dans la synopsis décennale sur le changement climatique en Antarctique et l'environnement.

Après avoir écouté les discussions de ces derniers jours, il semblerait que certains Membres autour de cette table pensent que la CCAMLR opère dans le vide. Je suis désolé de vous apprendre que non.

Nous n'opérons pas dans un vide géopolitique. Nous espérons malgré tout que, ensemble, nous pourrions trouver un chemin vers une vraie coopération, une véritable collaboration, et que nous pourrions consacrer l'Antarctique à la paix et la science, conformément à l'engagement que nous avons tous pris.

Nous n'opérons pas dans un vide organisationnel, car la CCAMLR fait à la fois partie du système du Traité sur l'Antarctique et de la communauté internationale. C'est pourquoi un point de notre ordre du jour est dédié à la collaboration avec d'autres organisations internationales.

Enfin et surtout, la CCAMLR n'opère pas dans un vide environnemental. Comme l'a illustré la présentation de S. Chown, l'océan Austral est la connexion centrale entre tous les bassins océaniques. Au niveau écologique, il existe de nombreuses preuves d'échanges biologiques à travers la convergence antarctique à tous les niveaux trophiques. Ce qui se passe dans l'océan Austral ne reste pas dans l'océan Austral, et tout aussi important : ce qui se passe en dehors de l'océan Austral a une incidence sur l'océan Austral.

Afin de conserver les ressources marines vivantes de l'Antarctique, il est de la plus grande importance de prendre en considération les facteurs d'influence qui ont un impact sur elles. Cela inclut le changement climatique, la pollution, l'exploitation directe et les changements d'utilisation de la mer. Ne pas les prendre en considération provoquera des "changements dans l'écosystème marin potentiellement irréversibles pour deux ou trois décennies."

Au sein de la CCAMLR, nous pouvons prendre des mesures pour réduire l'impact cumulatif du changement climatique et des autres facteurs d'influence sur les écosystèmes de l'Antarctique. Je dirais même plus : nous devons prendre des mesures ! Pas seulement pour nous, mais pour les futures générations.

Comme cela a été mentionné hier, la Belgique n'est pas prête à abandonner les écosystèmes de l'Antarctique. Nous sommes donc déçus de ne pas avoir été en mesure de parvenir à un consensus concernant la révision de la MC 24-04 plus tôt dans la journée. Nous incitons vivement tous les Membres à unir leurs forces afin de prendre des mesures immédiates et à adopter cette résolution. »

6.21 L'Australie fait la déclaration suivante :

« Merci à l'UE d'avoir présenté ce projet de résolution sur cette question fondamentalement importante qui a une incidence majeure sur l'ensemble de nos travaux.

Les experts nous ont indiqué que, si la trajectoire actuelle d'émissions humaines de CO₂ et autres gaz à effet de serre suit son cours, l'atmosphère et l'océan vont continuer à se réchauffer, l'océan va continuer à s'acidifier, la circulation océanique et atmosphérique seront altérées, la cryosphère continuera à perdre de la glace et le niveau de la mer continuera à s'élever.

En tant que coauteur, l’Australie souhaite se joindre à ceux qui soutiennent le projet de résolution.

L’Australie tient aussi à évoquer les récentes résolutions de la RCTA sur le changement climatique (résolutions 8 et 4 (2022)).

Nous remercions la Chine de son intervention et lui sommes reconnaissante de son engagement et des suggestions émises. L’Australie partage l’espoir pour cette année d’une nouvelle résolution modifiée sur le changement climatique. Nous espérons fortement recueillir ensemble les fruits de cette réunion.

Nous exhortons la Commission à continuer de montrer son engagement à tenir compte des répercussions du changement climatique sur nos travaux en adoptant cette résolution sur le changement climatique. »

6.22 L’Uruguay fait la déclaration suivante :

« L’Uruguay considère que le changement climatique représente le défi environnemental le plus important de notre époque et que le multilatéralisme est le seul moyen possible de résoudre dans l’urgence ce problème mondial.

L’Uruguay est un pays particulièrement vulnérable aux impacts négatifs du changement climatique, bien que sa contribution aux émissions mondiales de gaz à effet de serre ne soit que marginale. C’est la raison pour laquelle nous participons très activement à tous les forums multilatéraux où cette question est débattue. En ce sens, nous sommes d’accord avec le projet de résolution en ce qui concerne le rôle fondamental de cette Commission comme responsable de la conservation de la faune et la flore marines de l’Antarctique.

Lors de précédentes interventions, nous avons mis en avant nos préoccupations concernant les impacts du changement climatique sur l’écosystème de l’Antarctique. Nous approuvons les rapports du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC) selon lesquels le changement climatique a un impact profond sur l’Antarctique et, à cet égard, nous estimons que le projet de résolution présenté est nécessaire et pertinent, et c’est pourquoi il peut compter sur le coparrainage de mon pays.

Le projet a été révisé et il contient désormais plusieurs modifications qui ont été incluses dans le dessein de tenir compte des différents points de vue des délégations. Nous espérons que ce texte sera finalement adopté au cours de cette session. »

6.23 La Norvège fait la déclaration suivante :

« La CCAMLR a reconnu il y a plus de dix ans déjà qu’il était nécessaire de prendre des mesures de gestion concernant le changement climatique, ce qui avait mené à l’adoption de la résolution sur le changement climatique en 2009. Depuis lors, la science a bien progressé dans ce domaine, et les meilleures informations scientifiques disponibles ont été évaluées et résumées entre autres par le GIEC et le SCAR.

L’océan Austral constitue l’une des parties des océans du monde susceptible de changer le plus en conséquence à la fois du réchauffement climatique et de l’acidification des

océans. Ces changements atteindront progressivement l'écosystème marin de l'océan Austral, avec des répercussions probables sur la biodiversité ainsi que sur la productivité, l'abondance et la répartition géographique des ressources marines vivantes dans la zone de la Convention. La Norvège s'inquiète du fait que les changements rapides de l'environnement de l'Antarctique et de l'océan qui l'entoure nécessiteront une gouvernance et des solutions en matière de gestion toutes aussi rapides et adaptées. Dans certains cas, nous avançons déjà dans la bonne direction, en mettant en place par exemple une gestion rétroactive du krill et en étudiant comment tenir compte du changement climatique à venir dans la planification de la conservation, comme nous tentons de le faire dans nos travaux relatifs à la phase 2 de l'AMPMW.

Le projet de résolution encourage les Membres à s'engager à intégrer les considérations sur le changement climatique dans l'ensemble des activités de la CCAMLR afin être davantage prêts à faire face aux effets inévitables, au moyen de mesures d'adaptation propres à garantir la résilience de l'écosystème. Il en va de l'intérêt de tous, car en cas d'échec, nous serons nettement moins à même de réaliser les objectifs de la CCAMLR. C'est en participant et en soutenant activement la science du climat, notamment par le biais du SCAR, que nous élargirons notre base de connaissances commune afin de nous adapter.

Par ailleurs, le projet de résolution incite vivement le Comité scientifique à continuer d'élaborer des avis de gestion fondés sur la connaissance actuelle des effets du changement climatique en Antarctique et dans la zone de la Convention et intégrant pleinement ces informations ; ne pas s'adapter au changement climatique n'est pas une option rationnelle pour la CCAMLR.

La Norvège encourage fortement tous les Membres à adopter le projet de résolution sur le changement climatique. »

6.24 L'Afrique du Sud fait la déclaration suivante :

« L'Afrique du Sud tient à remercier le Comité scientifique de la CCAMLR de lutter contre les effets du changement climatique. Les changements en cours concernant les tendances, le statut et les phénomènes climatiques globaux dus à la hausse moyenne de la température à la surface de la Terre ont eu une incidence sur la biodiversité tant de l'Antarctique que de l'océan Austral. Cette augmentation de la température mondiale moyenne est causée principalement par la concentration accrue de gaz émis par des activités anthropiques croissantes.

À l'heure actuelle, le réchauffement climatique entraîne un changement beaucoup plus rapide du climat à l'échelle mondiale, ce qui provoque, entre autres, la fonte des glaciers et glaces polaires, la montée du niveau de la mer, l'acidification des océans, des variations de précipitations, des inondations et des sécheresses, ainsi qu'une fréquence et une intensité accrues des phénomènes météorologiques extrêmes.

Le long de l'ouest de la péninsule antarctique, on a observé de récentes pertes de glace et un déclin des manchots Adélie qui en dépendent, mais une augmentation des manchots papous, qui ne dépendent pas des glaces, et une extension de leur aire de répartition vers le sud. Il semblerait que les changements de la répartition des glaces de mer influencent le succès reproductif et impactent la viabilité des colonies de manchots empereurs.

L’Afrique du Sud reconnaît l’importance de l’océan Austral pour stabiliser le changement climatique mondial. Nous préconisons par ailleurs l’intégration des informations scientifiques pertinentes relatives aux interactions entre le changement climatique et l’écosystème dans l’analyse du programme de travail scientifique de la CCAMLR et dans son mandat et appuyons l’organisation de l’atelier qui devra être tenu à la fois virtuellement et en présentiel. »

6.25 La Suède souligne l’importance de la recherche sur le changement climatique et sur la gestion spatiale, AMP comprises, comme moyen de renforcer la résilience de l’écosystème face au changement climatique. Selon la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, le changement climatique est l’un des facteurs d’influence majeurs de la perte de biodiversité et il est important de trouver des solutions ensemble. La Suède souligne donc la nécessité d’intégrer pleinement la considération du changement climatique à toutes les activités de la CCAMLR.

6.26 L’ASOC indique que, bien que la CCAMLR ne puisse exercer d’influence directe sur le changement climatique, elle pourrait prendre des mesures à ce sujet, telles que la mise en place et la dissémination de la recherche sur le climat en Antarctique, l’établissement d’instruments pour protéger la résilience de l’écosystème et servir de référence scientifique à l’échelle locale et la réduction des facteurs de stress régionaux dus aux pêcheries. L’ASOC considère que les documents CCAMLR-41/29 à 41/32 proposent le strict minimum des mesures que la CCAMLR devrait prendre en matière de changement climatique. Elle espère que ces propositions seront adoptées cette année et trouve préoccupant que la révision de la MC 24-04 (CCAMLR-41/30) ait déjà été rejetée. L’ASOC note que 17 Membres ont contribué à au moins l’un des quatre documents sur le changement climatique, et que 24 Membres appuient l’adoption des AMP visant à contribuer à la résilience au changement climatique. Elle encourage la CCAMLR à communiquer les mesures qu’elle a prises, ou compte prendre, à la conférence 2022 des Nations Unies sur le changement climatique et encourage les membres de la CCAMLR à satisfaire leurs propres contributions déterminées au niveau national.

6.27 Le SCAR fait la déclaration suivante :

« Le SCAR soutient fermement la mise à jour proposée de la mesure de conservation 24-04 et appuie et approuve la résolution révisée sur le changement climatique. Nous rappelons que, dans sa présentation à la Commission au nom du SCAR, le professeur Chown a clairement indiqué que les marges de manœuvre nous laissaient très peu de temps pour agir, et que si nous ne le faisons pas, les impacts à venir sur les écosystèmes et les espèces de l’Antarctique ne seraient pas réversibles d’ici deux ou trois décennies. Le rapport sur l’ACCE, qui s’appuie sur les recherches du GIEC, formule également clairement qu’il est urgent de prendre en considération le changement climatique dans la conservation et la gestion des systèmes et ressources marines vivantes de l’Antarctique. La CCAMLR est l’organe responsable de ce plan d’action. Le SCAR est prêt à partager son expertise au besoin avec la Commission et le Comité scientifique et ses groupes de travail, notamment lors de l’atelier à venir sur le changement climatique. »

6.28 La Commission adopte la résolution 36/41.

6.29 Le président clôture le point 6 de l’ordre du jour.

Application et observation de la réglementation

Avis du SCIC

7.1 La présidente du SCIC, Meggan Engelke-Ros (États-Unis), présente le rapport 2022 du SCIC (annexe 7). Elle remercie le secrétariat, les interprètes, les traducteurs, les rapporteurs et le personnel de soutien de leurs loyaux services pendant toute la réunion, ainsi que les Membres pour leur engagement constructif et coopératif.

Dépenses du fonds du SDC

7.2 La Commission note que le comité de gestion du fonds du système de documentation des captures de *Dissostichus* spp. (SDC) s'est concerté pour examiner une proposition d'utilisation du fonds du SDC avancée par le secrétariat (CCAMLR-41/20) pour un montant de 165 000 AUD. Ce comité, composé de représentants de l'Australie, de la Corée, des États-Unis, de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni a approuvé la proposition.

7.3 La Commission **approuve** la recommandation du SCIC concernant l'adoption de la proposition (SCIC-2022, paragraphe 9) et remercie le secrétariat pour le travail entrepris à ce jour pour l'amélioration de l'e-SDC.

Mise en œuvre du SDC

7.4 La Commission prend note de l'examen par le SCIC du statut de partie coopérante actuellement accordé au Mexique et à Singapour conformément au paragraphe C9 de l'annexe 10-05/C à la MC 10-05 (SCIC-2022, paragraphes 12 à 14). Elle **accepte** que le Mexique et Singapour conservent leur statut de coopération avec la CCAMLR et encourage les Membres à entrer en contact avec le Mexique via les canaux diplomatiques appropriés afin d'aider le secrétariat à faciliter l'application de la MC 10-05 par celui-ci.

Mise en œuvre des contrôles des navires

7.5 La Commission prend note de neuf comptes rendus de contrôles portuaires de la CCAMLR qui ont été menés sans contrôle physique du navire et précise que les contrôles portuaires effectués à distance ne respectent pas les exigences énoncées dans la MC 10-03.

7.6 La Commission **approuve** la recommandation selon laquelle le secrétariat devrait effectuer une évaluation des formulaires de compte rendu de contrôle portuaire de la CCAMLR afin d'en élaborer un qui pourrait accompagner celui de l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port (MREP) pour réduire les doublons, accompagné des amendements nécessaires à la MC 10-03, et qui serait présenté lors de la réunion 2023 du SCIC.

7.7 La Commission **approuve** la recommandation selon laquelle le secrétariat devrait mener des recherches sur d'autres options électroniques de soumission des comptes rendus de contrôles au port ou en mer, y compris la possibilité de remplir et de soumettre les formulaires à travers une application ou directement sur le site web, et lui demande de faire état de ses conclusions lors de la réunion 2023 du SCIC.

7.8 La Commission remercie le Chili des efforts qu'il déploie pour mener à bien les contrôles, reconnaissant que les conditions maritimes difficiles ne rendent pas la tâche aisée et mais également que ces activités sont utiles à tous les Membres.

Système de suivi des navires (VMS)

7.9 La Commission **approuve** la recommandation du secrétariat sur la nécessité de mener des recherches plus approfondies sur les exigences et les coûts estimés de la mise en œuvre d'un système de notification automatisée des déplacements à partir du système de surveillance des navires (VMS), de même qu'un examen des changements qu'il serait nécessaire d'apporter à la MC 10-04, dont les résultats seraient présentés en 2023 ou 2024.

Transbordement

7.10 La Commission **approuve** la proposition du secrétariat visant à réviser la MC 10-09 afin de modifier le formulaire de notification de transbordement et la déclaration du fuseau horaire (CCAMLR-41/18).

Stratégie d'engagement des PNC

7.11 La Commission **approuve** la stratégie d'engagement des PNC proposée (CCAMLR-41/17, annexe 1) et le plan action pour 2023–2024 (CCAMLR-41/17, annexe 2) et note que la stratégie est élargie aux parties engagées dans des activités de pêche de ressources marines vivantes de l'Antarctique dans la zone de la Convention et de *Dissostichus spp.* au niveau mondial.

Propositions de mesures de conservation nouvelles ou révisées

7.12 La Commission prend note de l'examen par le SCIC de diverses propositions visant à amender les mesures de conservation (SCIC-2021, paragraphes 37 à 66) et **approuve** les amendements proposés pour les MC 10-02, 10-04, 10-05, 10-09, 23-06 et 26-01.

7.13 La COLTO note, au sujet de la MC 10-02, que des outils plus efficaces que les systèmes d'identification automatique (SIA) existent pour éviter les collisions en mer, par exemple l'aide de pointage de radar automatique (APRA). Elle ajoute que l'APRA peut détecter toute une série de cibles, y compris les glaces de mer et les navires qui ne possèdent pas cette technologie à bord, et que le risque que les armements de pêche INN puissent détecter ces navires à distance est négligeable, ce qui n'est pas le cas avec le SIA. Elle demande ainsi à la Commission d'envisager l'exploration d'autres options avant d'accepter les changements proposés, étant donné que les données SIA fourniront la position en temps réel de tous les navires de pêche dans la zone de la Convention via des systèmes accessibles au public.

7.14 La Commission note que les changements qu'il est proposé d'apporter aux MC 10-05, 10-09, 10-10, 21-01 et 31-02 et la plupart des mesures de conservation soumises dans la

proposition des États-Unis et de l'Australie (CCAMLR-41/36 Rév. 1) pour une meilleure gestion des pêcheries de krill de la CCAMLR (CM 10-03, 10-04, 10-09, 51-01, 51-02, 51-03, 51-06 et 51-07) n'ont pas été avalisés par le SCIC et ont été soumis à la Commission pour considération.

7.15 De nombreux Membres remercient la Corée pour sa proposition d'amendement de la MC 10-09 (CCAMLR-41/24 Rév. 1), prenant note de la nécessité d'améliorer la réglementation de la Commission sur les activités de transbordement et des récentes lignes directrices de la FAO sur le transbordement à suivre volontairement. La Russie note qu'il est nécessaire de trouver un équilibre entre les contrôles et les barrages à l'entrée des navires de transbordement, précisant que les contrôles devraient se concentrer sur les navires de pêche. La Corée se dit préoccupée par le fait que la MC 10-09 exige actuellement des informations rudimentaires sur les navires transporteurs engagés dans des activités de transbordement, mais que cela ne correspond pas à ce qui est exigé dans d'autres organisations liées à la pêche, et indique qu'elle est prête à continuer de travailler avec les Membres pour une meilleure gestion des transbordements.

7.16 L'ASOC remercie la Corée et les autres Membres qui ont présenté des propositions pour améliorer le suivi et le contrôle des transbordements. Elle note que, malheureusement, la CCAMLR est en retard par rapport à d'autres organisations en ce qui concerne la réglementation des transbordements, et espère que des progrès pourront être effectués à ce sujet dans les années à venir.

7.17 Certains Membres expriment leur déception quant à l'absence de consensus sur la proposition d'amendement de la CM 10-10 avancée par l'UE et ses États membres, la Corée et les États-Unis (CCAMLR-41/35) après des mois de travaux d'intersession et exprime leur inquiétude quant au fait que la CCEP freine les progrès et les ambitions de la Commission.

7.18 La Chine et la Russie notent que la discussion concernant la MC 10-10 a été constructive et qu'elle devrait se poursuivre, et font part de leur inquiétude quant à la proposition actuelle. La Chine fait également observer que la Commission a été en mesure d'adopter un rapport de conformité par consensus, alors même qu'elle n'est pas parvenue à un consensus sur des points particuliers.

7.19 Certains Membres indiquent que ce processus pourrait créer un précédent pour l'adoption des rapports de la CCEP à venir, sans que la CM 10-10 n'ait besoin d'être amendée.

7.20 De nombreux Membres remercient les États-Unis et l'Australie pour leurs propositions visant à améliorer la gestion des pêcheries de krill de la CCAMLR (CCAMLR-41/36 Rév. 1) et notent la nécessité d'améliorer les normes de gestion afin d'amener la gestion du krill au même niveau que celle des pêcheries de légine de la CCAMLR, ainsi que de faire progresser la recherche et le suivi du krill et la gestion spatiale, y compris l'AMPD1.

7.21 Certains Membres font remarquer qu'il existe des différences entre les opérations de pêche de légine et de krill, mais qu'il n'y a aucune raison pour que le suivi, le contrôle et la surveillance soient différents dans ces deux pêcheries.

7.22 La Chine et la Russie expriment leur inquiétude vis-à-vis de ces propositions, faisant observer que la gestion du krill est actuellement efficace et notant que des discussions sont en cours à propos des limites de capture et de l'harmonisation de la gestion spatiale. La Chine ajoute que la pêcherie de krill présente beaucoup moins de problèmes de conformité que la pêcherie de légine, comme le montre le rapport du SCIC.

7.23 De nombreux Membres encouragent la coopération afin de trouver des moyens de faire progresser l'amélioration de la gestion du krill au sein de la CCAMLR, avec pour objectif de gérer les pêcheries de krill selon les mêmes normes que les pêcheries de légine. Ils demandent au secrétariat de présenter à la 42^e réunion de la CCAMLR des informations sur les exigences techniques et les coûts qu'engendrerait soit l'élargissement au krill du SDC de *Dissostichus*, soit la mise en place en parallèle d'un SDC pour le krill.

7.24 L'ASOC remercie les États-Unis et l'Australie pour leur proposition, qu'elle considère très opportune et d'une grande importance, et fait écho aux commentaires des Membres concernant la nécessité de travailler sur tous les aspects de la pêche de krill, y compris le respect de la réglementation. Elle note en outre que la CCAMLR a géré les pêcheries de légine avec succès et qu'il est logique qu'elle applique également ces mesures efficaces à la pêche de krill.

Procédure d'évaluation de la conformité de la CCAMLR (CCEP)

7.25 La Commission examine le tableau de conformité présenté à l'appendice I du rapport SCIC-2022 et constate que le SCIC n'est pas parvenu à un consensus sur le statut de conformité de six écarts figurant dans le rapport CCAMLR de synthèse de la conformité, mais que le rapport du SCIC résume les discussions relatives à tous les écarts.

7.26 La Russie fait observer que quatre écarts de conformité relevant de la MC 31-01 n'ont pas fait consensus et déclare regretter profondément que le statut de conformité « Non-conformité grave, fréquente ou persistante (niveau 3) » ne soit pas appliqué aux navires battant pavillon britannique *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince*, et *Polar Bay*. Elle ajoute que, selon elle, les activités menées par ces navires sont un exemple flagrant d'infraction à la MC 31-01 et note par ailleurs que le Royaume-Uni encourage même ces activités et que ces infractions n'ont pas fait l'objet de réponses de la part de l'État du pavillon.

7.27 L'Ukraine fait la déclaration suivante :

« Il est important, en évaluant cette question, d'attirer l'attention sur tous les facteurs pertinents. Plusieurs faits sont clairs et évidents pour la majorité d'entre nous. C'est un fait que la pêche de légine australe dans la sous-zone 48.3 (continuation de la MC 31-01) a été bloquée par la Fédération de Russie. Aucune autre partie de la CCAMLR n'a appuyé les arguments de la Fédération de Russie. Il a de plus été noté au niveau du Comité scientifique que la pêche de légine dans la sous-zone 48.3 est gérée à un niveau scientifique élevé, en parfaite conformité avec l'approche de précaution, et la plupart des experts reconnaissent que les interventions de la Fédération de Russie concernant la pêche de légine dans la sous-zone 48.3 semblent relever d'une action politique, menée techniquement par le blocage du consensus.

Ainsi, la Fédération de Russie devrait assumer sa part de responsabilité quant au fait d'avoir soulevé cette question, qui a endommagé l'unité de la CCAMLR. Par ailleurs, on ne peut comparer la pêche INN typique, dont le but est de générer des bénéfices commerciaux en menant des actions de pêche illégale, avec le cas des navires de pêche britanniques ayant pratiqué une pêche contrôlée dans la sous-zone 48.3, en adéquation avec les approches principales de la CCAMLR et ayant soumis des rapports de pêcheries réguliers et résumés.

Tenant compte de tout ce qui vient d'être mentionné, nous nous abstenons de prendre part à une décision formelle de la CCAMLR sur ce sujet, dont la nature dépasse les compétences de la CCAMLR de bien des manières. Nous entendons par là que cette question ne peut être évaluée dans le cadre de la procédure du rapport de conformité, et qu'elle ne peut constituer une base exhaustive pour l'inscription des navires de pêche britanniques sur la liste INN. Nous souhaitons en même temps affirmer notre respect envers les intérêts nationaux des pays de la CCAMLR, et nous sommes loin de toute évaluation sur le terrain de la politique générale de la réponse du Royaume-Uni aux activités destructrices de la Russie à la CCAMLR. Nous espérons sauver l'unité de la CCAMLR, qui est nécessaire pour avancer ensemble vers l'atteinte des objectifs de la Convention. »

7.28 L'Argentine fait la déclaration suivante :

« L'Argentine trouve extrêmement préoccupant que l'Ukraine n'ait pas mis en lumière ces considérations au cours de la discussion concernant la CCEP pendant la réunion du SCIC. Elle rappelle sa déclaration, dans laquelle elle exprimait que le comportement d'un Membre ne devrait jamais mener un autre Membre à agir en dehors de la Convention. En particulier, pour la pêcherie de légine australe dans la sous-zone 48.3, les règles de la Convention sont mises en œuvre par le biais de la MC 31-01. Cette mesure de conservation prévoit que « la Commission doit établir » les critères selon lesquels cette pêche doit être menée, qui étaient jusqu'à peu inclus dans la MC 41-02. L'Argentine rappelle également que le Royaume-Uni disait déplorer que la MC 41-02 n'ait pas été reconduite pour la saison 2021/22, reconnaissant ainsi qu'il n'existe pas de mesure qui permette une telle pêche. Elle note cependant qu'il est le seul Membre à avoir entrepris des activités de pêche dans la sous-zone 48.3 sans une mesure de conservation. L'Argentine déclare que tous les autres Membres se sont abstenus de pêcher dans ladite sous-zone, mais aussi d'importer des produits issus de cette pêche afin de respecter les dispositions de la CCAMLR.

L'Argentine rappelle le document CCAMLR-41/BG/36, soulignant qu'il y est clairement expliqué pourquoi la pêche de *D. eleginoides* dans la sous-zone 48.3 n'aurait pas dû y avoir lieu et qu'elle enfreignait la MC 31-01, laquelle énonce clairement que la Commission a l'obligation d'établir une limite du total de captures admissibles, entre autres conditions, pour la pêcherie de légine dans ladite sous-zone. L'Argentine se dit extrêmement préoccupée par le fait que les quatre navires battant pavillon britannique n'aient pas été qualifiés de non conformes, en dépit d'avoir encouru, comme nous l'entendons, une non-conformité grave de niveau 3. Leur inscription sur la liste des navires INN n'a pas non plus fait consensus.

L'Argentine rappelle en outre que la lettre et l'esprit de la MC 31-01 déterminent que les conditions de pêche de *Dissostichus eleginoides* dans la sous-zone 48.3, y compris la limite de capture, doivent être établies par la Commission sur la base des meilleures données scientifiques disponibles et par consensus, pas unilatéralement. Cependant, c'est exactement ce qu'a fait le Royaume-Uni au cours de la saison dernière, s'arrogeant le droit de définir unilatéralement les paramètres jusqu'ici inclus dans la MC 41-02. L'Argentine signale que, si cette situation perdure, nous risquons de revenir à la situation juridique des années 1960 et 1970, non seulement dans la sous-zone 48.3, mais dans l'ensemble de la zone de la Convention, freinant ainsi radicalement les progrès jusqu'ici effectués en matière de gestion des ressources marines vivantes de l'Antarctique, puisque seuls les intérêts commerciaux sont pris en compte plutôt que de respecter les objectifs de

conservation de la CCAMLR. Elle ajoute qu'elle a demandé en vain au Royaume-Uni de fournir ses données relatives aux captures et aux exportations pour cette pêcherie, comme il convient d'après les normes de la CCAMLR. Elle rappelle de plus qu'il avait été demandé au secrétariat de ne pas autoriser l'utilisation du SDC pour cette pêcherie lors de cette saison, lequel a néanmoins été utilisé par les navires battant pavillon britannique. L'Argentine demande au secrétariat de ne permettre l'utilisation du SDC à aucun navire qui pêcherait en l'absence de mesure de conservation pour la saison 2022/23. »

7.29 Le secrétaire exécutif déclare que, selon lui, la MC 10-05 ne donne pas au secrétariat le pouvoir de donner suite à la demande de l'Argentine. Cela nécessiterait une décision de la Commission.

7.30 L'Argentine fait la déclaration suivante :

« L'Argentine regrette le point de vue que vient d'exprimer le secrétaire exécutif à propos de la MC 10-05, qui révèle l'existence d'un vide juridique dans le SDC dans ces situations de non-conformité flagrantes, qui doit être comblé. »

7.31 Le Chili et l'Uruguay signalent qu'ils se sont abstenus de pêcher dans ladite sous-zone, mais aussi d'importer des produits issus de cette pêche afin de respecter les dispositions prévues par la CCAMLR.

7.32 La Norvège fait la déclaration suivante :

« La non-reconduction de la MC 41-02 n'entraîne pas d'interdiction de pêche dans la sous-zone 48.3 :

Aucune des dispositions de la Convention ne peut être interprétée de manière à imposer une interdiction générale de pêche dans la sous-zone 48.3. Une telle interdiction nécessiterait d'être établie pas une mesure de conservation.

La non-reconduction de la MC 41-02 lors de la réunion de la Commission en 2021 ne signifie pas que les pêcheries de légine dans la sous-zone 48.3 sont généralement interdites ou "fermées", comme l'ont suggéré certaines parties.

La MC 31-01 énonce clairement qu'il incombe à la Commission de décider de la reconduction des mesures de conservation relatives à la pêche autour de la Géorgie du Sud. Je cite : "La Commission doit établir, le cas échéant, pour chaque saison de pêche depuis 1987/88, de telles limites ou autres mesures sur les environs de la Géorgie du Sud sur des bases similaires, lors de la réunion de la Commission précédant immédiatement cette saison.", fin de citation.

La non-reconduction de la MC 41-02 est un échec de la Commission à répondre aux attentes placées dans la MC 31-01. Mais la Commission est un organe politique et c'est à elle de décider si elle souhaite exercer ses compétences, ici en reconduisant les mesures en question et en répondant aux attentes placées dans la MC 31-01. Son échec à mettre en œuvre ce pourquoi la MC 31-01 existe est profondément regrettable, mais cela ne mène pas à l'interdiction de la pêche dans la sous-zone 48.3. La MC 31-01 n'énonce cela ni explicitement, ni implicitement. On ne peut présumer de l'existence de règles prohibitives d'une telle ampleur sans que l'énoncé de la résolution sur laquelle les parties ont négocié et se sont accordées ne fournisse de base.

La participation à des activités de pêche dans la sous-zone 48.3 lors de la saison 2022 ne justifie pas l'inscription de navires sur la liste INN. La MC 10-06 énonce clairement que l'inscription sur la liste INN requiert que le navire en question "soit engagé dans des activités qui diminuent l'efficacité des mesures de conservation de la CCAMLR". Aucune mesure de conservation n'interdisant la pêche dans la sous-zone 48.3 et la MC 41-02 n'étant pas en vigueur, le simple fait qu'un navire ait exercé la pêche dans la zone ne justifie pas son inscription sur la liste INN. »

7.33 Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni souscrit pleinement aux interventions de l'Ukraine et de la Norvège. Il s'agit d'une question extrêmement sensible, soulevée devant cette Commission par le comportement de la Russie. Un comportement qu'elle persiste à adopter. Aujourd'hui, son attention se porte sur le Royaume-Uni au sein de la CCAMLR ; demain elle pourrait se porter sur un autre Membre.

Le Royaume-Uni a basé sa position sur l'interprétation de la CM 31-01, le document de support CCAMLR-41/BG/36 de l'Argentine et sur les autres questions qu'elle a soulevées, détaillées dans le rapport du SCIC, ainsi que la série de COMM CIRC envoyées au cours de l'année.

Nous rejetons la caractérisation de cette situation faite par la Russie et l'Argentine. Le Royaume-Uni attire une fois encore l'attention de la Commission sur l'article IV de la Convention et nos droits qui y sont inscrits. »

7.34 L'Argentine fait la déclaration suivante :

« L'Argentine réfute les allégations de la Norvège selon lesquelles la non-reconduction de la MC 41-02 permettrait de mener les activités de pêche, en soulignant qu'une mesure de conservation en vigueur telle que la MC 31-01 est fondamentale pour la gestion des activités de pêche, car elle définit les limites de capture et toute autre réglementation nécessaire pour que ces activités puissent avoir lieu. Elle rappelle que la MC 31-01 a été adoptée en 1986 précisément pour empêcher que la zone en question ne soit exclue du régime de la CCAMLR et de sa gestion multilatérale.

L'Argentine note que la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les îles Malouines font partie intégrante du territoire argentin, et que leur intégrité territoriale a été violée par le Royaume-Uni il y a de cela 190 ans, rappelant que ce conflit de souveraineté a été reconnu non seulement par le Royaume-Uni lui-même, mais également par les Nations Unies. À cet égard, l'Argentine déclare que c'est pour cette raison que le Royaume-Uni ne peut être déclaré État côtier dans les zones mentionnées d'après la CNUDM, et n'est pas non plus habilité à adopter des mesures "nationales" en vertu de la déclaration du Président de 1980, puisque le paragraphe 5 de ladite déclaration exige la reconnaissance par toutes les Parties contractantes de l'existence d'une souveraineté étatique sur la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, ce qui n'est pas le cas. En outre, l'Argentine rappelle que l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé de nombreuses résolutions incitant vivement les parties en conflit à ne pas prendre de décisions entraînant des changements unilatéraux de la situation tant que ces territoires sont sujets au processus recommandé par les résolutions 2065/XX et 3160/XXVIII, ajoutant que l'action unilatérale du Royaume-Uni n'est compatible ni avec l'énoncé ni avec l'esprit de ces résolutions.

De même, en ce qui concerne les arguments avancés par le Royaume-Uni dans la circulaire COMM CIRC 22/51, l'Argentine tient à rappeler que ce qui permet la pêche dans le cadre du régime de la Convention, ne tient pas à l'absence d'interdiction, mais à l'existence d'une mesure de conservation qui l'autorise.

Enfin, l'Argentine réaffirme qu'elle ne pense pas que le Royaume-Uni – ou toute autre Partie qui pêche la légine dans la sous-zone 48.3 sans y être autorisée par une mesure de conservation – devrait pouvoir utiliser le mécanisme du SDC de la CCAMLR pour faire commerce de *Dissostichus* spp. illégalement capturé avec les Parties contractantes et les Parties non contractantes qui utilisent le SDC. »

7.35 Certains Membres déplorent que cette question soit à nouveau soulevée pendant la réunion de la Commission et signalent que leur point de vue est présenté dans le rapport du SCIC.

7.36 Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni a répondu aux points soulevés par l'Argentine lors des discussions du SCIC, et afin de ne pas perdre de temps, nous n'allons pas nous répéter. Nous devons cependant rejeter la déclaration de l'Argentine, y compris son interprétation de la Convention et de la déclaration du président. Le Royaume-Uni rappelle qu'il n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur les îles Malouines (Falkland en anglais), la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud et sur les zones marines environnantes, comme le savent bien tous les délégués. »

7.37 La Commission note que ces quatre écarts de conformité n'ont pu faire l'objet d'un consensus.

7.38 La Commission **adopte** le rapport CCAMLR de conformité.

Pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de la Convention

7.39 La Commission note qu'Interpol a communiqué des informations à la CCAMLR sur le navire *Cobija* qui figure sur la liste des navires INN de l'OPASE, soupçonné de mener des activités de pêche visant la légine dans les divisions 58.4.2 et/ou 58.4.3 et qui est toujours détenu au Yémen. La Commission **approuve** la recommandation visant à demander au secrétariat de rester en contact avec Interpol en ce qui concerne le *Cobija* et de communiquer les informations qu'il pourrait obtenir à son sujet.

7.40 La Commission **approuve** la recommandation selon laquelle le secrétariat ferait le bilan des données détenues par la CCAMLR afin d'identifier les organisations, les capitaines et les capitaines de pêche qui sont associés à des navires ou activités de pêche INN connus et qu'il développerait un plan d'action pour un meilleur partage de l'information et un renforcement de la collaboration en vue de lutter contre les activités de pêche INN, qui serait soumis à la réunion 2023 du SCIC.

7.41 La Commission note que la liste des navires INN-PNC n'a fait l'objet d'aucun changement et **adopte** la liste des navires INN-PNC 2022/23.

7.42 Plusieurs Membres rappellent leurs interventions lors de la réunion 2022 du SCIC concernant les navires *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince*, et *Polar Bay* battant pavillon britannique cités sur la liste provisoire des navires INN-PC.

7.43 La Norvège rappelle sa précédente déclaration et indique que la pêche effectuée dans la sous-zone 48.3 pendant la saison 2021/22 ne constitue pas une base juridique pour une inscription à la liste INN.

7.44 L'Argentine se dit extrêmement préoccupée par le fait que les quatre navires battant pavillon britannique n'aient été inclus ni sur la liste des navires INN-PC ni dans le rapport de conformité, malgré leur grave infraction à la MC 31-01. Elle est surprise de constater que malgré les premières notes envoyées par le Royaume-Uni pour demander instamment aux Membres de parvenir à un accord multilatéral sur les activités de pêche dans la sous-zone 48.3, ce Membre a ensuite décidé de prendre des mesures unilatérales en dehors du cadre de la CCAMLR et de bloquer le consensus pour l'inclusion de ces navires sur la liste des navires INN-PC et pour l'attribution d'un statut de conformité dans le rapport de conformité. L'Argentine rappelle aux Membres leurs obligations en vertu de la MC 10-08, et que les ressortissants des parties contractantes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, tels que les propriétaires, bénéficiaires et les compagnies associés aux navires *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince* et *Polar Bay* doivent être informés des mesures de conservation qu'ils sont tenus de respecter. Enfin, l'Argentine appelle les Membres à travailler de bonne foi et en coopération afin de réinstaurer une mesure de conservation qui permette la pêche de légine australe dans cette sous-zone, respectant ainsi les dispositions énoncées par la Convention CAMLR.

7.45 Concernant la question de l'inscription des navires britanniques *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince* et *Polar Bay* sur la liste des navires INN-PC, la Russie déclare que les activités illégales menées pendant la saison 2021/22 dans la sous-zone 48.3 sont scandaleuses et qu'il semblerait qu'elles fassent partie d'une série d'activités illégales effectuées par ces navires. Elle note en outre que la réponse du Royaume-Uni semble s'inscrire dans un schéma consistant à ignorer le cadre juridique de la CCAMLR, y compris l'article XXI de la Convention, à ne pas mener d'enquêtes complètes, à ne pas accorder au SCIC et à la Commission la possibilité d'accéder aux données pertinentes pour étayer l'évaluation de la conformité et à ne pas tenir ses navires responsables d'activités illégales. En conséquence, la Russie recommande d'inscrire les navires battant pavillon britannique *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince* et *Polar Bay* sur la liste des navires INN-PC.

7.46 Le Royaume-Uni rejette les commentaires de la Russie et fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni a déjà exprimé sa position en détail sur cette question, comme cela figure dans le rapport du SCIC. Conformément à notre position sur l'exploitation de la pêcherie de manière plus générale, nous réfutons toute assertion selon laquelle les navires britanniques ayant opéré dans la pêcherie de légine de Géorgie du Sud peuvent être caractérisés comme illicites, non réglementés ou non déclarés. »

7.47 La Commission note que l'inscription des navires *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince*, et *Polar Bay* sur la liste des navires INN-PC n'a pas fait consensus et que la liste des navires INN-PC est **adoptée** sans aucun changement depuis la 40^e réunion de la CCAMLR.

Notifications de projets de pêche

7.48 La Commission prend note de la discussion du SCIC sur les notifications de projets de pêche pour la saison 2022/23 (SCIC-2022, paragraphes 142 à 145). La Russie trouve préoccupant que quatre navires prévus par le Royaume-Uni dans ses notifications aient tiré profit commercialement de leur participation à la pêcherie de *D. eleginoides* dans la sous-zone 48.3 pendant la saison 2021/22 et note qu'il était alors envisagé de les inscrire sur la liste des navires INN-PC.

7.49 S'agissant de la question des notifications de projets de pêche exploratoire, la Russie demande le retrait du Royaume-Uni du paragraphe 1 des MC 41-09 et 41-10 en raison des préoccupations concernant les activités des navires *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince* et du *Polar Bay* sur lesquelles repose la recommandation visant à les inscrire sur la liste des navires INN-PC. La Russie note également que les navires susmentionnés ont tiré profit d'activités illégales dans la sous-zone 48.3 et ne devraient pas revendiquer le droit de mener des activités commerciales dans la zone de la CCAMLR.

7.50 Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

« Les notifications concernant les quatre navires immatriculés au Royaume-Uni ont été soumises conformément aux mesures de conservation pertinentes. Il y a quelques années, la Russie a demandé l'assurance que toutes les délégations et tous les navires seraient traités sans discrimination et avec impartialité. Nous avons exprimé notre position quant à la question plus large de la pêcherie de légine de la Géorgie du Sud lors de la réunion du SCIC. Vouloir forcer le Royaume-Uni à accepter la pêcherie de la mer de Ross excluant les navires britanniques est une manœuvre déraisonnable et politique de la part de la Russie. »

7.51 La Commission note que M. Engelke-Ros a été nommée pour un second mandat à la présidence du SCIC et qu'elle a accepté ce poste. La vice-présidence du SCIC reste vacante.

7.52 Le président clôture le point 7 de l'ordre du jour.

Système international d'observation scientifique de la CCAMLR

8.1 La Commission remercie la Chine de proposer d'accueillir un atelier de trois jours sur la pêcherie de krill à Shanghai en 2023, dans le but d'améliorer les protocoles d'échantillonnage et de définir les priorités en matière de collecte des données (SC-CAMLR-41, paragraphes 9.2 à 9.8). Elle incite les Membres intéressés et l'ARK à y assister.

8.2 Le président clôture le point 8 de l'ordre du jour.

Mesures de conservation

9.1 Cette section porte sur l'examen par la Commission des mesures de conservation et résolutions révisées ou nouvelles et des questions s'y rattachant. Les mesures de conservation et résolutions adoptées à la 41^e réunion de la CCAMLR seront publiées dans la *Liste officielle des mesures de conservation en vigueur 2022/23*.

9.2 La Commission note que les mesures de conservation et résolutions suivantes resteront en vigueur pour la saison 2022/23 :

Mesures relatives à la conformité

10-01 (2014), 10-03 (2019), 10-06 (2016), 10-07 (2016), 10-08 (2017) et 10-10 (2019).

Mesures relatives aux questions générales liées à la pêche

21-01 (2019), 21-02 (2019), 21-03 (2019), 22-01 (1986), 22-02 (1984), 22-03 (1990), 22-04 (2010), 22-05 (2008), 22-06 (2019), 22-07 (2013), 22-08 (2009), 22-09 (2012), 23-01 (2016), 23-02 (2016), 23-03 (2016), 23-04 (2016), 23-05 (2000), 23-07 (2016), 24-01 (2019), 24-02 (2014), 24-04 (2017) et 25-02 (2018).

Mesures relatives à la réglementation des pêcheries

31-01 (1986), 31-02 (2007), 32-01 (2001), 32-02 (2017), 32-18 (2006), 33-01 (1995), 41-08 (2021), 42-01 (2021), 51-01 (2010), 51-02 (2008), 51-03 (2008) et 51-06 (2019).

Mesures relatives aux aires protégées

91-01 (2004), 91-02 (2012), 91-03 (2009), 91-04 (2011) et 91-05 (2016).

Résolutions

7/IX, 10/XII, 14/XIX, 15/XXII, 16/XIX, 17/XX, 18/XXI, 19/XXI, 20/XXII, 22/XXV, 23/XXIII, 25/XXV, 27/XXVII, 28/XXVII, 29/XXVIII, 30/XXVIII, 31/XXVIII, 32/XXIX, 33/XXX, 34/XXXI et 35/XXXIV.

9.3 La Commission **adopte** les mesures de conservation révisées suivantes et la nouvelle résolution sur le changement climatique :

Mesures relatives à la conformité

10-02 (2022), 10-04 (2022), 10-05 (2022) et 10-09 (2022).

Mesures révisées relatives aux questions générales liées à la pêche

23-06 (2022), 24-05 (2022), 25-03 (2022) et 26-01 (2022).

Mesures révisées relatives à la réglementation des pêcheries

32-09 (2022), 33-02 (2022), 33-03 (2022), 41-01 (2022), 41-03 (2022), 41-04 (2022), 41-05 (2022), 41-06 (2022), 41-07 (2022), 41-09 (2022), 41-10 (2022), 41-11 (2022), 42-02 (2022), 51-04 (2022) et 51-07 (2022).

Nouvelle résolution

Résolution 36/41.

Application et observation de la réglementation

9.4 La Commission **adopte** une révision de la MC 10-02 exigeant des navires de pêche qu'ils soient équipés à partir de la saison de pêche 2023/24 d'un SIA pleinement fonctionnel et activé à tout moment lorsqu'ils se trouvent dans la zone de la Convention, sauf lorsque le fonctionnement du SIA risque de compromettre la sécurité du navire ou lorsque des incidents de sécurité sont imminents (MC 10-02, paragraphe 2 vii).

9.5 La Commission **adopte** une révision de la MC 10-04 exigeant des Parties contractantes qui demandent des données VMS qu'elles utilisent le formulaire de demande de données VMS à des fins de surveillance (MC 10-04, annexe 10-04/D).

9.6 La Commission **adopte** une révision de la MC 10-05 actualisant les coordonnées des contacts sur un certificat de capture de *Dissostichus* (CCD) (MC 10-05, annexe 10-05/A5i).

9.7 La Commission **adopte** une révision de la MC 10-09 mettant à jour les détails du modèle de notification de transbordement (MC 10-09, annexe 10-09/A).

Questions générales liées à la pêche

9.8 La Commission **adopte** une révision de la MC 23-06 concernant les exigences de déclaration des données des captures accidentelles d'oiseaux et de mammifères marins pour les navires de pêche au krill (MC 23-06, paragraphes 4 et 5).

9.9 La Commission **adopte** une révision de la MC 24-05 détaillant la pêche à des fins de recherche en vertu de la MC 24-01 (MC 24-05, tableau 1).

9.10 La Commission **adopte** une révision de la MC 25-03 visant à prolonger l'essai des dispositifs d'atténuation pour les navires de pêche au krill qui utilisent un câble de contrôle du filet.

9.11 La Commission **adopte** une révision de la MC 26-01.

9.12 La Commission prend note du retrait de la proposition d'amendement des MC 21-01, 21-02 et 23-05, soumise par l'UE (CCAMLR-41/25 Rév. 1).

Réglementation de la pêche

9.13 La Commission prend note du retrait de la proposition avancée par la Russie visant à modifier la MC 31-02 (CCAMLR-41/39) pour y inclure la déclaration des données associées à la remontée tardive d'engins de pêche après la fermeture d'une pêcherie. La Commission encourage les Membres intéressés à tenir des discussions pendant la période d'intersession et à revenir avec une proposition révisée.

9.14 La Commission examine la proposition de l'UE et ses États membres pour une nouvelle MC 32-XX visant à protéger les nids de poissons dans la zone de la Convention afin de donner suite aux recommandations du Comité scientifique concernant cette question (SC-CAMLR-41/BG/05 ; SC-CAMLR-41, paragraphe 5.44). Certains Membres déclarent qu'ils ne peuvent appuyer cette proposition, notant que des travaux sont encore nécessaires au sein du Comité

scientifique, notamment pour définir l'expression « zone de nidification des poissons », pour identifier les indicateurs pertinents et pour améliorer le processus d'évaluation de l'ouverture et de la fermeture des zones de nidification de poissons aux activités de pêche de fond.

9.15 La Commission note l'absence de consensus sur la proposition.

9.16 L'UE et ses États membres font les déclarations suivantes :

« L'UE et ses États membres sont extrêmement déçus que la Commission n'ait pas pu s'accorder sur la protection des zones de nidification de poissons dans les eaux entourant l'Antarctique. Comme vous le savez, la découverte de la plus vaste colonie de nidification de poissons, contenant une estimation de 60 millions de nids dans la mer de Weddell, a attiré beaucoup d'attention de par le monde, non seulement au sein de la communauté scientifique, mais également parmi le grand public. Le fait que nous ne parvenions pas à un accord permettant de protéger ces extraordinaires caractéristiques biologiques en raison de l'opposition d'un Membre, la Russie, sera considéré comme un échec de la CCAMLR à agir à la lumière de preuves scientifiques irréfutables. Si nous ne pouvons même pas nous accorder sur la protection de cette zone de nidification de poissons, qu'est-ce qui en vaut la peine ? Il est clair dans l'avis que nous a exprimé la communauté scientifique de la CCAMLR que les zones de nidification de poissons requièrent une protection immédiate, quel que soit l'endroit et le moment de leur observation ou de leur découverte dans la zone de la Convention. Les recommandations émises par les groupes de travail EMM et FSA et par le Comité scientifique ne pourraient être plus claires. Les nids de poissons sont un indicateur d'écosystèmes marins vulnérables qui devrait être protégé sans délai. Tous les scientifiques ayant participé à ces discussions au sein du Comité scientifique en sont convenus. Il est extrêmement préoccupant de voir que la Russie préfère ignorer cet avis. »

9.17 L'Allemagne fait la déclaration suivante au nom de l'UE et ses États membres :

« Il existe ici un autre problème. Comme vous le savez, la CCAMLR base sa prise de décisions sur les meilleures informations scientifiques disponibles. Les meilleures informations scientifiques disponibles sont fondées sur des données qui ne proviennent pas seulement de navires de pêche. De fait, la plupart de ces données, plus spécifiquement celles essentielles à l'engagement de la CCAMLR à appliquer l'approche de précaution et l'écosystémique à la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique, sont issues de travaux menés conformément dans le cadre de programmes antarctiques nationaux. Ces programmes, de même que les scientifiques qui y travaillent, dédient un temps et des efforts considérables afin d'apporter leurs connaissances et les résultats de leur recherche à la CCAMLR. Le travail qu'ils fournissent est essentiel à la compréhension des relations écologiques sur lesquelles repose le fonctionnement des écosystèmes marins de l'Antarctique, y compris les ressources marines vivantes de l'Antarctique. Ignorer constamment les preuves scientifiques fournies par ces experts pourrait être considéré comme un manque de respect envers leur travail et pourrait les faire douter de leur relation avec la CCAMLR et des contributions qu'ils y apportent.

Si cette source essentielle de connaissances et d'information spécialisées se tarit, alors l'objectif de la Convention, c'est-à-dire la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique, ne pourra être atteint. »

9.18 Certains Membres soutiennent les déclarations de l'UE et ses États membres.

Pêcheries exploratoires

9.19 La Commission **adopte** une révision de la MC 41-01 exigeant que des poses de recherche soient effectuées dans la SSRU H de la sous-zone 88.2 (MC 41-01, annexe 41-01/B).

Limites de capture de légine

9.20 La Commission **approuve** l'avis du Comité scientifique concernant les limites de capture dans les pêcheries de *D. eleginoides* de la sous-zone 48.4 et **adopte** la MC 41-03 (2022).

9.21 La Commission examine les dispositions concernant les pêcheries exploratoires de *D. mawsoni* dans les sous-zones 48.6, 88.1 et 88.2 et les divisions 58.4.1 et 58.4.2. La Russie indique qu'elle n'accepte pas les notifications des quatre navires britanniques qui souhaitent participer aux pêcheries des sous-zones 88.1 et 88.2 (paragraphe 7.49).

9.22 Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

« Nous avons clairement entendu que la Russie empêchera la pêche exploratoire de la mer de Ross, à moins que les quatre navires britanniques ne soient retirés de la liste des navires autorisés à y participer. Le Royaume-Uni n'est pas la Russie. Nous n'allons pas remettre en question des limites de capture déterminées scientifiquement. Nous n'allons pas prendre les autres Membres en otage. Ainsi, malgré l'exaspération engendrée par la position de la Russie, nous acceptons le fait que nous ne puissions l'empêcher d'exercer son droit de veto. Cela dit, nous devons tout de même prendre note de la duplicité de la situation. La Russie affirme que la pêche de légine Géorgie du Sud n'est pas durable car les captures contiennent 25 % de poissons juvéniles. Les captures de la pêche de la mer de Ross contiennent en moyenne 50 % de juvéniles. Et cela pour un stock qui est manifestement plus vulnérable aux impacts du changement climatique. Ce n'est pas de la science. C'est de la politique. Voilà de quoi il s'agit. »

9.23 De nombreux Membres appuient la notification des quatre navires britanniques pour les pêcheries des sous-zones 88.1 et 88.2. Toutefois, l'inclusion de ces navires ne fait pas consensus.

9.24 Certains Membres rappellent l'exemple récent d'un navire battant pavillon russe qu'il avait été proposé d'inscrire sur la liste provisoire des navires INN-PC, mais qui n'avait pas été ajouté à la Liste INN-PC et qui par la suite avait fait l'objet d'une notification pour des activités de pêche la saison suivante.

9.25 La Russie indique qu'elle ne dispose d'aucune information sur un quelconque précédent concernant la délivrance de licences de pêche de légine en violation des mesures de conservation de la CCAMLR.

9.26 La Commission **approuve** l'avis du Comité scientifique sur les limites de capture (SC-CAMLR-41, tableaux 4 et 5). Elle **adopte** les mesures de conservation suivantes pour les pêcheries visant *D. mawsoni* et/ou *D. eleginoides* :

MC 41-04 : pêche exploratoire de *D. mawsoni* de la sous-zone 48.6

MC 41-05 : pêche exploratoire de *D. mawsoni* de la division 58.4.2

MC 41-06 : pêche exploratoire de *D. eleginoides* de la division 58.4.3a

MC 41-07 : pêcherie exploratoire de *D. mawsoni* de la division 58.4.3b
MC 41-09 : pêcherie exploratoire de *D. mawsoni* de la sous-zone 88.1
MC 41-10 : pêcherie exploratoire de *D. mawsoni* de la sous-zone 88.2
MC 41-11 : pêcherie exploratoire de *D. mawsoni* de la division 58.4.1.

9.27 Il n'y a pas de consensus sur la pêche dirigée de *D. mawsoni* dans la division 58.4.1 en 2022/23. En conséquence, la Commission **adopte** la MC 41-11 selon laquelle aucune pêche dirigée de *D. mawsoni* ne sera menée dans la division 58.4.1 en 2022/23.

Limites de capture du poisson des glaces

9.28 La Commission **approuve** l'avis du Comité scientifique sur les limites applicables à la pêcherie de *C. gunnari* de la division 58.5.2 et **adopte** la MC 42-02.

Pêcheries de krill

9.29 Après de longues discussions (paragraphe 4.10 à 4.21), la Commission **accepte** la reconduction de la MC 51-07 pour un an et **adopte** la MC 51-07 (2022).

9.24 La Commission examine une proposition des États-Unis et de l'Australie visant à améliorer la gestion des pêcheries de krill antarctique (*Euphausia superba*) au sein de la CCAMLR (CCAMLR-41/36 Rév. 1). Elle ne parvient pas à un consensus sur les amendements proposés aux MC 10-03, 10-04, 10-09, 51-01, 51-02, 51-03, 51-06 et 51-07 et encourage les porteurs du projet à travailler sur la proposition avec les Membres intéressés pendant la période d'intersession.

Autres questions liées aux pêcheries

9.31 L'Australie avise la Commission que toute activité de pêche ou de recherche halieutique dans les secteurs des divisions 58.4.3a, 58.4.3b et 58.5.2, qui forment la zone économique exclusive (ZEE) australienne autour du territoire australien des îles Heard et McDonald, requiert l'approbation préalable des autorités australiennes. La ZEE australienne s'étend jusqu'à 200 milles nautiques du territoire. Toute pêche non autorisée ou illégale dans ces eaux constitue une infraction grave à la législation australienne. L'Australie sollicite l'aide des autres membres de la CCAMLR et leur demande de s'assurer que leurs ressortissants et leurs navires sont au courant des limites de la ZEE australienne et de la nécessité d'obtenir une autorisation avant d'y pêcher. Elle applique des contrôles rigoureux pour s'assurer que la pêche dans sa ZEE ne se déroule que sur une base durable. À présent, toutes les licences de pêche ont été délivrées et aucune autre concession n'est disponible pour la pêche licite dans cette ZEE. La législation australienne prévoit de lourdes peines pour la pêche illicite dans la ZEE australienne, dont, entre autres, la confiscation immédiate des navires étrangers menant de telles activités. Toute demande d'informations sur la pêche dans la ZEE australienne doit être adressée en premier lieu à l'*Australian Fisheries Management Authority*.

9.32 Le président clôture le point 9 de l'ordre du jour.

Administration et finances

Avis du SCAF

10.1 La présidente du SCAF, S. Langerock, présente le rapport SCAF-2022 (annexe 8).

10.2 La Commission **approuve** l'avis du SCAF et accepte les états financiers audités (SCAF-2022, paragraphes 4, 5 et 7).

10.3 La Commission **n'accepte pas** la recommandation du SCAF qui propose d'adopter l'équivalent australien des Normes d'information financière internationale (A-IFRS) du fait de l'opposition de la Russie (SCAF-2022, paragraphe 6). Les états financiers annuels de la CCAMLR continueront d'être audités selon les Normes d'information financière internationale (IFRS). La présidente du SCAF indique que cette décision sera communiquée à la Cour des comptes australienne (ANAO). Le secrétariat précise que les répercussions de cette décision ne sont pas encore connues, mais qu'il en informera la présidente du SCAF.

10.4 La Commission **approuve** la décision du SCAF concernant la nomination de l'ANAO comme auditeur externe pour 2023 et 2024.

10.5 La Commission **approuve** les décisions du Comité chargé du fonds de renforcement des capacités générales et les recommandations du SCAF concernant le renforcement des capacités (SCAF-2022, paragraphes 18 à 21).

10.6 La Commission reçoit le rapport du secrétaire exécutif (CCAMLR-41/05) et **approuve** le plan stratégique 2023-2026 (CCAMLR-41/01 Rév. 1) (SCAF-2022, paragraphe 16).

10.7 La Commission accepte l'avis du SCAF concernant les questions de personnel (SCAF-2022, paragraphe 17) et **approuve** le statut du personnel adopté en 2019 (CCAMLR-38, paragraphe 4.4), la stratégie salariale et de dotation en personnel révisée de la CCAMLR 2023–2026 (CCAMLR-41/07, annexe 1) et le système de classification des emplois révisé (CCAMLR-41/07, annexe 2) qui sont les trois éléments sur lesquels repose la politique de dotation en personnel de la CCAMLR.

Examen du budget 2022, du budget 2023 et des prévisions budgétaires 2024

10.8 La Commission **adopte** le budget révisé de 2022, le budget 2023 modifié par le SCAF et les prévisions budgétaires pour 2024 (SCAF-2022, paragraphes 22 et 58, appendice I et appendice II).

Questions administratives

10.9 La Commission **approuve** les recommandations du SCAF concernant l'élaboration d'un code de conduite pour la Commission qui sera développé pendant la période d'intersession par un e-groupe piloté par l'Australie (SCAF-2022, paragraphes 59 à 63).

10.10 Notant le paragraphe 259 du rapport définitif de la quarante-quatrième réunion consultative du Traité sur l'Antarctique, la Commission accepte la proposition du Royaume-Uni selon laquelle il conviendrait d'adopter une déclaration similaire pour la CCAMLR : toute personne travaillant sur des questions liées à la CCAMLR, à ses travaux et activités dans la zone de la Convention, devrait se sentir en sécurité, bienvenue, respectée et ne pas faire l'objet de discrimination.

10.11 La Commission **approuve** les recommandations du SCAF concernant les dispositions relatives aux réunions de la Commission et aux réunions de la période d'intersession en 2023 et 2024 (SCAF-2022, paragraphes 68 à 73).

10.12 La Russie fait observer que la proposition notée au paragraphe 76 ii) du rapport du SCAF diffère des recommandations émises par le Comité scientifique sur la question (SC-CAMLR-41, paragraphe 11.24). La Commission n'avalise pas cette proposition.

10.13 La Commission **approuve** les recommandations concernant l'accès aux documents de réunions visés aux paragraphes 11 à 16 du document CCAMLR-41/10, compte tenu des modifications contenues dans les paragraphes 76 i) et iii) du rapport SCAF-2022.

Autres questions

10.14 La Commission remercie la présidente du SCAF de l'efficacité avec laquelle le SCAF a mené ses activités.

10.15 La Commission indique que la vice-présidence du SCAF est vacante et demande aux personnes intéressées de se manifester.

10.16 La présidente du SCAF accepte de prolonger d'un an son mandat à la présidence en attendant la nomination d'un ou d'une nouvelle présidente.

10.17 Le président clôture le point 10 de l'ordre du jour.

Coopération avec le système du Traité sur l'Antarctique et des organisations internationales

Coopération avec le système du Traité sur l'Antarctique

11.1 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/01 présenté par le secrétaire exécutif, qui résume le rapport de la quarante-quatrième RCTA qui s'est tenue à Berlin, en Allemagne, du 24 mai au 2 juin 2022.

11.2 La Commission remercie le secrétaire exécutif et réaffirme l'importance de la collaboration entre la CCAMLR et la RCTA.

11.3 Le Royaume-Uni rappelle que la CCAMLR est engagée dans des accords ou protocoles d'accord avec un certain nombre d'organisations internationales, et que, afin de faciliter l'échange de connaissances, il pourrait être utile que d'autres organisations puissent partager leurs rapports.

11.4 Le secrétaire exécutif informe la Commission qu'il a préparé à l'intention de la RCTA un rapport de synthèse annuel des activités de la CCAMLR sur des questions qui pourraient intéresser la RCTA, mais qu'il n'en a pas fait de même pour les autres organisations internationales. Il propose de partager son rapport de synthèse annuel des activités de la CCAMLR avec les Membres qui assistent aux autres réunions internationales en qualité d'observateurs, car cela pourrait les aider dans leur présentation des activités de la CCAMLR.

11.5 Cette question sera approfondie pendant la période d'intersession.

11.6 Le secrétaire exécutif du secrétariat du Traité sur l'Antarctique, Albert Lluberias Bonaba, souligne que pour sa prochaine réunion, la RCTA et le CEP sont convenus de tenir une session conjointe d'une journée entière avec le SCAR et le COMNAP, afin de discuter à la XLV^e RCTA de la mise en œuvre des recommandations émises dans le rapport sur l'ACCE. Il encourage les Membres, observateurs et experts à soumettre des documents sur ce sujet lors de la XLV^e RCTA et à participer à cette réunion afin de soutenir ces travaux. Par ailleurs, il rappelle qu'une session sera dédiée à l'harmonisation de la mise en œuvre du code polaire pendant la réunion, ayant pour objectif de faciliter une compréhension commune de ce code.

Coopération avec des organisations internationales

11.7 La Commission prend note du document CCAMLR-41/BG/21 soumis par la Nouvelle-Zélande, qui présente un état des lieux des progrès réalisés par l'OMI dans l'extension des mesures de sécurité sur les navires non certifiés conformément à la Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS).

11.8 Wiesława Misiak (ACAP) remercie la CCAMLR pour sa coopération de longue date et note que le protocole d'accord CCAMLR-ACAP a été renouvelé en novembre de l'année dernière. Elle note que l'ACAP était heureux qu'un de ses experts soit invité aux discussions du WG-IMAF et encourage les membres de la CCAMLR à continuer leurs efforts afin de mieux comprendre les impacts potentiels des collisions avec les funes de chaluts et les câbles de contrôle du filet sur les oiseaux de mer. Elle note que l'ACAP se félicite des chiffres de mortalité aviaire estimée pour 2022 les plus bas jamais enregistrés dans les pêcheries palangrières de la CCAMLR, et est encouragée par la récupération de la population de pétrel à menton blanc de l'île de la Possession, qui montre comment une combinaison de stratégies de gestion en mer et sur terre peut conduire à des résultats positifs en matière de conservation.

Rapports des observateurs d'organisations internationales

11.9 Le Canada attire l'attention de la Commission sur l'Accord visant à prévenir la pêche non réglementée en haute mer dans l'océan Arctique central (CAOFA), et sur la possibilité d'un partage des connaissances entre la CCAMLR et le CAOFA à l'avenir, notamment dans des domaines scientifiques et techniques. Parmi les parties au CAOFA, on note de nombreux membres de la CCAMLR collaborant sur des questions relatives à la pêche INN, la durabilité des pêcheries, le partage des données et l'utilisation de connaissances indigènes et locales. Le Canada indique que la première Conférence des Parties (COP) se tiendra en Corée, à Incheon, du 23 au 25 novembre 2022 sous un format hybride. La Corée indique qu'elle présentera un compte rendu à la 42^e réunion de la CCAMLR sur la session inaugurale du CAOFA et que ce

dernier et la Commission pourraient s'enrichir mutuellement en recourant à divers moyens de coopération. Elle invite les Membres à envisager la mise en place d'une future coopération entre la CCAMLR et le CAOFA.

11.10 La Commission accueille favorablement ces informations. Certains Membres estiment qu'il est prématuré de prendre une décision sur la forme et le contenu possibles d'une future collaboration avec le CAOFA, et espèrent recevoir davantage d'informations à considérer sur la question.

11.11 La Commission prend note des documents présentés par l'ARK : le SC-CAMLR-41/BG/08 qui présente des recommandations visant à améliorer la transparence et la sécurité dans la pêcherie de krill de la CCAMLR, le SC-CAMLR-41/BG/09 qui présente des recommandations visant à faciliter la création et la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion de la pêcherie de krill et le SC-CAMLR-41/BG/07 présentant un compte rendu sur les activités des flottes de pêche de ses Membres pour l'année écoulée.

11.12 Javier Arata (ARK) remercie la Commission de lui avoir donné l'occasion d'assister à la réunion et reconnaît les progrès importants réalisés par le Comité scientifique à l'égard de la nouvelle stratégie de gestion pour la pêcherie de krill. Il se dit satisfait qu'il soit reconnu qu'il existe suffisamment de krill pour supporter une augmentation des captures, ce qui souligne la bonne santé de la population de krill antarctique, et accueille favorablement les travaux prévus dans ce domaine. Il souligne que l'allocation de quotas respectant la subdivision spatiale approuvée n'entraînerait pas une augmentation des captures jusqu'au niveau des limites de capture fixées, car tous les secteurs et toutes les saisons ne représentent pas des lieux de pêche exploitables. L'ARK a adopté des zones restreintes volontairement depuis la saison 2018/19 et se félicite que la Commission envisage désormais un programme de travail sur l'harmonisation de la gestion du krill et de la gestion spatiale. J. Arata note que l'industrie de la pêche sera en mesure de faire face aux demandes croissantes de données, à condition que les scientifiques de la CCAMLR et l'industrie de la pêche travaillent ensemble. Il encourage la mise en œuvre de la déclaration journalière de capture et d'effort de pêche lorsque la capture admissible restante dans une strate/période spécifique est inférieure à 30 000 tonnes et suggère que toutes les notifications de pêche par les États de pavillon fournissent une liste des compagnies qui pourraient être utilisées pour les transbordements pendant la prochaine saison. Il suggère en outre que les observateurs scientifiques commencent à collecter des données sur les événements de transbordement pour renforcer les connaissances de la Commission sur cette activité essentielle pour les opérations de pêche.

11.13 La Commission remercie l'ARK pour ses documents et note les contributions utiles que la flotte de pêche a apportées et continuera d'apporter à la science dans le contexte de la révision de l'approche de gestion du krill.

11.14 La Commission examine le document SC-CAMLR-41/BG/19 soumis par le SCAR, qui présente son rapport annuel à la CCAMLR, fournissant des informations sur les activités récentes et futures qui peuvent présenter un intérêt pour le Comité scientifique et la Commission. Les groupes scientifiques du SCAR, les programmes de recherche et les groupes subsidiaires spécialisés ont entrepris des activités très variées, dont tout un éventail a été présenté cette année dans les documents SC-CAMLR-41/BG/19, BG/20, BG/21, BG/22, BG/23, BG/24, et BG/25. Au nom du SCAR, Mary-Anne Lea souligne que le document SC-CAMLR-41/BG/21 constitue une mise à jour importante du rapport sur l'ACCE, largement fondée sur les résultats du sixième rapport d'évaluation du GIEC et contenant une série de

recommandations formant elles aussi la base de la présentation faite par le SCAR à la Commission le jour de l'ouverture. Elle souligne que le SCAR serait disposé à refaire une telle présentation chaque année si c'était le souhait de la Commission.

11.15 La Commission accueille favorablement les importantes contributions du SCAR et le remercie pour sa présentation (paragraphe 2.9 à 2.13). Elle attend avec intérêt ses prochaines présentations sur le changement climatique et sur d'autres, et envisage une interaction dynamique entre le SCAR et la CCAMLR à l'avenir. Elle note que ses avis et recommandations sur des sujets spécifiques seraient fort utiles à la CCAMLR et accepte d'envisager des présentations annuelles du SCAR pendant la période d'intersession.

11.16 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/31 soumis par l'ASOC, qui présente les travaux que l'organisation a menés cette année et prend note des six documents de support que l'ASOC a soumis à la 41^e réunion de la CCAMLR. L'ASOC indique qu'au cours de l'année passée, elle-même et ses organisations membres ont participé à plusieurs types d'activités visant à soutenir la conservation de l'Antarctique, telles que financer la recherche scientifique, faciliter le dialogue entre les parties prenantes de la CCAMLR et organiser de nombreuses activités éducatives et de partage. Ces activités étaient centrées sur la désignation d'AMP dans les eaux entourant l'Antarctique, la sensibilisation à la double crise du changement climatique et de la perte de biodiversité et la protection des espèces et des habitats. L'ASOC et ses organisations membres soutiennent la recherche scientifique relative aux travaux de la CCAMLR, y compris des projets sur : les baleines franche australes, les écosystèmes mésopélagiques, la diversité phylogénétique dans les eaux entourant l'Antarctique, le carbone bleu, les écosystèmes marins vulnérables et les estimations des besoins en nourriture des prédateurs du krill. Par ailleurs, l'ASOC et ses organisations membres ont célébré la toute première journée mondiale du krill le 11 août. À cette occasion, elles en ont fait la promotion sur les réseaux sociaux et ont organisé des événements tels qu'un webinaire sur le krill pour des participants en Chine, en Japon et en Corée.

11.17 La Commission prend note du document SC-CAMLR-41/BG/13 soumis par Oceanites, qui présente un rapport de synthèse du statut actuel des cinq espèces de manchots présentes en Antarctique d'après les données issues de l'application cartographique MAPPPD (*Mapping Application for Penguin Populations and Projected Dynamics*, www.penguinmap.com). Ces données indiquent que depuis 2020, la population de manchots à jugulaire continue de décliner dans les sous-zones 48.1 et 48.2, celle de manchots Adélie continue de décliner dans la sous-zone 48.1, la population de manchot papou continue d'augmenter dans la sous-zone 48.1, et celle de manchots Adélie augmente dans la sous-zone 88.1 et les divisions 58.4.1 et 58.4.2.

Rapports des représentants de la CCAMLR aux réunions d'organisations internationales de la période d'intersession écoulée et nomination des représentants aux prochaines réunions d'organisations internationales pertinentes

11.18 La Commission prend note des documents de support ci-dessous résumant les principaux résultats des réunions d'autres organisations présentant de l'intérêt pour la CCAMLR :

- CCAMLR-41/BG/06 : Compte rendu de l'observateur de la CCAMLR (secrétaire exécutif) auprès de la 35^e réunion du Comité des pêches de la FAO (COFI) et de la 9^e réunion du Réseau des secrétariats des organisations régionales de pêche (RSN).
- CCAMLR-41/BG/09 : Compte rendu de l'observateur de la CCAMLR (États-Unis) auprès de la réunion annuelle de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), (réunion virtuelle, du 15 au 23 novembre 2021).
- CCAMLR-41/BG/10 : Compte rendu de l'observateur de la CCAMLR (États-Unis) auprès de la dix-huitième session régulière de la Commission des pêches du Pacifique central et occidental (CPPCO) (réunion virtuelle, du 1^{er} au 7 décembre 2021).
- CCAMLR-41/BG/14 : Compte rendu de l'observateur de la CCAMLR (Argentine) auprès de la cinquième session reprise de l'assemblée des Nations Unies pour le programme sur l'environnement (Nairobi, Kenya, du 28 février au 2 mars 2022).
- CCAMLR-41/BG/15 : Compte rendu de l'observateur de la CCAMLR (Union européenne) auprès de la 9^e réunion des parties à l'Accord relatif aux pêches dans le sud de l'océan Indien (APSOI) (format hybride, du 4 au 8 juillet 2022).
- CCAMLR-41/BG/27 : Compte rendu de l'observateur de la CCAMLR (Australie) auprès de la 5^e session extraordinaire, des 26^{es} réunions annuelles et de la 4^e session extraordinaire de la Commission des thonidés de l'océan Indien (CTOI) (Vidéoconférence, 29 novembre 2021).
- CCAMLR-41/BG/28 : Compte rendu de l'observateur de la CCAMLR (Australie) auprès de la septième session de la réunion des Parties à l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (MoP7) (réunion virtuelle, du 9 au 13 mai 2022).
- CCAMLR-41/BG/38 : Compte rendu de l'observateur de la CCAMLR (Norvège) auprès de la 40^e réunion annuelle de la Commission des pêches de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE) (réunion hybride du 9 au 12 novembre 2021).
- CCAMLR-41/BG/41 : Compte rendu de l'observateur de la CCAMLR (Union européenne) auprès de la 44^e réunion annuelle de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO), (Porto, Portugal, du 19 au 23 septembre 2022).

11.19 La Commission examine le document CCAMLR-41/BG/07, présenté par le secrétariat de la CCAMLR, qui donne le calendrier des réunions 2022/23 des organisations ou accords, avec les observateurs nommés pour représenter la Commission. Le tableau a été modifié pour spécifier les observateurs nommés (tableau 1).

Coopération avec les organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP)

11.20 La Commission examine le document CCAMLR-41/11 Rév. 1 soumis par le secrétariat de la CCAMLR, qui présente les accords de coopération dans le cadre des ententes formelles et protocoles d'accord que la CCAMLR a signés avec d'autres organisations régionales. Le secrétariat recommande à la Commission de prendre note du niveau accru de la coopération avec ces organisations (APSOI, ORGPPS, OPASE, CPPCO, CCSBT et ACAP), et autorise la reconduction de l'accord avec la CCSBT pour une nouvelle période de trois ans.

11.21 La Commission **approuve** la reconduction de l'accord avec la CCSBT pour une période de trois ans.

11.22 Le président clôture le point 11 de l'ordre du jour.

Questions administratives

Élection des dirigeants

12.1 La Commission accueille l'Ukraine à la présidence de la Commission pour les réunions de 2023 et de 2024, conformément à la procédure convenue par la Commission lors de sa première réunion figurant dans le règlement intérieur (règle 8 et note 4 de bas de page). La Commission note que l'Ukraine entrera en fonction à la fin de la présente réunion conformément au règlement intérieur (règle 10). En acceptant le poste, l'Ukraine avise que Vitalii Tsymbaliuk (diplomate ukrainien) assumera la fonction.

12.2 V. Tsymbaliuk fait la déclaration suivante :

« La période historique de présidence de la CCAMLR par l'Ukraine approchant, nous souhaitons insister sur le fait que la Commission a toujours été et reste la première organisation internationale responsable des activités anthropiques relatives aux ressources marines vivantes de l'Antarctique et aux écosystèmes qui y sont liés.

Reconnaissant l'honneur et le privilège que représente la présidence de la Commission, l'Ukraine aspire à saisir cette opportunité pour apporter une contribution remarquable afin d'atteindre les objectifs de la Convention aussi efficacement que possible.

L'article II de la Convention reflète parfaitement nos objectifs généraux, à court et à long terme. Nous demeurons fidèles aux principes et priorités de la CCAMLR. À cet égard, en ma capacité de futur président de la Commission, je ferai au mieux pour promouvoir les activités de la CCAMLR de manière efficace, créer les conditions d'un dialogue productif et de prise de décisions, qui sont importants pour nous tous.

Nous estimons que toutes les nations de la CCAMLR, ensemble, ont la capacité d'agir de manière juste et fructueuse, en respectant les droits de l'Homme et les droits à la souveraineté des nations suivant leur propre chemin et leur propre développement. Il serait formidable d'agir dans une situation de paix dans le monde, où les ambitions politiques serviraient à créer un monde meilleur pour toute l'humanité.

Malgré la situation extrêmement difficile causée par la guerre déclarée contre mon pays, nous ferons de notre mieux pour créer une atmosphère constructive au sein de la Commission, qui facilitera les travaux et le consensus sur les questions les plus importantes et pertinentes.

Nous souhaitons également remercier Jacob Granit, qui a dirigé avec succès les travaux de la Commission pendant ces années difficiles de pandémie de COVID-19. Remplir les fonctions principales de Commission dans des conditions empêchant les réunions en présentiel a représenté un grand défi. Nous pensons qu'il est évident pour tout le monde

que Jacob Granit a fait un excellent travail, ce qui a également été facilité par le travail extrêmement professionnel et dévoué du secrétariat de la CCAMLR, sous la direction de son secrétaire exécutif, David Agnew.

Alors que je prends la présidence de la Commission, cela devient plus facile pour moi de regarder vers l'avenir, car je comprends qu'il sera intéressant de collaborer avec les meilleurs professionnels, qui veillent sur la CCAMLR depuis de nombreuses années.

Je vous remercie pour votre attention et reste ouvert à la coopération, afin de parvenir à une meilleure compréhension mutuelle et à la résolution d'importantes questions dans l'intérêt de tous les membres de la CCAMLR. »

12.3 En prenant acte de cette déclaration et en rappelant le règlement intérieur (règle 8), la Russie déclare qu'elle attend du président de la Commission qu'il perpétue la tradition d'une conduite impartiale, objective et apolitique de la Commission dans ses activités et la prise de décision.

12.4 La Commission exprime sa gratitude à Stephanie Langerock pour ses deux années à la présidence du SCAF en tant que présidente et se félicite qu'elle accepte de prolonger son mandat d'un an. Elle incite par ailleurs les Membres à envisager des nominations pour la présidence du SCAF qui commencera à la fin de la réunion de 2023.

12.5 La Commission remercie Meggan Engelke-Ros, la présidente du SCIC, d'avoir piloté les réunions ces deux dernières années, et se félicite de son second mandat pour les réunions de 2023 et 2024.

Invitation des observateurs

12.6 Les observateurs suivants seront invités à assister à la quarante-deuxième réunion de la Commission :

- Parties contractantes non-Membres : Bulgarie, Canada, îles Cook, Finlande, Grèce, Maurice, République islamique du Pakistan, République de Panama, Pérou et Vanuatu
- Autres États en dialogue avec la CCAMLR : Indonésie et Luxembourg.
- PNC ré-exportatrice de *Dissostichus* spp. n'ayant pas déjà été débarqué dans le port d'une Partie contractante ou PNC coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC, coopérant avec la CCAMLR par un accès limité à l'e-SDC : Mexique et Singapour.
- PNC ne participant pas au SDC, mais susceptibles d'être impliquées dans des activités d'exploitation, de débarquement et/ou commerciales de légine en vertu de la stratégie d'engagement des PNC : Bermuda, Brunei Darussalam, Cambodge, Colombie, Émirats arabes unis, Koweït, Liban, Malaisie, République des Maldives, République des Philippines, Qatar, Thaïlande, Turquie et Viêt Nam.

- États de pavillon PNC de navires inscrits sur la liste CCAMLR des navires INN-PNC : République d'Angola, Gambie, République islamique d'Iran, Nigeria, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Tanzanie et Togo.

12.7 Les organisations intergouvernementales suivantes seront invitées à assister à la 42^e réunion de la CCAMLR en qualité d'observatrices : ACAP, APSOI, CBI, CCSBT, CITES, COMNAP, CPPCO, CITT, CICTA, COI, CPE, FAO, Interpol, OPASE, ORGPPS, PNUE, RPOA-INN, SCAR, SCOR, SOOS et UICN.

12.8 Les organisations non gouvernementales suivantes seront également invitées : ARK, ASOC, COLTO, IAATO et Oceanites Inc.

Prochaine réunion

12.9 La Commission confirme à nouveau la décision prise lors de la 38^e réunion de la CCAMLR (paragraphe 13.9) selon laquelle la 42^e réunion de la CCAMLR se tiendrait en présentiel au siège de la CCAMLR (181 Macquarie Street) à Hobart, en Australie, du 16 au 27 octobre 2023 (COMM CIRC 20/23).

12.10 La Commission rappelle la décision prise au paragraphe 10.11 concernant les dispositions applicables aux réunions de 2023 et 2024.

12.11 La Russie se dit préoccupée par le fait que le pays hôte (Australie) aurait délivré tardivement ou refusé les visas à certains délégués russes, ce qui a réduit la capacité de la Russie à se faire représenter pleinement aux réunions en présentiel de 2022.

12.12 L'Australie rejette la déclaration de la Russie, notant qu'en qualité de pays hôte, elle agit conformément à l'accord de siège de la CCAMLR. Elle rappelle à la Commission son engagement indéfectible pour les valeurs la CCAMLR.

12.13 Le président clôture le point 12 de l'ordre du jour.

Autres questions

13.1 L'Argentine fait la déclaration suivante :

« Je souhaite commencer cette présentation en rappelant à tous les Membres que malgré les importants progrès réalisés par la communauté internationale en matière de décolonisation, aujourd'hui encore, au 21^e siècle, 17 situations coloniales perdurent dans le monde, dans 10 desquelles le Royaume-Uni est impliqué. Malheureusement, une de ces 10 situations a un impact négatif sur la république d'Argentine depuis presque 190 ans.

Le gouvernement de la république d'Argentine tient à rappeler que les îles Malouines, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, ainsi que les aires marines qui les entourent sont partie intégrante du territoire national argentin et sont occupées illégalement par le Royaume-Uni, faisant l'objet d'un différend de souveraineté

reconnu par les résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce différend a également été reconnu par le Comité spécial de la décolonisation de l'ONU dans ses résolutions, qui appelle les deux parties impliquées dans ce conflit de souveraineté, à savoir l'Argentine et le Royaume-Uni, à reprendre les négociations jusqu'à ce qu'une solution juste, pacifique et définitive soit trouvée, en tenant dûment compte des intérêts des habitants des îles Malouines.

L'Argentine réaffirme que dans les sous-zones statistiques 48.3 et 48.4, seule la réglementation multilatérale de la présente Convention est applicable.

L'Argentine rappelle de plus que les actions suivantes sont illégales et de ce fait, invalides :

- les activités menées dans la zone de la Convention CAMLR par des navires immatriculés aux îles Malouines, en Géorgie du Sud ou aux îles Sandwich du Sud, ou opérant à partir de ces îles dans lesquelles ils sont basés, ou encore battant pavillon des prétendues autorités britanniques de ces îles que l'Argentine ne reconnaît pas, ainsi que :
 - les contrôles portuaires et contrôles en mer réalisés par ces prétendues autorités
 - l'émission, ou l'intervention dans l'émission de certificats de capture par ces prétendues autorités
 - l'imposition de licences de pêche par ces prétendues autorités
 - toute autre action unilatérale menée par les autorités coloniales susmentionnées dans ces territoires.

La République argentine réaffirme ses droits de souveraineté sur les îles Malouines, la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les zones marines environnantes. »

13.2 Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni rejette la déclaration de l'Argentine.

Le Royaume-Uni réaffirme qu'il n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur les îles Malouines (Falkland en anglais), la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud ou sur les zones marines environnantes, comme le savent bien tous les délégués. Nous rappelons également les déclarations que nous avons faites concernant la gestion des pêcheries de Géorgie du Sud plus tôt à cette réunion et les années précédentes. »

13.3 L'Argentine fait la déclaration suivante :

« L'Argentine rejette la déclaration du Royaume-Uni et réaffirme sa position légale à l'égard de sa souveraineté sur les îles Malouines, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, ce qui est bien connu de toutes les Parties. »

13.4 L'UE et ses États membres font la déclaration suivante :

« Alors que se conclut cette 41^e réunion de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique, l'UE et ses États membres souhaitent souligner leur engagement envers la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique.

Nous nous félicitons des nombreux accomplissements importants réalisés par la CCAMLR au cours des quatre dernières décennies, y compris le déclin considérable de la pêche INN dans la zone de la Convention, la forte réduction de la mortalité des oiseaux de mer pendant la pêche et l'adoption d'une série impressionnante de mesures de conservation visant à conserver les écosystèmes marins et à assurer la gestion durable des pêcheries. La CCAMLR réagit en outre aux impacts croissants du changement climatique sur la zone de la Convention et sur les ressources marines vivantes et les écosystèmes qui s'y trouvent.

Ces accomplissements soulignent le fait que cette organisation internationale unique reste nécessaire. La CCAMLR est une organisation où les Membres ont montré qu'ils étaient capables de mettre de côté leurs différends géopolitiques et de coopérer afin de conserver les ressources marines vivantes de l'Antarctique de manière efficace.

C'est dans ce contexte que nous exprimons notre inquiétude concernant l'approche de la Fédération de Russie vis-à-vis des discussions menées à la présente réunion. En sa qualité de signataire originel de la Convention CAMLR, la Russie s'est engagée à respecter le principe selon lequel les meilleures informations scientifiques disponibles doivent être utilisées pour conserver les ressources marines vivantes de l'Antarctique.

Cependant, la Russie a maintes fois ignoré les informations scientifiques fournies pour guider les décisions de gestion clés, afin de satisfaire des objectifs politiques. Ces décisions concernent plusieurs questions importantes, telles que les aires marines protégées, la protection des EMV, la gestion de la pêche et la recherche.

Le rejet répété des meilleures informations scientifiques disponibles par la Russie constitue un abus de son engagement à participer à un processus de prise de décision par consensus. Les actions de la Russie mettent en péril l'intégrité des processus de prise de décision de la CCAMLR ainsi que notre capacité et responsabilité collectives d'atteindre les objectifs de la Convention.

Nous incitons la Russie à revenir à une approche de travail avec les autres Membres basée sur la bonne foi et l'esprit de collaboration, ainsi qu'à respecter le principe de prise de décision fondée sur la science et l'approche écosystémique sur lesquels se fondent les travaux de la CCAMLR. »

13.5 L'Ukraine s'aligne sur la déclaration de l'UE et ses États membres.

13.6 L'Argentine fait la déclaration suivante :

« L'Argentine regrette profondément que la Commission n'ait pas été en mesure d'adopter la mesure de conservation qui aurait permis d'opérer dans la pêche de légine de la sous-zone 48.3 pendant la saison 2022/23, comme l'exige la MC 31-01 pour chaque saison de pêche.

Nous sommes grandement préoccupés par le fait que la Commission ne soit pas parvenue à un consensus afin d'inscrire les quatre navires battant pavillon britannique détenus par des armateurs britanniques et norvégiens, à savoir les navires *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince* et *Polar Bay* sur la liste des navires INN-PC et dans le rapport CCAMLR de conformité, compte tenu de la flagrante violation des mesures de conservation de la Commission. L'échec de cette organisation à sanctionner ces actions crée un grave précédent et endommage sévèrement sa réputation.

L'Argentine regrette également que le Royaume-Uni ait utilisé le blocage du consensus par la Russie lors de la 40^e réunion de la CCAMLR comme excuse pour ne pas respecter les règles de la Convention, contrairement à d'autres Membres qui se sont abstenus de mener des activités de pêche dans la sous-zone 48.3 ou d'acheter des produits en étant issus, considérant à raison qu'ils n'étaient pas en conformité avec la réglementation approuvée par la Commission.

Pêcher dans la sous-zone sans qu'une mesure de conservation n'ait été adoptée par la Commission va à l'encontre de la Convention CAMLR. Nous incitons ainsi tous les membres de la CCAMLR à respecter la réglementation de la Convention et à s'abstenir de pêcher la légine dans la sous-zone 48.3.

L'Argentine tient à participer à la résolution de ce problème. À cette fin, nous souhaitons mener une campagne de recherche scientifique dans la sous-zone 48.3, avec pour objectif l'étude des populations de *Dissostichus eleginoides* (légine australe) et de *Champscephalus gunnari* (poisson des glaces), pour ainsi fournir des données qui pourront être utilisées afin de trouver une solution scientifique au présent problème. À cet égard, l'Argentine offre aux Membres l'accès aux données qui seront collectées lors de la campagne en question.

Nous encourageons tous les membres de la Commission à agir de manière responsable et dans un esprit de coopération antarctique afin de faciliter le bon fonctionnement de la CCAMLR. »

13.7 La Norvège fait la déclaration suivante :

« La Norvège s'aligne sur la déclaration de l'UE et ses États membres. La CCAMLR constitue un élément fondamental du système du Traité sur l'Antarctique. La Norvège est particulièrement sensible au fait que la Russie, en tant que signataire dès l'origine du Traité sur l'Antarctique et de la Convention CAMLR, et pays s'enorgueillissant de sa contribution historique à la coopération scientifique et politique internationale en Antarctique, mette effectivement en danger le système du Traité sur l'Antarctique. »

13.8 Le Chili, la Nouvelle-Zélande, la Corée, l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis s'alignent sur les déclarations faites par l'UE et ses États membres, l'Ukraine et la Norvège.

13.9 La Russie fait la déclaration suivante :

« À la lumière des déclarations individuelles sans fondement contre la Fédération de Russie, nous estimons qu'il est important de préciser ce qui suit.

La Fédération de Russie a une attitude responsable vis-à-vis de ses obligations en vertu de la Convention. Pendant la 41^e réunion, la Russie a soumis un grand nombre de documents et des propositions argumentées sur des questions très diverses.

En dépit des divergences d'opinion, nous sommes parvenus à un consensus sur une résolution sur le climat et sur une session extraordinaire de la CCAMLR.

En revanche, contrairement aux représentants de bon nombre d'autres pays, la Russie s'est abstenue de politiser le processus de négociation dans le cadre de la CCAMLR, car cela va au-delà du mandat de la CCAMLR.

Par ailleurs, la Fédération de Russie accorde une attention particulière au respect des mesures de conservation de la CCAMLR et ne peut accepter les déclarations justifiant la pêche de légine dans la sous-zone 48.3 en l'absence de mesure de conservation établie par la CCAMLR. Pêcher en infraction à la MC 31-01 de la CCAMLR est considéré comme une pêche INN.

C'est en se basant sur une campagne internationale de recherche scientifique que la CCAMLR devrait prendre une décision concernant la reprise de la pêche de légine dans la sous-zone 48.3. Dans ce contexte, nous sommes favorables à l'initiative de l'Argentine de mener des recherches dans ce secteur.

De notre côté, afin de parvenir à des solutions mutuellement acceptables, nous sommes prêts à collaborer de façon constructive sur toutes les questions relevant de la compétence de la CCAMLR. »

13.10 Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni est déçu de la position adoptée par l'Argentine concernant la pêcherie de légine en Géorgie du Sud, et du fait que malgré les échanges que nous avons eus à ce sujet, elle ait une fois encore soulevé cette question au cours de la dernière soirée de cette réunion.

Le Royaume-Uni rappelle les différentes déclarations que nous avons faites avant et pendant cette réunion à ce sujet. Nous notons également que l'Argentine a fait un certain nombre de déclarations longues et émotionnelles, et nous craignons qu'elles n'aient pas été toujours claires dans les traductions que nous avons entendues. Nous rejetons donc toutes les déclarations de l'Argentine à ce sujet, qui contiennent un certain nombre d'éléments que nous considérons comme faussées. Nous rejetons également sa dernière déclaration et, concernant la campagne scientifique tout juste annoncée par l'Argentine, nous ne nous prononçons pas.

Le Royaume-Uni souhaite en revanche se joindre aux déclarations faites par l'UE et ses États membres. La Russie a cherché à semer la discorde au sein de cette Commission et à l'empêcher d'avancer sur ses objectifs. Nous rejetons la déclaration de la Russie. »

13.11 L'Argentine fait la déclaration suivante :

« L'Argentine déclare qu'elle est surprise par l'attitude négative du Royaume-Uni envers la campagne de recherche scientifique annoncée par son pays, étant donné que la science constitue l'activité la plus importante que les Membres puissent mener dans

la zone de la Convention, et que l'Argentine prévoit ladite campagne, à un coût financier considérable, afin de contribuer à résoudre sur le long terme la situation actuelle dans la sous-zone 48.3. »

13.12 La COLTO fait la déclaration suivante :

« La COLTO souhaite exprimer son inquiétude quant à la politisation croissante de cette Commission.

La COLTO réunit 50 membres dans 12 pays différents. Les membres de la COLTO ont opéré dans la zone de la Convention, en respectant et soutenant pleinement les exigences scientifiques de la CCAMLR, tout en améliorant constamment les normes environnementales et de sécurité de la pêche de recherche dans la région. La COLTO fournit des innovations pratiques afin de réagir aux impacts créés par les activités de pêche, comme la réduction de la mortalité aviaire à des niveaux négligeables dans la zone de la Convention, l'élimination efficace de la pêche INN dans la zone de la Convention, ainsi que les travaux sur les captures accessoires d'espèces visées, la déprédation des cétacés et les interactions benthiques, pour ne citer que quelques exemples.

Malgré cela, année après année, nous voyons que des propositions fondées sur les meilleures informations scientifiques disponibles sont bloquées.

Nous voyons que des mesures conçues pour améliorer la sauvegarde de la vie humaine en mer sont bloquées.

Nous voyons que des mesures élaborées pour améliorer les processus de conformité sont bloquées.

Et à présent, nous voyons deux des pêcheries les mieux gérées du monde, la pêcherie de légine antarctique de la mer de Ross et la pêcherie de légine australe dans la sous-zone 48.3, prises en otage.

Nous ne pouvons pas continuer comme ça. Quelque chose doit changer. »

13.13 Le président clôture le point 13 de l'ordre du jour.

Rapport de la quarante-et-unième réunion de la Commission.

14.1 Le rapport de la quarante-et-unième réunion de la Commission est adopté.

Clôture de la réunion

15.1 Dans son discours de clôture, le président remercie l'Australie, pays-hôte, les présidentes du SCIC et du SCAF et le président du Comité scientifique, tous les Membres et les observateurs de leurs contributions à la 41^e réunion de la CCAMLR, et souligne combien cette expérience l'a enrichi personnellement. Le président indique également combien il a été

difficile d'organiser la réunion en période de pandémie de COVID-19, et malgré les problèmes géopolitiques existant entre les Membres, il exprime sa gratitude aux Membres qui ont accepté de travailler ensemble pour arriver aux résultats détaillés dans ce rapport. Ses remerciements vont également au secrétaire exécutif et au secrétariat, aux interprètes, à Congress Rental et au personnel de soutien pour les efforts qu'ils ont consentis avant et durant la 41^e réunion de la CCAML. Enfin, le président souhaite la bienvenue à Vitalii Tsymbaliuk qui assurera la présidence de la Commission pour les deux prochaines années à compter de la fin de la 41^e réunion.

15.2 L'Argentine, au nom de la Commission, remercie J. Granit de ses excellents conseils et de son leadership tout au long de l'année et pendant la réunion. Elle le remercie également pour l'engagement et l'esprit de coopération dont il a fait preuve en consultant largement les membres de la CCAML tout au long de son mandat de deux ans.

15.3 La Belgique remercie le président et les Membres pour leurs contributions et note la diversité croissante des représentants, tant auprès de la Commission qu'à la présidence des réunions.

15.4 Le secrétaire exécutif offre à J. Granit un marteau de président gravé pour commémorer son mandat de président de la Commission.

15.5 Le président déclare la réunion close.

Tableau 1 : Liste des réunions 2022/23 d'organisations ou d'accords avec des observateurs désignés par la Commission pour la représenter.

Entité	Dates (si disponibles)	Lieu (si disponible)	Observateur
L'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP) – réunion des Parties	2025	Nouvelle-Zélande	Australie
La Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique (RCTA)	du 29 mai au 8 juin 2023	Helsinki, Finlande	*
Le sous-comité sur la gestion des pêches COFI FAO	2023	En ligne	*
La Commission pour la conservation du thon rouge du Sud (CCSBT)	du 9 au 12 octobre 2023	Busan, Corée	Nouvelle-Zélande
La Commission interaméricaine du thon tropical (CITT)	du 31 juillet au 11 août 2023	Canada	
La Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA)	du 14 au 21 novembre 2022	Vale do Lobo, Portugal	États-Unis
La Commission des thons de l'océan Indien (CTOI)	du 8 au 12 mai 2023	Maurice	Australie
L'Union mondiale pour la nature (UICN)	2025	à déterminer	
La Commission baleinière internationale (CBI)	2024	Lima, Pérou	Australie
L'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO)	du 18 au 22 septembre 2023	à déterminer	UE
La Commission des pêches de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE)	du 15 au 18 novembre 2022	Londres, Royaume-Uni	Norvège
L'Organisation des pêches de l'Atlantique Sud-Est (OPASE)	du 30 novembre au 1 ^{er} décembre 2022	Swakopmund, Namibie	
L'Accord relatif aux pêches dans le sud de l'océan Indien (APSOI)	du 3 au 7 juillet 2023	Maurice	UE
L'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud (ORGPPS)	du 7 au 17 février 2023	Manta, Équateur	Chili
Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	du 26 février au 1 ^{er} mars 2024	Nairobi, Kenya	Argentine
La Commission pour la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique occidental et central (CPPCO)	du 27 novembre au 3 décembre 2022	Da Nang, Viêt Nam	

* La Commission demande généralement au secrétaire exécutif de la représenter à ces réunions à titre d'observateur désigné.

Le secrétariat indique par ailleurs qu'en 2017 (SC-CAMLR-XXXVI, paragraphe 10.32), le Comité scientifique a décidé qu'étant donné une meilleure diffusion des détails des réunions, il n'était plus nécessaire de distribuer les informations sur les réunions à venir, et que le bureau du Comité scientifique pouvait se charger des demandes faites pendant la période d'intersession pour que des représentants de la CCAMLR assistent à des réunions scientifiques.

Liste des participants inscrits

Liste des participants inscrits

Président		Dr Jakob Granit Swedish Agency for Marine and Water Management
Président, Comité scientifique		Dr Dirk Welsford Australian Antarctic Division, Department of Agriculture, Water and the Environment
Présidente, Comité permanent sur l'application et l'observation de la réglementation		Ms Meggan Engelke-Ros National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)
Présidente suppléante, Comité permanent sur l'administration et les finances		Ms Stephanie Langerock FPS Health, DG Environment, Multilateral & Strategic Affairs
Afrique du Sud	Chef de délégation :	Dr Lisolomzi Fikizolo Department of Environmental Affairs
	Représentant suppléant :	Mr Yamkela Mngxe Department of Environmental Affairs
	Conseillers :	Mr Johan de Goede Department of Forestry, Fisheries and the Environment Mr Bernard John Liedemann Department of Forestry, Fisheries and the Environment Dr Azwianewi Makhado Department of Environmental Affairs Ms Zimbini Nkwintya Department of Forestry, Fisheries and the Environment
Allemagne	Chef de délégation :	Mr Bernd Söntgerath Federal Ministry of Food and Agriculture
	Représentant suppléant :	Mr Julian Wilckens Project Management Juelich – German Federal Ministry of Education and Research

Conseillers :

Prof. Thomas Brey
Alfred Wegener Institute for Polar and Marine
Research

Ms Patricia Brtnik
German Oceanographic Museum

Dr Stefan Hain
Alfred Wegener Institute for Polar and Marine
Research

Dr Heike Herata
German Environment Agency

Mr Stefan Hübner
Federal Ministry of Food and Agriculture
(BMEL)

Ms Anne Ochsendorf
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation, Nuclear Safety and
Consumer Protection

Mr Christian Schulz
Federal Foreign Office

Dr Katharina Teschke
Alfred Wegener Institute for Polar and Marine
Research

Argentine

Chef de délégation : Mr Fausto Lopez Crozet
Ministry of Foreign Affairs and Worship

Représentants
suppléants : Mrs Marina Abas
Argentine Ministry of Foreign Affairs, Trade
and Worship

Mr Máximo Gowland
Ministry of Foreign Affairs, International
Trade and Worship

Ms Cynthia Mulville
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio
Internacional y Culto

Conseillers : Ms Andrea Capurro
Private Consultant

Mr Javier De Cicco
Argentine Ministry of Foreign Affairs, Trade
and Worship

Dr Dolores Deregibus
Instituto Antártico Argentino/CONICET

Mr Darío Dziewezo Polski
Embassy of Argentina in Australia

Mrs Paola Gucioni
Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio
Internacional y Culto

Ms Maria Isabel Molina Carranza
Subsecretaría de Pesca y Acuicultura

Dr Enrique Marschoff
Instituto Antártico Argentino

Dr Emilce Florencia Rombolá
Instituto Antártico Argentino

Dr María Mercedes Santos
Instituto Antártico Argentino

Australie

Cheffe de délégation :

Ms Gaia Puleston
Australian Antarctic Division, Department of
Climate Change, Energy, the Environment
and Water

Représentants
suppléants :

Ms Harriet Baillie
Australian Antarctic Division, Department of
Climate Change, Energy, the Environment
and Water

Mr Viv Fernandes
Australian Fisheries Management Authority

Conseillers :

Mr Nigel Abery
Australian Fisheries Management Authority

Ms Dahlia Bar
Australian Antarctic Division, Department of
Climate Change, Energy, the Environment
and Water

Ms Bailey Bourke
Australian Antarctic Division, Department of
Climate Change, Energy, the Environment
and Water

Ms Sally Carney
Australian Antarctic Division, Department of
Climate Change, Energy, the Environment
and Water

Ms Taha Cowen
Australian Antarctic Division, Department of
Climate Change, Energy, the Environment
and Water

Mr George Day
Department of Agriculture, Fisheries and
Forestry

Ms Emily Grilly
WWF – Australia

Dr So Kawaguchi
Australian Antarctic Division, Department of
Climate Change, Energy, the Environment
and Water

Mr Frank LaMacchia
Department of Foreign Affairs and Trade

Mr Dale Maschette
Institute for Marine and Antarctic Studies
(IMAS), University of Tasmania

Prof. Jeffrey McGee
University of Tasmania

Mr Malcolm McNeill
Australian Longline Pty Ltd

Mr Russell Miles
Department of Foreign Affairs and Trade

Dr Cara Miller
Australian Antarctic Division, Department of
Climate Change, Energy, the Environment
and Water

Ms Romana Pomeroy
Department of Foreign Affairs and Trade

Mr Todd Quinn
Department of Foreign Affairs and Trade

Ms Karen Rees
Department of State Growth (Tasmania)

Ms Selina Stoute
Australian Fisheries Management Authority

Ms Marguerite Tarzia
Australian Fisheries Management Authority

Ms Sally Truong
Department of Agriculture, Fisheries and
Forestry

Mr Jordan Tsirimokos
Attorney-General's Department

Mr Liam Tucker
Department of Agriculture, Fisheries and
Forestry

Ms Claire Wallis
Australian Fisheries Management Authority

Prof. Nicole Webster
Australian Antarctic Division, Department of
Climate Change, Energy, the Environment
and Water

Ms Anna Willock
Australian Fisheries Management Authority

Dr Philippe Ziegler
Australian Antarctic Division, Department of
Climate Change, Energy, the Environment
and Water

Belgique

Cheffe de délégation : Ms Stephanie Langerock
FPS Health, DG Environment, Multilateral &
Strategic Affairs

Représentant suppléant : Dr Anton Van de Putte
Royal Belgian Institute for Natural Sciences

	Conseillère :	Ms Zephyr Sylvester University of Colorado Boulder
Brésil	Représentante suppléante :	Mrs Christiana Lamazière Ministry of External Relations of Brazil – Brazilian Embassy in Australia
Chili	Chef de délégation :	Mr Francisco Berguño Ministerio de Relaciones Exteriores de Chile
	Représentants suppléants :	Mr Julio Salas Subsecretaría de Pesca y Acuicultura
		Ms Christine Stockins Ministry of Foreign Affairs of Chile-Antarctic Division
	Conseillers :	Ms Paola Natividad Arroyo Mora Dirección General del Territorio Marítimo
		Dr César Cárdenas Instituto Antártico Chileno (INACH)
		Mr Francisco Miguel Fernández Urzúa Servicio Nacional de Pesca y Acuicultura
		Mr Fernando Gallegos Directorate General of the Maritime Territory and Merchant Marine, Chilean Navy
		Mrs Aurora Guerrero Subsecretaría de Pesca y Acuicultura
		Mr Julio Jorquera Guerrero Subsecretaria de Pesca y Acuicultura
		Dr Lucas Krüger Instituto Antártico Chileno (INACH)
		Mr Sebastián Molina Ministerio de Relaciones Exteriores
		Mr Gonzalo Pereira Fisheries Development Institute (IFOP)
		Mr Cristian Quezada Undesecretary of Fishing and Aquaculture

**Chine,
République
populaire de**

Chef de délégation :

Dr Lorena Rebolledo
Instituto Antártico Chileno (INACH)

Ms Macarena Quezada
Embassy of Chile in Australia

Ms Jacqueline Salas
Undersecretariat for Fisheries and Aquaculture

Mr Francisco Santa Cruz
Instituto Antartico Chileno (INACH)

Mr Juan Santibañez
Undersecretary for Fishing and Aquaculture

Mr Marcos Troncoso Valenzuela
Subsecretaría de Pesca y Acuicultura

Représentants
suppléants :

Mr Linlin Li
Ministry of Foreign Affairs of China

Dr Le Li
MARA of China

Mr Lei Yang
Chinese Arctic and Antarctic Administration

Mr Yang Zhang
Ministry of Foreign Affairs

Dr Xianyong Zhao
Yellow Sea Fisheries Research Institute,
Chinese Academy of Fishery Science

Conseillers :

Mr Gangzhou Fan
Yellow Sea Fisheries Research Institute

Mr Chuen-chi Lai
Agriculture, Fisheries and Conservation
Department

Ms Lai Fun Virginia Lee
Agriculture, Fisheries and Conservation
Department

Ms Tinglin Li
China Overseas Fisheries Association

Dr William, Ho Lim Siu
Agriculture, Fisheries and Conservation
Department

Dr Jianye Tang
Shanghai Ocean University

Mr Yuhao Tang
Ministry of Foreign Affairs

Mr Wan yong Wang
Jiangsu Sunline Deep Sea Fishery Co., Ltd

Dr Xinliang Wang
Yellow Sea Fisheries Research Institute,
Chinese Academy of Fishery Science

Dr Yi-Ping Ying
Yellow Sea Fisheries Research Institute

Mr Han Yu
Liaoning Pelagic Fisheries Co., Ltd

Dr Di Zhang
Polar Research Institute of China

Mr Gang Zhao
China Overseas Fisheries Association

Dr Yunxia Zhao
Yellow Sea Fisheries Research Institute

Ms Yingqin Zheng
Shanghai Institutes for International Studies

Prof. Guoping Zhu
Shanghai Ocean University

Mr Jiancheng Zhu
Yellow Sea Fisheries Research Institute,
Chinese Academy of Fishery Science

**Corée,
République de**

Chef de délégation :

Mr Hyun-tae Kim
Ministry of Oceans and Fisheries

Représentants
suppléants :

Mr Sungho Chung
Ministry of Foreign Affairs of the Republic of
Korea

Ms Jung-re Riley Kim
The Ministry of Oceans and Fisheries of Korea

Conseillers :

Mr Gap-Joo Bae
Hong Jin Corporation

Mr Yang-Sik Cho
TNS Industries Inc.

Mr DongHwan Choe
Korea Overseas Fisheries Association

Mr Hyun Joong Choi
TNS Industries Inc.

Mr Sang-jin Choi
Korea Overseas Fisheries Association

Dr Sangdeok Chung
National Institute of Fisheries Science (NIFS)

Mr Seonjung Jeon
Insung Corp.

Mr Kunwoong Ji
Jeong Il Corporation

Mr Taebin Jung
TNS Industries

Dr Eunhee Kim
Citizens' Institute for Environmental Studies

Mr Seunghyun Kim
Fisheries Monitoring Center

Ms Taerin Kim
Fishery Monitoring Center

Mr Yoonhyung Kim
Dongwon Industries

Mr Hae Jun Lee
Hongjin Company

Dr Jaebong Lee
National Institute of Fisheries Science (NIFS)

Mr Min Jae Park
NQFS, Ministry of Oceans and Fisheries of
Korea

Dr Won Sang Seo
Korea Polar Research Institute

Mr Tae-hoon Won
Korea Overseas Fisheries Cooperation Center

Équateur

Chef de délégation : Mr Andrés Arens
Viceministry of Aquaculture and Fisheries
Resources

Représentants
suppléants : Ambassador Arturo Cabrera
Ministry of Foreign Affairs of Ecuador

Mr Alejandro Moya
Subsecretaría de Recursos Pesqueros

Conseillers : Mr Jose Isidro Andrade Vera
Ministry of Production, Foreign Trade,
Investments and Fisheries

Mrs Mildred Barzola Reyes
Instituto Oceanográfico y Antártico de la
Armada del Ecuador

Mr Fausto Bustos
Ministerio de Relaciones Exteriores y
Movilidad Humana

Mr Santiago Coral
Instituto Oceanográfico y Antártico de la
Armada (INOCAR)

Mr Jorge Costain
Transmarina S.A.

Mrs Rebeca Espinoza Bernal
Ministerio de Producción, Comercio Exterior,
Inversiones y Pesca

Mrs Manuela Rosalía Fernández de Córdova
Ministerio de Relaciones Exteriores y
Movilidad Humana

		Mrs Mónica Riofrío Instituto Oceanográfico y Antártico de la Armada (INOCAR)
Espagne	Cheffe de délégation :	Mrs Elena Consuegra Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación
	Conseillers :	Mr Victor Franco Embajada de España en Camberra
		Mr Joost Pompert Pesquerias Georgia, S.L
États-Unis d'Amérique	Cheffe de délégation :	Ms Elizabeth Phelps US Department of State
	Représentantes suppléantes :	Ms Mi Ae Kim National Oceanographic and Atmospheric Administration (NOAA)
		Mrs Monica Medina US Department of State
	Conseillers :	Ms Natalia Arenas US Embassy
		Mr Everett Baxter NOAA National Marine Fisheries Service, Office of Law Enforcement
		Ms Nicole Bransome The Pew Charitable Trusts
		Mr Thomas Chidiac US Consulate General Melbourne – US Department of State
		Ms Kimberly Dawson National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), Fisheries
		Dr Lauren Fields National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)

Mr Jacob Goldschlager
US Consulate General Melbourne – US
Department of State

Mr Keith Hagg
National Oceanic and Atmospheric
Administration (NOAA)

Dr Jefferson Hinke
National Marine Fisheries Service, Southwest
Fisheries Science Center

Dr Christopher Jones
National Oceanographic and Atmospheric
Administration (NOAA)

Mr Justin Kenney
US Department of State

Ms Mahvish Madad
US Department of State

Mr David Pearl
NOAA Fisheries Office of International
Affairs

Dr Polly A. Penhale
National Science Foundation, Division of Polar
Programs

Dr Nancy Sung
National Science Foundation

Mr Michael Sullivan
US Embassy

Dr Andrew Titmus
National Science Foundation

Dr George Watters
National Marine Fisheries Service, Southwest
Fisheries Science Center

France

Cheffe de délégation :

Ms Caroline Krajka
Ministry of Foreign Affairs

	Représentants suppléants :	Ms Jeanne Bayle Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
		Ambassador Olivier Poivre d'Arvor Ministry for Europe and Foreign Affairs
	Conseillers :	Mr Guillaume Cottarel Terres Australes et Antarctiques Françaises
		Dr Marc Eléaume Muséum national d'Histoire naturelle
		Ms Maude Jolly Ministère de la Transition Ecologique
		Prof. Philippe Koubbi Sorbonne Université
		Mr Matthieu Piron French Ministry for the Sea
		Dr Jacques Raharinaivo MEAE
		Dr Yan Ropert-Coudert IPEV
Inde	Chef de délégation :	Dr GVM Gupta Ministry of Earth Sciences Govt. of India
	Représentants suppléants :	Dr Vijay Kumar Ministry of Earth Sciences
		Mr Saravanane Narayanane Centre for Marine Living Resources and Ecology
		Dr Anoop Kumar Tiwari National Centre for Polar and Ocean Research, Ministry of Earth Sciences, Government of India
Italie	Chef de délégation :	Mr Orazio Guanciaie Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation

	Représentants suppléants :	Dr Maurizio Azzaro Institute of Polar Sciences
		Dr Anna Maria Fioretti Italian Ministry of Foreign Affairs
	Conseillers :	Dr Laura Ghigliotti National Research Council of Italy (CNR), Institute for the study of the anthropic impacts and the sustainability of the marine environment (IAS)
		Dr Carla Ubaldi ENEA – Antarctic Technical Unit
		Dr Marino Vacchi National Research Council of Italy (CNR), Institute for the study of the anthropic impacts and the sustainability of the marine environment (IAS)
Japon	Chef de délégation :	Prof. Joji Morishita Special Adviser to the Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries
	Représentant suppléant :	Mr Masahiro Akiyama Fisheries Agency of Japan
	Conseillers :	Mr Naohiko Akimoto Japanese Overseas Fishing Association
		Mr Toshihisa Fujiwara Ministry of Foreign Affairs of Japan
		Mr Yuya Hayano Ministry of Economy, Trade and Industry
		Ms Saori Kenmochi Ministry of Economy, Trade and Industry
		Dr Taro Ichii Fisheries Resources Institute, Japan Fisheries Research and Education Agency
		Mr Satoshi Matsunaga Fisheries Agency of Japan

Mr Naohisa Miyagawa
Taiyo A & F Co. Ltd.

Dr Takehiro Okuda
Fisheries Resources Institute, Japan Fisheries
Research and Education Agency

Mr Takeshi Shibata
Taiyo A & F Co. Ltd.

Mr Kyo Uehara
Taiyo A & F Co. Ltd.

Ms Mako Yoshida
Fisheries Agency of Japan

Norvège

Cheffe de délégation : Ms Mette Strengehagen
Ministry of Foreign Affairs

Représentant suppléant : Mr Petter Meier
Ministry of Trade, Industry and Fisheries

Conseillers : Ms Astrid Charlotte Høgestøl
Norwegian Polar Institute

Dr Bjørn Krafft
Institute of Marine Research

Ms Birgit Njåstad
Norwegian Polar Institute

Ms Hanne Østgård
The Directorate of Fisheries

Dr Cecilie von Quillfeldt
Norwegian Polar Institute

Ambassador Anne Grete Riise
Royal Norwegian Embassy

Mr Knut Seim
Ministry of Foreign Affairs Norway

Mr Fredrik Juell Theisen
Norwegian Ministry of Climate and
Environment

**Nouvelle-
Zélande**

Cheffe de délégation : Ms Jana Newman
Ministry of Foreign Affairs and Trade

Représentants
suppléants : Mr Arun Jain
Ministry of Foreign Affairs and Trade

Mr Enrique Pardo
Department of Conservation

Conseillers : Mr Adam Berry
Ministry for Primary Industries

Dr Nancy Bertler
Antarctica New Zealand

Prof. Ian Hawes
Antarctic Science Platform

Ms Alexandra Macdonald
Department of Conservation

Ms Monique Messina
Ministry for Primary Industries

Prof. Sandra Morrison
Antarctic Science Platform/ University of
Waikato

Ms Julia Robinson
Ministry of Foreign Affairs and Trade

Mr Darryn Shaw
Sanford Ltd

Mr Andy Smith
Self employed

Mr Nathan Walker
Ministry for Primary Industries

Mr Barry Weeber
ECO Aotearoa

**Pays-Bas,
Royaume des**

Chef de délégation : Mr Martijn Peijs
Department of Nature and Biodiversity

	Représentant suppléant :	Dr Erik Molenaar Netherlands Institute for the Law of the Sea (NILOS)
	Conseillère :	Dr Fokje Schaafsma Wageningen Marine Research
Pologne	Cheffe de délégation :	Mrs Justyna Szumlicz The Long Distance Fisheries and International Affairs Unit, Fisheries Department, Ministry of Agriculture and Rural Development
	Représentante suppléante :	Mrs Jolanta Mosor Ministry of Agriculture and Rural Development
Royaume-Uni	Cheffe de délégation :	Ms Jane Rumble Foreign, Commonwealth and Development Office
	Représentante suppléante :	Ms Kylie Bamford Foreign, Commonwealth and Development Office
	Conseillers :	Dr Mark Belchier British Antarctic Survey
		Dr Rachel Cavanagh British Antarctic Survey
		Dr Martin Collins British Antarctic Survey
		Dr Chris Darby Centre for Environment, Fisheries and Aquaculture Science (Cefas)
		Dr David Goddard Foreign, Commonwealth and Development Office
		Ms Sue Gregory Foreign, Commonwealth and Development Office

Mr Patrick Halling
Foreign, Commonwealth and Development
Office

Dr Oliver Hogg
Centre for Environment, Fisheries and
Aquaculture Science (Cefas)

Mrs Rhona Kent
WWF UK

Ms Georgia Robson
Centre for Environment, Fisheries and
Aquaculture Science (Cefas)

Mr Peter Thomson
Argos Froyanes

**Russie,
Fédération de**

Chef de délégation :

Mr Dmitry Kremenyuk
Federal Agency for Fisheries

Représentants
suppléants :

Mr Andrey Kalinin
Ministry of Foreign Affairs of the Russian
Federation

Dr Svetlana Kasatkina
AtlantNIRO

Conseillers :

Dr Andrey Petrov
Federal Agency for Fisheries

Ms Yulia Zhuzhginova
Ministry of Foreign Affairs of the Russian
Federation

Suède

Cheffe de délégation :

Dr Pia Norling
Swedish Agency for Marine and Water
Management

Représentant suppléant :

Dr Thomas Dahlgren
University of Gothenburg

Conseillers :

Mr Staffan Danielsson
Ministry of the Environment

Dr Niels Krabbe
Ministry for Foreign Affairs

		Mr Frank Zhang Swedish Agency for Marine and Water Management
Ukraine	Chef de délégation :	Dr Kostiantyn Demianenko Institute of Fisheries and Marine Ecology (IFME) of the State Agency of Melioration and Fisheries of Ukraine
	Représentant suppléant :	Mr Oleh Klochak State Agency of Melioration and Fisheries of Ukraine
	Conseillers :	Mr Andrii Chuklin IKF LLC
		Mr Andrii Fedchuk National Antarctic Scientific Center of Ukraine
		Mr Dmytro Marichev LLC Fishing Company NEPTUNO
		Mr Artem Ogorodnik State Agency of Melioration and Fisheries of Ukraine
		Dr Leonid Pshenichnov Institute of Fisheries and Marine Ecology (IFME) of the State Agency of Fisheries of Ukraine
		Dr Larysa Samchyshyna Institute of Fisheries and Marine Ecology, Institute of Fisheries, NAAS
		Mr Volodymyr Shalkivskyi Embassy of Ukraine in Australia
		Mr Vitalii Tsymbaliuk Ministry of Foreign Affairs of Ukraine
		Mr Oleksandr Yasynetskyi Terra Trans LLC
Union européenne	Chef de délégation :	Mr Luis Molledo European Union
	Représentante suppléante :	Ms Fiona Harford European Union

Conseillers : Ms Marie Houdart
European Commission

Ms Alessandra Lamotte
European Union

Dr Sebastián Rodríguez Alfaro
European Union

Uruguay

Cheffe de délégation : Ambassador Dianela Pi
Ministry of Foreign Affairs

Représentants
suppléants : Mr Ernesto Danzov
Instituto Antártico Uruguay (IAU)

Dr Yamandú Marin
Dirección Nacional de Recursos Acuáticos
(DINARA)

Prof. Oscar Pin
Dirección Nacional de Recursos Acuáticos
(DINARA)

Ambassador Gustavo Miguel Vanerio Balbela
Ministry of Foreign Affairs

Observateurs – États adhérents

Canada

Cheffe de délégation : Ms Maya Gold
Department of Fisheries and Oceans Canada

Conseillers : Mr Robert Apro
Fisheries and Oceans Canada

Ms Katharine Ferri
Fisheries and Oceans Canada

Ms Olivia Lassaline
Fisheries and Oceans Canada

Ms Julie Plourde
Global Affairs Canada

Mr David Taillefer
Environment and Climate Change Canada

		Ms Beatrice Toutant Global Affairs Canada
Finlande	Cheffe de délégation :	Ambassador Satu Mattila-Budich Embassy of Finland in Canberra
Maurice	Chef de délégation :	Mr Hirikeshing Unnuth Ministry of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade
	Représentant suppléant :	Mr Devanand Bolaky Ministry of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping
Panama	Chef de délégation :	Mr Mario Aguilar ARAP
	Conseillers :	Ms Vivian Quiros S. Aquatic Resources Authority of Panama
		Mrs Yarkelia Vergara Autoridad de los Recursos Acuáticos de Panamá
Pérou	Chef de délégation :	Ambassador Vitaliano Gaspar Gallardo Valencia Embassy of Peru
	Conseillers :	Mr Diego Gago Embassy of Peru
		Mr Ivan Silva Embassy of Peru

Observateurs – Parties non contractantes

Luxembourg	Chef de délégation :	Dr Pierre Gallego Ministry of Environment
Singapour	Chef de délégation :	Mr Han Kiat Tan Singapore Food Agency
	Représentant suppléant :	Mr Wee Chi Toh Singapore Food Agency
	Conseillère :	Ms Cherin Hoon Singapore Food Agency

Observateurs – Organisations internationales

ACAP	Cheffe de délégation :	Dr Christine Bogle Secretariat of the Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels
	Conseillère :	Dr Wiesława Misiak Secretariat to the Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels
APSOI	Chef de délégation :	Mr Thierry Clot Southern Indian Ocean Fisheries Agreement/APSOI
	Conseiller :	Dr Marco Milardi Southern Indian Ocean Fisheries Agreement
CCSBT		Représentée par la Nouvelle-Zélande
CPPCO	Chef de délégation :	Mr Tim Jones Western and Central Pacific Fisheries Commission
ORGPPS	Chef de délégation :	Mr Craig Loveridge South Pacific Regional Fisheries Management Organisation
	Conseillère :	Ms Susana Delgado South Pacific Regional Fisheries Management Organisation
SCAR	Cheffe de délégation :	Prof. Mary-Anne Lea Institute for Marine and Antarctic Studies (IMAS)
	Représentante suppléante :	Prof. Cassandra Brooks University of Colorado Boulder
	Conseillers :	Prof. Steven Chown Monash University, School of Biological Sciences Dr Susie Grant British Antarctic Survey Dr Yeadong Kim Korea Polar Research Institute

Dr Chandrika Nath
Scientific Committee on Antarctic Research

Dr Keith Reid
Antarctic Environments Portal

**Secrétariat du
Traité sur
l'Antarctique**

Chef de délégation : Mr Albert Alexander Lluberas Bonaba
Secretariat of the Antarctic Treaty

IUCN

Cheffe de délégation : Ms Minna Epps
Global Marine & Polar Programme, IUCN

Représentante
suppléante : Dr Aurélie Spadone
Ocean Team, Centre for Conservation Action,
IUCN

Observateurs – Organisations non gouvernementales

ARK

Chef de délégation : Javier Arata
Association of Responsible Krill harvesting
companies (ARK)

Représentants
suppléants : Mrs Valeria Carvajal
Federación Industrias Pesqueras del Sur
Austral (FIPES)

Mr Pål Einar Skogrand
Aker BioMarine

Conseillers : Ms Natasha Exel
Association of Responsible Krill harvesting
companies (ARK)

Mr Xu Gao
CNFC

Mr Enrique Gutierrez
Pesca Chile

Mr Sang-Yong Lee
Jeong-Il Corporation

Mr Jun Rong Luo
Fujian Zhengguan Fishery Development Co.,
Ltd.

		Mr Steven Rooney Rimfrost AS
		Ms Genevieve Tanner ARK Secretariat
		Ms Hong Zhang China National Fisheries Corporation (CNFC)
ASOC	Cheffe de délégation:	Ms Claire Christian Antarctic and Southern Ocean Coalition
	Conseillers:	Ms Kimberly Aiken Antarctic and Southern Ocean Coalition
		Ms Olive Andrews Antarctic and Southern Ocean Coalition
		Mr Evan T. Bloom Woodrow Wilson International Center for Scholars
		Mr Jiliang Chen Greenovation Hub
		Ms Barbara Cvrkel The Pew Charitable Trusts
		Ms Ruth Davis University of Wollongong
		Mr Emil Dediu The Pew Charitable Trusts
		Mr Yutian Ding Greenovation: Hub
		Ms Lyn Goldsworthy Institute for Marine and Antarctic Studies, University of Tasmania
		Mr Randal Helten Friends of the Earth Japan (FoE Japan)
		Mr Robert Hill Antarctica2020

Ms Andrea Kavanagh
The Pew Charitable Trusts

Mr Nicholas Kirkham
The Pew Charitable Trusts

Dr Susanne Lockhart
Southern Benthics

Mr Willie MacKenzie
Greenpeace

Dr Laura Meller
Greenpeace Norden

Dr Ricardo Roura
Antarctic and Southern Ocean Coalition
Ms Meike Schuetzek
Antarctic and Southern Ocean Coalition

Dr Masha Vorontsova
Antarctic and Southern Ocean Coalition

Dr Rodolfo Werner
The Pew Charitable Trusts & Antarctic and
Southern Ocean Coalition

Ms Lena Zharkova
Antarctic and Southern Ocean Coalition.

Ms Wei Zhou
Greenpeace

Mr Zhengguang Zhu
WWF-China

COLTO

Chef de délégation : Mr John Alexander Reid
Polar Seafish Ltd

Représentant suppléant : Mr Rhys Arangio
Coalition of Legal Toothfish Operators

Conseillers : Mr Richard Ball
SA Patagonian Toothfish Industry Association

Mr Jason Bryan
Archipelago

Ms Delphine Ciolek
Syndicat des armements réunionnais de
palangriers congélateurs (SARPC)

Dr Deborah Davidson
Argos Ltd

Mr Brian Flanagan
SAPTIA

Mr Brad Milic
Australian Longline Fishing

Mr Andrew Newman
Argos Froyanes Ltd

Mr Ismael Pérez
Lafonia Sea Foods SA

Ms Brodie Plum
Talley's Ltd

Mr James Ragg
Argos Froyanes Limited

Mrs Emilie Richard
Comata-Scapêche

Mr Hamish Tijssen
Talley's Ltd

Oceanites

Chef de délégation :

Mr Ron Naveen
Oceanites, Inc.

Représentant suppléant :

Mr Steven Forrest
Oceanites, Inc.

Conseillers :

Dr Grant Humphries
Black Bawks Data Science

Prof. Philip Trathan
Oceanites, Inc

Secrétariat

Secrétaire exécutif

David Agnew

Science

Directeur scientifique

Steve Parker

Coordinateur de la déclaration des données
halieutiques et des observateurs

Isaac Forster

Administrateur des données scientifiques

Daphnis De Pooter

Analyste des pêcheries et des écosystèmes

Stéphane Thanassekos

Suivi et conformité des pêcheries

Directeur du suivi et de la conformité des pêcheries

Todd Dubois

Responsable de la conformité

Eldene O'Shea

Administrateur des données de suivi et de conformité
des pêcheries

Henrique Anatole

Analyste recherche, suivi et conformité

Claire van Werven

Responsable de l'administration des données

Alison Potter

Finances, administration et ressources humaines

Directrice de l'administration, des finances et des
ressources humaines

Deborah Jenner

Agente comptable

Christine Thomas

Agente des ressources humaines

Angie McMahon

Agente administrative

Amelia Stoneham

Soutien administratif

Rebecca Stride

Communication

Directrice de la communication

Doro Forck

Responsable des publications

Belinda Blackburn

Traductrice/coordinatrice (équipe française)

Floride Pavlovic

Traductrice (français)

Marie Lecomte

Traductrice (français)

Bénédicte Graham

Traductrice/coordinatrice (équipe russe)

Olga Kozyrevitch

Traductrice (russe)

Anar Umerkhanova

Traducteur (russe)

Blair Denholm

Traducteur/coordonateur (équipe espagnole)

Jesús Martínez

Traducteur (espagnol)

Facundo Alvarez

Traductrice (espagnol)

Alejandra Sycz

Données et systèmes d'information

Directeur des données et systèmes d'information

Gary Dewhurst

Administrateur de bases de données/Analyste technique

Thomas Williams

Analyste fonctionnel

Ian Meredith

Technicien d'assistance informatique

James Eisenhower

Développeuse de logiciels

Mingyun Qie

Analyste technique commercial

Mitchell John

Chargé de projets web

Dane Cavanagh

Interprètes (société ONCALL)

Cecilia Alal
Patricia Avila
Elena Bocharova-Booth
Sabine Bouladon
Vera Christopher
Andrey Efimenko
Claire Garteiser
Erika Gonzalez
Isabelle Guinebault
Sandra Hale
Andrei Heimann
Evgenia Ignatova
Silvia Martinez
Marc Orlando
Philippe Tanguy

Liste des documents

Liste des documents

CCAMLR-41/01 Rév. 1	Plan stratégique du secrétariat de la CCAMLR 2023–2026 Secrétaire exécutif
CCAMLR-41/02	Établissement d'un Code de conduite pour les réunions de la CCAMLR Secrétariat
CCAMLR-41/03 Rév. 1	Examen des états financiers révisés de 2021 Secrétaire exécutif
CCAMLR-41/04	Examen du budget 2022, projet de budget 2023 et prévisions budgétaires 2024 Secrétaire exécutif
CCAMLR-41/05	Rapport 2022 du secrétaire exécutif, incluant le quatrième rapport annuel de mise en œuvre du plan stratégique du secrétariat (2019–2022) Secrétaire exécutif
CCAMLR-41/06	Bilan de la seconde évaluation de la performance Secrétariat
CCAMLR-41/07	Stratégie salariale et de dotation en personnel de la CCAMLR (2023–2026) Secrétaire exécutif
CCAMLR-41/08	Examen des règles d'accès et d'utilisation des données de la CCAMLR Président du groupe consultatif des services de données (GCSD)
CCAMLR-41/09	Proposition de réunion extraordinaire de la Commission sur la planification spatiale et les aires marines protégées Par le secrétariat et le président de la Commission
CCAMLR-41/10	Accès aux documents de réunion Secrétariat
CCAMLR-41/11 Rév. 1	Accords de coopération avec d'autres organisations Secrétariat
CCAMLR-41/12	Options pour les prochaines réunions Secrétariat
CCAMLR-41/13 Rév. 1	Activités du fonds de renforcement des capacités générales (FRCG) : 2021–2022 Comité chargé du FRCG

CCAMLR-41/14 Rév. 1	Proposition de changement de normes comptables de la CCAMLR : utilisation de l'équivalent australien de la Norme d'information financière internationale Secrétariat
CCAMLR-41/15	Procédure d'évaluation de la conformité de la CCAMLR (CCEP) Rapport de synthèse et analyse Secrétariat
CCAMLR-41/16 Rév. 2	Activités de pêche INN et tendances en 2021/22 et listes des navires INN Secrétariat
CCAMLR-41/17	Examen de la stratégie d'engagement des PNC et plan d'action Secrétariat
CCAMLR-41/18	Rapport de mise en œuvre de transbordements Secrétariat
CCAMLR-41/19	Rapport de mise en œuvre du système de surveillance des navires (VMS) Secrétariat
CCAMLR-41/20	Propositions de dépenses du fonds du SDC Secrétariat
CCAMLR-41/21	Compte rendu de mise en œuvre des contrôles portuaires Secrétariat
CCAMLR-41/22	Mise en œuvre du SDC et analyse des données Secrétariat
CCAMLR-41/23 Rév. 1	Proposition d'amendement à la MC 10-02 Délégation de la République de Corée
CCAMLR-41/24 Rév. 1	Proposition d'amendement à la MC 10-09 Délégation de la République de Corée
CCAMLR-41/25 Rév. 1	Amendements aux mesures de conservation de la CCAMLR 21-01, 21-02 et 23-05 Délégation de l'Union européenne
CCAMLR-41/26 Rév. 1	Proposition d'amendement de la mesure de conservation 26-01 Délégation de l'Union européenne

- CCAMLR-41/27 Projet de mesure de conservation pour une aire marine protégée dans l'Antarctique de l'Est
Délégations de l'Australie, de l'Union européenne et ses États membres, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de la République de Corée, de l'Ukraine, du Royaume-Uni, des États-Unis d'Amérique et de l'Uruguay
- CCAMLR-41/28 Projet de mesure de conservation portant création d'une aire marine protégée dans la mer de Weddell
Délégations de l'UE et ses États membres, de la Norvège, de l'Uruguay, de l'Australie, du Royaume-Uni, de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis d'Amérique, de la République de Corée, de l'Inde et de l'Ukraine
- CCAMLR-41/29 Le carbone bleu en Antarctique
Délégation du Royaume-Uni
- CCAMLR-41/30 Proposition de mise à jour de la mesure de conservation 24-04 (2017) sur l'établissement pour une durée limitée de zones spéciales d'étude scientifique dans les zones marines nouvellement exposées à la suite du recul ou de l'effondrement de plates-formes glaciaires
Délégations du Royaume-Uni, de la République de Corée, de l'Union européenne et ses États membres, de l'Australie et des États-Unis d'Amérique
- CCAMLR-41/31 Rév. 1 Atelier proposé sur l'intégration du changement climatique et des interactions écosystémiques à la science de la CCAMLR
Délégations du Royaume-Uni, de l'Australie, de la France, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis
- CCAMLR-41/32 Rév. 1 Résolution sur le changement climatique
Délégations de l'UE et ses États membres, du Royaume-Uni, de l'Australie, du Chili, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, des États-Unis, de l'Uruguay et de la République de Corée
- CCAMLR-41/33 Proposition d'amendement de la MC 10-03 (2019) – Contrôles portuaires des navires de pêche transportant des ressources marines vivantes de l'Antarctique
Délégation néo-zélandaise
- CCAMLR-41/34 Proposition révisée de mesure de conservation portant création d'une aire marine protégée dans le domaine 1 (ouest de la péninsule antarctique et sud de l'arc du Scotia)
Délégations de l'Argentine et du Chili

- CCAMLR-41/35 Amélioration de la procédure d'évaluation de la conformité de la CCAMLR par des propositions d'amendements à la mesure de conservation 10-10
Délégations de l'Union européenne, de la République de Corée et des États-Unis
- CCAMLR-41/36 Rév. 1 Propositions pour l'amélioration de la gestion des pêcheries de krill de la CCAMLR
Délégation des États-Unis
- CCAMLR-41/37 Commentaires concernant la révision de la mesure de conservation (MC) 51-07
Délégation de la Fédération de Russie
- CCAMLR-41/38 Commentaires et propositions sur la classification de la nomenclature des pêcheries de légine gérées dans le cadre réglementaire de la CCAMLR
Délégation de la Fédération de Russie
- CCAMLR-41/39 Commentaires sur les procédures de gestion des pêcheries de légine dans les sous-zones statistiques 88.1 et 88.2. Révision de la mesure de conservation 31-02
Délégation de la Fédération de Russie
- CCAMLR-41/40 Commentaires sur le statut du PRS de l'AMP du plateau sud des îles Orcades du Sud (SOISS)
Délégation de la Fédération de Russie
- CCAMLR-41/41 Commentaires et propositions de la Fédération de Russie visant à définir des critères communs pour la création d'AMP dans la zone de la Convention CCAMLR
Délégation de la Fédération de Russie
- CCAMLR-41/42 Rapport du Comité permanent sur l'administration et les finances (SCAF)
- CCAMLR-41/43 Rapport du Comité permanent sur l'application et l'observation de la réglementation (SCIC)
- CCAMLR-41/44 Rapport de la quarante-et-unième réunion du Comité scientifique (Hobart, Australie, du 24 au 28 octobre 2022)
- *****
- CCAMLR-41/BG/01 Summary Report Forty-fourth Antarctic Treaty Consultative Parties Meeting (Berlin, Germany, 24 May to 2 June 2022)
Executive Secretary

CCAMLR-41/BG/02	Aerial surveillance patrols undertaken by New Zealand during the 2021/22 Ross Sea CCAMLR season Delegation of New Zealand
CCAMLR-41/BG/03	Summary of activities of the Commission during the 2021/22 intersessional period – Report of the Chair Chair of the Commission
CCAMLR-41/BG/04	Fishery Notifications 2022/23 Secretariat
CCAMLR-41/BG/05	Vessel monitoring system (VMS) unit details survey results Secretariat
CCAMLR-41/BG/06	Report of the CCAMLR Observer to the 35th meeting of FAO Committee on Fisheries (COFI) and the 9th meeting of the Regional Fishery Bodies Secretariats' Network (RSN) Executive Secretary
CCAMLR-41/BG/07	Calendar of meetings Secretariat
CCAMLR-41/BG/08	Website update Secretariat
CCAMLR-41/BG/09	Report from the CCAMLR Observer (USA) on key issues from the 2021 International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT) Annual Meeting (Virtual meeting, 15 to 23 November 2021) CCAMLR Observer (USA)
CCAMLR-41/BG/10	Report from the CCAMLR Observer (USA) on the outcomes from the Eighteenth Regular Session of the Western and Central Pacific Fisheries Commission (WCPFC) (Virtual meeting, 1 to 7 December 2021) CCAMLR Observer (USA)
CCAMLR-41/BG/11	Ten-years of the CCAMLR Compliance Evaluation Procedure (CCEP) Secretariat
CCAMLR-41/BG/12	Reconciliation of CDS data with monthly fine-scale catch and effort data Secretariat
CCAMLR-41/BG/13 Rev. 1	Trade data analysis – Report of global toothfish trade data Secretariat

CCAMLR-41/BG/14	CCAMLR Observer Report (Argentina) to the resumed Fifth Session of the United Nations Environment Assembly of the United Nations Environment Programme (Nairobi, Kenya, 28 February to 2 March 2022) Delegation of Argentina
CCAMLR-41/BG/15	Report from the CCAMLR Observer (European Union) on the 9th Meeting of the Parties to the Southern Indian Ocean Fisheries Agreement (SIOFA) (Hybrid Format, 4 to 8 July 2022) CCAMLR Observer (European Union)
CCAMLR-41/BG/16	Monitoring, control and surveillance procedures carried out by the State of Chile during the 2021/22 season Delegation of Chile
CCAMLR-41/BG/17	Observer comments on the CCAMLR Decision Making Process Submitted by COLTO and ASOC
CCAMLR-41/BG/18	Approaches to evaluate and strengthen RFMO Compliance Process and Performance – A toolkit and recommendations Delegation of the Republic of Korea on behalf of the co-authors
CCAMLR-41/BG/19	Support to CCAMLR to identify and deter illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing activities that undermine the objective of the CAMLR Convention INTERPOL and CCAMLR Secretariat
CCAMLR-41/BG/20	Ross Sea Region Marine Protected Area Research and Monitoring Plan Delegations of Italy, New Zealand and the USA
CCAMLR-41/BG/21	International Maritime Organisation: Safety measures on vessels not certified under the SOLAS Convention Delegation of New Zealand
CCAMLR-41/BG/22	Cooperation to combat illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing and enhance compliance monitoring Secretariat
CCAMLR-41/BG/23	Revisiting the establishment of MPAs in the Southern Ocean Delegation of the People’s Republic of China
CCAMLR-41/BG/24	The development of Research and Monitoring Plan for CCAMLR MPAs Delegation of the People’s Republic of China

CCAMLR-41/BG/25	Proposal to improve the draft Research and Monitoring Plan for the Ross Sea region Marine Protected Area Delegation of the People's Republic of China
CCAMLR-41/BG/26	The conservation of the Antarctic marine living resources as the objective of the Convention Delegations of Argentina and Chile
CCAMLR-41/BG/27	Report from the CCAMLR Observer (Australia) to the 5th Special Session and 26th Annual Meetings and the 4th Special Session of the Indian Ocean Tuna Commission (IOTC) (Videoconference, 29 November 2021) CCAMLR Observer (Australia)
CCAMLR-41/BG/28	Report from the CCAMLR Observer (Australia) to the Seventh Session of the Meeting of the Parties to the Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels (MoP7) (Virtual, 9 to 13 May 2022) CCAMLR Observer (Australia)
CCAMLR-41/BG/29	ASPAs 152/153: Western Bransfield Strait and Dallmann Bay: Highlights of scientific research results Delegation of the USA
CCAMLR-41/BG/30	Implementation of the national Antarctic program of Ukraine in the conditions of military aggression of the Russian Federation Delegation of Ukraine
CCAMLR-41/BG/31	ASOC Report to CCAMLR Submitted by ASOC
CCAMLR-41/BG/32	Marine protected areas: A global and regional imperative for CCAMLR Submitted by ASOC
CCAMLR-41/BG/33	Comments on the revised proposal for a conservation measure establishing a MPA in the Domain 1 (comments regarding document CCAMLR-41/34) Delegation of the Russian Federation
CCAMLR-41/BG/34	Fishing vessels and the International Guidelines for Safety Measures for Fishing Vessels of 24 m in length and over Operating in Polar Waters Submitted by ASOC
CCAMLR-41/BG/35	Comments on the draft of the conservation measure for an East Antarctic marine protected area Delegation of the Russian Federation

CCAMLR-41/BG/36	Patagonian toothfish fishing in Subarea 48.3 in the current season contravenes Conservation Measure 31-01 Delegation of Argentina
CCAMLR-41/BG/37	Explanatory Note by Singapore to the Commission for the Conservation of Antarctic Marine Living Resource (CCAMLR) Submitted by Singapore
CCAMLR-41/BG/38	Report by CCAMLR Observer (Norway) on the 40th Annual Meeting of the North-East Atlantic Fisheries Commission (NEAFC) (Hybrid meeting, 9 to 12 November 2021) CCAMLR Observer (Norway)
CCAMLR-41/BG/39	Reporte de pesca de investigación de bacalao de profundidad en aguas de jurisdicción nacional Delegación de Ecuador
CCAMLR-41/BG/40	Chair's Guide to the schedule, annotated agenda and summary of papers Chair of the Commission
CCAMLR-41/BG/41	Report from the CCAMLR Observer (EU) to the 44th annual meeting of the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO) (Porto, Portugal, 19 to 23 September 2022) CCAMLR Observer (EU)
CCAMLR-41/BG/42	WSMPA Phase 2: Update on progress Delegation of Norway
CCAMLR-41/BG/43	Harmonisation of conservation measures in the Antarctic Peninsula Region Chair of the Scientific Committee on behalf of the krill workplan harmonisation subgroup

Autres documents

SC-CAMLR-41/12	Propositions de révision provisoire des MC 51-01 et 51-07 comme premiers jalons de la nouvelle approche de la gestion de la pêcherie de krill de 2022 Délégation de la République populaire de Chine
SC-CAMLR-41/BG/07	2022 Report to SC-CAMLR-41 and CCAMLR-41 by the Association of Responsible Krill harvesting companies (ARK) Submitted by ARK

SC-CAMLR-41/BG/08	ARK recommendations for improving transparency and safety in the CCAMLR krill fishery Submitted by ARK
SC-CAMLR-41/BG/09	Moving forward with the new krill management strategy Submitted by ARK
SC-CAMLR-41/BG/13	Report to CCAMLR by Oceanites, Inc. — State of Antarctic Penguins 2022 Submitted by Oceanites
SC-CAMLR-41/BG/19	The Scientific Committee on Antarctic Research (SCAR) Annual Report to CCAMLR 2021/2022 Submitted by SCAR
SC-CAMLR-41/BG/21	Antarctic Climate Change and the Environment: A Decadal Synopsis Submitted by SCAR
SC-CAMLR-41/BG/29	Finer-scale krill fishery management, enhanced monitoring and additional measures to protect the krill-based ecosystem Submitted by ASOC

**Allocution d'ouverture de la gouverneure de la Tasmanie
Son Excellence Madame Barbara Baker**

Allocution d'ouverture de la gouverneure de la Tasmanie
Son Excellence Madame Barbara Baker

« Monsieur le président, vos Excellences, Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs, bonjour et bienvenue à la 41^e réunion annuelle de la Commission.

Monsieur Granit, je tiens une fois encore à vous souhaiter très chaleureusement la bienvenue à Hobart. Les circonstances sont bien différentes de celles de l'année dernière où, en raison de la pandémie de COVID j'avais été contrainte de m'adresser à vous virtuellement plutôt qu'en personne, et je suis très heureuse de vous retrouver pour la deuxième fois.

Je suis absolument ravie de vous voir ici en personne. Il n'est toujours pas aisé de voyager, et c'est donc un honneur de voir que tant d'entre vous ont fait l'effort de venir jusqu'ici. Je crois savoir qu'en plus des personnes présentes ici, de nombreux participants se joignent également à nous à distance. Je vous souhaite donc à tous la bienvenue à Hobart, tant en personne que virtuellement. Bien que la pandémie ait été une expérience difficile et source de tristesse dans le monde entier, il est néanmoins évident que les nécessités qu'elle a imposées ont stimulé la recherche de nouvelles idées permettant de rendre les réunions tout aussi efficaces et inclusives qu'à l'accoutumée.

La Tasmanie, Hobart en particulier, est très fière d'abriter le siège de cette organisation internationale hautement respectée, avec ses 40 années d'histoire. Nous valorisons grandement la relation pérenne que la *Government House* entretient avec la Commission et avec le secrétariat. C'est pour moi un honneur d'ouvrir cette réunion et de perpétuer ainsi cette tradition presque ininterrompue depuis 1984, lorsque l'un de mes prédécesseurs, monsieur James Plimsoll, avait ouvert la troisième réunion de la Commission.

Cette réunion étant la première à se dérouler en présentiel depuis 2019, je suis certaine que vous avez beaucoup à faire, et je suis consciente du fait que, malgré la pandémie, vous avez grandement avancé dans vos travaux durant ces deux dernières années.

Il est encourageant de constater que les groupes de travail du Comité scientifique ont réalisé des progrès concernant le nouveau plan de gestion du krill lors de leurs réunions d'intersession. La gestion efficace de cette pêcherie, mise en œuvre par la CCAMLR depuis 40 ans, revêt bien évidemment une grande importance pour l'écosystème de l'Antarctique et pour le monde, aujourd'hui plus que jamais au vu du grand intérêt, sans cesse croissant, que suscite la capture du krill.

Il a été porté à mon attention que les données et les recherches étant actuellement examinées par le Comité scientifique pour aider à la prise de décisions concernant la gestion du krill incluent des informations sur les changements que connaît actuellement l'écosystème marin de l'Antarctique. Celles-ci nous informent entre autres du rebond des populations de rorqual commun et de baleine à bosse, qui avaient connu une baisse dramatique. Bien sûr, le changement climatique a aussi des effets à bien plus grande échelle sur l'ensemble des écosystèmes du globe, y compris celui de l'Antarctique. Les températures records, les sécheresses et les incendies qui ont touché l'hémisphère nord cet été ont douloureusement mis cette réalité en lumière. Je suis heureuse de constater que vous prenez le changement climatique en considération dans vos travaux, et que vous avez prévu d'écouter aujourd'hui une présentation du Comité scientifique pour la recherche en Antarctique sur ce sujet.

Enfin, je constate avec intérêt que lors de votre dernière réunion, vous êtes convenus d'envisager la tenue d'une réunion spéciale sur les aires marines protégées, qui serait seulement la troisième réunion extraordinaire organisée par la Commission. Il va sans dire que si vous choisissez de tenir une réunion à ce sujet à Hobart, vous recevrez un accueil chaleureux de notre part.

Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs, pour conclure cette allocution, je vous souhaite du succès dans les travaux que vous réaliserez au cours des deux prochaines semaines. La communauté internationale, et tous ceux qui parmi nous se soucient réellement de l'avenir de nos océans et de l'Antarctique, vous sommes reconnaissants de poursuivre avec détermination les travaux de recherche de solutions innovantes et efficaces pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Ainsi, sans plus tarder, je repasse la parole au président pour le début des débats.

Je vous remercie de votre attention. »

Ordre du jour de la quarante-et-unième réunion de la Commission

Ordre du jour de la quarante-et-unième réunion de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique

1. Ouverture de la réunion
2. Organisation de la réunion
 - 2.1 Adoption de l'ordre du jour
 - 2.2 Statut de la Convention
 - 2.3 Rapport du président
 - 2.4 Rapport du SCAR
3. Mise en œuvre des objectifs de la Convention
 - 3.1 Objectifs de la Convention
 - 3.2 Seconde évaluation de performance
4. Gestion des ressources marines
 - 4.1 Avis du Comité scientifique
 - 4.2 Ressources en krill
 - 4.3 Ressources en poissons
 - 4.4 Recherche scientifique en vertu de la mesure de conservation 24-01
 - 4.5 Espèces non ciblées
 - 4.5.1 Poissons et invertébrés
 - 4.5.2 Oiseaux et mammifères marins
 - 4.5.3 Pêche de fond et écosystèmes marins vulnérables
 - 4.5.4 Débris marins
5. Gestion spatiale
 - 5.1 Propositions relatives aux aires marines protégées (AMP)
 - 5.2 Examen des AMP existantes
 - 5.3 Questions générales relatives à la gestion spatiale
6. Impacts du changement climatique sur la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique
7. Application et observation de la réglementation
 - 7.1 Avis du SCIC
 - 7.2 Rapport CCAMLR de conformité
 - 7.3 Pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de la Convention
8. Système international d'observation scientifique de la CCAMLR

9. Mesures de conservation
 - 9.1 Examen des mesures en vigueur
 - 9.2 Examen de nouvelles mesures et d'autres impératifs de conservation
10. Administration et finances
 - 10.1 Avis du SCAF
 - 10.2 Examen du budget 2022, du budget 2023 et des prévisions budgétaires 2024
11. Coopération avec le système du Traité sur l'Antarctique et des organisations internationales
 - 11.1 Coopération avec le système du Traité sur l'Antarctique
 - 11.2 Coopération avec des organisations internationales
 - 11.2.1 Rapports des observateurs d'organisations internationales
 - 11.2.2 Rapports des représentants de la CCAMLR aux réunions d'organisations internationales de la période d'intersession écoulée et nomination des représentants aux prochaines réunions d'organisations internationales pertinentes.
 - 11.2.3 Coopération avec les organisations régionales de gestion de la pêche
12. Questions administratives
 - 12.1 Élection des dirigeants
 - 12.2 Invitation des observateurs
 - 12.3 Prochaine réunion
13. Autres questions
14. Rapport de la quarante-et-unième réunion de la Commission
15. Clôture de la réunion.

**Résumé des activités menées par la Commission pendant la période
d'intersession 2021/22 : rapport du président**

Résumé des activités menées par la Commission pendant la période d'intersession 2021/22

Rapport du président

Réunions d'intersession

1. Les réunions d'intersession suivantes du Comité scientifique ont eu lieu en 2022 :
 - Symposium du Comité scientifique, du 8 au 10 février 2022, en ligne
 - Atelier sur les coefficients de transformation de la légine, 12 et 13 avril, en ligne
 - Atelier sur le plan de collecte des données de la mer de Ross, 11 et 12 août, en ligne
 - Groupe de travail sur les méthodes d'évaluation acoustique et d'analyse (WG-ASAM), du 30 mai au 3 juin, en ligne
 - Groupe de travail sur les statistiques, les évaluations et la modélisation (WG-SAM), du 27 juin au 1^{er} juillet, en ligne
 - Groupe de travail sur le contrôle et la gestion de l'écosystème (WG-EMM), du 4 au 11 juillet, en ligne
 - Groupe de travail sur la mortalité accidentelle liée à la pêche (WG-IMAF), du 10 au 14 octobre, siège de la CCAMLR, Hobart
 - Groupe de travail chargé de l'évaluation des stocks de poissons (WG-FSA), du 10 au 20 octobre, siège de la CCAMLR, Hobart.
2. Un certain nombre d'e-groupes ont soutenu les travaux de la Commission et du Comité scientifique durant l'année.
3. Au nom de la CCAMLR, j'aimerais exprimer ma gratitude aux responsables des groupes de travail, aux hôtes de ces réunions ainsi qu'au secrétariat, qui ont mis à disposition un soutien et des services très professionnels.

Pêcheries encadrées par la CCAMLR

4. Pendant la saison 2021/22, jusqu'au 31 juillet 2022, 13 membres de la CCAMLR ont participé aux activités de pêche et de recherche visant le poisson des glaces, la légine et le krill (voir SC-CAMLR-41/BG/01). Ils ont déclaré une capture totale de 353 885 tonnes de krill, 9 746 tonnes de légine et 1 021 tonnes de poisson des glaces de la zone de la Convention.
5. Le secrétariat a procédé au suivi des pêcheries de la CCAMLR grâce aux déclarations de capture et d'effort de pêche et aux notifications de déplacement des navires. Le cas échéant, les Membres et les navires ont été avisés de la fermeture de zones et de pêcheries.

6. Pendant la saison 2021/22, 44 observateurs scientifiques, désignés conformément au système international d'observation scientifique, ont été déployés dans la zone de la Convention : 30 sur des palangriers, deux sur des chalutiers pêchant le poisson des glaces et 12 sur des navires pêchant le krill.

Suivi et conformité des pêcheries de la CCAMLR

7. À ce jour pendant la saison 2021/22, 748 certificats de capture de *Dissostichus*, 2 199 certificats d'exportation et 769 certificats de réexportation ont été délivrés par 20 Parties contractantes et une Partie non contractante (PNC) (Singapour) coopérant avec le système de documentation des captures de *Dissostichus* spp. (SDC).

8. Aucun navire inscrit sur la Liste des navires INN-PNC (pêche illicite, non déclarée et non réglementée) n'a été observé par les Membres à l'intérieur de la zone de la Convention en 2021/22.

9. Le secrétariat a poursuivi sa coopération avec Interpol en 2022.

Science

10. Les réunions scientifiques de milieu d'année du WG-ASAM, WG-SAM et du WG-EMM ont rassemblé 226 participants représentant 22 pays Membres. Le fonds de renforcement des capacités scientifiques générales a financé un nouveau bénéficiaire de la bourse de la CCAMLR et six bénéficiaires des années précédentes.

Coopération avec d'autres organisations

11. En 2021/22, la Commission a été représentée aux réunions de 15 organisations et programmes internationaux. Elle a maintenu des relations avec six organisations avec lesquelles elle a conclu des accords officiels. La CCAMLR a soumis des commentaires sur « l'approche écosystémique des pêcheries » et « l'expérience de la CCAMLR en matière de protection des écosystèmes marins vulnérables » à deux réunions de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies. Soixante-deux Parties contractantes non-membres, PNC, organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales ont été invitées à la 41^e réunion de la CCAMLR en qualité d'observatrices.

12. Le Comité scientifique a tenu une réunion conjointe avec le Comité scientifique de l'APSOI du 29 novembre au 1^{er} décembre 2021.

Secrétariat

13. Le secrétariat a continué d'assurer un service de suivi et de conformité des pêcheries pour soutenir les travaux du comité permanent sur l'application et l'observation de la réglementation (SCIC), de procurer un service scientifique et de gestion des données pour les

travaux du Comité scientifique, d'apporter un soutien technique et logistique aux réunions d'intersession des groupes de travail du Comité scientifique et de gérer la communication, le site web et les e-groupes de la CCAMLR.

14. Le secrétariat a continué de présenter aux Membres des rapports financiers et d'investissement trimestriels tout au long de l'année.

15. Le compte rendu du secrétaire exécutif à la 41^e réunion de la CCAMLR comprend un rapport sur la quatrième année de mise en œuvre du plan stratégique 2019–2022.

Proposition de réunion extraordinaire de la Commission sur la planification spatiale et les aires marines protégées

Proposition de réunion extraordinaire de la Commission sur la planification spatiale et les aires marines protégées

Par le secrétariat et le président de la Commission

Résumé

Sont présentés le projet de termes de référence et les modalités proposées pour l'organisation d'une réunion extraordinaire de la Commission. Les termes de référence ont été élaborés par le secrétariat et le président de la Commission, conformément à la demande émise au paragraphe 7.29 du rapport CCAMLR-40. Ce document contient également les modalités pratiques proposées pour la réunion qui se tiendra au Chili du 24 au 28 avril 2023 ou du 19 au 23 juin 2023.

Introduction

1. Ces projets de termes de référence et modalités proposées en vue d'une réunion extraordinaire de la Commission sur la manière de parvenir à un consensus concernant la mise en œuvre d'aires marines protégées (AMP) ont été élaborés par le secrétariat et le président de la Commission, conformément à la demande émise au paragraphe 7.29 du rapport CCAMLR-40, et en tenant compte des commentaires émis sur l'e-groupe de la Commission dédié aux AMP, et à la réunion des chefs de délégation qui s'est tenue le 7 juin 2022.
2. L'appendice A fournit des informations sur le contexte dans lequel s'inscrit cette question.

Projet de termes de référence

1. Objectif et questions relatives au contenu de la réunion

1.1 Objectif

L'objectif de cette réunion, en conformité avec l'objectif de la Convention, est de s'accorder par le dialogue sur une approche inclusive qui permettra à la Commission de parvenir à un consensus sur la manière de faire progresser la conception, la désignation et la mise en place d'aires marines protégées (AMP) ainsi que l'établissement des plans de recherche et de suivi (PRS) sur la base des meilleures preuves scientifiques disponibles, tout en tenant compte des mesures de conservation pertinentes adoptées. Cette réunion déterminera comment la CCAMLR peut se servir des AMP pour répondre à son objectif de conservation et aux principes visés à l'article II, et mettre en place un système représentatif d'AMP en adéquation avec les engagements qu'elle a réaffirmés dans sa déclaration à l'occasion de la 40^e réunion.

1.2 Objet des débats

Les sujets suivants seront traités lors de cette réunion :

1.2.1 Meilleures pratiques, évaluation des enseignements tirés et efficacité de l'ensemble des mesures de conservation relatives aux aires marines protégées déjà adoptées par la CCAMLR.

1.2.2 Amélioration du cadre général adopté pour l'établissement des AMP de la CCAMLR (MC 91-04 (2011)).

1.2.3 Avancement des propositions d'AMP.

2. Premières étapes de préparation de la réunion

2.1 Statut et programme

Cette réunion extraordinaire est convoquée en vertu de la règle 11 a) du règlement intérieur de la Commission. Selon le précédent établi en matière de nomenclature par la deuxième réunion de la Commission (Bremerhaven, en Allemagne, les 15 et 16 juillet 2013), il s'agira de la troisième réunion extraordinaire de la Commission.

Un ordre du jour définitif sera élaboré conformément aux règles 15, 16 et 17 du règlement intérieur de la Commission et à partir des termes de référence établis précédemment (CCAMLR-40, paragraphe 7.30).

Reconnaissant l'importance de la science dans ce processus, les Membres sont encouragés à inclure dans leurs délégations des représentants auprès du Comité scientifique. Le président du Comité scientifique sera présent et disponible pour guider les discussions.

2.2 Lieu et dates

La réunion extraordinaire aura lieu en présentiel au Chili. Les dates proposées sont soit du 24 au 28 avril 2023, soit du 19 au 23 juin 2023. Des observateurs seront invités à y participer, conformément à la règle 30 du règlement intérieur de la Commission.

2.3 Processus de préparation

La Commission espère recevoir les avis des Membres, experts ou observateurs possédant une expérience ou une expertise en matière de planification spatiale.

Il conviendrait de compiler les documents et rapports existants de la Commission ainsi que les commentaires de l'e-groupe, afin que les Membres comprennent bien l'historique et les questions débattues au sein de la CCAMLR.

La Commission demande au secrétariat de se charger des tâches susmentionnées, en collaboration avec le Comité scientifique ou les Membres si nécessaire. Elle pourra également lui demander de préparer un document d'information présentant un résumé des précédentes discussions sur les AMP.

2.4 Conclusions de la réunion

La réunion aboutira à un accord sur la voie à suivre, notamment des mesures spécifiques, des propositions, des procédures et une feuille de route (plan d'action) afin d'atteindre l'objectif de la Convention par voie de consensus.

Cette feuille de route (plan d'action) inclura probablement plusieurs actions de la part de la Commission qui devront être acceptées lors de la réunion.

Propositions pratiques pour la réunion

Les dispositions prévues pour cette réunion sont les mêmes que pour la 41^e réunion de la CCAMLR, c.-à-d. une réunion en présentiel, avec interprétation simultanée et la diffusion des débats en direct pour les participants uniquement, avec le même nombre de participants et suivant les horaires présentés dans l'appendice B.

Un ordre du jour préliminaire sera communiqué au moins 100 jours avant le début de la réunion, conformément à la règle 15. L'appendice B présente un projet d'ordre du jour préliminaire et un projet de programme qui sont soumis à la Commission pour considération.

Des observateurs seront invités, mais il est proposé de ne pas inviter à cette réunion les observateurs issus de Parties non contractantes qui le sont habituellement en raison de leur participation au commerce de la légine et de leur intérêt pour le système de documentation des captures (SDC). Une proposition de liste figure en appendice C. Contrairement aux réunions annuelles d'octobre, la presse ne sera pas invitée le premier jour, mais un communiqué de presse sera diffusé à la fin de la réunion.

Recommandations

Il est proposé que la Commission approuve la proposition de convocation d'une réunion extraordinaire de la Commission sur les AMP au cours du premier semestre de 2023.

Il est proposé que la Commission approuve l'utilisation de contributions volontaires afin de soutenir cette réunion.

Contexte

Depuis sa création, la Commission a développé plusieurs approches de la gestion spatiale ou par zone, qui sont conformes à l'article IX.

Elles comprennent l'établissement d'aires de gestion, de sous-zones et de divisions au sein de la zone de la Convention, ainsi que de limites de capture par zone. Voir par exemple les mesures de conservation qui réglementent les pêcheries dans les séries 41 (légine), 42 (poisson des glaces) et 51 (krill).

Elles incluent également des méthodes de gestion par zone qui confèrent une protection aux secteurs entourant des écosystèmes marins vulnérables par rapport aux activités de pêche de *Dissostichus* spp. à des profondeurs au-dessus de 550 m (mesures de conservation (MC) 22-06 à 22-09 pour la période allant de 2009 à 2019).

Les aires protégées sont également définies dans les mesures de conservation suivantes :

- MC 91-01, Procédure d'accord de protection aux sites du CEMP (2004)
- MC 91-02, Protection des valeurs des zones spécialement gérées et protégées de l'Antarctique (2012)
- MC 91-03, Protection du plateau sud des îles Orcades du Sud (2009)
- MC 91-04, Cadre général de l'établissement des aires marines protégées de la CCAMLR (2011)
- MC 91-05, Aire marine protégée de la région de la mer de Ross.

La désignation d'aires spéciales de recherche est visée à la MC 91-01 et la protection des zones de recherche à la suite du recul d'une plateforme glaciaire est visée à la MC 24-04.

Conformément au Traité sur l'Antarctique, la Commission est consultée concernant la désignation des zones spécialement gérées et protégées de l'Antarctique (ZSGA) et des zones spécialement protégées de l'Antarctique (ZSPA) possédant une composante marine (MC 91-02).

La CCAMLR a établi deux aires marines protégées (AMP) en haute mer (MC 91-03 et 91-05).

Trois AMP supplémentaires ont été proposées au cours des 11 dernières années (système représentatif d'AMP de l'Antarctique de l'Est, AMP de la mer de Weddell, péninsule antarctique – AMP du domaine 1).

Toutes ces mesures peuvent être considérées comme contribuant à un cadre de planification et de gestion spatiales dans la zone de la Convention et au sein du système du Traité sur l'Antarctique dans son ensemble.

Lors de ses dernières réunions, la Commission a peu progressé vers un accord concernant les nouvelles propositions d'AMP.

La Commission a également peu progressé sur les plans de recherche et de suivi relatifs aux AMP existantes (MC 91-03 et 91-05).

Les objections à l'avancement de ces questions sont exprimées depuis un certain nombre d'années et incluent des inquiétudes quant au processus général de désignation et de suivi des AMP de la CCAMLR et quant aux détails de propositions spécifiques.

Certains Membres estiment que le cadre actuel pour l'établissement d'AMP (MC 91-04) ne fournit pas suffisamment de détails sur les exigences spécifiques relatives au processus complet d'AMP, qu'il omet certains éléments clés de ce processus et qu'il nécessite plus de clarifications.

D'autres Membres estiment que la MC 91-04 décrit le processus de manière suffisamment détaillée (voir les récentes discussions dans les paragraphes 6.15 à 6.24 du rapport CCAMLR-38 ; dans les paragraphes 8.19 à 8.35 du rapport CCAMLR-39 ; dans les paragraphes 7.1 à 7.5 du rapport CCAMLR-40).

Plusieurs initiatives ont été mises en place pour trouver des moyens d'avancer, dont la deuxième réunion extraordinaire de la Commission (Bremerhaven, Allemagne, 15 et 16 juillet 2013).

Celle-ci a été suivie par des discussions en 2016 sur un e-groupe dédié au développement d'une liste de contrôle des AMP proposée par le Japon (CCAMLR-XXXIV/19).

En 2019, la Commission a examiné une proposition de la Russie visant à mener des travaux d'intersession afin d'arriver à une entente commune sur les aspects procéduraux de la désignation d'AMP, mais elle n'a pas réussi à trouver d'accord sur cette proposition (CCAMLR-38, paragraphes 6.15 à 6.18).

La Russie et la Chine ont continué, au cours des deux dernières années, à suggérer des révisions des procédures de désignation d'AMP.

L'absence de consensus sur la manière de faire progresser les questions de gestion spatiale et d'AMP risque d'endommager la réputation de la Commission, notamment du fait qu'elle s'est posée en chef de file des méthodes de gestion écosystémique au cours du temps.

**Projet d'ordre du jour préliminaire de la troisième
réunion extraordinaire de la Commission**

1. Accueil, adoption de l'ordre du jour, remarques préliminaires
2. Meilleures pratiques, évaluation des enseignements tirés et efficacité de l'ensemble des mesures de conservation relatives aux aires marines protégées déjà adoptées par la CCAMLR
3. Amélioration du cadre général de l'établissement des aires marines protégées de la CCAMLR (AMP) (MC 91-04 (2011))
4. Avancement des propositions d'AMP
5. Conclusions de la réunion et prochaines étapes
6. Adoption du rapport de la troisième réunion extraordinaire de la Commission.

Le programme suivant est proposé pour une réunion soit du 24 au 28 avril 2023, soit du 19 au 23 juin 2023 :

	Matin 09h00–10h30, 11h00–12h30	Après-midi 14h00–15h30, 16h00–17h30
Jour 1	09h00 : Chefs de délégation 11h00 : Points 1 et 2 de l'ordre du jour	14h00 : Point 2 de l'ordre du jour
Jour 2	Point 3 de l'ordre du jour	Point 3 de l'ordre du jour
Jour 3	Point 4 de l'ordre du jour	Point 4 de l'ordre du jour
Jour 4	Point 5 de l'ordre du jour	Point 5 de l'ordre du jour Préparation du rapport
Jour 5	Adoption du rapport	Adoption du rapport

La réunion permettra des séances de groupe pour réaliser des progrès plus rapides si nécessaire.

**Proposition de liste d'observateurs invités à la troisième
réunion spéciale de la Commission**

Cette liste est une version modifiée de celle communiquée par la circulaire COMM CIRC 22/58–SC CIRC 22/58. La Commission est invitée à apporter les modifications qui lui semblent nécessaires.

- Parties contractantes non-Membres : Bulgarie, Canada, îles Cook, Finlande, Grèce, Maurice, République islamique du Pakistan, République de Panama, Pérou et Vanuatu.
- autres États avec lesquels la CCAMLR a engagé un dialogue : Indonésie, Luxembourg et Turquie.
- organisations intergouvernementales : ACAP, APSOI, CBI, CCSBT, CITES, COMNAP, CPPCO, CITT, CICTA, COI, CPE, FAO, Interpol, OPASE, ORGPPS, PNUE, RPOA-INN, SCAR, SCOR, SOOS et UICN.
- organisations non gouvernementales : ARK, ASOC, COLTO, IAATO et Oceanites Inc.

**Rapport du Comité permanent sur l'application et
l'observation de la réglementation (SCIC)**

Table des matières

	Page
Ouverture de la réunion	157
Organisation de la réunion	157
Examen des mesures et systèmes liés à l'application et à l'observation de la réglementation	157
Système de documentation des captures de <i>Dissostichus</i> spp. (SDC).....	157
Proposition d'examen du fonds du SDC	157
Mise en œuvre du SDC	158
Contrôle des navires	159
Système de surveillance des navires (VMS) et activités de déplacement des navires à l'intérieur de la zone de la Convention	160
Promotion de la conformité à la CCAMLR	160
Transbordements	160
Mise en œuvre du système international d'observation scientifique (SISO)	161
Stratégie d'engagement des PNC	161
Propositions de nouvelles mesures de conservation et de mesures liées à la conformité	161
Mesure de conservation 10-02	161
Mesure de conservation 10-03	162
Mesure de conservation 10-04	162
Mesure de conservation 10-05	162
Mesure de conservation 10-09	162
Mesure de conservation 10-10	163
Mesures de conservation 21-01, 21-02 et 23-05	163
Mesure de conservation 26-01	164
Mesure de conservation 31-02	164
Proposition pour l'amélioration de la gestion des pêcheries de krill de la CCAMLR	164
Procédure d'évaluation de la conformité de la CCAMLR (CCEP)	165
Rapport provisoire de conformité	166
Mesure de conservation 10-01	166
Mesure de conservation 10-02	167
Mesure de conservation 10-03	167
Mesure de conservation 10-04	167
Mesure de conservation 10-05	168
Mesure de conservation 10-09	169
Mesure de conservation 25-02	169
Mesure de conservation 26-01	170
Mesure de conservation 31-01	170
Mesure de conservation 41-01	171
Mesure de conservation 41-09	172
Mesure de conservation 91-05	172
Révision de la MC 10-10	172

Pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)	
 dans la zone de la Convention	173
Niveau actuel de la pêche INN	173
Liste des navires INN-PNC	174
Liste des navires INN-PC	174
Notifications de projets de pêche	182
Avis du Comité scientifique au SCIC	182
Taux de marquage et taux de cohérence du marquage	183
Manipulation des poissons à marquer	183
Format des propositions de recherche	183
Marquage des engins de pêche	184
Déclaration des captures	184
Examen de la seconde évaluation des performances de la CCAMLR	184
Autres questions	185
Clôture de la réunion	185
Appendice I : Rapport CCAMLR d'évaluation de la conformité 2021/22	186
Appendice II : Liste des navires INN des Parties non contractantes 2022/23	249
Appendice III : Liste des navires INN des Parties contractantes 2021/22	254

**Rapport de la réunion du Comité permanent sur l'application
et l'observation de la réglementation (SCIC)**
(Hobart, Australie, du 24 au 28 octobre 2022)

Ouverture de la réunion

1. La réunion du Comité permanent sur l'application et l'observation de la réglementation (SCIC) se tient à Hobart, en Australie, du 24 au 28 octobre 2022.
2. La présidente du SCIC, Meggan Engelke-Ros (États-Unis), ouvre la réunion, accueille les Membres et les observateurs et remercie le secrétariat de son soutien. Ses remerciements vont également aux Membres pour les travaux de préparation au SCIC qu'ils ont réalisés pendant la période d'intersession.
3. La présidente annonce la vacance du poste de vice-président du SCIC et invite les Membres à nommer un représentant ou une représentante pour remplir ce rôle.

Organisation de la réunion

4. Le SCIC examine son ordre du jour, tel qu'il a été adopté par la Commission.

Examen des mesures et systèmes liés à l'application et à l'observation de la réglementation

Système de documentation des captures de *Dissostichus* spp. (SDC)

Proposition d'examen du fonds du SDC

5. Le SCIC examine la proposition du secrétariat de financement des mises à jour du SDC électronique sur le web (e-SDC) à partir du fonds consacré au système de documentation des captures de *Dissostichus* spp. (SDC) (CCAMLR-41/20). Il prend note du résumé des dépenses du fonds du SDC en 2021, qui ont facilité les mises à jour de l'e-SDC et la mise en œuvre de cinq ateliers de formation à l'e-SDC en ligne. Il note par ailleurs la demande émise par le secrétariat d'un financement à hauteur de 165 000 AUD par le fonds du SDC pour compléter les mises à jour de l'e-SDC telles que détaillées dans l'annexe 4 du document CCAMLR-41/20.
6. Le SCIC reconnaît l'approche pragmatique adoptée par le secrétariat, qui a fourni une proposition de projet de développement détaillée pour soutenir les améliorations apportées à l'e-SDC, et approuve les demandes formulées par de nombreux Membres d'aligner les travaux sur l'atelier sur le SDC maintenant prévu en présentiel en 2023 (SCIC-2021, paragraphe 19), en plus d'autres possibilités de renforcement des capacités (à la fois en ligne et en présentiel).
7. Rappelant que l'annexe 10-05/B de la mesure de conservation (MC) 10-05 exige la désignation de six Membres agissant comme comité d'évaluation chargé d'examiner la proposition de dépense du fonds du SDC, le SCIC réunit un comité composé de représentants de l'Australie, de la République de Corée (Corée), de la France, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis.

8. Le comité de gestion du fonds du SDC remercie le secrétariat pour sa proposition détaillée, faisant remarquer que l'e-SDC prévoit la mise à disposition d'une section dédiée à la formation, la production de rapports et de statistiques automatiques et la capacité à utiliser l'e-SDC sur de multiples types de dispositifs, entre autres. Il approuve cette proposition et recommande à la Commission de valider la dépense de 165 000 AUD du fonds du SDC.

9. Le SCIC remercie le comité de gestion du fonds du SDC pour son travail et approuve la proposition de dépense.

Mise en œuvre du SDC

10. Le SCIC prend note du rapport de mise en œuvre du SDC en 2021/22 (CCAMLR-41/22) et constate qu'il a été mis en œuvre par 16 États membres, trois États adhérents et une Partie non contractante (NCP) coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC.

11. Le SCIC indique qu'aucun certificat de capture de *Dissostichus* spécialement validé (CCDSV) n'a été émis en 2021 et que le secrétariat n'a pas non plus reçu de rapport de la part des Parties contractantes conformément au paragraphe C11 de l'annexe 10-05/C de la MC 10-05.

12. D'après le paragraphe C9 de l'annexe 10-05/C de la MC 10-05, le SCIC examine le statut de partie coopérante actuellement accordé au Mexique et à Singapour. Il note les efforts fournis par le secrétariat pour entrer en contact avec le Mexique, auquel un accès limité au SDC a été accordé en 2021 (COMM CIRC 21/24), mais qui n'y a pas accédé. La correspondance du secrétariat est restée sans réponse. Le SCIC encourage ainsi les Membres à contacter le Mexique via les canaux diplomatiques appropriés afin d'aider le secrétariat à faciliter l'application de la MC 10-05 par celui-ci.

13. Le SCIC note qu'à travers la Procédure CCAMLR d'évaluation de la conformité (CCEP), 21 écarts de conformité ont été identifiés concernant l'application du paragraphe 6 de la MC 10-05 par Singapour. Il prend note de la note explicative fournie par Singapour en réponse aux problèmes identifiés (CCAMLR-41/BG/37), remarquant que celui-ci a renforcé son engagement à respecter la conformité aux mesures de conservation et ses responsabilités au sein de la CCAMLR. Singapour a par ailleurs rassuré le SCIC sur les multiples mesures déjà prises afin d'assurer une coopération continue avec la CCAMLR.

14. Le SCIC remercie Singapour pour ses efforts de soutien de la mise en œuvre de la stratégie d'engagement des PNC (en particulier concernant le SDC) et lui recommande de maintenir son statut de PNC coopérante ayant actuellement un accès limité continu à l'e-SDC.

15. Le SCIC soutient la recommandation émise par le secrétariat visant à exiger une adresse e-mail plutôt qu'un numéro de fax dans l'annexe 10-05/A de la MC 10-05.

16. Le SCIC envisage la conciliation des données SDC et des données de capture et d'effort de pêche à échelle précise (C2) pour les années 2003 à 2021 (CCAMLR-41/BG/12), notant que la contradiction identifiée dans la conciliation entre les données SDC et C2 était, pour la plupart des saisons, de moins de 1 %.

17. Le SCIC soutient la recommandation du secrétariat, à savoir travailler de manière bilatérale pendant la période d'intersession avec les Membres dont les données du SDC et celles de C2 présentent des écarts de conciliation supérieurs au seuil accepté de 10 % et de 200 kg.

18. Le SCIC prend en considération le document CCAMLR-41/BG/13 Rév. 1, dans lequel est présentée l'analyse de la base de données des Nations Unies Comtrade (UN COMTRADE) afin d'évaluer sa capacité à fournir une vue d'ensemble du commerce mondial de produits de légine (*Dissostichus* spp.). Ce rapport identifie une différence de taille dans les volumes d'activités de commerce déclarées par le SDC et l'UN COMTRADE, tant pour les produits de légine importés qu'exportés, et précise que des analyses plus approfondies sont nécessaires. Le SCIC prend note des inquiétudes exprimées dans le document concernant la précision des données de l'UN COMTRADE relatives au suivi du commerce mondial de *Dissostichus* spp. et conclut que le SDC est une source plus fiable de déclaration du volume commercialisé.

Contrôle des navires

19. Le SCIC examine la mise en œuvre de la MC 10-03 et du système de contrôle pendant l'année 2021/22 dans le document CCAMLR-41/21, qui note que 105 contrôles au port et 14 contrôles en mer ont été menés.

20. Le SCIC prend note de neuf comptes rendus de contrôles portuaires qui ont été menés à distance sur cette période, sans qu'un contrôle physique du navire ne soit effectué. Il reconnaît les contraintes que la pandémie de COVID-19 a imposées aux Parties contractantes, mais il confirme néanmoins que les contrôles portuaires menés à distance ne sont pas en conformité avec les conditions visées à la MC 10-03.

21. Le SCIC prend note de la recommandation selon laquelle il conviendrait d'examiner les formulaires de contrôle portuaire de la CCAMLR et d'élaborer un formulaire de compte rendu de contrôle CCAMLR, qui pourraient accompagner l'utilisation du formulaire sur l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port afin de réduire les doublons. Il demande au secrétariat d'entreprendre l'évaluation de ces formulaires pendant la période d'intersession, d'élaborer une proposition et d'identifier les révisions qu'il serait nécessaire d'apporter à la MC 10-03, pour qu'il les examine lors de sa réunion 2023.

22. Le SCIC approuve la recommandation selon laquelle le secrétariat devrait mener des recherches sur d'autres options électroniques de soumission des comptes rendus de contrôles au port ou en mer, y compris la possibilité de remplir et de soumettre les formulaires à travers une application ou directement sur le site web, et lui demande de faire état de ses conclusions lors de la réunion 2023 du SCIC.

23. Le SCIC accueille favorablement les comptes rendus soumis par le Chili (CCAMLR-41/B/16) des contrôles menés par le navire OPV-83 *Marinero Fuentealba* dans la sous-zone 48.1 au cours des saisons 2020/21 et 2021/22, qui ont permis de déterminer que les huit navires contrôlés étaient en conformité avec toutes les mesures de conservation de la CCAMLR.

24. Le SCIC félicite le Chili au nom de tous les Membres pour les efforts qu'il a entrepris afin de mener des activités de contrôle, reconnaissant les défis que cela a représenté en raison des conditions maritimes très difficiles.

Système de surveillance des navires (VMS) et activités de déplacement des navires à l'intérieur de la zone de la Convention

25. Le SCIC examine la mise en œuvre du système de surveillance des navires (VMS) (CCAMLR-41/19) et les résultats de l'enquête sur les balises VMS (CCAMLR-41/BG/05) et prend note des recommandations visant à améliorer la gestion de l'activité VMS et des déplacements des navires.

26. Le SCIC approuve la recommandation du secrétariat sur la nécessité de mener des recherches plus approfondies sur les exigences et les coûts estimés de la mise en œuvre d'un système de notification automatisée des déplacements à partir du VMS, de même qu'un examen des changements qu'il serait nécessaire d'apporter à la MC 10-04, dont les résultats seraient présentés en 2023 ou 2024.

27. Le SCIC est favorable aux révisions de la MC 10-04 visant à inclure les améliorations apportées au formulaire de demandes de données VMS. Il demande au secrétariat de fournir un rapport de synthèse de toutes les demandes adressées en vertu des paragraphes 17 et 20 de la MC 10-04, qui sera intégré au rapport de mise en œuvre du VMS. En outre, le SCIC indique qu'il examinera la question de la diffusion élargie des données récapitulatives concernant ces demandes de VMS en 2023.

Promotion de la conformité à la CCAMLR

28. Le SCIC prend note des commentaires de la Fédération de Russie (Russie) concernant les procédures de gestion pour les pêcheries de légine dans les sous-zones 88.1 et 88.2 (CCAMLR-41/39). La Russie fait observer que ces dernières années, il est arrivé à plusieurs reprises que les mêmes navires ne remontent pas leurs engins de pêche avant la date et l'heure notifiées de fermeture, mais que ces remontées tardives n'ont pas été prises en considération dans la CCEP et que cela pourrait entraîner des conséquences pour l'évaluation des stocks de poissons.

29. La Nouvelle-Zélande répond que toutes les remontées tardives d'engins ont été effectuées en conformité avec les exigences nécessaires et que les modèles de stocks de poissons de la CCAMLR sont de nature robuste en ce sens qu'ils peuvent tenir compte de la récupération tardive d'engins.

30. Le SCIC remercie la Nouvelle-Zélande pour les patrouilles de surveillance aérienne qu'elle a déployées, comme cela est indiqué dans le document CCAMLR-41/BG/02.

Transbordements

31. Concernant l'application de la MC 10-09 (CCAMLR-41/18), le SCIC observe que 288 transbordements ont eu lieu au cours de la saison 2020/21. Il indique par ailleurs que les activités de transbordement ont été notifiées sur des périodes dépassant sept jours, et que cette pratique ne reflète pas les activités de transbordement dans la zone de la Convention et ne facilite pas l'application des mesures de suivi, de contrôle et de surveillance (SCS).

32. Le SCIC note qu'il pourrait exister une confusion sur la manière de remplir le « formulaire de notifications de transbordement » (MC 10-09, annexe 10-09/A) et approuve la recommandation selon laquelle il faudrait modifier le modèle afin qu'il spécifie les exigences à respecter lors de la notification d'une activité de transbordement prévue. En outre, il accepte la recommandation de normalisation du fuseau horaire des déclarations en utilisant systématiquement le format UTC dans les modèles (MC 10-09, paragraphe 4 et annexe 10-09/A).

33. Le SCIC n'approuve pas la désignation d'un « contact officiel pour le transbordement », faisant observer que désigner des contacts officiels supplémentaires ferait peser plus de charges administratives sur les Membres. Il a par ailleurs réfléchi à l'application du système de contrôle pour les navires de transbordement, mais n'est pas en mesure de fournir un avis spécifique sur la question.

Mise en œuvre du système international d'observation scientifique (SISO)

34. Le SCIC prend note de la mise en œuvre du système international d'observation scientifique (SISO) (WG-FSA-2022/52), qui fournit un résumé des informations de déploiement des observateurs du SISO à bord des navires dans la zone de la Convention pendant la saison de pêche 2021/22, ainsi que les dernières informations sur l'élaboration et la mise en œuvre des fiches de données commerciales et des manuels d'instruction.

Stratégie d'engagement des PNC

35. Le SCIC examine la stratégie d'engagement des PNC proposée dans le plan d'action pour 2023–2024 (CCAMLR-41/17). Il prend note de l'élargissement de la stratégie aux parties engagées dans l'exploitation des ressources marines vivantes de l'Antarctique quelles qu'elles soient dans la zone de la Convention et dans celle de *Dissostichus* spp. à l'échelle mondiale.

36. Le SCIC remercie le secrétariat pour son travail et son soutien et se dit particulièrement intéressé par le développement de la stratégie de toutes les pêcheries, incluant celle de krill. Il approuve la stratégie d'engagement des PNC proposée (CCAMLR-41/17, annexe 1) et le plan d'action 2023–2024 (CCAMLR-41/17, annexe 2).

Propositions de nouvelles mesures de conservation et de mesures liées à la conformité

Mesure de conservation 10-02

37. Le SCIC prend note de la proposition de la Corée visant à modifier la MC 10-02 (CCAMLR-41/23 Rév. 1) pour rendre obligatoire pour les navires opérant dans la zone de la Convention l'activation de leur système d'identification automatique (SIA), afin de prévenir les collisions et ainsi améliorer la sécurité. Cette proposition indique qu'il est autorisé d'éteindre le SIA dans certaines circonstances extraordinaires, précisant toutefois que ces situations sont soumises à certaines conditions de déclaration. La Coalition des opérateurs légaux de légine indique que l'activation continue du SIA permettra aux armements de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) de détecter la présence d'armements légaux dans la zone de la Convention.

38. Le SCIC examine la proposition du Royaume-Uni visant à modifier la MC 10-02 afin de clarifier quels incidents doivent être signalés à l'Organisation maritime internationale (OMI) et pour y inclure un nouveau paragraphe précisant comment déclarer à la CCAMLR les incidents ayant entraîné la mort d'une personne qui ne doivent pas être déclarés à l'OMI.

39. Le SCIC approuve les révisions de la MC 10-02 et les soumet pour considération à la Commission.

Mesure de conservation 10-03

40. Le SCIC examine la proposition de la Nouvelle-Zélande visant à modifier la MC 10-03 (CCAMLR-41/33) pour y inclure un paragraphe confirmant l'obligation des États de pavillon de s'assurer que les navires entrant dans le port d'une autre Partie contractante fournissent un préavis d'arrivée de 48 heures, comme l'exige le paragraphe 4 de la MC 10-03.

Mesure de conservation 10-04

41. Le SCIC examine la proposition avancée par le secrétariat pour une modification de la MC 10-04 (CCAMLR-41/19) visant à inclure le formulaire de demande de données VMS dans les paragraphes 16 et 25 et réviser le paragraphe 2 afin de supprimer une référence caduque sur la mise en œuvre retardée de la fréquence de transmission VMS toutes les heures pour toutes les pêcheries.

42. Le SCIC approuve l'ajout du formulaire et la suppression des références caduques dans la MC 10-04 et les soumet pour considération à la Commission.

Mesure de conservation 10-05

43. Le SCIC examine la proposition avancée par le secrétariat visant à modifier la MC 10-05 (CCAMLR-41/22) pour ne plus demander de numéro de fax mais une adresse e-mail et l'approuve pour considération par la Commission.

44. Le SCIC examine également la proposition de l'Union européenne (UE) qui suggère de changer les définitions des termes exportation et réexportation dans la MC 10-05 afin de traiter les écarts de conformité avec le paragraphe 6 de la MC 10-05 dont il a été question dans la CCEP, notamment au regard de la circulation de la légine au sein de l'union douanière de l'UE. Certains Membres expriment leur inquiétude quant à ces changements et indiquent que davantage de discussions à ce sujet sont nécessaires. Le SCIC décide de renvoyer la proposition à la Commission pour en discuter plus avant.

Mesure de conservation 10-09

45. Le SCIC examine la proposition avancée par le secrétariat qui suggère de modifier la MC 10-09 (CCAMLR-41/18) pour y inclure un nouveau formulaire de préavis de

transbordement, éviter la confusion existant dans la référence au fuseau horaire et imposer la désignation de contacts désignés pour les transbordements. Les Membres sont en faveur du nouveau formulaire et de l'exigence révisée concernant la déclaration de l'heure, et le SCIC approuve ces changements et les soumet pour considération à la Commission.

46. Le SCIC examine également la proposition du Royaume-Uni visant à clarifier et harmoniser les exigences concernant le délai de préavis de transbordement des produits autres que les captures de ressources marines vivantes, les appâts et le carburant. Le SCIC approuve ces révisions et les soumet pour considération à la Commission.

47. Le SCIC examine la modification de la MC 10-09 proposée par la Corée (CCAMLR-41/24 Rév. 1) visant à encourager les Parties contractantes ainsi que les Parties non contractantes à fournir les informations visées au paragraphe 3 de la CM 10-02, concernant les navires transporteurs battant leur pavillon qui mènent des activités de transbordement dans la zone de la Convention. Le SCIC approuve le texte proposé en préambule de la proposition, mais le reste du texte ne fait pas consensus et est donc renvoyé à la Commission.

Mesure de conservation 10-10

48. Le SCIC examine la proposition avancée par l'UE, la Corée et les États-Unis pour une modification de la MC 10-10 (CCAMLR-41/35) visant à axer la Procédure CCAMLR d'évaluation de la conformité (CCEP) sur les réponses des Parties contractantes aux écarts de conformité identifiés dans le projet de rapport CCAMLR annuel de conformité préparé par le secrétariat, plutôt que sur la gravité des infractions sous-jacentes, y compris en ajoutant de nouvelles catégories de conformité. Aucune de ces propositions ne fait l'objet d'un consensus. Le SCIC renvoie la proposition à la Commission pour en discuter plus avant.

Mesures de conservation 21-01, 21-02 et 23-05

49. Le SCIC examine la proposition avancée par l'UE visant à modifier les MC 21-01, 21-02 et 23-05 (CCAMLR-41/25 Rév. 1). Les modifications proposées visent à préciser dans la MC 21-01 que la présence d'un observateur scientifique à bord est requise pour les nouvelles pêcheries, et à préciser dans la MC 21-02 que les observateurs scientifiques doivent être nommés conformément au SISO. Dans la MC 23-05, il est proposé de clarifier que les exigences en matière de collecte de données s'appliquent uniquement aux activités des navires qui n'ont pas d'observateur scientifique à bord nommé conformément au SISO.

50. Concernant les changements qu'il est proposé d'apporter à la MC 21-02, la République populaire de Chine (Chine) souligne qu'elle pourrait apporter sa voix au consensus dans la mesure et à condition que les observateurs auxquels il est fait référence incluent les observateurs nationaux. Sans préjudice de ce qui précède, le SCIC approuve les changements proposés à la MC 21-02 et les soumet pour considération à la Commission.

51. Concernant la MC 21-01, certains Membres estiment qu'il devrait être envisageable de confier l'observation dans les nouvelles pêcheries aux observateurs scientifiques nationaux. Le SCIC ne parvient pas à un consensus et renvoie ces propositions à la Commission pour qu'elle en discute plus avant.

52. Concernant la MC 23-05, d'après les explications du secrétariat selon lesquelles en pratique, certaines dispositions sont maintenant caduques, l'UE suggère qu'il serait utile que le secrétariat prépare une relecture de cette mesure de conservation et la soumette à la prochaine réunion annuelle.

Mesure de conservation 26-01

53. Le SCIC examine la proposition avancée par l'UE pour une modification de la MC 26-01 (CCAMLR-41/26 Rév. 1) en vue d'améliorer les dispositions ayant trait à la protection environnementale. Cette proposition étend l'interdiction de déverser des ordures (selon des conditions spécifiques), de la volaille, des eaux usées et des déchets d'usine et rejets de la pêche (en application de conditions spécifiques) à l'ensemble de la zone de la Convention de la CCAMLR, remplace la référence « navires pêchant » par « navires de pêche », comme défini dans la MC 10-03, et aligne les exigences opérationnelles sur celles de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (Convention MARPOL).

54. Le SCIC approuve les changements et les soumet à la Commission pour adoption.

Mesure de conservation 31-02

55. Le SCIC examine la proposition avancée par la Russie visant à modifier la MC 31-02 (CCAMLR-41/39) pour y inclure la déclaration des données associées à la remontée tardive d'engins de pêche après la fermeture d'une pêcherie.

56. La Russie considère que la déclaration de ces données permettrait au SCIC de mieux comprendre les facteurs ayant contribué à la remontée tardive et comment éviter que cela ne se reproduise à l'avenir. N'ayant pas fait consensus, la proposition est renvoyée à la Commission.

Proposition pour l'amélioration de la gestion des pêcheries de krill de la CCAMLR

57. Le SCIC examine la proposition des États-Unis et de l'Australie (CCAMLR-41/36 Rév. 1) visant à améliorer la gestion des pêcheries de krill antarctique (*Euphausia superba*) de la CCAMLR. Il y est recommandé de réviser plusieurs mesures de conservation (MC 10-03, 10-04, 10-09, 23-06, 51-01, 51-02, 51-03, 51-06 et 51-07) afin d'améliorer le suivi des stocks de krill, des espèces voisines ou dépendantes, des navires opérant dans les pêcheries de krill et du commerce de krill et de ses produits dérivés. Les modifications proposées pour les MC 10-03, 10-04, 10-09, 51-01, 51-02, 51-03, 51-06 et 51-07 ne faisant pas consensus, le SCIC renvoie la proposition à la Commission pour qu'elle soit discutée plus avant.

58. Dans les révisions proposées de la MC 10-03, il était question d'amender le paragraphe 2 pour exiger le contrôle de tous les navires transportant des ressources marines vivantes de l'Antarctique, y compris le krill et ses produits dérivés. Elles incluaient également l'amendement du tableau B figurant à l'annexe 10-03/B, pour inclure les références à la MC 25-03 (présence de câbles de contrôle des filets), et aux MC 51-01, 51-02 et 51-03 (présence de dispositifs d'exclusion des mammifères marins). Elles auraient en outre ajouté au tableau C les codes de produits associés au krill, y compris le krill bouilli, décortiqué et l'huile de krill.

59. La Chine estime que les éléments contenus dans le tableau B sont mieux adaptés pour les contrôles effectués en mer, plutôt qu'au port, mais elle soutient néanmoins l'ajout de nouveaux codes de produits dérivés du krill dans le tableau C. Elle est d'avis qu'il ne convient pas de traiter de la même manière les différentes catégories de pêcheries lors des contrôles portuaires. La Chine n'accepte pas la proposition selon laquelle les Parties contractantes devraient contrôler 100 % des navires de pêche transportant du krill qui entrent dans leurs ports.

60. Les révisions proposées des MC 10-04 auraient apporté des modifications au paragraphe 11 pour exiger de toutes les Parties contractantes qu'elles transfèrent les relevés VMS et les messages pour tous les navires de pêche opérant dans la zone de la Convention au maximum une heure après leur réception.

61. Cette proposition est soutenue par certains Membres, cependant la Chine exprime son inquiétude quant au bien-fondé de telles révisions, dans la mesure où la pêche INN n'est pas un problème dans les pêcheries de krill, et puisque les mesures de conservation sont mises en œuvre correctement. La Russie se range à l'avis de la Chine, mais indique qu'elle est disposée à discuter des améliorations qui pourraient être apportées au VMS à l'avenir.

62. Certains Membres signalent les avantages que présente une utilisation de toutes les capacités du VMS pour le suivi des navires.

63. Les révisions proposées de la MC 10-09 interdiraient le transbordement entre les navires de Parties contractantes et ceux de PNC. Alors que certains Membres sont réticents aux changements proposés, d'autres Membres sont en faveur du suivi et du contrôle des transbordements au sein de la CCAMLR, en adéquation avec les lignes directrices de la FAO à suivre volontairement pour le transbordement adoptées récemment.

64. Le SCIC note que la déclaration des captures accessoires au niveau taxonomique le plus bas dans les pêcheries de krill est importante et accepte de réviser la MC 23-06 pour harmoniser les déclarations de captures accessoires dans les pêcheries de krill avec les exigences auxquelles sont soumises toutes les autres pêcheries, telles que visées à la MC 23-04. Le SCIC approuve cette proposition d'amendement de la MC 23-06 et la renvoie à la Commission.

65. Les révisions proposées des MC 51-01, 51-02 et 51-03 permettraient l'enregistrement de l'accès aux pêcheries de krill, s'il est autorisé conformément aux notifications de projets de pêche approuvées, comme c'est le cas pour la série de MC 41 pour la légine. Certains Membres trouvent préoccupant de devoir actualiser ces mesures annuellement pour enregistrer l'accès aux pêcheries. Certains Membres suggèrent que cette question serait mieux traitée dans une autre ou une nouvelle mesure de conservation.

66. Les révisions proposées de la MC 51-06 exigeraient la présence d'au moins un observateur nommé conformément au SISO. Cette proposition ne fait pas l'objet d'un consensus.

Procédure d'évaluation de la conformité de la CCAMLR (CCEP)

67. Le SCIC prend note du compte rendu et de l'analyse du secrétariat sur la CCEP (CCAMLR-41/15) qui lui ont été soumis cette année, et souligne le niveau de conformité élevé relevé pour la plupart des mesures ayant trait à la conformité. Il constate de plus que la plupart

des écarts de conformité identifiés concernaient les MC 10-05 et 10-09, malgré une nette amélioration de la conformité à ces deux mesures de conservation depuis la réunion 2021 du SCIC.

68. Le SCIC note que le secrétariat a demandé une clarification sur la mise en application du document concernant le protocole de marquage et accepte la recommandation selon laquelle le secrétariat devrait rédiger un manuel d'utilisation pour accompagner le protocole de marquage, afin de clarifier les obligations relatives à ces méthodes.

69. Le SCIC note qu'un navire a poursuivi ses activités de pêche lors d'une sortie pendant la saison 2021/22 car ses balances étaient hors d'usage et qu'il a fait estimer le reste des captures par le membre de l'équipage le plus expérimenté. Il se déclare préoccupé par le fait que ce navire ait continué à pêcher et qu'il ait déclaré les données de capture de cette manière et il recommande de faire examiner cette question par le Comité scientifique afin de mieux comprendre les conséquences possibles de cette situation sur les données.

70. Le SCIC indique que le secrétariat a été informé de trois incidents ayant entraîné la perte de vies humaines pendant la saison 2021/22 et que celui-ci a demandé des clarifications afin de déterminer si ces incidents, en vertu du paragraphe 9 de la MC 10-02, devaient faire l'objet d'une enquête.

71. Le SCIC offre ses sincères condoléances aux familles des défunts, victimes des conditions dangereuses et de l'éloignement qui caractérisent l'océan Austral. Il décide de revoir le paragraphe 9 de la MC 10-02, pour clarifier que toutes les pertes de vie humaine en mer doivent lui être déclarées et pour préciser quels incidents devraient être déclarés à l'OMI.

72. Le SCIC prend note du bref exposé du secrétariat sur l'historique des 10 ans de la CCEP (CCAMLR-41/BG/11).

Rapport provisoire de conformité

73. Conformément au paragraphe 3 i) de la MC 10-10, le SCIC examine les 68 écarts de conformité potentiels relevés dans le rapport de synthèse de la CCEP (CCAMLR-41/15). Après avoir consulté les Membres, le SCIC adopte, en vue d'un nouvel examen par la Commission, son rapport provisoire de conformité annuel (appendice I) conformément à la MC 10-10. En faisant cela, il note qu'il n'y a pas eu consensus sur le statut de conformité de six cas et, en conséquence, il n'a pas enregistré de statut de conformité dans les sections respectives du rapport provisoire de conformité. Le SCIC est d'avis que ce processus ne devrait pas créer de précédent et qu'il devrait éviter qu'une telle situation se reproduise à l'avenir.

Mesure de conservation 10-01

74. Le SCIC examine l'application de la MC 10-01 par l'Ukraine concernant le marquage des navires et engins de pêche. Il accepte le statut de non-conformité mineure (niveau 1).

Mesure de conservation 10-02

75. Le SCIC examine l'application de la MC 10-02 par l'Australie concernant le délai de transmission de la licence de pêche de l'un de ses navires. Il note que cette omission a été constatée lors de la soumission d'une déclaration CE pour une période de 10 jours au secrétariat.

Mesure de conservation 10-03

76. Le SCIC examine l'application du paragraphe 4 de la MC 10-03 par l'Uruguay concernant l'exigence pour les navires de fournir au moins 48 heures avant toute entrée dans un port les informations visées à l'annexe 10-03/A de la MC 10-03. L'Uruguay indique que le navire a transmis les informations aux autorités de pêche et qu'il ne bat plus pavillon uruguayen. Il a contacté les propriétaires afin de garantir que cela ne se produirait plus.

77. Le SCIC examine l'application du paragraphe 5 de la MC 10-03 par l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni concernant l'obligation d'effectuer un contrôle portuaire dans les 48 heures suivant l'entrée dans un port d'un navire. Par ailleurs, l'Afrique du Sud rappelle que la formation prévue par le secrétariat pour 2020 a été différée et demande qu'elle soit dispensée en 2023.

78. Les États-Unis rappellent avec inquiétude que la question des contrôles portuaires tardifs de l'Afrique du Sud a déjà été traitée lors de la réunion 2021 du SCIC (SCIC-2021, paragraphe 50) et note que ces retards sont un sujet sérieux. L'Afrique du Sud prend note des inquiétudes des États-Unis et rappelle que la formation prévue par le secrétariat en 2020 a été reportée en raison de la pandémie de COVID-19, et qu'elle s'efforce d'améliorer son infrastructure informatique et de recruter des contrôleurs supplémentaires. Le SCIC encourage le secrétariat à organiser cet atelier et approuve le statut auto-attribué des trois écarts de conformité.

79. Le SCIC examine l'application du paragraphe 8 de la MC 10-03 par quatre Membres concernant la transmission d'un compte rendu de contrôle portuaire au secrétariat dans les 30 jours suivant la date de contrôle (ou dès que possible en cas d'écart de conformité).

80. Le Royaume-Uni note que le retard du compte rendu du contrôle portuaire était dû à une demande de clarifications du contenu émanant du responsable du contrôle portuaire, mais qu'étant en mer, la capacité de communication de l'agent concerné était réduite. Le SCIC reconnaît la nécessité d'interpréter l'application de la MC 10-03. Il examine la proposition du Royaume-Uni de réviser la MC 10-03, mais l'absence de consensus ne permet pas d'adopter les révisions proposées.

Mesure de conservation 10-04

81. Le SCIC examine l'application du paragraphe 2 de la MC 10-04 par la Norvège concernant l'obligation pour tous les navires de pêche opérant dans les pêcheries de poissons dans la zone de la Convention de transmettre leurs données VMS toutes les heures.

82. Le SCIC examine l'application du paragraphe 6 de la MC 10-04 par la France concernant l'obligation pour les capitaines de navires de pêche, les propriétaires ou leurs représentants habilités de s'assurer que le transmetteur automatique de position (ALC) n'a pas été manipulé dans un but frauduleux. La France indique qu'il est possible d'ouvrir les balises VMS sans briser le scellé inviolable, mais que l'enquête n'a pas montré de manipulation frauduleuse des données. Le SCIC note qu'il existe plusieurs types de scellés inviolables et que la MC 10-04 ne donne pas de spécifications techniques à propos de leur conception et de leur application pour éviter leur manipulation frauduleuse.

83. Le SCIC examine l'application du paragraphe 13 de la MC 10-04 par l'Australie et le Chili concernant l'obligation des États de pavillon de notifier au secrétariat dans les 24 heures les entrées, les sorties et les déplacements entre les sous-zones de la zone de la Convention de chacun de ses navires de pêche.

Mesure de conservation 10-05

84. Le SCIC examine l'application du paragraphe 6 de la MC 10-05 par les Parties contractantes concernant l'interdiction d'exporter ou de réexporter de la légine qui ne serait pas accompagnée d'un certificat d'exportation de *Dissostichus* (CED) ou d'un certificat de réexportation de *Dissostichus* (CRED).

85. Concernant l'application du paragraphe 6 de la MC 10-05 par la Belgique, la France et les Pays-Bas, l'UE clarifie que pour la circulation de *Dissostichus* spp., des contrôles douaniers sont réalisés et des frais de douane payés lorsque les produits entrent dans l'union douanière de l'UE. Dès lors, ils peuvent circuler librement au sein de l'UE sans que d'autres contrôles ou frais douaniers ne soient nécessaires. L'UE rappelle que la situation des Membres dont le territoire fait partie d'une union douanière est censée être traitée dans les définitions d'« exportation » et de « réexportation » dans les paragraphes 1v) et ix) de la MC 10-05 respectivement. Le SCIC note que la MC 10-05 nécessite des clarifications concernant ces définitions et attribue le statut de « Cas nécessitant une interprétation par le SCIC » aux questions de circulation de légine au sein de l'union douanière de l'UE. L'UE note que l'application du paragraphe 6 de la MC 10-05 par la France et les Pays-Bas quant au commerce en dehors de l'UE concerne des activités qui ont eu lieu avant l'amendement de la MC 10-05 adopté en 2021 et qu'elle devrait se voir attribuer le statut de « Cas nécessitant une interprétation par le SCIC » qui avait été octroyé dans des cas similaires lors de la réunion du SCIC en 2021. Le statut de conformité de ces questions concernant la France et les Pays-Bas ne fait pas consensus.

86. Concernant l'application du paragraphe 6 de la MC 10-06 par le Chili, le SCIC note qu'un agent contrôleur de la pêcherie avait lancé une procédure d'approbation manuelle pour s'assurer que le CED avait bien été émis avant la date d'exportation pour chaque transfert de *Dissostichus* spp. et des produits qui en sont dérivés. Le SCIC demande au secrétariat d'intégrer à l'e-SDC un système qui alerterait les utilisateurs du fait qu'ils valident un CED ou un CRED après la date d'exportation déclarée.

Mesure de conservation 10-09

87. Le SCIC examine l'application par six Parties contractantes du paragraphe 2 de la MC 10-09, en vertu duquel chaque Partie contractante en qualité d'État du pavillon doit notifier au secrétariat au moins 72 heures à l'avance toute intention de ses navires d'effectuer un transbordement dans la zone de la Convention.

88. Les États-Unis notent que la Russie, en tant qu'État du pavillon, est responsable de l'application des mesures de conservation de la CCAMLR, en particulier la MC 10-09 par les navires battant son pavillon, même lorsque l'armateur est d'une nationalité différente. Le SCIC décide d'assigner un statut de non-conformité mineure (niveau 1).

89. Le SCIC examine l'application par quatre Parties contractantes du paragraphe 3 de la MC 10-09, qui prévoit que chaque Partie contractante, en sa qualité d'État du pavillon, notifie au secrétariat, au moins deux heures à l'avance, l'intention de l'un de ses navires d'effectuer le transbordement de marchandises autres que des ressources marines vivantes pêchées, des appâts ou du carburant dans la zone de la Convention.

90. Le Royaume-Uni précise que, si la notification a été envoyée moins de deux heures avant le transbordement, le capitaine y déclarait toutefois que le moment auquel se déroulerait l'activité dépendrait de l'état des glaces, et que finalement le transbordement a eu lieu plus de deux heures après l'envoi de la notification. Le SCIC accepte d'assigner le statut de « Cas nécessitant une interprétation par le SCIC » et examine les termes du paragraphe 3 de la MC 10-09.

91. Le SCIC examine l'application par six Parties contractantes du paragraphe 5 de la MC 10-09 en vertu duquel chaque Partie contractante est tenue de confirmer au secrétariat dans les trois (3) jours ouvrables qu'un de ses navires a réalisé un transbordement dans la zone de la Convention.

92. Le SCIC examine l'application par trois Parties contractantes du paragraphe 8 de la MC 10-09, conformément auquel aucun navire ne peut effectuer de transbordement dans la zone de la Convention sans notification préalable, en vertu des paragraphes 2, 3 et 4 de la MC 10-09.

Mesure de conservation 25-02

93. Le SCIC examine l'application du paragraphe 4 de l'annexe 25-02/A de la CM 25-02 par trois Membres, concernant l'exigence selon laquelle la longueur des banderoles les plus éloignées sur la ligne d'effarouchement des oiseaux doit mesurer au minimum 1 mètre. L'Ukraine explique que la compagnie fera en sorte que les lignes de banderoles soient en conformité à l'avenir. Le SCIC décide d'assigner un statut de non-conformité mineure (niveau 1).

94. Le SCIC examine l'application du paragraphe 4 de l'annexe 25-02/A de la CM 25-02 par l'Ukraine concernant l'exigence selon laquelle les lignes de banderoles doivent être constituées d'une corde ou d'un tube en plastique de couleur vive.

Mesure de conservation 26-01

95. Le SCIC examine l'application par la Chine du paragraphe 1 de la CM 26-01, qui interdit de déverser en mer des matières plastiques, conformément à la réglementation à l'annexe V de MARPOL relative à la prévention de la pollution par les ordures des navires.

96. Le SCIC examine l'application par deux Membres du paragraphe 9 de la CM 26-01 concernant l'interdiction de déverser ou de rejeter des déchets d'usine ou de pêche au sud de 60°S. Il note qu'il s'agit d'un malentendu tant de la part de la France que de l'Uruguay lorsqu'ils ont rempli la fiche de données C2 et que, dans les deux cas, les déversements ont bien eu lieu au nord de 60°S. Il décide ainsi d'octroyer le statut de « En conformité » à ces deux cas.

Mesure de conservation 31-01

97. Le SCIC examine l'application par le Royaume-Uni de la MC 31-01 qui exige que la Commission établisse, pour chaque saison de pêche, les limites ou autres mesures qui s'avèreraient nécessaires dans les environs de la Géorgie du Sud.

98. L'Argentine fait la déclaration suivante :

« Les quatre navires battant pavillon britannique ont commis une infraction à la MC 31-01. Ladite mesure de conservation détermine que la Commission adopte des limites de capture ou des mesures équivalentes afin de réglementer la pêche dans la sous-zone 48.3. Étant donné que la MC 41-02 mettant en œuvre cette question n'a pas été reconduite en 2021, comme l'a reconnu le Royaume-Uni dans ses notes, il n'existe aucun moyen logique de respecter la MC 31-01. L'Argentine estime que ces quatre écarts de conformité concernant les quatre navires battant pavillon britannique ayant pêché dans la sous-zone 48.3 cette saison devraient se voir assigner le statut de « Non-conformité grave » (niveau 3) dans le rapport CCAMLR provisoire de conformité adopté par le SCIC et qui devra être soumis pour considération à la Commission. »

99. Certains Membres sont d'avis qu'il était approprié de la part du secrétariat d'ajouter les navires *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince* et *Polar Bay* au rapport de synthèse de la conformité car l'octroi des licences de pêche et donc le droit de pêche sont en violation de la MC 31-01. Ils expliquent que, comme cela est déclaré dans le rapport CCAMLR-40, lorsque la MC 41-02 n'a pu être adoptée par la CCAMLR, ils ne s'attendaient pas à ce que des activités de pêche à la légine aient lieu dans la sous-zone 48.3 pendant la saison de pêche 2021/22. Certains Membres indiquent également que la pêche dans la zone de la Convention ne devrait pas avoir lieu tant que des mesures applicables convenues par la CCAMLR ne sont pas mises en place dans la pêcherie, afin d'instaurer des limites de capture, des limites de capture accessoire, des mesures d'atténuation, des collectes et des déclarations des données ainsi que d'autres conditions, et qu'ils sont disposés à collaborer avec d'autres Membres pour trouver un moyen de régler cette situation.

100. La Russie exprime son soutien à l'Argentine et fait remarquer que c'est à la Commission qu'il revient de réglementer la pêcherie de légine de la sous-zone 48.3. Elle note que du fait de l'absence de consensus au sein de la Commission sur une limite de capture pour la sous-zone 48.3 en 2021, la MC 41-02 n'a pu être prorogée. La Russie rappelle que conformément à l'article IX de la Convention, l'approbation des limites de capture des pêcheries et leur

application font déjà l'objet d'un processus, et attire de plus l'attention sur l'article XXII concernant les activités des Membres allant à l'encontre des objectifs de la Convention. Elle indique que, du fait que le Royaume-Uni n'a pas fait objection à l'application de la MC 31-01, il est essentiel d'appliquer une limite de capture pour toutes les opérations de pêche de la sous-zone 48.3.

101. Le Royaume-Uni indique qu'il a déjà présenté dans le détail sa position concernant la pêcherie de légine de la sous-zone 48.3. Il confirme avoir entendu le point de vue exprimé par certains Membres, mais note la connexion entre cette question et l'article IV de la Convention et le fait qu'il s'agisse d'une question extrêmement sensible. De fait, il sera impossible de parvenir à un consensus sur le sujet.

102. Le SCIC ne parvient pas à un consensus sur le statut de conformité à assigner à ces quatre écarts et décide donc qu'ils apparaîtront dans le rapport CCEP avec la mention « Non-octroi d'un statut » en vertu de la MC 31-01.

Mesure de conservation 41-01

103. Le SCIC examine l'application par la France du paragraphe 2 i) de l'annexe 41-01/C de la MC 41-01 concernant le marquage et la remise à l'eau des légines d'après le protocole de marquage de la CCAMLR. Il sollicite l'avis du président du Comité scientifique, comme cela est indiqué au point 7 de l'ordre du jour. Suivant cet avis, la France confirme que conformément au protocole de marquage, la légine n'a pas été gaffée. Elle se réfère en outre aux rapports des observateurs du SISO qui étaient à bord des navires au cours des saisons précédentes, qui déclarent que la perche reposait sur l'opercule osseux couvrant la branchie afin de stabiliser et de soulager le poisson sans le blesser. Les poissons ont été remontés à bord du navire, où l'observateur scientifique a vérifié qu'ils se prêtaient au marquage et à la remise à l'eau. En se basant sur l'avis et les clarifications fournies par le président du Comité scientifique et la France, le SCIC octroie le statut de « En conformité » à cet écart. Il demande au Comité scientifique d'envisager, lors de l'atelier sur le marquage de la CCAMLR qui se tiendra l'année prochaine, l'utilisation de perches émoussées pour remonter les poissons. Il demande également un rapport sur les différentes méthodes de marquage et sur leurs effets potentiels sur la survie de la légine après sa remise à l'eau.

104. Le SCIC examine l'application par deux Membres du paragraphe 2 iii) de l'annexe 41-01/C de la MC 41-01 concernant l'exigence selon laquelle tout navire doit atteindre un taux minimal de cohérence du marquage de 60 % pour chaque espèce de *Dissostichus*. Il prend note de l'inquiétude de la Russie qui craint l'impact potentiel sur les évaluations de stocks si le taux de cohérence du marquage n'est pas atteint. Sur l'avis du président du Comité scientifique mentionné au point 7 de l'ordre du jour, le SCIC accepte d'octroyer le statut de « Cas nécessitant une interprétation par le SCIC ».

105. Le SCIC examine l'application par l'Espagne du paragraphe 4 de l'annexe 41-01/C de la MC 41-01 concernant l'exigence de déclarer toutes les données de marquage dans les données mensuelles C2 du navire. Il prend note de l'explication de l'UE, qui indique que c'est par inadvertance que les informations de marquage n'ont pas été transmises, mais que la fiche C2 a depuis été fournie.

Mesure de conservation 41-09

106. Le SCIC examine l'application par le Royaume-Uni du paragraphe 6 de la MC 41-09, qui exige d'un navire qu'il se déplace de 5 milles nautiques quand la capture accessoire d'une espèce est égale ou supérieure à 1 tonne et qu'il ne retourne pas avant cinq jours au moins dans un rayon de 5 milles nautiques du lieu où la capture accessoire a excédé 1 tonne.

107. Le SCIC examine l'application par trois Membres du paragraphe 13 de la MC 41-09 exigeant que les légines soient marquées à raison d'au moins un poisson par tonne de capture en poids vif dans chaque unité de recherche à petite échelle (SSRU). Il prend note de l'explication de l'Australie selon laquelle le navire utilisait un calculateur de taux de marquage ayant calculé de manière incorrecte le taux de marquage à l'échelle de la sous-zone plutôt que de la SSRU et que cette erreur avait été corrigée afin que cet écart ne se reproduise pas.

108. Le SCIC note que deux navires battant pavillon de la Nouvelle-Zélande ont atteint le taux de marquage à l'échelle de la pêcherie et que le Comité scientifique a entamé des discussions sur l'application des taux de marquage à l'échelle de la gestion de la pêcherie plutôt que de la SSRU.

Mesure de conservation 91-05

109. Le SCIC examine l'application du paragraphe 24 de la MC 91-05 par deux Membres concernant l'exigence pour les États de pavillon de notifier au préalable au secrétariat l'entrée de leurs navires de pêche dans l'aire marine protégée de la région de la mer de Ross (AMPRMR). Il note que la connexion satellite en dessous de 70°S était mauvaise sur le navire espagnol et que celui-ci cherche une solution à ce problème.

Révision de la MC 10-10

110. Le SCIC examine le rapport sur l'approche permettant d'évaluer et de renforcer les procédures et l'efficacité en matière de conformité au sein des organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP) (CCAMLR-41/BG/18). Lors de la présentation de son document, la Corée fait observer que, bien que la CCAMLR ne soit pas une ORGP, le rapport contient une série de recommandations et d'outils pouvant permettre une amélioration et un renforcement des procédures de conformité tels que la CCEP de la CCAMLR (MC 10-10).

111. La Coalition sur l'Antarctique et l'océan Austral (ASOC) note l'intérêt des outils et recommandations présentés dans le document et préconise de poursuivre les efforts visant à améliorer la CCEP par la considération et l'adoption des recommandations pertinentes contenues dans le rapport.

Pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de la Convention

Niveau actuel de la pêche INN

112. Le SCIC prend note du document CCAMLR-41/BG/19 qui présente les détails d'une subvention de l'UE de 200 000 € accordée à la CCAMLR pour un projet de soutien à la conformité et à la gouvernance au sein de la CCAMLR d'une durée de 18 mois, dont 70 000 € seront destinés aux travaux en collaboration continue avec Interpol pour identifier et contrecarrer les activités de pêche INN de 2022 à 2024. Il ajoute que le document présente le rapport final soumis par Interpol à l'égard des activités en rapport avec la subvention de 2019 ainsi qu'un aperçu des activités qu'il est prévu d'entreprendre grâce à la nouvelle subvention accordée par l'Union européenne pour 2022–2024.

113. Le SCIC reçoit le rapport d'Interpol et remercie celui-ci d'avoir coordonné les efforts déployés pour lutter contre les activités de pêche INN dans le monde.

114. Le secrétariat présente le document CCAMLR-41/16 Rév. 2 sur les activités de pêche INN et les tendances de 2021/22, et avise que ce document a déjà fait l'objet de discussions lors de la réunion du WG-FSA (WG-FSA-2022, paragraphes 3.7 et 3.8). Le SCIC constate qu'aucun navire inscrit sur la liste des navires INN-PNC n'a été observé par les Membres à l'intérieur de la zone de la Convention en 2021/22.

115. Le SCIC note par ailleurs qu'Interpol a communiqué des informations à la CCAMLR sur le navire *Cobija* qui figure sur la liste des navires INN de l'Organisation des pêches de l'Atlantique sud-est (OPASE), soupçonné de mener des activités de pêche visant la légine dans les divisions 58.4.2 et/ou 58.4.3 et qui est toujours détenu au Yémen. Il demande au secrétariat de rester en contact avec Interpol en ce qui concerne le *Cobija* et de communiquer les informations qu'il pourrait obtenir à son sujet.

116. Le SCIC examine les informations sur les engins de pêche INN contenues dans le document CCAMLR-41/16 Rév. 2 et prend note de la discussion rapportée au paragraphe 3.9 de WG-FSA-2022 sur les méthodes de marquage des engins de pêche qui serviront à améliorer les estimations liées aux engins de pêche INN. Il ajoute qu'un e-groupe spécialisé *Unidentified fishing gear in the Convention Area* (Engins de pêche non identifiés dans la zone de la Convention) a été établi pour discuter du marquage des engins de pêche et encourage les Membres à y participer.

117. Le SCIC approuve les propositions du secrétariat qui entendent :

- i) examiner les données détenues par la CCAMLR afin d'identifier les organisations, les capitaines et les capitaines de pêche qui sont associés à des navires ou activités de pêche INN connus
- ii) développer un plan d'action pour un meilleur partage de l'information et un renforcement de la collaboration en vue de lutter contre les activités de pêche INN, qui serait soumis à la réunion 2023 du SCIC (paragraphe 12).

Liste des navires INN-PNC

118. Le SCIC examine la Liste provisoire des navires INN-PNC dressée dans le document CCAMLR-41/16 Rév. 2. Le secrétariat note que la liste INN-PNC n'a fait l'objet d'aucun ajout et qu'aucun changement n'a été apporté aux informations concernant les navires figurant sur cette liste. La liste proposée des navires INN-PNC pour 2022/23 est présentée en appendice II et soumise pour adoption à la Commission.

Liste des navires INN-PC

119. Le SCIC examine la liste provisoire des navires INN-PC sur laquelle il a été proposé d'inclure les navires britanniques *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince* et *Polar Bay*.

120. L'Afrique du Sud fait le point sur l'état d'avancement de l'enquête sur le navire *El Shaddai* qui figure sur la liste des navires INN-PC. Elle déclare qu'une enquête criminelle est en cours sur les activités du navire et qu'un complément d'information sera présenté dès que possible.

121. Le SCIC prend note du document de l'Argentine (CCAMLR-41/BG/36) qui explique pourquoi les activités de pêche menées cette saison sur *D. eleginoides* dans la sous-zone 48.3 enfreignent la MC 31-01.

122. L'Argentine fait alors la déclaration suivante :

« L'Argentine réitère sa demande d'inscription des quatre navires battant pavillon britannique sur la liste proposée des navires INN-PC, car ceux-ci ont pêché en infraction au cadre juridique de la CCAMLR, contribuant ainsi à diminuer l'efficacité des mesures de conservation de notre organisation. Ces navires n'ont pas respecté les mesures de conservation en vigueur, puisqu'ils ont agi à l'encontre de la MC 31-01 (1986) en pêchant de la légine australe dans la sous-zone 48.3 en 2022, sans qu'une mesure de conservation de la Commission ne l'autorise. De la même façon, ils ont pêché dans une pêcherie fermée en raison de la non-reconduction de la MC 41-02 en 2021. Plus spécifiquement, ils ont mené des activités interdites par les sous-sections iii) et viii) du paragraphe 5 de la MC 10-06 en pêchant dans des zones fermées, enfreignant la MC 31-01.

L'Argentine souligne que le Royaume-Uni est le seul Membre à avoir mené des activités de pêche lors de la saison 2021/22 dans la sous-zone 48.3, notant que d'autres Membres qui y pêchaient par le passé ne l'ont pas fait en 2022, et que d'autres Membres encore ont refusé l'importation de légine issue de cette pêcherie car ils savaient que ces actions allaient à l'encontre de la CCAMLR.

L'Argentine exprime des préoccupations concernant l'utilisation du système de documentation des captures par le Royaume-Uni pour cette pêcherie. Elle précise que dans sa lettre du 16 juin 2022 (COMM CIRC 22/59), elle avait demandé au secrétariat de ne pas approuver ou rendre disponible pour quelque opération commerciale que ce soit les données de capture collectées par ces navires puisqu'il s'agissait de pêche INN. L'Argentine déclare qu'elle a demandé les informations à ce sujet via les canaux appropriés afin de pouvoir en discuter au sein du SCIC, mais que malheureusement, le Royaume-Uni a systématiquement refusé de fournir ces données.

L'Argentine note que seul un pays, le Royaume-Uni, a pêché dans la sous-zone 48.3 bien qu'il sache que la MC 41-02 n'avait pas été reconduite et que la MC 31-01 exigeait que la pêche soit autorisée par une mesure de conservation. Les mesures unilatérales qui ont été prises n'étaient pas autorisées par la déclaration du président de 1980 ou par le droit international, au regard de l'existence d'un conflit de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni concernant cette zone. L'Argentine estime également que cela constitue une grave infraction à la réglementation de la CCAMLR, et que des sanctions devraient être prises de manière ferme et claire afin d'éviter que ne se reproduisent de tels incidents à l'avenir.

L'Argentine rappelle que les Parties contractantes sont tenues de coopérer en prenant les mesures qui s'imposent pour contrecarrer toute activité qui ne serait pas conforme à l'objectif de la Convention. Le fait d'avoir exploité commercialement une pêcherie qui aurait dû être fermée la saison dernière en raison de l'absence d'une mesure de conservation la régulant va à l'encontre des mesures de conservation de la CCAMLR et met en péril l'atteinte des objectifs de la CCAMLR. C'est pourquoi l'Argentine estime que ces activités de pêche menées par les quatre navires britanniques susmentionnés devraient être considérées comme de la pêche INN par le SCIC et la Commission. »

123. L'UE fait la déclaration suivante :

« Concernant le document CCAMLR-40/BG/36, le Royaume-Uni ne se range pas à l'avis selon lequel la pêche d'une espèce particulière dans la sous-zone 48.3 n'est permise que si des limites de capture ont été définies pour cette espèce. Une telle interprétation inverserait la position normale définie par la Convention. La Convention ne définit pas de limites spécifiques, d'interdictions ou de conditions pour la pêche dans la zone de la Convention. Au lieu de cela, l'article IX requiert que les mesures de conservation fassent l'objet d'un accord fondé sur les meilleures informations scientifiques disponibles.

Les Parties à la Convention n'ont pas accepté de renoncer à leurs droits concernant les zones maritimes sous leur souveraineté ou sur lesquelles elles ont des revendications. Les articles IV 2) (b et c) expriment clairement que "Aucune disposition de la présente Convention, ni aucun acte ou activité intervenant pendant la durée de la présente Convention ... ne peut être interprété comme un abandon total ou partiel de la part d'aucune des Parties contractantes de tout droit ou revendication ou base de revendication d'exercer une juridiction d'État côtier en vertu du droit international à l'intérieur de la zone d'application de la Convention". Le même principe est énoncé dans la déclaration du président.

Ce qui est suggéré est que la MC 31-01 crée une présomption selon laquelle la pêche est interdite, à moins qu'un accord par consensus n'ait lieu. Cela équivaut en réalité à un droit de veto, que tout Membre peut exercer. Le Royaume-Uni n'accepte pas et n'acceptera jamais ce principe concernant les eaux qui sont les nôtres à l'intérieur de la sous-zone 48.3, comme nous le déclarons à cette Commission depuis sa création. En effet, depuis l'adoption de la MC 31-01, connue ensuite sous le nom de 7/V, la Commission a établi une série de limitations et autres mesures, exactement comme cela était prévu. Jusqu'à ce que ces limitations soient adoptées, il n'existait pas de présomption selon laquelle la pêche serait interdite et la pêcherie de légine en opération dans la sous-zone sans qu'il ne soit décidé d'une limite de capture.

Le Royaume-Uni a clairement exprimé lors de ses échanges avec la Commission qu'il estimait que cette situation était extrêmement regrettable, au regard du consensus bloqué par la Russie en raison d'arguments que les autres Membres du Comité scientifique ont démontré être sans fondement à maintes reprises et de manière exhaustive. »

124. La Russie fait la déclaration suivante :

« La Fédération de Russie partage le point de vue de l'Argentine selon lequel les actions menées dans la pêcherie de légine australe (*D. eleginoides*) dans la sous-zone 48.3 lors de la saison en cours, contredisent la MC 31-01 de la CCAMLR, comme cela est présenté dans le document CCAMLR-41/BG/36.

Les pêcheries de *D. eleginoides* dans la sous-zone statistique 48.3 sont réglementées par la Commission (MC 31-01). Néanmoins, lors de la 40^e réunion de la Commission, les Membres, en se fondant sur les recommandations du Comité scientifique, ont été incapables de s'accorder sur des limites de capture de *D. eleginoides* dans les pêcheries de la sous-zone 48.3 pour la saison 2021/22. En conséquence, la MC 41-02 n'a pas été reconduite pour la saison 2021/22 et la pêcherie de légine a été fermée pour 2022 (CCAMLR-40, paragraphes 6.21 et 9.14). Conformément à l'article IX de la Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (désignée par la suite comme Convention), la procédure a été établie pour une entrée en vigueur des mesures de conservation de la CCAMLR adoptées ou annulées par la Commission.

La Russie ne possède pas d'informations étayées selon lesquelles le Royaume-Uni aurait refusé la mise en œuvre de la MC 31-01.

Conformément au paragraphe 2 de la Convention, chaque Partie contractante doit prendre les mesures appropriées dans la limite de ses compétences afin d'assurer le respect des dispositions de cette Convention et des mesures de conservation adoptées par la Commission, auquel les Parties sont tenues conformément à l'article IX de cette Convention.

Ainsi, toute pêche de légine effectuée dans la sous-zone 48.3 pendant la saison en cours par les quatre navires battant pavillon britannique doit être identifiée par la CCAMLR comme de la pêche INN dans la zone de la CCAMLR, et la CCAMLR doit également, conformément au SDC (système de documentation des captures) actuel, aviser les États du port que les captures de *Dissostichus* spp. pêchées dans la sous-zone 48.3 de la CCAMLR en 2022 sont illégales.

À cet égard, la Russie recommande d'inscrire les quatre navires battant pavillon britannique sur la liste des navires INN-PC en tenant compte des informations diffusées par les Membres dans les circulaires COMM CIRC 22/49 et 22/106. »

125. L'Argentine fait la déclaration suivante :

« Concernant les arguments utilisés par le Royaume-Uni pour justifier ses actes illégaux, nous allons démontrer pourquoi ils sont inapplicables. Ces arguments se trouvent dans le document CCAMLR-41/BG/36 et dans la circulaire que nous avons diffusée en temps voulu.

L'argument exprimé par le Royaume-Uni dans la circulaire COMM CIRC 22/51 selon lequel "il n'existe pas de mesure de conservation en vigueur qui interdise de mener une opération de pêche dirigée sur la légine dans la sous-zone 48.3" ignore la non-reconduction de la MC 41-02 en 2021 et l'existence de la MC 31-01.

Ce qui permet la pêche en vertu de la Convention n'est pas l'absence d'interdiction, mais l'existence d'une mesure de conservation de la CCAMLR pour l'autoriser. Cela constitue l'approche de la CCAMLR depuis l'adoption de la MC 31-01 en 1986. Ainsi, si une mesure de conservation n'est pas adoptée, nous ne pouvons pas en déduire que la pêche est alors autorisée, car la Commission n'a pas défini de limite de capture basée sur les meilleures informations scientifiques disponibles.

En outre, l'Argentine déplore que le Royaume-Uni déforme la déclaration du président de la conférence sur la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique dans le but évident de cacher l'illégalité de sa conduite.

Ladite déclaration s'applique aux eaux entourant les îles Kerguelen et Crozet, et, en vertu du paragraphe 5, également aux eaux entourant les îles se trouvant dans les zones auxquelles s'applique la Convention et dont la souveraineté nationale est reconnue par toutes les Parties contractantes.

En revanche, la déclaration n'est pas applicable aux îles de Géorgie du Sud et aux eaux l'entourant, y compris la sous-zone 48.3, puisqu'elles font l'objet d'un conflit de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Ce conflit a été reconnu tant par la communauté internationale dans son ensemble que par le Royaume-Uni lui-même. Ainsi, il n'existe pas de souveraineté nationale reconnue par toutes les Parties contractantes comme l'exige le paragraphe de ladite déclaration. C'est pour cette raison que le Royaume-Uni n'est pas en droit d'adopter de mesures "nationales" unilatérales concernant ce territoire contesté, auquel seul le régime multilatéral de la CCAMLR s'applique. En conséquence, le Royaume-Uni n'a pas non plus le droit d'y pêcher, car il n'existe pas de mesure de conservation le lui permettant.

Pour conclure, l'Argentine souhaite rappeler que la question de l'interprétation de la déclaration du président a fait l'objet de discussions lors de la XV^e réunion de la CCAMLR (1996) (voir paragraphes 13.1 à 13.41 du rapport) et lors d'un échange de notes pendant la période d'intersession entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Lors de la réunion en question, la Commission "a exprimé qu'elle espérait que les parties agiraient de manière que la coopération en vertu de la CCAMLR n'en souffre pas et que la bonne foi exprimée par les deux parties continue." Plusieurs délégations ont également "souligné l'importance (...) de ne pas adopter de mesure unilatérale qui pourrait rendre plus difficile le fait de trouver une solution." De ce point de vue, il est regrettable que le Royaume-Uni ignore à présent un accord de longue date consistant à ne pas agir de manière à rendre plus difficile la résolution de ce problème. Les agissements unilatéraux de ce Membre se répercutent sur la CCAMLR et ont relancé les discussions sur la déclaration du président après 26 ans. L'Argentine incite vivement le Royaume-Uni à cesser ses mesures unilatérales en Géorgie du Sud et à éviter d'aggraver les différends dans le cadre de la Commission.

De plus, la République d'Argentine rejette fermement l'affirmation du Royaume-Uni exprimée dans la circulaire COMM CIRC 22/51 selon laquelle il applique la Convention

des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) en tant qu'État côtier supposé, aux espaces maritimes entourant la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les autres archipels qui font l'objet d'un conflit de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Le conflit de souveraineté en question a été reconnu par les deux pays ainsi que par l'assemblée générale de l'ONU, qui a adopté de nombreuses résolutions dans lesquelles les parties impliquées dans le conflit sont exhortées à chercher une solution pacifique et à s'abstenir de prendre des décisions entraînant des changements unilatéraux de la situation tant que lesdits territoires sont soumis au processus recommandé dans les résolutions 2065 (XX) et 3160 (XXVIII). Les agissements unilatéraux du Royaume-Uni ne sont compatibles ni avec l'énoncé, ni avec l'esprit de ces résolutions. »

126. L'UE fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni n'a aucun doute concernant sa souveraineté sur la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud et ses droits souverains sur les zones maritimes les entourant, comme le savent parfaitement tous les Membres. Le Royaume-Uni rejette l'interprétation présentée par l'Argentine de la mise en œuvre de la Convention et de la déclaration du président. Le Royaume-Uni continuera de mettre en œuvre les mesures de conservation pertinentes de la CCAMLR, adoptées en adéquation avec les meilleures informations scientifiques disponibles.

Le Royaume-Uni note qu'il a reçu une demande de données de la part de l'Argentine concernant la pêche de Géorgie du Sud. Cependant, elle n'incluait pas les informations requises en vertu des règles d'accès et d'utilisation des données de la CCAMLR, y compris la manière dont les informations seraient utilisées et dont le Royaume-Uni, en tant que propriétaire des données, serait impliqué. »

127. Le Chili note qu'il ne s'agit pas simplement d'un différend bilatéral et qu'en l'absence de l'adoption de la MC 41-02, il a avisé son industrie de la pêche de s'abstenir de pêcher dans la sous-zone 48.3 du fait que les activités en question sont considérées comme une pêche INN par la CCAMLR. Il indique par ailleurs que cet avis a pesé très lourd dans l'économie de son pays.

128. L'Uruguay soutient l'intervention du Chili, expliquant que lui-même participe depuis longtemps à la pêche de la sous-zone 48.3 et que, en raison de l'absence d'adoption de la MC 41-02, il a interdit en 2022 le débarquement de légine provenant de cette sous-zone dans ses ports.

129. La Norvège s'aligne sur l'un des commentaires du Chili, à savoir qu'il ne s'agit pas d'un problème bilatéral entre le Royaume-Uni et l'Argentine, mais d'une question concernant sérieusement toutes les parties à la CCAMLR. Elle reprend en outre l'argument du Royaume-Uni qui précise que c'est le comportement d'une tierce partie depuis des années qui est la source du problème. La Norvège rappelle l'article IV de la Convention, soulignant que les questions de souveraineté sur la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud sont sans rapport aucun avec les activités de la CCAMLR et qu'elles ne devraient pas s'immiscer dans les travaux de la Commission. L'objectif de la CCAMLR, décrit explicitement dans l'article II, est la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique, incluant l'utilisation rationnelle. Les débats du SCIC devraient se concentrer sur des questions d'intérêt pour la CCAMLR. En conclusion, la Norvège déclare qu'elle ne soutient pas l'opinion de certains Membres, selon lesquels la non-reconduction de la MC 41-02 devrait entraîner l'interdiction ou la fermeture des pêcheries de la sous-zone 48.3.

130. L'Argentine déclare qu'elle partage l'opinion de la Norvège et que le différend bilatéral sur la question de souveraineté entre elle-même et le Royaume-Uni ne devrait pas être débattu dans ce forum, mais que malheureusement, un autre Membre a introduit cette question dans les discussions. Elle considère qu'il ne s'agit pas uniquement d'un différend bilatéral, mais d'une question touchant les principes-mêmes de la CCAMLR. L'Argentine rappelle à tous les Membres qu'ils sont tenus de respecter la MC 10-08.

131. L'ASOC considère que la situation dans la sous-zone 48.3 est particulièrement sérieuse car, à son avis, la CCAMLR a réussi à mettre en œuvre des mesures de conservation des pêcheries qui devraient servir de modèle pour d'autres organisations internationales soucieuses de renforcer le respect de la réglementation et de limiter la pêche INN. Elle estime que, quelles que soient les circonstances, aucune pêche ne devrait avoir lieu sans que des limites de capture aient été mises en place par la CCAMLR et que toute interprétation contraire va à l'encontre de l'esprit de la Convention. Toutefois, l'ASOC reconnaît que l'absence de consensus à l'égard de la MC 41-02 ne répond pas à des avis reposant sur les meilleures informations scientifiques disponibles ou à un désir d'atteindre les objectifs de conservation, mais plutôt à une préférence politique. Elle déclare que le manque d'accord sur cette question précise constitue une preuve de l'incapacité de la CCAMLR à parvenir à un consensus sur diverses questions ces dernières années, souvent du fait d'une minorité de Membres qui font obstacle à tout progrès. L'ASOC exhorte les membres de la CCAMLR à faire preuve de bonne foi dans les négociations pour éviter que cette situation ne se reproduise.

132. Le Royaume-Uni rejette l'interprétation que fait l'ASOC de la Convention et des mesures de conservation qui s'y rattachent et rappelle que, à son avis, la pêcherie de légine de la zone maritime de la Géorgie du Sud a opéré en conformité avec toutes les mesures de conservation applicables.

133. L'Argentine fait la déclaration suivante :

« Concernant l'argument du Royaume-Uni à propos de la supposée conformité de la pêcherie dans la sous-zone 48.3 avec les mesures de conservation de la CCAMLR, incluant supposément les observateurs, les contrôleurs, etc., l'Argentine ne pense pas que cela soit pertinent si la pêcherie ne respecte pas les principes de base selon lesquels une mesure de la CCAMLR doit établir des limites de capture et autres conditions concernant la pêcherie de légine dans la sous-zone 48.3. L'Argentine insiste sur le fait que l'illégalité de cette pêche découle de la non-existence d'une mesure de conservation CCAMLR l'autorisant. Ainsi, une possible conformité avec d'autres questions n'est pas pertinente. »

134. L'UE fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni a exprimé sa position sur cette question dans la circulaire COMM CIRC 22/69. Nous réfutons absolument toute assertion selon laquelle les navires britanniques ayant opéré dans la pêcherie de légine de Géorgie du Sud peuvent être considérés comme illicites, non réglementés ou non déclarés. Ils ont été inscrits sur le projet de liste INN à la demande de deux Membres, mais nous rejetons toute assertion selon laquelle une infraction au paragraphe 5 de la MC 10-06 a été commise, et nous n'acceptons pas cette inscription.

Au contraire :

- une licence avait été octroyée à ces quatre navires et ils ont opéré conformément à celle-ci (en application du point i)
- chacun des navires a déclaré ses captures, qui ont été vérifiées (en application du point ii)
- aucun des navires n'a opéré dans des zones fermées ou pendant les périodes de fermeture de la pêche en contravention avec les mesures de conservation de la CCAMLR (point iii)
- aucun des navires n'a utilisé d'engins de pêche interdits (point iv)
- aucun des navires n'a transbordé ou opéré avec des navires INN connus
- des certificats de capture valides ont été émis en vertu de la MC 10-05 (point vi)
- les navires n'ont opéré que dans la zone maritime de la Géorgie du Sud, sur laquelle le Royaume-Uni a des droits souverains et une juridiction à l'égard de ses ressources naturelles, conformément au droit international (point vii)
- il n'existe aucune preuve que ces navires aient mené des activités de pêche allant à l'encontre de quelque mesure de conservation de la CCAMLR que ce soit. Étant constamment engagés auprès de cette Commission, le Royaume-Uni met en œuvre des mesures nationales permettant d'instaurer les normes de gestion des pêcheries les plus exigeantes dans la zone maritime de Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud, qui sont en adéquation avec, et soutiennent les dispositions de la CCAMLR afin d'assurer la réalisation des objectifs de la Convention (point viii).

Ainsi, comme il l'a déclaré dans la circulaire COMM CIRC 22/69, le Royaume-Uni n'accepte pas l'inscription de ces navires sur la liste des navires INN-PC proposée ou finale. »

135. L'Argentine fait la déclaration suivante :

« L'Argentine déplore que le Royaume-Uni rejette l'inscription des navires *Nordic Prince*, *Argos Helena*, *Argos Georgia* et *Polar Bay* à la Liste proposée des navires INN-PC, alors qu'il est clair que ces navires ont pêché en infraction au cadre juridique de la CCAMLR, contribuant ainsi à diminuer l'efficacité des mesures de conservation de notre organisation. Comme cela a déjà été expliqué en détail dans le document CCAMLR-41/BG/36, ces navires ne respectent pas les mesures de conservation en vigueur, car ils vont à l'encontre de la MC 31-01 (1986) en pêchant de la légine dans la sous-zone 48.3 en 2022 sans qu'une mesure de conservation de la Commission ne l'autorise.

L'énoncé et l'esprit de la MC 31-01 exigent que les conditions de pêche de *Dissostichus eleginoides* dans la sous-zone 48.3 soient déterminées par la Commission sur la base des données scientifiques les plus précises disponibles et par consensus. Les limites de capture des pêcheries, entre autres conditions, sont définies de manière multilatérale dans le cadre de notre organisation. C'est la raison pour laquelle les motifs du Royaume-Uni justifiant la pêche de légine cette saison dans la sous-zone 48.3 sont vraiment

préjudiciables, car cela ébranle le consensus implicite selon lequel nous ne devons pêcher dans la zone de la Convention qu'une fois que la CCAMLR a déterminé une capture totale admissible.

C'est précisément pour cela que la MC 31-01 énonce qu'aucun Membre n'a le droit d'établir unilatéralement les conditions de pêche d'une pêcherie autorisée dans la sous-zone 48.3, y compris la limite de capture. C'est cependant exactement ce qu'a fait le Royaume-Uni cette saison, s'arrogeant le droit de définir unilatéralement les paramètres jusqu'ici contenus dans la MC 41-02.

Si cette situation perdure, le risque est de faire revenir non seulement la sous-zone 48.3, mais toute la zone de la Convention à la situation juridique en vigueur dans les années 1960 et 1970. Cela entrave les progrès réalisés lors des quatre dernières décennies en matière de gestion des ressources marines vivantes de l'Antarctique, en servant des intérêts commerciaux uniquement, plutôt que de chercher à atteindre les objectifs de conservation de la CCAMLR.

Nous sommes également surpris par l'attitude unilatérale du Royaume-Uni, qui diffère de l'attitude adoptée par ce même pays lors de la 40^e réunion de la CCAMLR et pendant la période d'intersession, au cours desquelles il avait exhorté les Membres à trouver une solution consensuelle et multilatérale à la situation existant dans la sous-zone 48.3 dans le cadre de la Commission. Pour une raison inconnue, la position du Royaume-Uni a changé et la CCAMLR ne l'intéresse plus. »

136. La Russie déplore que le Royaume-Uni ait bloqué le consensus sur l'ajout des quatre navires battant pavillon britannique sur la liste des navires INN-PC et rappelle que, comme l'expliquent les circulaires COMM CIRC 22/49 et 22/106, elle s'oppose à toute pêche dans la sous-zone 48.3. Elle ajoute que, conformément aux articles XXI et IX, les Membres sont tenus de ne pas agir de manière unilatérale lorsqu'ils exploitent des navires dans la zone de la Convention.

137. L'UE fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni reste engagé auprès de la Convention et souhaite parvenir à un consensus concernant la réglementation de la sous-zone 48.3 fondé sur les meilleures informations scientifiques disponibles. Cela ne modifie cependant pas notre position juridique, qui reste inchangée depuis la dernière réunion. En effet, nous avons prouvé notre volonté de parvenir à un consensus en dépensant près de 500 000 £ afin de réaliser une évaluation scientifique supplémentaire basée sur les données de 14 Membres et de 155 observateurs du SISO. »

138. L'Argentine fait la déclaration suivante :

« L'Argentine estime que, d'après les circulaires du Royaume-Uni, ce Membre considère qu'il peut mener des activités de pêche avec ou sans mesure de conservation approuvée par la Commission. Ainsi, l'Argentine se demande pour quelle raison se réunir tous les ans pour discuter de ces mesures, si elles n'ont aucun effet pratique.

En outre, l'Argentine encourage tous les Membres à réfléchir à cette question et à fournir des efforts pour que cette Convention continue d'être un leader en matière de

conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique. À cet égard, l'Argentine rappelle que la CCAMLR a accompli nombre de choses en 40 ans d'histoire, et toujours de manière multilatérale et non unilatérale.

Enfin, l'Argentine espère que ce problème sera résolu lors de la 41^e réunion de la CCAMLR et n'aura pas à être discuté à nouveau l'année prochaine.

L'Argentine se réserve le droit de discuter de cette question avec la Commission. »

139. La Chine indique que, selon son interprétation de la gestion des pêcheries de la CCAMLR, l'absence de limite de capture vaut absence de pêche. Les actions unilatérales ne peuvent qu'aggraver le conflit, allant ainsi à l'encontre de la Convention. La Chine, considérant que toutes les parties devraient faire preuve de bonne foi dans la mise en œuvre des objectifs de la Convention, encourage les Membres à résoudre leurs différends lors de la réunion de la Commission.

140. Le SCIC constate l'absence de consensus concernant l'ajout des navires britanniques *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince* et *Polar Bay* sur la Liste proposée des navires INN-PC.

141. Le SCIC reconnaît que la liste des navires INN-PC adoptée lors de sa précédente réunion n'a pas été modifiée. La liste des navires INN-PC adoptée lors de la 40^e réunion de la CCAMLR figure en appendice III et est soumise pour considération à la Commission.

Notifications de projets de pêche

142. Le SCIC prend note du rapport du secrétariat sur les notifications de projets de pêche pour 2022/23 (CCAMLR-41/BG/04).

143. La Russie demande l'exclusion des navires britanniques *Argos Georgia*, *Argos Helena*, *Nordic Prince* et *Polar Bay* de toutes les notifications de projets de pêche, notant l'inscription de ces navires sur la liste des navires INN-PC de 2022/23.

144. Le Royaume-Uni exprime son désaccord quant à la demande de la Russie et précise que les notifications de projets de pêche ont été établies en parfaite conformité avec tous les impératifs liés aux mesures de conservation de la CCAMLR et que de ce fait, il ne peut approuver l'exclusion de la pêcherie exploratoire.

145. Le SCIC ne soulève pas d'autres questions concernant les notifications de projets de pêche pour 2022/23.

Avis du Comité scientifique au SCIC

146. Le SCIC examine les avis du président du Comité scientifique (Dirk Welsford (Australie)) sur plusieurs points dont les taux de marquage, le niveau statistique de cohérence du marquage, la manipulation des marques et le marquage des engins de pêche.

Taux de marquage et taux de cohérence du marquage

147. Le SCIC demande au président du Comité scientifique si les taux de marquage et de cohérence du marquage s'appliquent à l'échelle des sous-zones, comme les mesures de conservation pertinentes semblent le suggérer, ou à l'échelle la plus précise sur laquelle est fixée une limite de capture (p. ex., bloc de recherche, SSRU ou aire de gestion) (SC-CAMLR-41, paragraphe 3.121). Le président du Comité scientifique rappelle que des questions similaires ont fait l'objet de longues discussions par le passé et ajoute que, conformément à la recommandation émise lors de la réunion 2022 du WG-FSA, le taux de marquage s'applique à l'échelle la plus précise de l'aire de gestion. Il estime que les mesures de conservation à cet égard sont ambiguës et qu'elles devraient être révisées.

Manipulation des poissons à marquer

148. Le SCIC demande au président du Comité scientifique si l'utilisation d'une longue gaffe émoussée pour remonter les légines par les branchies est conforme au protocole de manipulation des poissons devant être marqués. Le président du Comité scientifique note qu'aucune discussion n'a eu lieu spécifiquement sur l'utilisation de perches pour aider à manipuler les poissons de grande taille lors du marquage. Il recherche une clarification de la part des armateurs pour déterminer les circonstances précises de cette activité afin d'évaluer si l'utilisation de ces perches et plus particulièrement le contact de la perche avec les filaments aurait un effet négatif sur la survie des poissons remis à l'eau. Le président du Comité scientifique confirme à cet égard que le contact avec les ouïes ou l'opercule est moins susceptible de causer des blessures et ajoute qu'il est nécessaire d'évaluer si un poisson se prête au marquage, et que tous les poissons marqués doivent être remis à l'eau vivants. La France fournit de plus amples renseignements sur la méthode de marquage, qu'elle demande au SCIC d'examiner, comme indiqué au paragraphe 103.

149. Pour répondre aux questions sur la durée des opérations de marquage, le SCIC demande au Comité scientifique de fournir des informations complémentaires sur les facteurs pouvant influencer les taux de survie à la remise à l'eau des poissons marqués.

150. Le président du Comité scientifique informe le SCIC de la valeur éducative de l'atelier sur le marquage de la légine qu'organise le Comité scientifique en 2023.

Format des propositions de recherche

151. Le président du Comité scientifique sollicite l'avis du SCIC sur son interprétation de l'obligation d'utiliser le format 2 donné à l'annexe 24-01/A de la MC 24-01, au regard de la conformité des propositions de plans de recherche.

152. Le SCIC indique qu'il n'a pas traité cette question dans le cadre de la CCEP. Certains Membres sont d'avis que, bien que les plans de recherche doivent être soumis conformément au modèle présenté dans le format 2, tous les éléments de ce formulaire ne s'appliquent pas toujours à un plan de recherche particulier. Par exemple, la configuration du filet des chaluts n'est pas applicable à la pêche de recherche utilisant des palangres. Ces Membres ajoutent que le Comité scientifique entreprend une évaluation approfondie du plan de recherche, étudie les

implications scientifiques de la décision d'autoriser la pêche de recherche et adresse des recommandations à la Commission. La Russie note que les plans de recherche doivent adhérer strictement aux mesures de conservation et qu'ils ne peuvent donc être pris en considération en cas de désaccord.

Marquage des engins de pêche

153. Le président du Comité scientifique rappelle les discussions menées lors de la réunion 2022 du WG-FSA sur la capacité limitée à identifier les activités de pêche INN, particulièrement dans les secteurs en ayant fait l'objet par le passé. Le Comité scientifique avait alors indiqué qu'il était très important de posséder des informations sur le niveau des activités de pêche INN pour fournir des avis à la Commission. Il avait de plus rappelé les premiers efforts déployés pour améliorer la manière dont les engins de pêche sont marqués afin d'identifier s'ils étaient utilisés par des armements de pêche légale ou INN.

154. Le SCIC accepte de mener des travaux d'intersession pour établir des directives sur le marquage des engins et de reprendre des discussions sur la question sur l'e-groupe *Unidentified fishing gear in the Convention Area* (Engins de pêche non identifiés dans la zone de la Convention).

Déclaration des captures

155. Le président du Comité scientifique informe le SCIC que le secrétariat a pris contact avec le Chili pendant la période d'intersession et que la question de la déclaration des captures des navires *Juvel* et *Betanzos* pendant les saisons 2013/14 et 2014/15 (SC-CAMLR-40, paragraphe 9.1) est désormais résolue.

156. Le SCIC remercie le président du Comité scientifique du temps qu'il lui a consacré.

Examen de la seconde évaluation des performances de la CCAMLR

157. Le SCIC examine le rapport d'avancement de la seconde évaluation de performance (PR2) (CCAMLR-41/06) qui présente un résumé des mesures prises depuis la XXXVII^e réunion de la CCAMLR. Le SCIC, ainsi que la Commission et le Comité scientifique, sont invités à identifier toute autre mesure potentielle.

158. Le SCIC remercie le secrétariat d'avoir compilé cet état d'avancement qui représente une première mise au point importante depuis trois ans. Il fait remarquer l'intérêt du suivi continu par le secrétariat de l'avancement des recommandations citées dans la PR2, en soulignant les domaines précis dans lesquels des progrès ont été réalisés, et ceux qui font toujours l'objet de propositions.

159. Le SCIC constate que les Membres souhaitent lancer des discussions sur le contenu probable de la troisième évaluation de la performance, y compris l'examen des possibilités de financement et le calendrier. Il note qu'une évaluation de la performance pourrait être dédiée spécifiquement à un sujet ou à une série de sujets précis pour compléter le processus d'évaluation existant.

160. Le SCIC est d'avis que le processus d'évaluation de la performance reste essentiel pour la Commission et qu'il est particulièrement bénéfique de passer en revue ces avancements.

Autres questions

161. Le SCIC examine le document sur les navires de pêche et les lignes directrices internationales relatives aux mesures de sécurité applicables aux navires de pêche d'une longueur de 24 m ou plus menant des opérations dans les eaux polaires, qui a été présenté par l'ASOC (CCAMLR-41/BG/34). Ce document présente un aperçu des lignes directrices adoptées récemment par l'OMI sur les mesures de sécurité relatives aux navires de pêche susmentionnés. Le SCIC remercie l'ASOC et indique qu'il est favorable à la mise à disposition des lignes directrices de l'OMI sur le site web de la CCAMLR et qu'il envisage une possible application de ces directives aux navires menant des activités dans les pêcheries de la CCAMLR.

162. La Corée nomme M. Engelke-Ros pour un second mandat à la présidence du SCIC. Sa nomination est acceptée et les Membres félicitent M. Engelke-Ros pour sa réélection. Ils la remercient de son engagement continu.

163. Le poste de vice-président du SCIC reste vacant.

Clôture de la réunion

164. La présidente remercie tous les délégués ainsi que les interprètes et le personnel du secrétariat pour leurs efforts au cours d'une réunion productive. La Corée exprime également ses remerciements au secrétariat et au président.

Rapport CCAMLR d'évaluation de la conformité 2021/22

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
Mesure de conservation 10-01					
Ukraine	<i>Calipso</i>	<p>Le paragraphe 1 ii) de la MC 10-01 exige que l'IRCS d'un navire soit affiché sur un pont. Si une tente ou autre couverture temporaire est placée de manière à masquer les marques du pont, celle-ci devra aussi être marquée. Ces marques devront être placées transversalement, le haut des chiffres ou lettres étant orienté vers l'avant du navire.</p> <p>Par « pont », on entend toute surface plane horizontale, y compris le toit de la timonerie.</p> <p>Le paragraphe 2 ii) de la MC 10-01 exige que les marques soient placées de manière à ne pas être masquées par les engins de pêche en cours d'utilisation ou rangés.</p> <p>La Nouvelle-Zélande a réalisé une patrouille de surveillance aérienne en mer de Ross (sous-zone 88.1 de la CCAMLR) le 1^{er} décembre 2021. Les photos prises au cours de la patrouille et fournies au représentant de l'Ukraine auprès de la Commission le 10 décembre 2021 montrent que les marques sur le pont du <i>Calipso</i> sont masquées par les engins de pêche rangés.</p>	<p>L'incident a été pris en considération et a fait l'objet d'une enquête. Le navire était correctement identifié par deux marques. L'engin de pêche a été retiré du pont pendant l'après-midi du 1^{er} décembre et a été utilisé pour pêcher après 16h00.</p> <p>Mesures à prendre : Équipage informé. Des contrôles supplémentaires seront menés lors des prochaines saisons pour éviter la même déficience sur d'autres navires.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
Mesure de conservation 10-02					
Australie	<i>Antarctic Discovery</i>	<p>Le paragraphe 3 de la MC 10-02, exige de chaque Partie contractante qu'elle fournisse au secrétariat des informations sur la licence émise dans les sept (7) jours suivant l'émission et avant que le navire ne pêche dans la zone de la Convention.</p> <p>Le 03/10/2021 à 23h35 UTC, le secrétariat a reçu le formulaire CE pour une période de 10 jours pour l'<i>Antarctic Discovery</i> concernant des activités de pêche dans la division 58.5.2 du 21 au 30 septembre 2021. Les données C2 pour septembre montrent également que la pêche a démarré le 26 septembre 2021.</p> <p>Le secrétariat a demandé les informations sur la licence de pêche à l'Australie le 5 octobre 2021, et celles-ci ont été fournies le 5 octobre 2021. La date d'émission de la licence était le 23 avril 2021.</p> <p>L'Australie a fourni une explication, indiquant qu'une erreur humaine avait mené à la transmission retardée et qu'elle a mis en place des processus afin de s'assurer que cela ne se reproduise pas.</p> <p>Écart de 165 jours après l'octroi de la licence et 9 jours après le début de la pêche.</p>	<p>L'Australie a octroyé au navire sa licence de pêche le 23 avril 2021 pour la période du 23 avril au 30 novembre 2021. La licence a été octroyée au navire en vertu de la MC 10-02 et celui-ci a opéré conformément aux conditions de ladite licence. En raison de cette erreur humaine, l'Australie n'a pas fourni les informations de licence au secrétariat jusqu'à ce qu'elles lui soient demandées le 5 octobre 2021.</p> <p>L'Australie a amélioré ses processus internes afin de s'assurer que cette omission ne se reproduise pas. Des membres du personnel supplémentaires sont maintenant responsables de s'assurer que les informations relatives à la licence soient fournies au secrétariat dans les 7 jours suivant l'octroi de la licence et avant que le navire ne commence à pêcher dans la zone de la Convention.</p> <p>Mesures à prendre : Pas d'autres mesures à prendre</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 75
Mesure de conservation 10-03					
Uruguay	<i>Altamar</i>	<p>Le paragraphe 4 de la MC 10-03 exige des navires qui demandent l'entrée au port qu'ils fournissent les informations visées à l'annexe 10-03/A au moins 48 heures à</p>	<p>Le navire n'a pas soumis le formulaire A de la MC 10-03 aux autorités de pêche 48 heures avant d'entrer dans le port. Ce navire ne bat plus pavillon uruguayen.</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 76

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>l'avance afin de disposer d'un délai suffisant pour examiner les informations requises.</p> <p>Le compte rendu de contrôle du <i>Altamar</i> concernant le contrôle réalisé par les Britanniques le 22 juillet 2021 indique que le navire n'a pas fourni la partie A (annexe 10-03/A) au moins 48 heures avant l'entrée au port.</p> <p>L'explication suivante a été fournie par le Royaume-Uni : « Le navire est arrivé au port à 10h00 heure locale et a été informé qu'il était tenu de soumettre l'annexe A de la MC 10-03, qui a été envoyée par e-mail à l'équipe de répression des infractions à 11h52. L'équipe en a pris connaissance à 14h00 et le contrôle a eu lieu le 22 juillet à 13h40. En raison de l'absence de notification, l'équipe de contrôle a dû réorganiser des contrôles prioritaires et le nécessaire a été fait pour mener le contrôle dans les délais impartis. »</p> <p>La soumission tardive de la partie A du formulaire de contrôle portuaire par l'<i>Altamar</i> a eu pour conséquence l'incapacité du Royaume-Uni à contrôler le navire dans les 48 imparties.</p> <p>Écart après échéance : 49 heures 52 minutes (1 heure et 52 minutes après l'entrée dans le port)</p>	Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)		

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
Afrique du Sud		<p>Le paragraphe 5 de la MC 10-03 prévoit que les contrôles soient réalisés dans les 48 heures suivant l'entrée au port.</p> <p>Le navire battant pavillon coréen <i>Hong Jin No. 707</i> est entré dans le port sud-africain de Cape Town le 01/07/2021 à 08h00 et a été contrôlé le 05/07/2021 à 08h00.</p> <p>Le secrétariat a écrit à l'Afrique du Sud le 14 juillet 2021 pour demander des informations supplémentaires concernant le retard du contrôle. Cette demande est restée sans réponse.</p> <p>Retard du contrôle après le délai de 48 heures : 48 heures.</p>	<p>Le processus de contrôle a été retardé en raison de l'indisponibilité des contrôleurs des pêcheries. Plusieurs agents de contrôle avaient démissionné dans les zones de concentration et plusieurs autres avaient été redéployés pour s'occuper d'activités illégales au niveau national.</p> <p>Mesures à prendre : Des agents de contrôle supplémentaires sont en voie de recrutement et le processus sera terminé d'ici le 1^{er} octobre 2022.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité (niveau 2)</p>	Non-conformité (niveau 2)	Voir paragraphe 77
Afrique du Sud		<p>Le paragraphe 5 de la MC 10-03 prévoit que les contrôles soient réalisés dans les 48 heures suivant l'entrée au port.</p> <p>Le navire battant pavillon japonais <i>Shinsei Maru No. 8</i> est entré dans le port sud-africain de Cape Town le 28/02/2021 à 10h00 et a été contrôlé le 07/03/2021.</p> <p>Le secrétariat a écrit à l'Afrique du Sud le 16 mars 2022 et le 11 avril 2022 pour lui demander plus d'informations sur la raison du retard du contrôle et de communiquer l'heure à laquelle a commencé le contrôle le 07/03/2021. Cette demande est restée sans réponse.</p> <p>Retard du contrôle après le délai de 48 heures : environ 5 jours.</p>	<p>L'un des agents de contrôle des pêches responsable du contrôle du navire en question avait pris un jour de congé sans en informer son collègue. Il n'est pas souhaitable qu'un (1) seul agent mène un contrôle.</p> <p>Le manque d'effectifs humains et les défis liés à l'informatique ont joué un rôle majeur dans le non-respect des 48 heures imparties.</p> <p>Mesures à prendre : L'agent concerné a reçu un avertissement par écrit.</p> <p>Une infrastructure informatique supplémentaire a été fournie et le processus de recrutement de contrôleurs sera terminé le 1^{er} octobre 2022.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 77

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
Afrique du Sud		<p>Le paragraphe 5 de la MC 10-03 prévoit que les contrôles soient réalisés dans les 48 heures suivant l'entrée au port.</p> <p>Le navire battant pavillon espagnol <i>Tronio</i> est entré dans le port sud-africain de Cape Town le 02/05/2022 à 11h00 08 et a été contrôlé le 12/05/2022 à 08h30.</p> <p>Le secrétariat a écrit à l'Afrique du Sud le 27 mai 2022 pour demander plus d'informations concernant le retard du contrôle. Cette demande est restée sans réponse.</p> <p>Retard du contrôle après le délai de 48 heures : 7 jours, 21 heures et 30 minutes.</p>	<p>Les effectifs humains et l'infrastructure informatique ont causé le retard des contrôles du <i>Tronio</i>.</p> <p>Mesures à prendre : Des effectifs humains sont en cours de recrutement et l'infrastructure informatique est améliorée.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité (niveau 2)</p>	Non-conformité (niveau 2)	Voir paragraphe 77
Royaume-Uni		<p>Le paragraphe 5 de la MC 10-03 prévoit que les contrôles soient réalisés dans les 48 heures suivant l'entrée au port.</p> <p>Le navire uruguayen <i>Altamar</i> est entré dans le port britannique de Stanley le 20/07/2021 à 09h00 UTC et a été contrôlé 51 heures et 40 minutes après son entrée le 22/07/2021 à 12h40 UTC.</p> <p>L'explication suivante a été fournie par le Royaume-Uni : « Le navire est arrivé au port à 10h00 heure locale et a été informé qu'il était tenu de soumettre l'annexe A de la MC 10-03, qui a été envoyée par e-mail à l'équipe de répression des infractions à 11h52. L'équipe en a pris connaissance à 14h00 et le contrôle a eu lieu le 22 juillet à 13h40.</p>	<p>Le Royaume-Uni a mené une enquête sur cette infraction potentielle.</p> <p>Le navire est entré dans le port à 10h00 heure locale le 20 juillet 2021 et a été informé qu'il était tenu de soumettre le préavis figurant à l'annexe A de la MC 10-03. L'équipe de répression des infractions a été informée par e-mail à 11h52 et en a pris connaissance à 14h00 le 20 juillet. Le contrôle a eu lieu à 13h40 le 22 juillet. L'équipe de contrôleurs a réorganisé les contrôles prioritaires et le contrôle a eu lieu dans le délai imparti une fois les informations soumises. Les cales du navire sont restées scellées jusqu'à ce que le contrôle ait lieu.</p> <p>En raison de l'absence de notification de la part du navire et des inquiétudes quant à la sécurité du fait que le navire soit resté hors de l'enceinte du port pendant 48 heures afin de respecter la MC 10-03,</p>	En conformité	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>En raison de l'absence de notification, l'équipe de contrôle a dû réorganiser des contrôles prioritaires et le nécessaire a été fait pour mener le contrôle dans les délais impartis. »</p> <p>Retard du contrôle après le délai de 48 heures : 3 heures et 40 minutes</p>	<p>le Royaume-Uni ne considère pas qu'il s'agisse d'un écart de conformité de l'État du port.</p> <p>Mesures à prendre : Il a été rappelé à tous les armements leur obligation de soumettre l'annexe A à la MC 10-03 au moins 48 heures avant l'entrée dans le port, sous peine de s'en voir refuser l'entrée et/ou de s'exposer à des sanctions financières dues au non-respect des exigences énoncées dans la MC 10-03.</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>		
Chili		<p>Le paragraphe 8 de la MC 10-03 exige la transmission d'un compte rendu de contrôle portuaire au secrétariat dans les 30 jours suivant la date de contrôle (ou dès que possible en cas d'un écart de conformité).</p> <p>Le contrôle du navire battant pavillon japonais <i>Shinsei Maru No 8</i> a été effectué le 18/01/2022 à 15h00 UTC par les autorités du port chiliennes. La transmission du compte rendu de contrôle portuaire a eu lieu le 26/07/2022 à 15h27 UTC.</p> <p>L'absence du compte rendu de contrôle portuaire a été identifiée par le secrétariat alors qu'il conciliait les données du SDC et celles des contrôles portuaires. Il a été demandé au Chili de fournir le compte rendu de contrôle portuaire le 26/07/2022. Le Chili a fourni les explications suivantes en soumettant le compte rendu :</p>	<p>Le retard de transmission du compte rendu de contrôle portuaire était dû à une unique erreur (1 compte rendu sur 20), commise par la personne chargée du Service national de la pêche et de l'aquaculture (SERNAPESCA). Il est à noter que le contrôle a été effectué dans le délai imparti, comme déclaré dans le compte rendu le concernant, aux dates enregistrées dans le système de l'e-SDC, comme établi dans les MC 10-03 et 10-05, et que les contrôleurs ont soumis le compte rendu au bureau régional du SERNAPESCA à temps et en bonne et due forme.</p> <p>Afin d'éviter la répétition d'un écart de conformité de cette nature, le SERNAPESCA a révisé ses procédures internes et les instructions à destination des responsables de la soumission des compte rendus au secrétariat.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>« Je dois vous informer que ce retard est dû à une confusion et une erreur commise par l’auteur de ce message, tenant compte de l’envoi en temps voulu des contrôleurs ; je vous prie de bien vouloir m’excuser. »</p> <p>Retard de la transmission après le délai de 30 heures : 160 jours, 0 heure et 27 minutes</p>			
Maurice		<p>Le paragraphe 8 de la MC 10-03 exige la transmission d’un compte rendu de contrôle portuaire au secrétariat dans les 30 jours suivant la date de contrôle (ou dès que possible en cas d’un écart de conformité).</p> <p>Le contrôle du navire battant pavillon espagnol <i>Ibsa Quinto</i> a été mené le 07/03/2022 à 07h00 par les autorités du port mauriciennes et la transmission du compte rendu de contrôle portuaire a eu lieu le 27/07/2022 à 5h26 UTC.</p> <p>L’absence du compte rendu de contrôle portuaire a été identifiée par le secrétariat alors qu’il conciliait les données du SDC et celles des contrôles portuaires. Il a ensuite été demandé à Maurice de fournir le compte rendu du contrôle portuaire le 26/07/2022. Maurice a reconnu le retard de transmission du compte rendu. Il a été noté lors du traitement du compte rendu que celui-ci avait été soumis originellement sur un formulaire de contrôle MREP, et que la pêche avait eu lieu dans la zone de la Convention APSOI.</p>	<p>La République de Maurice reconnaît que le compte rendu de contrôle portuaire concernant le navire de pêche battant pavillon espagnol <i>Ibsa Quinto</i> étant entré dans le port de Port-Louis le 7 mars 2022 a été soumis avec un retard considérable au secrétariat de la CCAMLR.</p> <p>Conformément à la MC 10-03 de la CCAMLR, la République de Maurice fait systématiquement suivre les comptes rendus de contrôles portuaires des navires transportant de la légine ainsi que d’autres espèces capturées à l’intérieur de la zone de la Convention CAMLR au secrétariat dans les 30 jours impartis suivant le contrôle portuaire.</p> <p>Dans le cas spécifique de l’entrée dans le port de l’<i>Ibsa Quinto</i> cependant en mars 2022, cette procédure n’a malheureusement pas été suivie. La raison en est que lors de la précédente entrée dans le port du navire de pêche en septembre 2021, il n’avait pas été trouvé de légine à bord. Le compte rendu de contrôle portuaire a été envoyé au secrétariat de l’APSOI conformément à la mesure de conservation et de gestion 2020-08 de l’APSOI.</p> <p>En raison d’une rupture de communication, l’appel de l’<i>Ibsa Quinto</i> en mars 2022 a été traité de la même</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n’est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		Retard de la transmission après le délai de 30 heures : 111 jours, 22 heures et 26 minutes.	<p>manière que le dernier appel et le compte rendu a seulement été envoyé au secrétariat de l'APSOI. Il est à noter que l'<i>Ibsa Quinto</i> est entré dans le port de Port-Louis en juillet 2022 sans cargaison de légine à bord.</p> <p>Afin d'éviter que ne se reproduise ce problème à l'avenir, une procédure a été mise en place selon laquelle le compte rendu de contrôle portuaire pour tous les navires transportant une cargaison de légine, que la capture ait été effectuée dans la zone de la Convention CAMLR ou non, sera invariablement envoyé au secrétariat de la CCAMLR sous le format exigé par la MC 10-03. Mesures à prendre : La procédure a été mise en place et toutes les quantités de légine débarquées à Port-Louis seront déclarées dans le délai imparti par le secrétariat de la CCAMLR.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Royaume-Uni		<p>Le paragraphe 8 de la MC 10-03 exige la transmission d'un compte rendu de contrôle portuaire au secrétariat dans les 30 jours suivant la date de contrôle (ou dès que possible en cas d'un écart de conformité).</p> <p>Le contrôle du navire battant pavillon coréen <i>Sae In Leader</i> a été effectué le 3/07/2021 à 12h36 UTC par les autorités du port britanniques. La transmission du compte rendu de contrôle portuaire a eu lieu le 3/08/2021 à 07h10 UTC.</p>	<p>Le Royaume-Uni a mené une enquête sur cette infraction potentielle.</p> <p>Le navire a fourni préavis d'arrivée au port le 30 juin, déclarant qu'il entrerait dans l'enceinte du port le 2 juillet à 15h00 UTC. Le navire est arrivé au port le 2 juillet à 21h20 UTC et le contrôle a eu lieu le 3 juillet à 12h36 UTC. Le compte rendu a été fourni aux responsables britanniques auprès de la CCAMLR le 5 juillet, mais certaines clarifications étaient encore nécessaires. Malheureusement, l'agent ayant effectué le contrôle portuaire avait entrepris des contrôles en mer, et les chaînes de communication étaient limitées. L'agent n'a été en mesure de fournir des clarifications qu'une fois de retour à terre</p>	Cas nécessitant une interprétation par le SCIC	Voir paragraphe 80

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		Retard de la transmission après le délai de 30 heures : 18 heures et 34 minutes.	<p>le 2 août, alors que le compte rendu de contrôle avait été soumis au secrétariat de la CCAMLR le 3 juillet à 07h10 UTC.</p> <p>Le Royaume-Uni prend ses obligations d'État du port très sérieusement. Afin de s'assurer que les informations correctes sont soumises, il peut arriver que des clarifications ou des informations complémentaires soient demandées avant que les comptes rendus ne soient soumis au secrétariat de la CCAMLR. Le Royaume-Uni demande ainsi au SCIC d'envisager d'ajouter une disposition à la MC 10-03, qui permettrait un délai de soumission des informations plus long dans le cas où des clarifications ou des informations complémentaires devraient être réunies.</p> <p>Statut préliminaire : Cas nécessitant une interprétation par le SCIC</p>		
Uruguay		<p>Le paragraphe 8 de la MC 10-03 exige la transmission d'un compte rendu de contrôle portuaire au secrétariat dans les 30 jours suivant la date de contrôle (ou dès que possible en cas d'un écart de conformité).</p> <p>Le contrôle du navire battant pavillon uruguayen Altamar a été effectué le 31 juillet 2021 à 16h00 UTC par les autorités du port uruguayens. La transmission du compte rendu de contrôle portuaire a eu lieu le 28/07/2022 à 17h48 UTC.</p> <p>L'absence du compte rendu de contrôle portuaire a été identifiée par le secrétariat alors qu'il conciliait les données du SDC</p>	<p>Le contrôle a été effectué et le formulaire B de la MC 10-03 a été rempli mais il n'a pas été envoyé au secrétariat dans le délai imparti de 30 jours en raison d'un problème administratif. Les départements concernés ont été dûment consultés et les procédures seront mises à jour.</p> <p>Statut préliminaire : Non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>et celles des contrôles portuaires. Il a ensuite été demandé à l'Uruguay de fournir le compte rendu du contrôle portuaire le 26/07/2022. L'Uruguay a reconnu le retard de soumission du compte rendu de contrôle et des informations complémentaires concernant le contrôle de l'<i>Altamar</i>.</p> <p>Retard de la transmission après le délai de 30 heures : 332 jours, 1 heure et 48 minutes.</p>			
Mesure de conservation 10-04					
Norvège	<i>Antarctic Endurance</i>	<p>Le paragraphe 2 de la MC 10-04 exige de tous les navires de pêche opérant dans la zone de la Convention qu'ils transmettent leurs données VMS toutes les heures.</p> <p>Le navire <i>Antarctic Endurance</i> a notifié son entrée dans la sous-zone 48.3 de la zone de la Convention le 23 novembre 2021 à 15h10 UTC.</p> <p>Le secrétariat a notifié la Norvège le 24 novembre 2021 à 01h22 UTC qu'il ne recevait pas les données VMS de l'<i>Antarctic Endurance</i>. Cet e-mail n'a pas reçu de réponse.</p> <p>L'<i>Antarctic Endurance</i> a commencé à transmettre ses données VMS au secrétariat le 24 novembre 2021 à 10h44 UTC.</p> <p>Le 25 novembre 2021 à 10h17 UTC, le secrétariat a demandé les données VMS pour la période entre laquelle l'<i>Antarctic</i></p>	<p>Malheureusement, la Direction norvégienne des pêches n'a pas reçu les données VMS de l'<i>Antarctic Endurance</i> entre le 23 novembre 2021 à 09h59 UTC et le 24 novembre 2021 à 10h44 UTC. La raison de cette rupture de transmission de données n'a pas encore été détectée, mais il semblerait que les données manquantes n'aient pas été sauvegardées dans la balise VMS se trouvant à bord du navire, comme cela est requis.</p>	Non-conformité (niveau 2)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p><i>Endurance</i> est entré dans la zone de la Convention et a commencé à transmettre des données VMS.</p> <p>La Norvège a fourni la réponse suivante à l'e-mail envoyé le 25 novembre 2021 : « Veuillez prendre note du fait que la direction des pêcheries n'a pas encore reçu les données VMS de l'<i>Antarctic Endurance</i> pour la période du 23 novembre 2021 à 09h59 UTC au 24 novembre 2021 à 10h44 UTC. Nous n'avons pas encore détecté la raison pour laquelle les données n'ont pas été reçues, mais nous nous efforçons de traiter ce problème. »</p> <p>À ce jour, le secrétariat n'a pas reçu les données VMS pour la période entre laquelle le navire est entré dans la zone de la Convention le 23 novembre 2021 à 09h59 et a commencé la transmission VMS le 24 novembre 2021 à 10h 44 UTC.</p>	<p>Afin d'assurer la transmission ininterrompue des données exigée par la MC 10-04 et la réglementation nationale, il a été demandé au navire de remplacer la balise VMS à son bord. La nouvelle balise a été installée à la fin du mois de mars 2022. Elle fonctionne correctement.</p> <p>Statut préliminaire : Non-conformité (niveau 2)</p>		
France	<i>Le Saint André</i>	<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-04 exige que les capitaines de navires de pêche, les propriétaires ou leur représentant officiel s'assurent que l'ALC n'a été manipulé d'aucune manière.</p> <p>Le compte rendu du contrôle portuaire effectué le 11 octobre 2021 à Le Port, à la Réunion, en France, du navire battant pavillon français <i>Le Saint André</i> précisait ce qui suit : « Le dispositif du scellé du VMS présentait une faiblesse concernant l'impossibilité de manipulation frauduleuse. Il a donc été</p>	<p>La France confirme que le contrôle portuaire effectué à bord du navire a montré que le dispositif VMS pouvait être ouvert sans briser le scellé apposé sur celui-ci.</p> <p>En conséquence, le système VMS n'est pas à l'abri d'une manipulation frauduleuse comme l'exigent la CCAMLR et la réglementation nationale. Cependant, aucune manipulation frauduleuse n'a été observée.</p> <p>Il a été demandé à l'armateur de résoudre ce problème avant le prochain départ du navire, afin de rendre impossible l'ouverture de la boîte sans briser le scellé. Cela a été fait et vérifié par les autorités</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 82

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>demandé à l'armement de revoir le dispositif et d'en aviser l'agent de contrôle afin qu'une vérification soit effectuée avant le nouveau départ du navire prévu mi-novembre. Un nouveau scellé sera posé par le COPEC avant départ (photo jointe). »</p> <p>Le secrétariat a demandé des clarifications supplémentaires afin de déterminer si cela constitue un écart de conformité. Les informations suivantes ont été fournies : « Pour répondre à votre demande, je vous précise que le contrôleur a constaté la non-conformité du dispositif anti-violation du VMS. En conséquence, il a demandé une modification du dispositif avant le prochain appareillage, ce qui a été effectué.</p> <p>Cependant, aucune incohérence dans le VMS n'a été constatée lors du contrôle (pas de fraude). »</p>	<p>compétentes (cf. certificat de scellement daté du 16 novembre 2021). Le problème a donc été résolu avant le prochain départ du navire. Avant cet incident, le navire avait seulement opéré dans des eaux sous juridiction nationale ; le dispositif VMS a été rendu conforme avant que le navire opère dans la division 58.4.2.</p> <p>Mesures à prendre : Ce problème a été résolu et aucune autre mesure n'est nécessaire.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Australie	<i>Antarctic Aurora</i>	<p>Le paragraphe 13 de la MC 10-04 exige des États de pavillon qu'ils notifient au secrétariat dans les 24 heures les entrées, les sorties et les déplacements entre les sous-zones et les divisions de la zone de la Convention.</p> <p>Une notification a été envoyée au secrétariat le 29 juillet 2021 à 02h13 UTC par l'<i>Antarctic Aurora</i> pour signaler l'entrée dans la ZEE des HIMI, déclarant l'entrée le 29 juillet 2021 à 02h11. Aucune notification de mouvement n'ayant été reçue lors de l'entrée dans la division 58.5.2, le secrétariat en a fait la</p>	<p>L'Australie confirme que la notification de mouvement pour l'entrée dans la division 58.5.2 a été fournie au secrétariat avec 32 minutes de retard.</p> <p>Le navire a prévenu qu'il rencontrait des problèmes avec le système de communication satellite pendant la sortie. En conséquence, le système de communication du navire a été remplacé.</p> <p>L'Australie est entrée en contact avec l'armement du navire afin de s'assurer que les notifications de déplacement sont envoyées dans le délai imparti de 24 heures.</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>requête au contact VMS officiel australien le 29 juillet 2021 à 02h36 UTC.</p> <p>Une notification a été fournie au secrétariat le 30 juillet 2021 à 00h12 UTC par l'<i>Antarctic Aurora</i> pour signaler son entrée dans la division 58.5.2, notifiant l'entrée le 28 juillet 2021 à 23h40 UTC.</p> <p>Retard après le délai de 24 heures : 32 minutes.</p>	<p>Mesures à prendre : Pas d'autres mesures à prendre</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Chili	<i>Antarctic Endeavour</i>	<p>Le paragraphe 13 de la MC 10-04 exige des États de pavillon qu'ils notifient au secrétariat dans les 24 heures les entrées, les sorties et les déplacements entre les sous-zones et les divisions de la zone de la Convention.</p> <p>Une notification a été fournie au secrétariat le 19 mai 2022 à 10h56 UTC par l'<i>Antarctic Endeavour</i> pour signaler son entrée dans la sous-zone 48.1, notifiant l'entrée le 18 mai 2022 à 07h11 UTC.</p> <p>Retard après le délai de 24 heures : 3 heures et 45 minutes.</p>	<p>Le retard de notification d'entrée de l'<i>Antarctic Endeavour</i> est dû à une erreur humaine commise par le contrôleur des opérations de pêche. En conséquence, les instructions faites au personnel en charge du suivi et du contrôle du logiciel ont été étayées. De plus, le logiciel utilisé sera mis à jour pour y inclure une alarme informant de l'entrée et de la sortie des navires de la zone de la CCAMLR. La mise à jour du logiciel devrait être lancée d'ici fin septembre.</p> <p>Statut préliminaire : Non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
Mesure de conservation 10-05					
Belgique		<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-05 exige que chaque Partie contractante et Partie non contractante coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC veille à ce que chaque cargaison de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée ou réexportée de son territoire soit accompagnée d'un CED ou d'un CRED. L'importation, l'exportation ou la réexportation de <i>Dissostichus</i> spp. sans CED ou CRED est interdite.</p> <p>Le paragraphe 7 de la MC 10-05 exige que les CED et les CRED soient remplis de la manière décrite à l'annexe 10-05/A. Pour générer, valider et remplir un CED et/ou CRED, il est obligatoire d'utiliser l'e-SDC. Un CED et/ou CRED n'est ni rempli ni validé dans l'e-SDC tant qu'un contact officiel du gouvernement ne fournit pas de vérification à la section 5 du modèle de CED (« étape 4 : Confirmation de l'État d'exportation » dans l'e-SDC). Sans cette validation, l'État d'exportation n'aura pas accès aux documents dans l'e-SDC.</p> <p>L'analyse des données de l'e-SDC a permis d'identifier que la Belgique avait validé 3 CED/CRED après la date d'exportation déclarée. Ainsi, ces cargaisons n'étaient pas accompagnées de CED/CRED remplis au moment de l'exportation.</p> <p>Les CED/CRED identifiés représentent 30 % des exportations de la Belgique.</p>	<p>Réponse soumise au secrétariat par l'UE par e-mail :</p> <p>Concernant les CED/CRED émis tardivement pour la circulation de légine entre les États membres de l'UE.</p> <p>Dans le cas de la circulation de <i>Dissostichus</i> spp. entre les territoires des États membres de l'UE, nous précisons que les États membres de l'UE font partie de l'union douanière de l'UE. Des contrôles douaniers sont réalisés et des frais de douane payés lorsque les produits entrent dans l'union douanière de l'UE. Dès lors, ils peuvent circuler librement sans que d'autres contrôles ou frais douaniers ne soient nécessaires. La situation des membres dont le territoire fait partie d'une union douanière est censée être traitée dans les définitions d'« exportation » et de « réexportation » dans les paragraphes 1 v) et ix) de la MC 10-05 respectivement. Cependant, l'énoncé provisoire des définitions est loin d'être clair (il manque certains mots, « vers » et « depuis », entre autres) et le problème le plus important est que la différence d'énoncé entre ces deux définitions rend leur signification si peu claire que l'on ne comprend même pas si des CED/CRED sont nécessaires ou non lors de la circulation de <i>Dissostichus</i> spp. entre les membres d'une l'union douanière. Nous ne pensons pas que cela devrait être le cas, car techniquement parlant, la circulation au sein d'une union d'un membre à l'autre de cette union n'est pas une « exportation » ou une « réexportation », et il n'existe pas d'activité commerciale nécessitant d'être couverte par un CED/CRED.</p>	<p>Cas nécessitant une interprétation par le SCIC</p>	<p>Voir paragraphe 85</p>

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>L'écart entre l'exportation et la validation des certificats identifiés est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 CED/CRED a été émis entre 300 et 400 jours après la date d'exportation déclarée. • 1 CED/CRED a été émis entre 400 et 500 jours après la date d'exportation déclarée. • 1 CED/CRED a été émis entre 700 et 800 jours après la date d'exportation déclarée. <p>La liste des numéros de certificats individuels CED/CRED est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>L'émission d'un CED/CRED pour les membres de la CCAMLR faisant partie d'une union douanière devrait être limitée à la circulation depuis ladite union, conformément à l'objectif du SDC. Nous proposons de ce fait un statut de conformité préliminaire de « Cas nécessitant une interprétation par le SCIC ».</p> <p>Statut préliminaire : Cas nécessitant une interprétation par le SCIC</p>		
Chili		<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-05 exige que chaque Partie contractante et Partie non contractante coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC veille à ce que chaque cargaison de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée ou réexportée de son territoire soit accompagnée d'un CED ou d'un CRED. L'importation, l'exportation ou la réexportation de <i>Dissostichus</i> spp. sans CED ou CRED est interdite.</p> <p>Le paragraphe 7 de la MC 10-05 exige que les CED et les CRED soient remplis de la manière décrite à l'annexe 10-05/A. Pour générer, valider et remplir un CED et/ou CRED, il est obligatoire d'utiliser l'e-SDC. Un CED et/ou CRED n'est ni rempli ni validé dans l'e-SDC tant qu'un contact officiel du gouvernement ne fournit pas de vérification à la section 5 du modèle de</p>	<p>Cet écart de conformité a été détecté en 2021. Bien que le nombre de certificats validés pendant la période d'analyse (2021/22) soit plus bas que celui détecté lors de la période précédente (2020/21), avec 293 CED sur un total de 1 953 (15 %) vs 377 sur 1 639 CED (23 %), le problème persiste. Après détection de cet écart de conformité au cours de la saison précédente, le Service national de la pêche et de l'aquaculture (SERNAPESCA) a réaffirmé les instructions concernant l'interdiction de valider les CED après la date d'exportation.</p> <p>Le SERNAPESCA est l'autorité compétente concernant la certification des exportations de produits de la pêche, et met actuellement en place des systèmes électroniques pour l'autorisation des exportations, conformément à la stratégie nationale visant à accélérer et simplifier les procédures d'exportation et à simplifier le commerce. Au cours de ce processus, le SERNAPESCA a également détecté un manque de coordination dans le processus</p>	non-conformité (niveau 2)	Voir paragraphe 86

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>CED (« étape 4 : Confirmation de l'État d'exportation » dans l'e-SDC). Sans cette validation, l'État d'exportation n'aura pas accès aux documents dans l'e-SDC.</p> <p>L'analyse des données de l'e-SDC a permis d'identifier que le Chili avait validé 293 CED/CRED après la date d'exportation déclarée. Ainsi, ces cargaisons n'étaient pas accompagnées de CED/CRED remplis au moment de l'exportation.</p> <p>Les CED/CRED identifiés représentent 15 % des exportations du Chili.</p> <p>L'écart entre l'exportation et la validation des certificats identifiés est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 40 CED/CRED ont été émis entre 1 et 2 jours après la date d'exportation déclarée. • 59 CED/CRED ont été émis entre 3 et 5 jours après la date d'exportation déclarée. • 115 CED/CRED ont été émis entre 6 et 10 jours après la date d'exportation déclarée. • 37 CED/CRED ont été émis entre 11 et 20 jours après la date d'exportation déclarée • 42 CED/CRED ont été émis entre 21 et 50 jours après la date d'exportation déclarée <p>La liste des numéros de certificats individuels CED/CRED est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>de validation des différentes exigences liées à l'exportation, concernant la certification de sécurité des aliments et l'origine légale des produits de la pêche.</p> <p>Afin de traiter ce problème de coordination, le SERNAPESCA a maintenant mis en place des ajustements supplémentaires aux procédures de contrôle dans le système électronique, qui exigent maintenant une approbation manuelle par un agent contrôleur de la pêche afin d'assurer que le CED ait été émis avant la date d'exportation pour chaque transfert de <i>Dissostichus</i> spp. et des produits qui en sont dérivés.</p> <p>En outre, nous pensons que le secrétariat pourrait également envisager d'empêcher automatiquement l'émission des CED dans le système de l'e-SDC dans les cas où la date de validation électronique est ultérieure à la date d'exportation attendue, ce qui renforcerait les mesures de contrôle nationale mises en œuvre.</p> <p>L'analyse de traçabilité pour les 293 CED avec une validation « ex post » permet d'assurer qu'ils ne sont pas liés à des activités de pêche INN.</p> <p>Statut préliminaire : Non-conformité (niveau 2)</p>		

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
France		<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-05 exige que chaque Partie contractante et Partie non contractante coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC veille à ce que chaque cargaison de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée ou réexportée de son territoire soit accompagnée d'un CED ou d'un CRED. L'importation, l'exportation ou la réexportation de <i>Dissostichus</i> spp. sans CED ou CRED est interdite.</p> <p>Le paragraphe 7 de la MC 10-05 exige que les CED et les CRED soient remplis de la manière décrite à l'annexe 10-05/A. Pour générer, valider et remplir un CED et/ou CRED, il est obligatoire d'utiliser l'e-SDC. Un CED et/ou CRED n'est ni rempli ni validé dans l'e-SDC tant qu'un contact officiel du gouvernement ne fournit pas de vérification à la section 5 du modèle de CED (« étape 4 : Confirmation de l'État d'exportation » dans l'e-SDC). Sans cette validation, l'État d'exportation n'aura pas accès aux documents dans l'e-SDC.</p> <p>L'analyse des données de l'e-SDC a permis d'identifier que la France avait validé 32 CED/CRED après la date d'exportation déclarée. Ainsi, ces cargaisons n'étaient pas accompagnées de CED/CRED remplis au moment de l'exportation.</p> <p>Les CED/CRED identifiés représentent 11 % des exportations de la France.</p>	<p>Réponse soumise au secrétariat par l'UE par e-mail :</p> <p>Concernant les CED/CRED émis tardivement pour la circulation de légine des États membres de l'UE vers des pays tiers :</p> <p>Nous proposons un statut de conformité préliminaire de « Cas nécessitant une interprétation par le SCIC ».</p> <p>Les problèmes identifiés concernent l'incertitude autour de la « date d'émission » et la « date d'exportation », qui constituait une ambiguïté à propos de l'obligation pertinente, ce qui représente une entrave au respect de la conformité. Ce problème a été largement discuté lors de la réunion 2021 du SCIC et la Commission a amendé la MC 0-05 afin de le régler. Bien que les CED/CRED concernés soient inclus dans la période de déclaration des données actuelle, ils ont été émis avant la réunion 2021 du SCIC et la 41^e réunion de la CCAMLR et donc avant que les clarifications apportées à ces réunions ne soient disponibles. La MC 10-05 ayant été amendée, on peut considérer que cette question est résolue et qu'aucune autre mesure n'est nécessaire.</p> <p>Concernant les CED/CRED émis tardivement pour la circulation de légine entre les États membres de l'UE.</p> <p>Dans le cas de la circulation de <i>Dissostichus</i> spp. entre les territoires des États membres de l'UE, nous précisons que les États membres de l'UE font partie de l'union douanière de l'UE. Des contrôles douaniers sont réalisés et des frais de douane payés lorsque les produits entrent dans l'union douanière de l'UE. Dès lors, ils peuvent circuler librement sans que d'autres contrôles ou frais douaniers ne soient</p>	Absence de consensus	Voir paragraphe 85

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>L'écart entre l'exportation et la validation des certificats identifiés est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 6 CED/CRED ont été émis entre 1 et 2 jours après la date d'exportation déclarée. • 20 CED/CRED ont été émis entre 3 et 5 jours après la date d'exportation déclarée. • 2 CED/CRED ont été émis entre 6 et 10 jours après la date d'exportation déclarée. • 4 CED/CRED ont été émis entre 21 et 50 jours après la date d'exportation déclarée. <p>La liste des numéros de certificats individuels CED/CRED est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>nécessaires. La situation des membres dont le territoire fait partie d'une union douanière est censée être traitée dans les définitions d'« exportation » et de « réexportation » dans les paragraphes 1 v) et ix) de la MC 10-05 respectivement. Cependant, l'énoncé provisoire des définitions est loin d'être clair (il manque certains mots, « vers » et « depuis », entre autres) et le problème le plus important est que la différence d'énoncé entre ces deux définitions rend leur signification si peu claire que l'on ne comprend même pas si des CED/CRED sont nécessaires ou non lors de la circulation de <i>Dissostichus</i> spp. entre les membres d'une l'union douanière.</p> <p>Nous ne pensons pas que cela devrait être le cas, car techniquement parlant, la circulation au sein d'une union d'un membre à l'autre de cette union n'est pas une « exportation » ou une « réexportation », et il n'existe pas d'activité commerciale nécessitant d'être couverte par un CED/CRED. L'émission d'un CED/CRED pour les membres de la CCAMLR faisant partie d'une union douanière devrait être limitée à la circulation depuis ladite union, conformément à l'objectif du SDC. Nous proposons de ce fait un statut de conformité préliminaire de « Cas nécessitant une interprétation par le SCIC ».</p> <p>Statut préliminaire : Cas nécessitant une interprétation par le SCIC</p>		
Corée, République de		<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-05 exige que chaque Partie contractante et Partie non contractante coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC veille à ce que chaque cargaison de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée ou réexportée de son</p>	<p>Parmi les six incidents, les cinq premiers (0A04-ED5B-65C9 ; 1309-6B95-1622 ; B055-A712-6CFC ; FD01-B10C-7412 ; et 2A9A-BCFD-A944) ont eu lieu en raison de jours fériés entre la date de connaissance et l'émission des CED. La réglementation interne de la Corée permettant de mettre en œuvre la MC 10-05 requiert d'un</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>territoire soit accompagnée d'un CED ou d'un CRED. L'importation, l'exportation ou la réexportation de <i>Dissostichus</i> spp. sans CED ou CRED est interdite.</p> <p>Le paragraphe 7 de la MC 10-05 exige que les CED et les CRED soient remplis de la manière décrite à l'annexe 10-05/A. Pour générer, valider et remplir un CED et/ou CRED, il est obligatoire d'utiliser l'e-SDC. Un CED et/ou CRED n'est ni rempli ni validé dans l'e-SDC tant qu'un contact officiel du gouvernement ne fournit pas de vérification à la section 5 du modèle de CED (« étape 4 : Confirmation de l'État d'exportation » dans l'e-SDC). Sans cette validation, l'État d'exportation n'aura pas accès aux documents dans l'e-SDC.</p> <p>L'analyse des données de l'e-SDC a permis d'identifier que la Corée avait validé six CED/CRED après la date d'exportation déclarée. Ainsi, ces cargaisons n'étaient pas accompagnées de CED/CRED remplis au moment de l'exportation.</p> <p>Les CED/CRED identifiés représentent 6 % des exportations de la Corée.</p> <p>L'écart entre l'exportation et la validation des certificats identifiés est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 CED/CRED ont été émis entre 1 et 2 jours après la date d'exportation déclarée. 	<p>exportateur qu'il fournisse une copie du connaissance lorsqu'il demande qu'un CED soit émis. Lors de ces cinq incidents, les exportateurs ont chargé la légine dans les containers et ont reçu le connaissance avant le premier jour férié et ont ensuite soumis les documents au Service national de gestion de la qualité des produits issus de la pêche (NFQS pour <i>National Fishery Products Quality Management Service</i>), l'autorité coréenne émettrice de CED, le lendemain du dernier jour férié. Le dernier incident (FC72-E31F-B8E9) était dû à une révision apportée au CED. Le CED original a été émis le 20 novembre 2021, mais l'importateur a ensuite été changé. Le NFQS aurait révisé la section relative à l'importateur sur le CED mais le nouvel importateur a insisté pour créer un tout nouveau CED avec de nouveaux numéros de certificat, et le NFQS en a donc émis un nouveau pour cette cargaison.</p> <p>Le gouvernement coréen a enquêté sur ces incidents et a déterminé que ce sont les exigences liées au connaissance dans la réglementation nationale qui ont causé des disparités entre la date d'exportation (ou plutôt la date d'émission du connaissance) et l'émission du CED. Le NFQS a revu ses processus internes pour permettre la « vérification du (projet) de connaissance » afin de pouvoir émettre un CED avant que le chargement de la cargaison soit terminé, après quoi seulement le connaissance confirmé sera émis. Le NFQS a dispensé une formation aux agents responsables de l'émission ainsi qu'aux exportateurs afin qu'ils comprennent clairement que toute cargaison de légine doit être accompagnée de CED avant de quitter les ports coréens.</p>		

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<ul style="list-style-type: none"> • 2 CED/CRED ont été émis entre 3 et 5 jours après la date d'exportation déclarée. • 1 CED/CRED a été émis entre 11 et 20 jours après la date d'exportation déclarée. <p>La liste des numéros de certificats individuels CED/CRED est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>Le gouvernement coréen ayant déjà pris les mesures appropriées pour éviter de nouveaux incidents, la Corée est d'avis qu'aucune autre action n'est nécessaire.</p> <p>Mesures à prendre : aucune autre mesure n'est nécessaire</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Pays-Bas		<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-05 exige que chaque Partie contractante et Partie non contractante coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC veille à ce que chaque cargaison de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée ou réexportée de son territoire soit accompagnée d'un CED ou d'un CRED. L'importation, l'exportation ou la réexportation de <i>Dissostichus</i> spp. sans CED ou CRED est interdite.</p> <p>Le paragraphe 7 de la MC 10-05 exige que les CED et les CRED soient remplis de la manière décrite à l'annexe 10-05/A. Pour générer, valider et remplir un CED et/ou CRED, il est obligatoire d'utiliser l'e-SDC. Un CED et/ou CRED n'est ni rempli ni validé dans l'e-SDC tant qu'un contact officiel du gouvernement ne fournit pas de vérification à la section 5 du modèle de CED (« étape 4 : Confirmation de l'État d'exportation » dans l'e-SDC). Sans cette validation, l'État d'exportation n'aura pas accès aux documents dans l'e-SDC.</p>	<p>Réponse soumise au secrétariat par l'UE par e-mail :</p> <p>Concernant les CED/CRED émis tardivement pour la circulation de légine des États membres de l'UE vers des pays tiers</p> <p>Nous proposons un statut de conformité préliminaire de « Cas nécessitant une interprétation par le SCIC ». Les problèmes identifiés concernent l'incertitude autour de la « date d'émission » et la « date d'exportation », qui constituait une ambiguïté à propos de l'obligation pertinente, ce qui représente une entrave au respect de la conformité. Ce problème a été largement discuté lors de la réunion 2021 du SCIC et la Commission a amendé la MC 10-05 afin de le régler. Bien que les CED/CRED concernés soient inclus dans la période de déclaration des données actuelle, ils ont été émis avant la réunion 2021 du SCIC et la 41^e réunion de la CCAMLR et donc avant que les clarifications apportées à ces réunions ne soient disponibles. La MC 10-05 ayant été amendée, on peut considérer que cette question est résolue et qu'aucune autre mesure n'est nécessaire.</p> <p>Statut préliminaire : Cas nécessitant une interprétation par le SCIC</p>	Absence de consensus	Voir paragraphe 85

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>L'analyse des données de l'e-SDC a déterminé que les Pays-Bas ont validé 2 CED/CRED après la date d'exportation déclarée. Ainsi, ces cargaisons n'étaient pas accompagnées de CED/CRED remplis au moment de l'exportation.</p> <p>Les CED/CRED identifiés représentent 11 % des exportations des Pays-Bas.</p> <p>L'écart entre l'exportation et la validation des certificats identifiés est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 CED/CRED ont été émis entre 11 et 20 jours après la date d'exportation déclarée. <p>La liste des numéros de certificats individuels CED/CRED est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>			
Pérou		<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-05 exige que chaque Partie contractante et Partie non contractante coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC veille à ce que chaque cargaison de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée ou réexportée de son territoire soit accompagnée d'un CED ou d'un CRED. L'importation, l'exportation ou la réexportation de <i>Dissostichus</i> spp. sans CED ou CRED est interdite.</p> <p>Le paragraphe 7 de la MC 10-05 exige que les CED et les CRED soient remplis de la manière décrite à l'annexe 10-05/A. Pour générer, valider et remplir un CED et/ou CRED, il est obligatoire d'utiliser l'e-SDC.</p>	Pas de réponse	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>Un CED et/ou CRED n'est ni rempli ni validé dans l'e-SDC tant qu'un contact officiel du gouvernement ne fournit pas de vérification à la section 5 du modèle de CED (« étape 4 : Confirmation de l'État d'exportation » dans l'e-SDC). Sans cette validation, l'État d'exportation n'aura pas accès aux documents dans l'e-SDC.</p> <p>L'analyse des données de l'e-SDC a permis d'identifier que le Pérou avait validé 8 CED/CRED après la date d'exportation déclarée. Ainsi, ces cargaisons n'étaient pas accompagnées de CED/CRED remplis au moment de l'exportation.</p> <p>Les CED/CRED identifiés représentent 6 % des exportations du Pérou.</p> <p>L'écart entre l'exportation et la validation des certificats identifiés est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 6 CED/CRED ont été émis entre 1 et 2 jours après la date d'exportation déclarée. • 2 CED/CRED ont été émis entre 3 et 5 jours après la date d'exportation déclarée. <p>La liste des numéros de certificats individuels CED/CRED est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>			
Afrique du Sud		<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-05 exige que chaque Partie contractante et Partie non contractante coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC veille à ce que chaque cargaison</p>	<p>EXP_Export_Code DCD_Document_Number EXP_Export_Date EXP_Confirmed_Date 352A-C4B9-067A ZA-21-0003-E 28 07 2021 30 07 2021 08:38</p>	<p>Non-conformité mineure (niveau 1)</p>	<p>Aucune autre mesure n'est nécessaire</p>

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée ou réexportée de son territoire soit accompagnée d'un CED ou d'un CRED. L'importation, l'exportation ou la réexportation de <i>Dissostichus</i> spp. sans CED ou CRED est interdite.</p> <p>Le paragraphe 7 de la MC 10-05 exige que les CED et les CRED soient remplis de la manière décrite à l'annexe 10-05/A. Pour générer, valider et remplir un CED et/ou CRED, il est obligatoire d'utiliser l'e-SDC. Un CED et/ou CRED n'est ni rempli ni validé dans l'e-SDC tant qu'un contact officiel du gouvernement ne fournit pas de vérification à la section 5 du modèle de CED (« étape 4 : Confirmation de l'État d'exportation » dans l'e-SDC). Sans cette validation, l'État d'exportation n'aura pas accès aux documents dans l'e-SDC.</p> <p>L'analyse des données de l'e-SDC a permis d'identifier que l'Afrique du Sud avait validé 5 CED/CRED après la date d'exportation déclarée. Ainsi, ces cargaisons n'étaient pas accompagnées de CED/CRED remplis au moment de l'exportation.</p> <p>Les CED/CRED identifiés représentent 15 % des exportations de l'Afrique du Sud.</p> <p>L'écart entre l'exportation et la validation des certificats identifiés est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 CED/CRED ont été émis entre 1 et 2 jours après la date d'exportation déclarée. 	<p>Notre client a demandé un CED le vendredi 28 juillet 2021 auprès du ministère. Le CED a été traité par le ministère le 30 juillet 2022. Le ministère a saisi le CED qui indiquait par erreur que la date d'exportation était le 28 juillet 2021, alors que le connaissance fourni par le client (qui est disponible sur demande) donnait la date du 4 août 2021 pour le chargement du poisson, et la date d'exportation était donc ultérieure à la date vérifiée du 30 juillet 2021.</p> <p>Aucune mesure nécessaire En conformité</p> <p>EXP_Export_Code DCD_Document_Number EXP_Export_Date EXP_Confirmed_Date EDBC-A38F-3271 ZA-21-0005-E 13 02 2022 18 02 2022 12:14</p> <p>Notre client a demandé un CED le vendredi 11 février 2022 auprès du ministère. Tous les détails concernant l'exportation ont également été rapportés par le client à nos responsables de la conformité par voie d'e-mail le 8 février 2022. Le ministère a ensuite traité le CED le plus tôt possible, le 18 février 2022. Le ministère a saisi le CED qui indiquait que la date d'exportation était le 13 février 2022. L'agent chargé de la vérification n'était malheureusement pas présent pour émettre le CED plus tôt. Le client avait cependant parfaitement respecté les conditions d'exportation énoncées dans l'autorisation.</p> <p>Aucune mesure nécessaire En conformité</p> <p>EXP_Export_Code DCD_Document_Number EXP_Export_Date EXP_Confirmed_Date EAC0-4618-35AB KR-21-0011-E 20 07 2021 22 07 2021 21:28</p>		

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<ul style="list-style-type: none"> 3 CED/CRED ont été émis entre 3 et 5 jours après la date d'exportation déclarée. <p>La liste des numéros de certificats individuels CED/CRED est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>Notre client a demandé un CED le vendredi 21 juillet 2021 auprès du ministère. Le CED a été traité par le ministère le 22 juillet 2021. Le ministère a saisi le CED qui indiquait la date d'exportation (date d'embarquement) telle que donnée par le client et confirmée par le projet de connaissance du 20 juillet 2021.</p> <p>Aucune mesure nécessaire Non-conformité mineure (niveau 1)</p> <p>EXP_Export_Code DCD_Document_Number EXP_Export_Date EXP_Confirmed_Date AEB0-C4F9-7AA9 KR-21-0011-E 20 07 2021 23 07 2021 02:54</p> <p>Notre client a demandé un CED le vendredi 21 juillet 2021 auprès du ministère. Le CED a été traité par le ministère le 23 juillet 2021. Le ministère a saisi le CED qui indiquait la date d'exportation (date d'embarquement) telle que donnée par le client et confirmée par le projet de connaissance du 20 juillet 2021.</p> <p>Aucune mesure nécessaire Non-conformité mineure (niveau 1)</p> <p>EXP_Export_Code DCD_Document_Number EXP_Export_Date EXP_Confirmed_Date 18D0-2B89-9344 KR-21-0011-E 18 07 2021 21 07 2021 20:24</p> <p>Notre client a demandé un CED le vendredi 21 juillet 2021 auprès du ministère. Le CED a été traité par le ministère le 21 juillet 2021. Le ministère a saisi le CED qui indiquait date d'exportation (date</p>		

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>d'embarquement) telle qu'indiquée par le client et confirmée par le projet de connaissance du 18 juillet 2021.</p> <p>Aucune mesure nécessaire Non-conformité mineure (niveau 1)</p> <p>Mesures à prendre : aucune mesure nécessaire</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Espagne		<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-05 exige que chaque Partie contractante et Partie non contractante coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC veille à ce que chaque cargaison de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée ou réexportée de son territoire soit accompagnée d'un CED ou d'un CRED. L'importation, l'exportation ou la réexportation de <i>Dissostichus</i> spp. sans CED ou CRED est interdite.</p> <p>Le paragraphe 7 de la MC 10-05 exige que les CED et les CRED soient remplis de la manière décrite à l'annexe 10-05/A. Pour générer, valider et remplir un CED et/ou CRED, il est obligatoire d'utiliser l'e-SDC. Un CED et/ou CRED n'est ni rempli ni validé dans l'e-SDC tant qu'un contact officiel du gouvernement ne fournit pas de vérification à la section 5 du modèle de CED (« étape 4 : Confirmation de l'État d'exportation » dans l'e-SDC). Sans cette validation, l'État d'exportation n'aura pas accès aux documents dans l'e-SDC.</p>	<p>Réponse soumise au secrétariat par l'UE par e-mail : Concernant les CED/CRED émis tardivement par l'Espagne :</p> <p>Le retard concerne 1 % des certificats d'exportation espagnols, qui ont été émis 6 à 10 jours après la date d'exportation (vers l'extérieur de l'union douanière de l'UE). Nous proposons un statut de conformité préliminaire de « non-conformité mineure » (niveau 1), et pour y faire suite, de sensibiliser et former le personnel concerné aux conditions visées à la MC 10-05.</p> <p>Statut préliminaire : Non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>L'analyse des données de l'e-SDC a déterminé que l'Espagne avait validé deux CED/CRED après la date d'exportation déclarée. Ainsi, ces cargaisons n'étaient pas accompagnées de CED/CRED remplis au moment de l'exportation.</p> <p>Les CED/CRED identifiés représentent 1 % des exportations de l'Espagne.</p> <p>L'écart entre l'exportation et la validation des certificats identifiés est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 CED/CRED ont été émis entre 6 et 10 jours après la date d'exportation déclarée. <p>La liste des numéros de certificats individuels CED/CRED est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>			
Royaume-Uni		<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-05 exige que chaque Partie contractante et Partie non contractante coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC veille à ce que chaque cargaison de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée ou réexportée de son territoire soit accompagnée d'un CED ou d'un CRED. L'importation, l'exportation ou la réexportation de <i>Dissostichus</i> spp. sans CED ou CRED est interdite.</p> <p>Le paragraphe 7 de la MC 10-05 exige que les CED et les CRED soient remplis de la manière décrite à l'annexe 10-05/A. Pour générer, valider et remplir un CED et/ou CRED, il est obligatoire d'utiliser l'e-SDC.</p>	<p>Le Royaume-Uni a mené une enquête sur cette infraction potentielle.</p> <p>Les trois cas identifiés concernaient des captures effectuées par les navires <i>Costa Do Cabo</i>, <i>Paradenta Primero</i> et <i>Kestral</i>. Les trois navires sont des chalutiers de fond, avec de la légine conservée comme captures accessoires. Les trois navires opèrent en dehors de la zone de la Convention.</p> <p>Les armements du navire de pêche battant pavillon espagnol <i>Costa Do Cabo</i> ont fait une demande de CCD le 2 septembre 2021 pour de la légine capturée entre le 10 mai et le 17 juin en dehors de la zone de la Convention par un chalut de fond visant d'autres espèces. Le CCD ES-21-0020-E pour 793 kg de HGT a été validé le 14 septembre, alors que les armements</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>Un CED et/ou CRED n'est ni rempli ni validé dans l'e-SDC tant qu'un contact officiel du gouvernement ne fournit pas de vérification à la section 5 du modèle de CED (« étape 4 : Confirmation de l'État d'exportation » dans l'e-SDC). Sans cette validation, l'État d'exportation n'aura pas accès aux documents dans l'e-SDC.</p> <p>L'analyse des données de l'e-SDC a déterminé que le Royaume-Uni avait validé trois CED/CRED après la date d'exportation déclarée. Ainsi, ces cargaisons n'étaient pas accompagnées de CED/CRED remplis au moment de l'exportation.</p> <p>Les CED/CRED identifiés représentent 3 % des exportations du Royaume-Uni.</p> <p>L'écart entre l'exportation et la validation des certificats identifiés est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 CED/CRED a été émis entre 21 et 50 jours après la date d'exportation déclarée • 2 CED/CRED ont été émis entre 51 et 100 jours après la date d'exportation déclarée. <p>La liste des numéros de certificats individuels CED/CRED est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>ont ensuite confirmé que la cargaison avait été exportée le 21 juillet 2021. Les armements ou les autorités de l'État du pavillon important les produits n'ont jamais contacté le Royaume-Uni pour l'aviser de l'exportation des produits de légine.</p> <p>Les armements du navire de pêche battant pavillon espagnol <i>Paradenta Primero</i> a fait une demande de CCD (ES-21-0029-E) pour de la légine capturée entre le 2 et le 15 juillet en dehors de la zone de la Convention par un chalut de fond visant d'autres espèces. Le CCD a été validé par le Royaume-Uni le 19 juillet. La société a ensuite fait une demande de CED pour une exportation le 1^{er} décembre à 14h21 précisant que le container n° SEGU9235263 à bord du cargo <i>Scout</i> avait quitté le port britannique le 21 juillet 2021, précisant que cela avait été requis par l'autorité importatrice. Le CED a été validé par le Royaume-Uni le 14 septembre 2021 à 13h10 UTC concernant 720 kg de HGT. Lors d'une autre communication de la société datant du 15 septembre, l'armement a confirmé que le cargo arriverait à Vigo le 3 septembre. Les armements ou les autorités de l'État du pavillon important les produits n'ont jamais contacté le Royaume-Uni avant le 14 septembre pour l'aviser de l'exportation des produits de légine.</p> <p>Les armements du navire de pêche battant pavillon britannique <i>Kestral</i> ont débarqué la légine capturée entre le 10 mai et le 17 juin en dehors de la zone de la Convention, utilisant un chalut de fond visant d'autres espèces, qui a été débarquée pour traitement dans un port britannique. Un CED (GB-20-0022-E) a été demandé par la compagnie le 30 juin, ce qui a été validé par le Royaume-Uni le 1^{er} juillet concernant 836 kg de HGT. La date d'exportation a ensuite été</p>		

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>confirmée comme étant le 9 juin. Les armements ou les autorités de l'État du pavillon important les produits n'ont jamais contacté le Royaume-Uni pour l'aviser de l'exportation des produits de légine.</p> <p>Mesures à prendre : aide et formation à dispenser à tous les armements capturant de la légine incluant la capture accessoire, aide aux responsables des ports/du SDC, refus des certificats du SDC pour toute importation/exportation de légine ne respectant pas les exigences du SDC, sanctions financières et criminelles supplémentaires à mettre en place pour les armements ne respectant pas les mesures du SDC.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Uruguay		<p>Le paragraphe 6 de la MC 10-05 exige que chaque Partie contractante et Partie non contractante coopérant avec la CCAMLR en participant au SDC veille à ce que chaque cargaison de <i>Dissostichus</i> spp. importée sur son territoire ou exportée ou réexportée de son territoire soit accompagnée d'un CED ou d'un CRED. L'importation, l'exportation ou la réexportation de <i>Dissostichus</i> spp. sans CED ou CRED est interdite.</p> <p>Le paragraphe 7 de la MC 10-05 exige que les CED et les CRED soient remplis de la manière décrite à l'annexe 10-05/A. Pour générer, valider et remplir un CED et/ou CRED, il est obligatoire d'utiliser l'e-SDC. Un CED et/ou CRED n'est ni rempli ni validé dans l'e-SDC tant qu'un contact officiel du gouvernement ne fournit pas de</p>	<p>Il a été confirmé qu'il existait des écarts de conformité ayant à voir avec d'autres exigences de vérification dans les délais impartis. L'autorité compétente mène une enquête sur ces cas pour déterminer les procédures à l'origine de l'écart de conformité et trouver une solution à ce problème à l'avenir.</p> <p>Statut préliminaire : Non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>vérification à la section 5 du modèle de CED (« étape 4 : Confirmation de l'État d'exportation » dans l'e-SDC). Sans cette validation, l'État d'exportation n'aura pas accès aux documents dans l'e-SDC.</p> <p>L'analyse des données de l'e-SDC a déterminé que l'Uruguay avait validé 19 CED/CRED après la date d'exportation déclarée. Ainsi, ces cargaisons n'étaient pas accompagnées de CED/CRED remplis au moment de l'exportation.</p> <p>Les CED/CRED identifiés représentent 12 % des exportations de l'Uruguay.</p> <p>L'écart entre l'exportation et la validation des certificats identifiés est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 CED/CRED a été émis entre 1 et 2 jours après la date d'exportation déclarée • 1 CED/CRED a été émis entre 3 et 5 jours après la date d'exportation déclarée • 5 CED/CRED ont été émis entre 6 et 10 jours après la date d'exportation déclarée. • 10 CED/CRED ont été émis entre 21 et 50 jours après la date d'exportation déclarée. • 2 CED/CRED ont été émis entre 51 et 100 jours après la date d'exportation déclarée. <p>La liste des numéros de certificats individuels CED/CRED est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>			

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
Mesure de conservation 10-09					
Chili		<p>Le paragraphe 2 de la MC 10-09 prévoit que chaque Partie contractante en sa qualité d'État du pavillon notifie au secrétariat, au moins 72 heures à l'avance, l'intention de l'un de ses navires d'effectuer un transbordement dans la zone de la Convention.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié un cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Les écarts entre les dates et heures des notifications (selon les métadonnées des notifications) et les heures notifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 notification a été envoyée entre 60 et 69 heures après le délai de notification imparti de 72 heures <p>Chili a reconnu le retard de transmission lors de la soumission de la notification.</p> <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>En raison d'écarts de conformité similaires lors de la saison précédente, le 29 septembre 2021, le Service national de la pêche et de l'aquaculture (SERNAPESCA) a ordonné aux propriétaires du navire d'envoyer les notifications directement au secrétariat avant le transbordement (dans le cas de transbordements prévus), de même que la confirmation une fois le transbordement effectué, en incluant une copie pour le SERNAPESCA.</p> <p>L'objectif est de réduire les délais de notification et d'éviter des retards inutiles, réduisant ainsi le risque de non-conformité lors du processus de notification.</p> <p>L'écart de conformité en question a eu lieu le 19 juillet 2021, avant que ne soit donnée la consigne susmentionnée, et était dû à un problème interne de coordination concernant la soumission de la notification au secrétariat.</p> <p>Entre septembre 2021 et la date de ce rapport, la mesure de conservation a été pleinement mise en œuvre et aucun autre écart de conformité n'a été détecté.</p> <p>Statut préliminaire : Non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire
Chine		<p>Le paragraphe 2 de la MC 10-09 prévoit que chaque Partie contractante en sa qualité d'État du pavillon notifie au secrétariat, au moins 72 heures à l'avance, l'intention de l'un de ses navires d'effectuer un transbordement dans la zone de la Convention.</p>	<p>Le <i>Fu Yuan Yu 9818</i> a envoyé une notification de transbordement à sa société à temps le 24 avril 2022 à 22h51. Cependant, en raison du décalage horaire, la notification a été envoyée au secrétariat avec presque deux heures de retard.</p> <p>Mesures à prendre : la Chine va mieux s'organiser afin d'éviter les retards de notification à l'avenir.</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>L'analyse des données de transbordement a identifié 1 cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Les écarts entre les dates et heures de l'envoi des notifications (selon les métadonnées des notifications) et les heures notifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 notification a été envoyée entre 0 et 9 heures après le délai de notification imparti de 72 heures <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)		
Norvège		<p>Le paragraphe 2 de la MC 10-09 prévoit que chaque Partie contractante en sa qualité d'État du pavillon notifie au secrétariat, au moins 72 heures à l'avance, l'intention de l'un de ses navires d'effectuer un transbordement dans la zone de la Convention.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié quatre cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Les écarts entre les dates et heures de l'envoi des notifications (selon les métadonnées des notifications) et les heures notifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 notification a été envoyée entre 0 et 9 heures après le délai de notification imparti de 72 heures • 1 notification a été envoyée entre 10 et 19 heures après le délai de notification imparti de 72 heures 	<p>Nos investigations confirment qu'il y a eu quelques cas de non-respect du délai de notification au secrétariat de 72 heures minimum avant des opérations de transbordement prévues. Il convient cependant de souligner que les opérations de transbordement identifiées comme non conformes au paragraphe 2 de la MC 10-09 n'ont démarré que 72 heures au moins après l'envoi des notifications.</p> <p>Un dialogue étroit a eu lieu entre les autorités norvégiennes et les navires/propriétaires concernant l'importance du respect de la MC 10-09. De nouvelles procédures ont été mises en œuvre à bord des navires avant le début de la saison de pêche 2021/22. Celles-ci ont réduit le risque d'erreurs manuelles, et le niveau de conformité a grandement augmenté en comparaison avec les saisons précédentes.</p> <p>Les autorités norvégiennes vont continuer de travailler avec les navires/propriétaires afin</p>	Non-conformité (niveau 2)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<ul style="list-style-type: none"> • 1 notification a été envoyée entre 30 et 39 heures après le délai de notification imparti de 72 heures • 1 notification a été envoyée entre 70 et 79 heures après le délai de notification imparti de 72 heures <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>d'améliorer encore la compréhension du respect de la MC 10-09.</p> <p>Concernant le statut de conformité, nous considérons la plupart des écarts à la MC 10-09 comme des infractions mineures (niveau 1). Toutefois, comme plusieurs cas ont été identifiés, nous suggérons le statut de « non-conformité (niveau 2) ».</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité (niveau 2)</p>		
Panama		<p>Le paragraphe 2 de la MC 10-09 prévoit que chaque Partie contractante en sa qualité d'État du pavillon notifie au secrétariat, au moins 72 heures à l'avance, l'intention de l'un de ses navires d'effectuer un transbordement dans la zone de la Convention.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié quatre cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Les écarts entre les dates et heures de l'envoi des notifications (selon les métadonnées des notifications) et les heures notifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 notifications ont été envoyées entre 0 et 9 heures après le délai de notification imparti de 72 heures • 1 notification a été envoyée entre 40 et 49 heures après le délai de notification imparti de 72 heures <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>À la suite de la nouvelle loi sur les pêcheries n° 204 du 18 mars 2021, nous avons entamé des discussions concernant les processus de réglementation afin de couvrir tous les aspects de la pêche et de l'aquaculture, y compris les délais de soumission des informations par les navires, par exemple la constante fondée sur la réglementation nationale selon laquelle le Panama exige de ses navires un préavis d'au moins 48 h pour les activités de transfert de produits issus de la pêche, de ravitaillement ou autre, ce qui nous désavantage dans le respect de certaines exigences énoncées dans les mesures de la CCAMLR. De ce fait, le Panama a communiqué à ses navires opérant dans la zone de la CCAMLR l'obligation de respecter les mesures de conservation et de gestion, et plus spécifiquement la MC 10-09.</p> <p>Mesures à prendre : le Panama a identifié un écart de conformité au paragraphe 2 de la MC 10-09 concernant la soumission des informations au secrétariat de la Convention. Les mesures nécessaires seront prises pour non-conformité et l'écart sera transmis au département de répression des infractions pour qu'il mène une enquête et décide de la sanction appropriée.</p>	Non-conformité (niveau 2)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>Le Panama a effectué des changements structurels de son institution, en se focalisant sur le renforcement des capacités, ce qui entraîne un examen constant de la conformité avec les mesures de conservation des ORGP par nos navires battant pavillon du Panama.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité (niveau 2)</p>		
Russie		<p>Le paragraphe 2 de la MC 10-09 prévoit que chaque Partie contractante en sa qualité d'État du pavillon notifie au secrétariat, au moins 72 heures à l'avance, l'intention de l'un de ses navires d'effectuer un transbordement dans la zone de la Convention.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié deux cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Les écarts entre les dates et heures de l'envoi des notifications (selon les métadonnées des notifications) et les heures notifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 notification a été envoyée entre 0 et 9 heures après le délai de notification imparti de 72 heures • 1 notification a été envoyée entre 20 et 29 heures après le délai de notification imparti de 72 heures <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>La Russie a mené une enquête détaillée sur les cas mentionnés conformément aux paragraphes 2 et 3 de la MC 10-09 et l'autorité compétente exige des navires qu'ils avisent le secrétariat directement. L'investigation de ces cas a établi qu'à l'époque indiquée, les navires de transport battant pavillon de la Fédération de Russie étaient loués par la société Baltmed Reefer Service Ltd. (Grèce), qui contrôlait principalement les activités commerciales du navire. Compte tenu du fait que la société grecque armait le navire, un malentendu a eu lieu quant au respect de la procédure concernant la confirmation des transbordements dans la zone de la Convention. La mesure de conservation ne prévoit pas la possibilité que les armements notifient les transbordements. Pour autant, l'activité commerciale des navires, y compris les transbordements, est actuellement gérée par l'armement. La capacité des propriétaires des navires à s'impliquer dans l'aspect commercial des activités d'un navire pendant la durée d'un bail est en fait limitée. Dans les cas où la MC 10-09 ne prévoit pas les spécificités de l'activité commerciale des armements des navires, il convient de corriger la situation en incluant la possibilité de demander aux exploitants des navires de notifier au secrétariat les transbordements dans la zone de la Convention.</p> <p>Mesures à prendre : il pourrait être nécessaire d'ajuster la MC 10-09.</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphes 87 et 88

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			Statut préliminaire : cas nécessitant une interprétation par le SCIC		
Vanuatu		<p>Le paragraphe 2 de la MC 10-09 prévoit que chaque Partie contractante en sa qualité d'État du pavillon notifie au secrétariat, au moins 72 heures à l'avance, l'intention de l'un de ses navires d'effectuer un transbordement dans la zone de la Convention.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié deux cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Les écarts entre les dates et heures de l'envoi des notifications (selon les métadonnées des notifications) et les heures notifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 notification a été envoyée entre 0 et 9 heures après le délai de notification imparti de 72 heures • 1 notification a été envoyée entre 20 et 29 heures après le délai de notification imparti de 72 heures <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	Pas de réponse	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire
Australie		<p>Le paragraphe 3 de la MC 10-09 énonce que tout État du pavillon doit notifier au secrétariat, au moins 2 heures à l'avance, le transbordement de produits autres que des ressources marines vivantes pêchées, des appâts ou du carburant.</p>	<p>L'Australie confirme que le navire a transmis la notification de transbordement en retard au secrétariat. Le transbordement incluait le transfert de matériel de réfrigération à un autre navire.</p> <p>Le navire a prévenu qu'il rencontrait des problèmes avec le système de communication satellite pendant la sortie. En conséquence, le système de communication du navire a été remplacé.</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>L'analyse des données de transbordement a identifié un cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Les écarts entre les dates et heures de l'envoi des notifications (selon les métadonnées des notifications) et les heures notifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 notification a été envoyée entre 1 et 1 heure 30 après le délai de notification imparti de 2 heures <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>L'Australie a contacté les armements du navire afin de s'assurer que les délais de pré-notification de transbordements sont respectés.</p> <p>Mesures à prendre : pas d'autres mesures à prendre</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Norvège		<p>Le paragraphe 3 de la MC 10-09 énonce que tout État du pavillon doit notifier au secrétariat, au moins 2 heures à l'avance, le transbordement de produits autres que des ressources marines vivantes pêchées, des appâts ou du carburant.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié deux cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Les écarts entre les dates et heures de l'envoi des notifications (selon les métadonnées des notifications) et les heures notifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 notifications ont été envoyées entre 0 et 30 minutes après le délai de notification imparti de 2 heures <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>Nos investigations confirment qu'il y a eu quelques cas de non-respect du délai de notification au secrétariat de 2 heures minimum avant le transbordement prévu de produits autre que des ressources marines vivantes pêchées, des appâts ou du carburant.</p> <p>Un dialogue étroit a eu lieu entre les autorités norvégiennes et les navires/propriétaires concernant l'importance du respect de la MC 10-09. De nouvelles procédures ont été mises en œuvre à bord des navires avant le début de la saison de pêche 2021/22. Celles-ci ont réduit le risque d'erreurs manuelles, et le niveau de conformité a grandement augmenté en comparaison avec les saisons précédentes.</p> <p>Les autorités norvégiennes vont continuer de travailler avec les navires/propriétaires afin d'améliorer encore la compréhension du respect de la MC 10-09.</p>	Non-conformité (niveau 2)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>Concernant le statut de conformité, nous considérons la plupart des écarts à la MC 10-09 comme des infractions mineures (niveau 1). Toutefois, comme plusieurs cas ont été identifiés, nous suggérons le statut de « non-conformité (niveau 2) ».</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité (niveau 2)</p>		
Panama		<p>Le paragraphe 3 de la MC 10-09 énonce que tout État du pavillon doit notifier au secrétariat, au moins 2 heures à l'avance, le transbordement de produits autres que des ressources marines vivantes pêchées, des appâts ou du carburant.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié un cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Les écarts entre les dates et heures de l'envoi des notifications (selon les métadonnées des notifications) et les heures notifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 notification a été envoyée entre 0 et 30 minutes après le délai de notification imparti de 2 heures <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>Le Panama a identifié un écart de conformité au paragraphe 3 de la MC 10-09 concernant la soumission des informations au secrétariat. Les mesures nécessaires seront prises pour non-conformité et l'écart sera transmis au département de répression des infractions pour qu'il mène une enquête et décide de la sanction appropriée.</p> <p>Mesures à prendre : le Panama a communiqué à ses navires opérant dans la zone de la CCAMLR l'obligation de respecter les mesures de conservation et de gestion, et plus spécifiquement la MC 10-09.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire
Royaume-Uni		<p>Le paragraphe 3 de la MC 10-09 énonce que tout État du pavillon doit notifier au secrétariat, au moins 2 heures à l'avance, le transbordement de produits autres que des ressources marines vivantes pêchées, des appâts ou du carburant.</p>	<p>Le Royaume-Uni a mené une enquête sur cette infraction potentielle.</p> <p>Ce transbordement était un transfert de ravitaillement entre le <i>San Aotea II</i> et l'<i>Argos Helena</i> le 5 décembre 2021.</p>	Cas nécessitant une interprétation par le SCIC	Voir paragraphe 90

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>L'analyse des données de transbordement a identifié un cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Les écarts entre les dates et heures de l'envoi des notifications (selon les métadonnées des notifications) et les heures notifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 notification a été envoyée entre 0 et 30 minutes après le délai de notification imparti de 2 heures <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>Le <i>San Aotea II</i> a fourni une notification de transbordement à 12h14 et l'<i>Argos Helena</i> à 12h46, signalant tous deux qu'un transbordement de ravitaillement aurait lieu le 5 décembre à 14h30, en fonction de l'état des glaces.</p> <p>L'<i>Argos Helena</i> a fini de remonter ses lignes à 14h24 et a ensuite fait route vers le lieu de rencontre pour le transbordement, où il est arrivé à 15h47. Le transbordement a eu lieu à 15h50. À 16h05, l'<i>Argos Helena</i> a notifié au secrétariat la fin du transbordement.</p> <p>Le transbordement a eu lieu 3 heures et 4 minutes après l'envoi de la notification.</p> <p>Mesures à prendre : aucune</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>		
Corée, République de		<p>Le paragraphe 5 de la MC 10-09 exige que Chaque État du pavillon confirme les informations présentées au secrétariat en vertu des paragraphes 2 ou 3 dans les 3 jours ouvrables suivant un transbordement.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié un cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Un transbordement notifié n'a pas été confirmé.</p> <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>Le <i>Sejong</i> a reçu quatre (4) pare-battages de la part du <i>Zefyros Reefer</i> le 23 juin 2022, ce qui a été signalé au secrétariat deux heures avant le transbordement, conformément au paragraphe 3 de la MC 10-09. Les pare-battages ont ensuite été transférés à un autre navire, le <i>Frio Mogami</i>, le 26 juin, lorsque le <i>Sejong</i> a transbordé du krill sur le navire transporteur. Le rapport de confirmation du transbordement de pare-battages entre le <i>Zefyros Reefer</i> et le <i>Sejong</i> n'a pas été omis volontairement, mais le <i>Sejong</i> a commenté que le navire avait transféré quatre pare-battages au <i>Frio Mogami</i> lorsqu'il a soumis le rapport de fin de transbordement au secrétariat le 27 juin. Les informations concernant le transbordement de quatre pare-battages par le <i>Zefyros Reefer</i> a été en quelque sorte confirmé mais</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>n'apparaissait pas dans le formulaire présenté en annexe 10-09. Ainsi, la Corée estime qu'il s'agit un écart de conformité mineur. Le ministère coréen des Océans et des Pêches coréen, qui délègue la déclaration des transbordements aux navires, a donné aux armements des instructions strictes afin d'éviter de nouveaux incidents. Étant donné que 1) cet incident ne s'est produit qu'une seule fois, a résulté d'une erreur de bonne foi et a été déclaré entièrement au secrétariat ultérieurement, 2) les informations ont été indirectement fournies dans les 3 jours suivants le transbordement et 3) la Corée a mis en place des mesures pour éviter que cet incident ne se reproduise, celle-ci estime qu'il n'est pas nécessaire de prendre d'autre mesure concernant cet écart.</p> <p>Mesures à prendre : aucune autre mesure n'est nécessaire</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Nouvelle-Zélande		<p>Le paragraphe 5 de la MC 10-09 exige que Chaque État du pavillon confirme les informations présentées au secrétariat en vertu des paragraphes 2 ou 3 dans les 3 jours ouvrables suivant un transbordement.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié un cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Un transbordement notifié n'a pas été confirmé.</p> <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>L'enquête a confirmé que le navire n'avait pas fourni la notification exigée en vertu du paragraphe 5 de la MC 10-09 pour confirmer que le transbordement des pièces mécaniques avait été effectué. Le navire avait envoyé une notification à l'affréteur mais n'avait pas inclus les responsables et le secrétariat, comme cela est exigé.</p> <p>Un oubli administratif s'est produit de la part d'agents néo-zélandais qui n'ont pas demandé aux opérateurs du navire la notification de transbordement manquante. Les procédures administratives ont été modifiées par la Partie contractante afin de s'assurer que cela ne se reproduise pas.</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>Mesures à prendre : aucune autre mesure n'est nécessaire</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Norvège		<p>Le paragraphe 5 de la MC 10-09 exige que Chaque État du pavillon confirme les informations présentées au secrétariat en vertu des paragraphes 2 ou 3 dans les 3 jours ouvrables suivant un transbordement.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié trois cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Trois transbordements notifiés n'ont pas été confirmés.</p> <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>Selon le résumé de mise en œuvre fourni par le secrétariat, trois transbordements notifiés n'ont pas été confirmés comme l'exige le paragraphe 5 de la MC 10-09.</p> <p>Cependant, nos enquêtes ont déterminé qu'une confirmation avait été fournie pour les transbordements notifiés le 22 mai 2022 (THP_ID 118429 et 118428). D'après nos registres, la Direction de la pêche a reçu la confirmation le 25 mai 2022 à 19h52. Le transbordement notifié le 8 février 2022 n'a pas été confirmé.</p> <p>Un dialogue étroit a eu lieu entre les autorités norvégiennes et les navires/propriétaires concernant l'importance du respect de la MC 10-09. De nouvelles procédures ont été mises en œuvre à bord des navires avant le début de la saison de pêche 2021/22. Celles-ci ont réduit le risque d'erreurs manuelles, et le niveau de conformité a grandement augmenté en comparaison avec les saisons précédentes.</p> <p>Les autorités norvégiennes vont continuer de travailler avec les navires/propriétaires afin d'améliorer encore la compréhension du respect de la MC 10-09.</p> <p>Concernant le statut de conformité, nous considérons la plupart des écarts à la MC 10-09 comme des</p>	Non-conformité (niveau 2)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>infractions mineures (niveau 1). Toutefois, comme plusieurs cas ont été identifiés, nous suggérons le statut de « non-conformité (niveau 2) ».</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité (niveau 2)</p>		
Panama		<p>Le paragraphe 5 de la MC 10-09 exige que Chaque État du pavillon confirme les informations présentées au secrétariat en vertu des paragraphes 2 ou 3 dans les 3 jours ouvrables suivant un transbordement.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié trois cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Trois transbordements notifiés n'ont pas été confirmés.</p> <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>Le Panama a identifié un écart de conformité au paragraphe 5 de la MC 10-09 concernant la soumission des informations au secrétariat. Les mesures nécessaires seront prises pour non-conformité et l'écart sera transmis au département de répression des infractions pour qu'il mène une enquête et décide de la sanction appropriée.</p> <p>Mesures à prendre : le Panama a communiqué à ses navires opérant dans la zone de la CCAMLR l'obligation de respecter les mesures de conservation et de gestion, et plus spécifiquement la MC 10-09.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire
Russie		<p>Le paragraphe 5 de la MC 10-09 exige que Chaque État du pavillon confirme les informations présentées au secrétariat en vertu des paragraphes 2 ou 3 dans les 3 jours ouvrables suivant un transbordement.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié huit cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Huit transbordements notifiés n'ont pas été confirmés.</p>	<p>La Russie a mené une enquête détaillée sur les cas mentionnés conformément aux paragraphes 2 et 3 de la MC 10-09 et l'autorité compétente exige des navires qu'ils avisent le secrétariat directement. L'investigation de ces cas a établi qu'à l'époque indiquée, les navires de transport battant pavillon de la Fédération de Russie étaient loués par la société Baltmed Reefer Service Ltd. (Grèce), qui contrôlait principalement les activités commerciales du navire. Compte tenu du fait que la société grecque armait le navire, un malentendu a eu lieu quant au respect de la procédure concernant la confirmation des transbordements dans la zone de la Convention.</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 91

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.	<p>La mesure de conservation ne prévoit pas la possibilité que les armements notifient les transbordements. Pour autant, l'activité commerciale des navires, y compris les transbordements, est actuellement gérée par l'armement. La capacité des propriétaires des navires à s'impliquer dans l'aspect commercial des activités d'un navire pendant la durée d'un bail est en fait limitée. Dans les cas où la MC 10-09 ne prévoit pas les spécificités de l'activité commerciale des armements des navires, il convient de corriger la situation en incluant la possibilité de demander aux exploitants des navires de notifier au secrétariat les transbordements dans la zone de la Convention.</p> <p>Mesures à prendre : il pourrait être nécessaire d'ajuster la MC 10-09.</p> <p>Statut préliminaire : cas nécessitant une interprétation par le SCIC</p>		
Vanuatu		<p>Le paragraphe 5 de la MC 10-09 exige que Chaque État du pavillon confirme les informations présentées au secrétariat en vertu des paragraphes 2 ou 3 dans les 3 jours ouvrables suivant un transbordement.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié deux cas de non-respect des délais de notification.</p> <p>Deux transbordements notifiés n'ont pas été confirmés.</p> <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	Pas de réponse	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
Panama		<p>Le paragraphe 8 de la MC 10-09 prévoit qu'aucun navire ne peut effectuer de transbordement dans la zone de la Convention sans notification préalable, conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de la MC 10-09.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié la non-conformité de quatre transbordements.</p> <p>Quatre transbordements confirmés mais pas de notification de l'État du pavillon ni du navire.</p> <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>Le Panama a identifié un écart de conformité au paragraphe 8 de la MC 10-09 concernant la soumission des informations au secrétariat. Les mesures nécessaires seront prises pour non-conformité et l'écart sera transmis au département de répression des infractions pour qu'il mène une enquête et décide de la sanction appropriée.</p> <p>Mesures à prendre : le Panama a communiqué à ses navires opérant dans la zone de la CCAMLR l'obligation de respecter les mesures de conservation et de gestion, et plus spécifiquement la MC 10-09.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité (niveau 2)</p>	Non-conformité (niveau 2)	Aucune autre mesure n'est nécessaire
Russie		<p>Le paragraphe 8 de la MC 10-09 prévoit qu'aucun navire ne peut effectuer de transbordement dans la zone de la Convention sans notification préalable, conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de la MC 10-09.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié la non-conformité de trois transbordements.</p> <p>Trois transbordements confirmés mais pas de notification de l'État du pavillon ni du navire.</p> <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	<p>La Russie a mené une enquête détaillée sur les cas mentionnés conformément aux paragraphes 2 et 3 de la MC 10-09 et l'autorité compétente exige des navires qu'ils avisent le secrétariat directement. L'investigation de ces cas a établi qu'à l'époque indiquée, les navires de transport battant pavillon de la Fédération de Russie étaient loués par la société Baltmed Reefer Service Ltd. (Grèce), qui contrôlait principalement les activités commerciales du navire. Compte tenu du fait que la société grecque armait le navire, un malentendu a eu lieu quant au respect de la procédure concernant la confirmation des transbordements dans la zone de la Convention. La mesure de conservation ne prévoit pas la possibilité que les armements notifient les transbordements. Pour autant, l'activité commerciale des navires, y compris les transbordements, est actuellement gérée par l'armement. La capacité des propriétaires des navires à s'impliquer dans l'aspect commercial des activités d'un navire pendant la durée d'un bail est en fait limitée.</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 92

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>Dans les cas où la MC 10-09 ne prévoit pas les spécificités de l'activité commerciale des armements des navires, il convient de corriger la situation en incluant la possibilité de demander aux exploitants des navires de notifier au secrétariat les transbordements dans la zone de la Convention.</p> <p>Mesures à prendre : il pourrait être nécessaire d'ajuster la MC 10-09.</p> <p>Statut préliminaire : cas nécessitant une interprétation par le SCIC</p>		
Vanuatu		<p>Le paragraphe 8 de la MC 10-09 prévoit qu'aucun navire ne peut effectuer de transbordement dans la zone de la Convention sans notification préalable, conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de la MC 10-09.</p> <p>L'analyse des données de transbordement a identifié la non-conformité de deux transbordements.</p> <p>Deux transbordements confirmés mais pas de notification de l'État du pavillon ni du navire.</p> <p>La liste des transbordements est disponible en annexe à ce cas sur le site web.</p>	Pas de réponse	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire
Mesure de conservation 25-02					
Australie	<i>Antarctic Aurora</i>	Le paragraphe 5 de la MC 41-08 exige que la pêche à la palangre soit menée conformément à la MC 25-02.	L'Australie a enquêté sur cet incident, notamment par un examen du rapport de l'observateur n° 2101 et du compte rendu de contrôle portuaire, ainsi qu'un dialogue avec l'observateur et l'agent de contrôle concernés. L'observateur a confirmé que le navire était en conformité avec la MC 25-02 concernant la longueur des banderoles et a indiqué que 0,5 m était	En conformité	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>Le paragraphe 4 de l'annexe 25-02/A de la MC 25-02 exige que la longueur des banderoles les plus éloignées soit de 1 mètre minimum.</p> <p>Le rapport de l'observateur n° 2101 pour la sortie du navire battant pavillon australien <i>Antarctic Aurora</i> pour la période du 16 juillet 2021 au 29 septembre 2021 énonce ce qui suit :</p> <p>« Longueur des banderoles min/max (m) : 7.5/0.5. »</p>	<p>une erreur typographique sur le diagramme fourni, qui aurait dû énoncer 1,5 m. L'examen par l'Australie du compte rendu de contrôle portuaire indique que la ligne de banderoles respecte les spécifications, comme l'ont confirmé les discussions avec le contrôleur des pêches.</p> <p>En outre, l'Australie a contacté le navire pour vérifier plus avant la longueur de la ligne de banderoles. Il n'a pas été possible de confirmer la taille minimum des banderoles pour cette sortie spécifiquement, car les lignes tori utilisées lors de cette campagne ont depuis été remplacées dans le cadre d'une opération de maintenance de routine.</p> <p>Mesures à prendre : aucune mesure nécessaire</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>		
Ukraine	<i>Calipso</i>	<p>Le paragraphe 5 de la MC 41-08 exige que la pêche à la palangre soit menée conformément à la MC 25-02.</p> <p>Le paragraphe 4 de l'annexe 25-02/A à la MC 25-02 exige que les lignes de banderoles soient constituées d'une corde ou d'un tube en plastique de couleur vive.</p> <p>Le rapport de l'observateur n° 2183 pour la sortie du navire battant pavillon ukrainien <i>Simeiz</i> pour la période du 24 octobre 2021 au 10 janvier 2022 énonce ce qui suit :</p>	<p>Le paragraphe 1 de l'annexe 25-02/A à la MC 25-02 énonce : « ...Les navires sont encouragés à étendre au maximum cette section aérienne... »</p> <p>La ligne de banderoles respectait le modèle de la CCAMLR. Le matériau utilisé était de couleur orange vif (bande en plastique de 3 cm de largeur).</p> <p>Les bandes en toile utilisées sur le <i>Calipso</i> semblent plus souples et fournissent une meilleure efficacité à la ligne de banderoles.</p> <p>En conséquence, aucune capture accidentelle d'oiseaux n'a été enregistrée. En outre, aucun cas d'oiseau mangeant l'appât pendant toute la période d'observation n'a été signalé.</p>	En conformité	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		« Les banderoles étaient d'un orange vif et consistaient en des bandes de toile de 3 cm [figure 45]. »	Cela pourrait être discuté lors de la réunion du SCIC pour déterminer si l'utilisation de bandes de toile contredisent les objectifs de réduction de la mortalité aviaire.		
			Statut préliminaire : en conformité		
Ukraine	<i>Simeiz</i>	<p>Le paragraphe 5 de la MC 41-08 exige que la pêche à la palangre soit menée conformément à la MC 25-02.</p> <p>Le paragraphe 4 de l'annexe 25-02/A de la MC 25-02 exige que la longueur des banderoles les plus éloignées soit de 1 mètre minimum.</p> <p>Le rapport de l'observateur n° 2179 pour la sortie du navire battant pavillon ukrainien <i>Simeiz</i> pour la période du 24 octobre 2021 au 10 janvier 2022 énonce ce qui suit : « Longueur des banderoles min/max (m) : 0.52/7.1. »</p>	<p>Le paragraphe 1 de l'annexe 25-02/A à la MC 25-02 énonce : « ...Les navires sont encouragés à étendre au maximum cette section aérienne... »</p> <p>La ligne de banderoles sur le <i>Simeiz</i> est parfaitement conforme aux exigences minimales et a été équipée d'un nombre de bandes supplémentaires d'une longueur inférieure à 1 mètre.</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire
Japon	<i>Shinsei Maru No. 8</i>	<p>Le paragraphe 7 de la MC 41-09 exige que la pêche à la palangre soit menée conformément à la MC 25-02.</p> <p>Le paragraphe 4 de l'annexe 25-02/A de la MC 25-02 exige que la longueur des banderoles les plus éloignées soit de 1 mètre minimum.</p> <p>Le rapport de l'observateur n° 2187_2188 concernant la sortie du navire battant pavillon japonais <i>Shinsei Maru No. 8</i> pour la période du 28 octobre 2021 au 21 mai 2022 énonce ce qui suit :</p> <p>« Longueur de la ligne de banderole : de 0,55 à 6,75 m »</p>	<p>Il a été confirmé qu'il utilisait une ligne de banderoles incluant deux banderoles à l'extrémité la plus éloignée, qui mesureraient moins de 1 m au cours de la période spécifiée.</p> <p>Il a également été confirmé que la longueur de ces banderoles leur permettait d'atteindre la surface de l'eau, comme spécifié au paragraphe 4 de l'annexe 25-02/A à la MC 25-02.</p> <p>Le navire est certain d'opérer conformément aux mesures de conservation appropriées à l'avenir.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
Mesure de conservation 26-01					
Chine	<i>Fu Yuan Yu 9818</i>	<p>Le paragraphe 1 de la MC 26-01 interdit aux navires pêchant dans la zone de la Convention de déverser en mer des matières plastiques, conformément à la réglementation à l'annexe V de MARPOL relative à la prévention de la pollution par les ordures des navires.</p> <p>Le rapport de l'observateur n° 2132 concernant la sortie du navire battant pavillon chinois <i>Fu Yuan Yu 9818</i> du 10 juin 2021 au 25 août 2021 contient ce qui suit :</p> <p>« Les déchets combustibles ont été incinérés et les résidus conservés. Ils ont été conservés sur le pont et les résidus ont été entreposés de manière plus sécurisée en utilisant une bâche et des cordages pour éviter qu'ils ne soient emportés, sur les conseils de l'observateur. Ils étaient cependant conservés sur le pont. L'observateur a observé les déchets laissés non arrimés avant l'incinération, risquant d'être emportés par le vent.</p> <p>Des déchets ont été accidentellement perdus au cours de quatre incidents différents. Il s'agissait d'emballages en carton, de sacs plastiques et de boîtes de conserve. »</p> <p>La perte de sacs plastiques en mer due à des pratiques de gestion des déchets avant l'incinération a été évaluée comme un déversement illégal de plastiques en mer.</p>	<p>Les incidents étaient des pertes non intentionnelles dues à des vents forts. À la suite de cela, le <i>Fu Yuan Yu 9818</i> a installé une cage en fer pour le stockage des ordures, couverte et sécurisée. Cette mesure peut empêcher efficacement la perte de déchets même en cas de vents forts.</p> <p>Mesures à prendre :</p> <p>La Chine insistera sur ce problème lors de sa formation annuelle, qui se tiendra en novembre cette année, pour éviter que ne se reproduisent des incidents similaires à l'avenir.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 95

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
France	<i>Le Saint André</i>	<p>Le paragraphe 9 de la MC 26-01 interdit le rejet ou le déversement en mer de déchets au sud de 60°S.</p> <p>Entre le 1^{er} et le 12 février 2022, <i>Le Saint André</i> a déclaré dans ses données C2 le rejet au sud de 60°S de 135 individus de TOA, représentant un poids total de 1 720.12 kg et deux individus de SRX représentant un poids total de 6,6 kg.</p>	<p>La France a mené une enquête à ce sujet à l'aide des autorités compétentes et de l'armateur afin de déterminer l'origine de ce problème. Nous pouvons confirmer qu'il s'agit d'une erreur commise lorsque la fiche C2 a été remplie.</p> <p>L'équipage a opéré comme il le fait normalement dans des eaux sous juridiction nationale, où la terminologie utilisée dans les déclarations nationales est « pesé et rejeté » même si les rejets ont lieu plus tard et sont conservés à bord en attendant. Ce cas a été clarifié avec les armateurs, pour que les rejets conservés à bord et rejetés seulement au nord de 60°S soient correctement déclarés comme « conservés » pendant les opérations menées au sud de 60°S.</p> <p>Le rapport de l'observateur international présent à bord confirme qu'il n'y a pas eu de rejet au sud de 60°S : « Les déchets sont conservés dans des sacs afin d'en disposer à terre. Les déchets de cuisine ou d'usine ou les dérivés sont également broyés et conservés dans des cuves à bord, pour être rejetés en haute mer au nord du 60° degré de latitude Sud ».</p> <p>Des instructions seront fournies afin que les données C2 soient déclarées correctement, bien qu'aucun écart de conformité n'ait été identifié.</p> <p>Mesures à prendre : d'autres instructions sur la déclaration des données C2 seront fournies.</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>	En conformité	Aucune autre mesure n'est nécessaire
Uruguay	<i>Ocean Azul</i>	<p>Le paragraphe 9 de la MC 26-01 interdit le rejet ou le déversement en mer de déchets au sud de 60°S.</p>	<p>Les observateurs (nationaux et internationaux) ont déclaré que les déchets de poisson avaient été conservés à bord pour être éliminés une fois en</p>	En conformité	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		Du 1 ^{er} au 12 février 2022, l' <i>Ocean Azul</i> a signalé dans les données C2 avoir rejeté en mer au sud de 60°S 31 individus de TOA pour un poids total de 151 kg.	dehors de la zone de la Convention. Cela a été fait une fois que le navire a quitté la zone de la CCAMLR. Ayant effectué les consultations nécessaires, nous concluons que le rejet des poissons ne signifiait pas rejeté en mer, et que nous pensons qu'une ambiguïté ou une incompréhension ont eu lieu lors de la déclaration faite sur la fiche C2v. Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)		
Mesure de conservation 31-01					
Royaume-Uni	<i>Argos Georgia</i>	Comme déclaré dans la circulaire COMM CIRC 22/37–SC CIRC 22/31, la MC 31-01 énonce que la Commission établit, pour chaque saison de pêche, les limites ou autres mesures qui s'avéreraient nécessaires dans les environs de la Géorgie du Sud. L' <i>Argos Georgia</i> a déclaré les données CE et C2 pour la pêche de <i>Dissostichus eleginoides</i> dans la sous-zone 48.3 en juin 2022, allant à l'encontre de la MC 31-01. Ce cas est examiné plus avant dans le cadre du projet de liste des navires INN (COMM CIRC 22/64).	Comme il l'a exprimé en détail dans la circulaire COMM CIRC 22/51–SC CIRC 22/50 le Royaume-Uni défend clairement sa position concernant la pêcherie de légine australe dans la partie de la zone maritime proclamée de la Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud qui se trouvent dans la sous-zone statistique 48.3. Il n'existe aucune justification scientifique ou légale sur laquelle pourrait s'appuyer les Membres souhaitant fermer la pêcherie de légine australe dans la sous-zone 48.3. Tous les membres de la Commission sauf la Russie sont convenus que les termes proposés selon lesquels la MC 41-02 allait être adoptée à nouveau lors de la 40 ^e réunion de la CCAMLR étaient en adéquation avec les meilleures informations scientifiques disponibles et conformes aux règles de décision de la CCAMLR. Concernant la MC 31-01, qui exige que la CCAMLR « établisse les limites ou autres mesures qui s'avéreraient nécessaires » pour la pêcherie dans la sous-zone 48.3, mais qui ne fournit ou ne sous-entend pas que si la CCAMLR n'adopte pas une telle mesure (même si elle est objectivement requise), un	Absence de consensus	Voir paragraphes 97 à 102

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>quota de pêche sera néanmoins créé. Dans ce cadre, le Royaume-Uni note que la pêche de légine a eu lieu dans la sous-zone 48.3 avant que la limite de capture ne soit déterminée pour cette espèce, y compris les années suivant l'adoption de la MC 31-01.</p> <p>Rien ne suggère (dans les rapports de réunions à ce moment-là par exemple) qu'une telle pêche avant l'adoption d'une limite de capture soit contraire à la Convention CAMLR ou à quelque mesure de conservation que ce soit, y compris la MC 31-01.</p> <p>En outre, le Royaume-Uni a opéré dans la pêcherie de légine de la Géorgie du Sud en adéquation avec toutes les mesures de conservation pertinentes, y compris mais pas exclusivement les MC 10-02, 10-04, 10-05 et 23-01.</p> <p>Le Royaume-Uni ne pense pas que la circulaire COMM CIRC 22/37–SC CIRC 22/31 montrent explicitement un écart de conformité avec la MC 31-01. Considérant que les navires opérant dans la pêcherie de Géorgie du Sud ont été inscrits sur le projet provisoire de liste INN des Parties contractantes, à la demande d'un Membre, nous pensons que cette question sera traitée par le SCIC d'après la MC 1010-06, et ne devrait donc pas être soumise à considération en vertu de la CM 31-01, ni figurer dans le rapport provisoire de conformité.</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>		
Royaume-Uni	<i>Argos Helena</i>	Comme déclaré dans la circulaire COMM CIRC 22/37–SC CIRC 22/31, la MC 31-01 énonce que la Commission établit, pour chaque saison de pêche, les limites ou	Comme il l'a exprimé en détail dans la circulaire COMM CIRC 22/51–SC CIRC 22/50 le Royaume-Uni défend clairement sa position concernant la pêcherie de légine australe dans la partie de la zone	Absence de consensus	Voir paragraphes 97 à 102

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		autres mesures qui s'avéreraient nécessaires dans les environs de la Géorgie du Sud.	maritime proclamée de la Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud qui se trouvent dans la sous-zone statistique 48.3.		
		Le navire <i>Argos Georgia</i> a déclaré les données CE et C2 pour la pêche de <i>Dissostichus eleginoides</i> dans la sous-zone 48.3 en juin 2022, allant à l'encontre de la MC 31-01	Il n'existe aucune justification scientifique ou légale sur laquelle pourrait s'appuyer les Membres souhaitant fermer la pêcherie de légine australe dans la sous-zone 48.3. Tous les membres de la Commission sauf la Russie sont convenus que les termes proposés selon lesquels la MC 41-02 allait être adoptée à nouveau lors de la 40 ^e réunion de la CCAMLR étaient en adéquation avec les meilleures informations scientifiques disponibles et conformes aux règles de décision de la CCAMLR.		
		Ce cas est examiné plus avant dans le cadre du projet de liste des navires INN (COMM CIRC 22/64).	Concernant la MC 31-01, qui exige que la CCAMLR « établisse les limites ou autres mesures qui s'avéreraient nécessaires » pour la pêcherie dans la sous-zone 48.3, mais qui ne fournit ou ne sous-entend pas que si la CCAMLR n'adopte pas une telle mesure (même si elle est objectivement requise), un quota de pêche sera néanmoins créé. Dans ce cadre, le Royaume-Uni note que la pêche de légine a eu lieu dans la sous-zone 48.3 avant que la limite de capture ne soit déterminée pour cette espèce, y compris les années suivant l'adoption de la MC 31-01. Rien ne suggère (dans les rapports de réunions à ce moment-là par exemple) qu'une telle pêche avant l'adoption d'une limite de capture soit contraire à la Convention CAMLR ou à quelque mesure de conservation que ce soit, y compris la MC 31-01.		
			En outre, le Royaume-Uni a opéré dans la pêcherie de légine de la Géorgie du Sud en adéquation avec toutes les mesures de conservation pertinentes, y compris mais pas exclusivement les MC 10-02, 10-04, 10-05 et 23-01.		

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>Le Royaume-Uni ne pense pas que la circulaire COMM CIRC 22/37–SC CIRC 22/31 montrent explicitement un écart de conformité avec la MC 31-01. Considérant que les navires opérant dans la pêcherie de Géorgie du Sud ont été inscrits sur le projet provisoire de liste INN des Parties contractantes, à la demande d’un Membre, nous pensons que cette question sera traitée par le SCIC d’après la MC 1010-06, et ne devrait donc pas être soumise à considération en vertu de la CM 31-01, ni figurer dans le rapport provisoire de conformité.</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>		
Royaume-Uni	<i>Nordic Prince</i>	<p>Comme déclaré dans la circulaire COMM CIRC 22/37–SC CIRC 22/31, la MC 31-01 énonce que la Commission établit, pour chaque saison de pêche, les limites ou autres mesures qui s’avéreraient nécessaires dans les environs de la Géorgie du Sud.</p> <p>Le navire <i>Nordic Prince</i> a déclaré les données CE et C2 pour la pêche de <i>Dissostichus eleginoides</i> dans la sous-zone 48.3 en juin 2022, allant à l’encontre de la MC 31-01</p> <p>Ce cas est examiné plus avant dans le cadre du projet de liste des navires INN (COMM CIRC 22/64).</p>	<p>Comme il l’a exprimé en détail dans la circulaire COMM CIRC 22/51–SC CIRC 22/50 le Royaume-Uni défend clairement sa position concernant la pêcherie de légine australe dans la partie de la zone maritime proclamée de la Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud qui se trouvent dans la sous-zone statistique 48.3.</p> <p>Il n’existe aucune justification scientifique ou légale sur laquelle pourrait s’appuyer les Membres souhaitant fermer la pêcherie de légine australe dans la sous-zone 48.3. Tous les membres de la Commission sauf la Russie sont convenus que les termes proposés selon lesquels la MC 41-02 allait être adoptée à nouveau lors de la 40^e réunion de la CCAMLR étaient en adéquation avec les meilleures informations scientifiques disponibles et conformes aux règles de décision de la CCAMLR.</p> <p>Concernant la MC 31-01, qui exige que la CCAMLR « établisse les limites ou autres mesures qui s’avéreraient nécessaires » pour la pêcherie dans la</p>	Absence de consensus	Voir paragraphes 97 à 102

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>sous-zone 48.3, mais qui ne fournit ou ne sous-entend pas que si la CCAMLR n'adopte pas une telle mesure (même si elle est objectivement requise), un quota de pêche sera néanmoins créé.</p> <p>Dans ce cadre, le Royaume-Uni note que la pêche de légine a eu lieu dans la sous-zone 48.3 avant que la limite de capture ne soit déterminée pour cette espèce, y compris les années suivant l'adoption de la MC 31-01. Rien ne suggère (dans les rapports de réunions à ce moment-là par exemple) qu'une telle pêche avant l'adoption d'une limite de capture soit contraire à la Convention CAMLR ou à quelque mesure de conservation que ce soit, y compris la MC 31-01.</p> <p>En outre, le Royaume-Uni a opéré dans la pêcherie de légine de la Géorgie du Sud en adéquation avec toutes les mesures de conservation pertinentes, y compris mais pas exclusivement les MC 10-02, 10-04, 10-05 et 23-01.</p> <p>Le Royaume-Uni ne pense pas que la circulaire COMM CIRC 22/37–SC CIRC 22/31 montrent explicitement un écart de conformité avec la MC 31-01. Considérant que les navires opérant dans la pêcherie de Géorgie du Sud ont été inscrits sur le projet provisoire de liste INN des Parties contractantes, à la demande d'un Membre, nous pensons que cette question sera traitée par le SCIC d'après la MC 1010-06, et ne devrait donc pas être soumise à considération en vertu de la CM 31-01, ni figurer dans le rapport provisoire de conformité.</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>		

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
Royaume-Uni	<i>Polar Bay</i>	<p>Comme déclaré dans la circulaire COMM CIRC 22/37–SC CIRC 22/31, la MC 31-01 énonce que la Commission établit, pour chaque saison de pêche, les limites ou autres mesures qui s'avéreraient nécessaires dans les environs de la Géorgie du Sud.</p> <p>Le navire <i>Polar Bay</i> a déclaré les données CE et C2 pour la pêche de <i>Dissostichus eleginoides</i> dans la sous-zone 48.3 en juin 2022, allant à l'encontre de la MC 31-01.</p> <p>Ce cas est examiné plus avant dans le cadre du projet de liste des navires INN (COMM CIRC 22/64).</p>	<p>Comme il l'a exprimé en détail dans la circulaire COMM CIRC 22/51–SC CIRC 22/50 le Royaume-Uni défend clairement sa position concernant la pêcherie de légine australe dans la partie de la zone maritime proclamée de la Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud qui se trouvent dans la sous-zone statistique 48.3.</p> <p>Il n'existe aucune justification scientifique ou légale sur laquelle pourrait s'appuyer les Membres souhaitant fermer la pêcherie de légine australe dans la sous-zone 48.3. Tous les membres de la Commission sauf la Russie sont convenus que les termes proposés selon lesquels la MC 41-02 allait être adoptée à nouveau lors de la 40^e réunion de la CCAMLR étaient en adéquation avec les meilleures informations scientifiques disponibles et conformes aux règles de décision de la CCAMLR.</p> <p>Concernant la MC 31-01, qui exige que la CCAMLR « établisse les limites ou autres mesures qui s'avéreraient nécessaires » pour la pêcherie dans la sous-zone 48.3, mais qui ne fournit ou ne sous-entend pas que si la CCAMLR n'adopte pas une telle mesure (même si elle est objectivement requise), un quota de pêche sera néanmoins créé. Dans ce cadre, le Royaume-Uni note que la pêche de légine a eu lieu dans la sous-zone 48.3 avant que la limite de capture ne soit déterminée pour cette espèce, y compris les années suivant l'adoption de la MC 31-01. Rien ne suggère (dans les rapports de réunions à ce moment-là par exemple) qu'une telle pêche avant l'adoption d'une limite de capture soit contraire à la Convention CAMLR ou à quelque mesure de conservation que ce soit, y compris la MC 31-01.</p>	Absence de consensus	Voir paragraphes 97 à 102

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>En outre, le Royaume-Uni a opéré dans la pêcherie de légine de la Géorgie du Sud en adéquation avec toutes les mesures de conservation pertinentes, y compris mais pas exclusivement les MC 10-02, 10-04, 10-05 et 23-01.</p> <p>Le Royaume-Uni ne pense pas que la circulaire COMM CIRC 22/37–SC CIRC 22/31 montrent explicitement un écart de conformité avec la MC 31-01.</p> <p>Considérant que les navires opérant dans la pêcherie de Géorgie du Sud ont été inscrits sur le projet provisoire de liste INN des Parties contractantes, à la demande d'un Membre, nous pensons que cette question sera traitée par le SCIC d'après la MC 10-06, et ne devrait donc pas être soumise à considération en vertu de la CM 31-01, ni figurer dans le rapport provisoire de conformité.</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>		
Mesure de conservation 41-01					
France	<i>Le Saint André</i>	<p>Le paragraphe 2 i) de l'annexe C à la MC 41-01 exige le marquage et la remise à l'eau des légines d'après le protocole de marquage de la CCAMLR. Le protocole de marquage de la CCAMLR indique que les gaffes ne devraient pas être utilisées pour la mise à bord des poissons devant être marqués.</p> <p>Le rapport de l'observateur n° 2219 concernant la sortie du navire battant pavillon français <i>Le Saint André</i> pour la période du 19 novembre 2021 au 26 février 2022 énonce ce qui suit :</p>	<p>Comme l'a noté l'observateur international dans son rapport, les membres de l'équipage ont utilisé une perche émoussée pour faciliter la manipulation ou stabiliser les poissons, adaptée pour remonter les plus gros poissons à bord sans les blesser. Après les avoir marqués, ils utilisent une civière pour soulever la légine et la remettre à l'eau.</p> <p>Cette utilisation d'outils auxiliaires, sous la supervision d'un responsable et de l'observateur présent à bord, est en adéquation avec les exigences du protocole de marquage.</p>	En conformité	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		« Le navire avait un système à bord consistant à utiliser de « longues gaffes émoussées » couvertes d'une gaine en plastique pour remonter les poissons de grande taille à bord. Une civière tissée a ensuite été utilisée pour les remettre à l'eau. »	De plus, ce cas fait écho à un cas similaire datant de 2020, pour lequel la France avait déjà fourni des explications concernant les méthodes utilisées par les membres de l'équipage. Lors de cas, les Membres étaient parvenus à un consensus pour donner un statut de conformité à ce problème (se référer à CCAMLR-39/BG/15 Rév. 1). Mesures à prendre : aucune autre mesure n'est nécessaire. Statut préliminaire : en conformité		
Espagne	<i>Tronio</i>	Le paragraphe 2 iii) de l'annexe C à la MC 41-01 exige que tout navire atteigne un taux minimal de cohérence du marquage de 60 % pour chaque espèce de <i>Dissostichus</i> . Toutefois, pour tout navire pêchant <i>Dissostichus</i> spp. qui atteint le taux de marquage requis, le taux minimal de cohérence du marquage de 60 % n'est pas applicable pour une espèce de <i>Dissostichus</i> dont moins de 30 poissons ont été marqués. Le paragraphe 13 de la MC 41-09 exige que le taux de marquage corresponde à 1 poisson par tonne de capture en poids vif dans chaque SSRU. Le navire battant pavillon espagnol <i>Tronio</i> a atteint un niveau statistique de cohérence du marquage de 55,35 % dans la SSRU I de la sous-zone 88.1.	Réponse soumise au secrétariat par l'UE par e-mail : Enquête en cours. Nous prévoyons de faire part des avancements lors de la réunion du SCIC.	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 104
Ukraine	<i>Marigolds</i>	Le paragraphe 2 iii) de l'annexe C à la MC 41-01 exige que tout navire atteigne un taux minimal de cohérence du marquage de 60 % pour chaque espèce de	Le <i>Marigolds</i> n'a pas atteint le niveau statistique de cohérence du marquage minimum dans les SSRU 882C–G en raison du peu de captures et de la présence de glace épaisse. Ces raisons ont posé des	En conformité	Voir paragraphe 104

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p><i>Dissostichus</i>. Toutefois, pour tout navire pêchant <i>Dissostichus</i> spp. qui atteint le taux de marquage requis, le taux minimal de cohérence du marquage de 60 % n'est pas applicable pour une espèce de <i>Dissostichus</i> dont moins de 30 poissons ont été marqués.</p> <p>Le paragraphe 13 de la MC 41-10 exige que le taux de marquage corresponde à 3 poissons par tonne de capture en poids vif dans les SSRU 882C–G.</p> <p>Le navire battant pavillon ukrainien <i>Marigolds</i> a atteint un niveau statistique de cohérence du marquage de 55,89 % dans les SSRU C à G combinées de la sous-zone 88.2.</p>	<p>problèmes quant à la sélection des poissons par taille pour la procédure de marquage.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Espagne	<i>Tronio</i>	<p>Le paragraphe 4 de l'annexe 41-01/C à la MC 41-01 la déclaration de toutes les données de marquage dans les données mensuelles de capture et d'effort de pêche à échelle précise (C2) du navire et par l'observateur.</p> <p>Le paragraphe 1 de l'annexe C à la MC 41-01 énonce explicitement que c'est la responsabilité de l'État du pavillon.</p> <p>Les numéros de marques A607276 et A607277 ont été retrouvés par le <i>Tronio</i> lors du relevé 169 le 10 avril 2022 et déclarés dans les données d'observateurs.</p> <p>La fiche C2 (du 2 avril 2022 au 15 avril 2022), qui inclut la date de récupération de la marque, ne contient pas les informations</p>	<p>Réponse soumise au secrétariat par l'UE par e-mail :</p> <p>Les informations manquantes étaient dues à un oubli administratif. Elles ont été soumises au secrétariat le 7 septembre.</p> <p>Statut préliminaire : pas de statut de conformité assigné</p>	<p>Non-conformité mineure (niveau 1)</p>	<p>Voir paragraphe 105</p>

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>la concernant, et la fiche C2 (du 28 février 2021 au 1^{er} avril 2021), qui inclut la période couvrant la séquence de numéros de marquage de laquelle proviennent ces marques, ne contient pas les informations de déploiement de ces marques.</p> <p>Le navire n'a pas déclaré le déploiement des marques ou leur récupération dans les données mensuelles de capture et d'effort de pêche à échelle précise (C2).</p>			
Mesure de conservation 41-09					
Australie	<i>Antarctic Aurora</i>	<p>Le paragraphe 13 de la MC 41-09 exige que les légines soient marquées à raison d'au moins un poisson par tonne de capture en poids vif dans chaque SSRU.</p> <p>Le taux de marquage sur l'<i>Antarctic Aurora</i> était de 0,9 poisson par tonne de poids vif capturée dans la SSRU 881H. Le navire a capturé 68,8 tonnes de <i>Dissostichus mawsoni</i> (2 248 individus) et marqué 64 poissons.</p>	<p>L'outil développé pour que les observateurs déterminent le taux de marquage et le niveau statistique de cohérence du marquage a été modifié et contient une erreur, ce qui a entraîné un calcul erroné du taux de marquage pour la SSRU 881H. Le taux de marquage a atteint ou dépassé l'exigence générale mais n'a pas satisfait l'exigence pour la SSRU 881H.</p> <p>L'outil utilisé par les observateurs pour calculer le taux de marquage en mer a maintenant été corrigé et les instructions à destination des observateurs ont été révisées pour s'assurer que le taux de marquage requis soit atteint dans chaque SSRU.</p> <p>Mesures à prendre : pas d'autres mesures à prendre</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 107
Nouvelle-Zélande	<i>Janas</i>	<p>Le paragraphe 13 de la MC 41-09 exige que les légines soient marquées à raison d'au moins un poisson par tonne de capture en poids vif dans chaque SSRU.</p>	<p>L'enquête a confirmé que le taux de marquage atteint par le <i>Janas</i> alors qu'il pêchait dans la SSRU 881I ne satisfait pas les exigences du paragraphe 13 de la MC 41-09. L'armement a déclaré qu'il avait échoué à atteindre le taux de marquage en raison de</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 107

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>Le taux de marquage sur le <i>Janas</i> était de 0,7 poisson par tonne de poids vif capturée dans la SSRU 881I. Le navire a capturé 29,8 tonnes de <i>Dissostichus mawsoni</i> (842 individus) et marqué 21 poissons.</p>	<p>l'utilisation d'un tableur de cohérence de marque et de ratio qui comportait une erreur de calcul.</p> <p>Le navire a respecté le taux de marquage dans toutes les autres zones et le taux de marquage général pour la saison était de 1,03.</p> <p>Le ministère des Industries primaires néo-zélandais, à travers son régime d'autorisation, exige maintenant de tous les navires battant pavillon néo-zélandais des déclarations supplémentaires aux autorités du pays, afin de s'assurer qu'aucune autre infraction aux exigences du marquage en vertu de la MC 41-09 ne soit commise.</p> <p>À la suite de l'enquête, le propriétaire du navire a reçu une lettre d'avertissement de la part du ministère des Industries primaires. Cette lettre d'avertissement restera dans le rapport de conformité de la société détenu par le ministère des Industries primaires.</p> <p>Mesures à prendre : aucune autre mesure n'est nécessaire.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Nouvelle-Zélande	<i>San Aspiring</i>	<p>Le paragraphe 13 de la MC 41-09 exige que les légines soient marquées à raison d'au moins un poisson par tonne de capture en poids vif dans chaque SSRU.</p> <p>Le taux de marquage sur le <i>San Aspiring</i> était de 0,9 poisson par tonne de poids vif capturée dans la SSRU 881H. Le navire a capturé 113,1 tonnes de <i>Dissostichus mawsoni</i> (3 912 individus) et marqué 107 poissons.</p>	<p>L'enquête a confirmé que le taux de marquage atteint par le <i>San Aspiring</i> alors qu'il pêchait dans la SSRU 881H ne satisfait pas les exigences du paragraphe 13 de la MC 41-09. L'armement du navire a déclaré que l'erreur provenait de l'utilisation d'un calculateur de ratio de marquage qui calculait par sous-zone mais pas par SSRU. Le taux de marquage général du navire pour la saison est de 1,03.</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Voir paragraphe 107

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>Le ministère des Industries primaires néo-zélandais, à travers son régime d'autorisation, exige maintenant de tous les navires battant pavillon néo-zélandais des déclarations supplémentaires aux autorités du pays, afin de s'assurer qu'aucune autre infraction aux exigences du marquage en vertu de la MC 41-09 ne soit commise.</p> <p>À la suite de l'enquête, le propriétaire du navire a reçu une lettre d'avertissement de la part du ministère des Industries primaires. Cette lettre d'avertissement restera dans le rapport de conformité de la société détenu par le ministère des Industries primaires.</p> <p>Mesures à prendre : aucune autre mesure n'est nécessaire</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Ukraine	<i>Calipso</i>	<p>Le paragraphe 13 de la MC 41-09 exige que les légines soient marquées à raison d'au moins un poisson par tonne de capture en poids vif dans chaque SSRU.</p> <p>Le taux de marquage sur le <i>Calipso</i> était de 0,0 poisson par tonne de poids vif capturée dans la SSRU 881J. Le navire a capturé 0,5 tonnes de <i>Dissostichus mawsoni</i> (24 individus) et marqué 0 poissons.</p>	<p>Il est bien connu, et cela a largement été discuté par le passé, que la capacité de satisfaction des exigences du marquage du navire est raisonnablement limitée lorsqu'il pêche dans les SSRU où les captures sont relativement faibles. Cela a mené à une mesure exceptionnelle d'exemption de respect de l'exigence de cohérence du marquage générale, figurant dans le paragraphe 2 iii) de l'annexe 41-01/C, qui n'est pas applicable à l'exigence minimum de taux de marquage, mais se fonde sur la même raison.</p> <p>Le <i>Calipso</i> n'a ni marqué ni remis à l'eau le nombre minimum de poissons requis dans la SSRU 881 J en raison d'un manque de spécimens de TOA capturés correspondant aux critères de marquage et de remise à l'eau visés au paragraphe 2 ii) de l'annexe 41-01/C.</p>	En conformité	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
			<p>Il serait important de noter que le navire est resté dans la SSRU 881J de 16h18 à 16h43 (soit 25 minutes), comme cela a été déclaré au secrétariat de la CCAMLR. Le fait que la majorité des palangres 54 et 55 aient été posées dans la SSRU 881H et que l'intégralité de ces palangres aient été relevées dans la SSRU 881H explique le manque de statistiques de marquage de légines dans la SSRU 881J. Aucune ligne n'a été relevée dans la SSRU 881J.</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>		
Ukraine	<i>Calipso</i>	<p>Le paragraphe 13 de la MC 41-09 exige que les légines soient marquées à raison d'au moins un poisson par tonne de capture en poids vif dans chaque SSRU.</p> <p>Le taux de marquage sur le <i>Calipso</i> était de 0,9 poisson par tonne de poids vif capturée dans la SSRU 881H. Le navire a capturé 9,1 tonnes de <i>Dissostichus mawsoni</i> (330 individus) et marqué 8 poissons.</p>	<p>Il est bien connu, et cela a largement été discuté par le passé, que la capacité de satisfaction des exigences du marquage du navire est raisonnablement limitée lorsqu'il pêche dans les SSRU où les captures sont relativement faibles. Cela a mené à une mesure exceptionnelle d'exemption de respect de l'exigence de cohérence du marquage générale, figurant dans le paragraphe 2 iii) de l'annexe 41-01/C, qui n'est pas applicable à l'exigence minimum de taux de marquage, mais se fonde sur la même raison.</p> <p>Le <i>Calipso</i> n'a ni marqué ni remis à l'eau le nombre minimum de poissons requis dans la SSRU 881H en raison d'un manque de spécimens de TOA capturés correspondant aux critères de marquage et de remise à l'eau visés au paragraphe 2 ii) de l'annexe 41-01/C.</p> <p>De plus, les statistiques pour les SSRU 881I et 881H ont été agrégées selon le paragraphe 2 ii) de la MC 41-09, avec une limite du total des captures de 2 307 tonnes pour la saison 2021/22. Le total des captures du navire dans cette zone réglementée était de 86 054,35 kg, le nombre de poissons marqués de 88, le taux de marquage de 1,023 et le taux de cohérence de marquage de 74,9 %.</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>	En conformité	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
Royaume-Uni	<i>Argos Helena</i>	<p>Le paragraphe 6 de la MC 41-09 exige qu'un navire se déplace de 5 milles nautiques quand la capture accessoire d'une espèce est égale ou supérieure à 1 tonne et qu'il ne retourne pas avant 5 jours au moins dans un rayon de 5 milles nautiques du lieu où la capture accessoire a excédé 1 tonne.</p> <p>Le paragraphe 6 de la MC 41-09 énonce également que pour cette mesure, <i>Macrourus</i> spp. est considéré comme une unique espèce.</p> <p>Une mille nautique équivaut à 1 852 mètres. Cinq milles nautiques équivalent à 9 260 mètres.</p> <p>L'<i>Argos Helena</i>, dans la sous-zone 88.1, a déclaré que la ligne n° 13 comptait une capture accessoire totale de 1,32 tonne de <i>Macrourus</i> spp., avec un horaire de fin de la remontée à 10h32 UTC le 11 décembre 2021.</p> <p>La distance de la ligne suivante la plus proche (ligne n° 25 le 14/12/2021 à 01h07 UTC) a été calculée à 9 025 mètres (4,9 milles nautiques).</p> <p>Des données supplémentaires sur les calculs de la distance et la représentation graphique sont joints à ce rapport.</p>	<p>Le Royaume-Uni a mené une enquête sur cette infraction potentielle.</p> <p>Le Royaume-Uni a accédé aux données du système de suivi électronique par vidéo, qui fournit un suivi indépendant des pêcheries intégrant les données de position GPS, la vitesse du navire, la direction, l'activité des capteurs et la vidéo (lors de la pêche ou des activités concernant les poteaux tori) capturés en continue à 10 secondes d'intervalle. La période évaluée s'étendait du 11 au 16 décembre 2021, choisie en se fondant sur l'heure de fin de la remontée, qui déclenche cette règle et la règle du déplacement de cinq jours qui en découle visée à la MC 41-09.</p> <p>La figure 1 montre les données issues du système de suivi électronique, qui montrent clairement que la ligne est proche, mais n'entre pas dans la zone tampon de 5 milles nautiques dans les 5 jours suivant l'entrée en vigueur de la règle de déplacement.</p> <p>Mesures à prendre : La consigne a été donnée aux navires d'ajouter une demi mille nautique à la zone tampon de 5 milles nautiques pour anticiper la dérive de la ligne.</p> <p>Statut préliminaire : en conformité</p>	En conformité	Aucune autre mesure n'est nécessaire
Royaume-Uni	<i>Argos Georgia</i>	<p>Le paragraphe 6 de la MC 41-09 exige qu'un navire se déplace de 5 milles nautiques quand la capture accessoire d'une espèce est égale ou supérieure à</p>	<p>Le Royaume-Uni a mené une enquête sur cette infraction potentielle.</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>1 tonne et qu'il ne retourne pas avant 5 jours au moins dans un rayon de 5 milles nautiques du lieu où la capture accessoire a excédé 1 tonne.</p> <p>Le paragraphe 6 de la MC 41-09 énonce également que pour cette mesure, <i>Macrourus</i> spp. est considéré comme une unique espèce.</p> <p>Une mille nautique équivaut à 1 852 mètres. Cinq milles nautiques équivalent à 9 260 mètres.</p> <p>L'<i>Argos Georgia</i>, dans la sous-zone 88.1, a déclaré que la ligne n° 31 comptait une capture accessoire totale de 1,26 tonne de <i>Macrourus</i> spp., avec un horaire de fin de la remontée à 14h12 UTC le 22/12/2021.</p> <p>La distance de la ligne suivante la plus proche (ligne n° 36 le 22/12/2021 à 15h23 UTC) a été calculée à 9 114 mètres (4,9 milles nautiques).</p> <p>Des données supplémentaires sur les calculs de la distance et la représentation graphique sont joints à ce rapport.</p>	<p>Le Royaume-Uni a accédé aux données du système de suivi électronique par vidéo, qui fournit un suivi indépendant des pêcheries intégrant les données de position GPS, la vitesse du navire, la direction, l'activité des capteurs et la vidéo (lors de la pêche ou des activités concernant les poteaux tori) capturés en continue à 10 secondes d'intervalle. La période évaluée s'étendait du 22 au 27 décembre 2021, choisie en se fondant sur l'heure de fin de la remontée, qui déclenche cette règle et la règle du déplacement de cinq jours qui en découle visée à la MC 41-09. La figure 1 montre les données issues du système de suivi électronique.</p> <p>Comme l'illustre la figure 1, la ligne en question était posée à 5 milles nautiques du point d'activation de la règle de déplacement. Cependant, la figure 2 montre que la ligne semble avoir dérivé dans la zone tampon à la pose, avec 2,36 milles nautiques dans la zone tampon sur les 3,43 milles nautiques de la ligne, à une distance maximum de 0,11 milles nautiques (200 m).</p> <p>Mesures à prendre : La consigne a été donnée aux navires d'ajouter une demi mille nautique à la zone tampon de 5 milles nautiques pour anticiper la dérive de la ligne.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>		
Mesure de conservation 91-05					
Espagne	<i>Tronio</i>	Le paragraphe 24 de la MC 91-05 exige que les États de pavillon informent le secrétariat au préalable de l'entrée de leurs navires de pêche dans l'AMP.	Réponse soumise au secrétariat par l'UE par e-mail : Enquête en cours. Nous prévoyons de faire part des avancements lors de la réunion du SCIC.	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Partie	Navire	Résumé de mise en œuvre – secrétariat	Réponse – Partie contractante	Statut	Réponse du SCIC
		<p>Une notification de déplacement a été fournie pour le <i>Tronio</i> le 7 janvier 2022 à 08h33 UTC, confirmant l'entrée dans la ZPG i de l'AMPRMR le 7 janvier 2022 à 08h16 UTC.</p> <p>Écart de 17 minutes après l'entrée.</p>			
Uruguay	<i>Ocean Azul</i>	<p>Le paragraphe 24 de la MC 91-05 exige que les États de pavillon informent le secrétariat au préalable de l'entrée de leurs navires de pêche dans l'AMP.</p> <p>Une notification de déplacement a été fournie pour le <i>Ocean Azul</i> le 26 décembre 2021 à 23 h26 UTC, confirmant l'entrée dans la ZPG i de l'AMPRMR le 26 décembre à 19h40 UTC.</p> <p>Écart de 3 heures et 46 minutes après l'entrée.</p>	<p>Le navire a notifié l'entrée dans l'AMP pour transit après qu'elle a eu lieu. Le fait qu'à ces dates, des interruptions de transmission des données VMS ont eu lieu en raison de problèmes de communication devrait être pris en compte.</p> <p>Statut préliminaire : non-conformité mineure (niveau 1)</p>	Non-conformité mineure (niveau 1)	Aucune autre mesure n'est nécessaire

Liste des navires INN des Parties non contractantes 2022/23

Nom du navire	Pavillon	Numéro OMI	Indicatif d'appel	Nature et date des activités	1 ^{re} inscription	Propriétaires actuels et passés
<i>Amorinn</i>		7036345	5VAN9	<ul style="list-style-type: none"> • Observé 58.5.1 (11 oct. 2003) • Observé 58.4.2 (23 janv. 2004) 	2003	<ul style="list-style-type: none"> • Infitco Ltd (Ocean Star Maritime Co.) • Seric Business S.A.
<i>Antony</i>		7236634	PQMG	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à des navires de la liste INN 	2016	<ul style="list-style-type: none"> • Atlanti Pez • Urgora S de RL • World Oceans Fishing SL
<i>Asian Warrior</i>		7322897		<ul style="list-style-type: none"> • Observé 58.5.2 (31 janv. 2004) • Observé 58.5.1 (10 mai 2006) • Observé 58.4.1 (21 janv. 2010) • Observé 58.4.1 (13 fév. 2011) • Remorquage du <i>Baiyangdian 57</i> (1^{er} avr. 2012) • Observé 58.6 (1^{er} juill. 2012) • Observé 58.4.2 (28 janv. 2013) • Observé 57 (10 mars 2013) • En pêche 58.5.1 (13 mai 2013) • Observé 57 (7 sept. 2013) • Observé 58.4.1 (30 mars 2014) • Observé 57 (14 avr. 2014) • Observé 57 (14 déc. 2014) • Virage 5841H (7 janv. 2015) • Observé 58.4.1 (11 janv. 2015) • Observé 57 (26 fév. 2015) 	2003	<ul style="list-style-type: none"> • Navalmar S.A. • Meteora Development Inc • Vidal Armadores S.A. • Rajan Corporation • Rep Line Ventures S.A. • Stanley Management Inc • High Mountain Overseas S.A.

.../...

Nom du navire	Pavillon	Numéro OMI	Indicatif d'appel	Nature et date des activités	1 ^{re} inscription	Propriétaires actuels et passés
<i>Atlantic Wind</i>		9042001	5IM813	<ul style="list-style-type: none"> • Débarque sans certificat Malaisie (1^{er} août 2004) • En pêche 58.4.3a (22 fév. 2005) • En pêche 58.4.3a (28 avr. 2005) • En pêche 58.4.3b (16 déc. 2005) • En pêche 58.4.3b (1^{er} juill. 2009) • En pêche 58.4.2 (27 janv. 2010) • En pêche 58.4.3b (4 avr. 2010) • En pêche 58.4.1 (13 fév. 2011) • Observé 57 (16 mai 2012) • Observé 57 (20 oct. 2012) • Observé 57 (28 mai 2013) • Observé 57 (1^{er} juill. 2013) • Observé 57 (13 mai 2014) • Observé 57 (14 déc. 2014) • En pêche 5841H (12 janv. 2015) 	2004	<ul style="list-style-type: none"> • Viarsa Fishing Company/Navalmar S.A. • Global Intercontinental Services • Rajan Corporation • Redlines Ventures S.A. • High Mountain Overseas S.A.
<i>Baroon</i>		9037537		<ul style="list-style-type: none"> • En pêche 58.4.1 (19 mars 2007) • Observé 88.1 (15 janv. 2008) • Observé 57 (19 déc. 2010) • Observé 57 (5 oct. 2012) • Observé 57 (24 mars 2013) • Observé 57 (3 sept. 2013) • Observé 57 (19 nov. 2013) • Observé 57 (14 fév. 2014) 	2007	<ul style="list-style-type: none"> • Punta Brava Fishing S.A. • Vero Shipping Corporation
<i>Challenge</i>		6622642	HO5381	<ul style="list-style-type: none"> • Observé 58.4.3b (14 fév. 2006) • Observé 58.4.3b (22 mai 2006) • Observé 58.4.3b (10 déc. 2006) • Observé 58.4.3b (8 fév. 2008) 	2006	<ul style="list-style-type: none"> • Prion Ltd • Vidal Armadores S.A. • Mar de Neptuno S.A. • Advantage Company S.A. • Argibay Perez J.A.
<i>Good Hope</i>	Nigeria	7020126	5NMU	<ul style="list-style-type: none"> • Ravitaillement de navires INN 51 (9 fév. 2007) 	2007	<ul style="list-style-type: none"> • Sharks Investments AVV • Port Plus Ltd

.../...

Nom du navire	Pavillon	Numéro OMI	Indicatif d'appel	Nature et date des activités	1 ^{re} inscription	Propriétaires actuels et passés
<i>Heavy Sea</i>		7322926	3ENF8	<ul style="list-style-type: none"> • Observé 58.5.1 (3 fév. 2004) • En pêche 57 (29 juill. 2005) 	2004	<ul style="list-style-type: none"> • C & S Fisheries S.A. • Muner S.A. • Meteroros Shipping • Meteora Shipping Inc. • Barroso Fish S.A.
<i>Jinzhang</i>		6607666	PQBT	<ul style="list-style-type: none"> • En pêche 58.4.3b (23 mai 2006) • En pêche 58.4.2 (18 fév. 2007) • En pêche 58.4.3b (24 mars 2007) • En pêche 58.4.3b (12 janv. 2008) • En pêche 58.4.3b (9 janv. 2009) • En pêche 58.4.3b (20 janv. 2009) 	2006	<ul style="list-style-type: none"> • Arniston Fish Processors Pty Ltd • Nalanza S.A. • Vidal Armadores S.A. • Argibay Perez J.A. • Belfast Global S.A. • Eterna Ship Management
<i>Koosha 4</i>	Iran, République islamique d'	7905443	9BQK	<ul style="list-style-type: none"> • Observé 58.4.1 (20 janv. 2011) • Observé 58.4.1 (15 fév. 2011) 	2011	<ul style="list-style-type: none"> • Pars Paya Seyd Industrial Fish
<i>Limpopo</i>		7388267		<ul style="list-style-type: none"> • En pêche 58.5.2 (21 sept. 2003) • Observé 58.5.1 (3 déc. 2003) • En pêche 58.4.3b (23 fév. 2005) • En pêche 58.4.3b (14 déc. 2005) • Observé 58.4.3b (25 janv. 2007) 	2003	<ul style="list-style-type: none"> • Grupo Oya Perez (Kang Brothers) • Lena Enterprises Ltd • Alos Company Ghana Ltd
<i>Nika</i>		8808654		<ul style="list-style-type: none"> • Pêche sans autorisation (8 juin 2019) 	2020	<ul style="list-style-type: none"> • Jiho Shipping Ltd
<i>Northern Warrior</i>	Angola	8808903	PJSA	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à des navires de la liste INN 	2016	<ul style="list-style-type: none"> • SIP • Areapesca SA • Snoek Wholesalers • Southern Trading Group • South Atlantic Fishing NV • World Ocean Fishing SL • Orkiz Agro-Pecuaria, Pescas, Transportes E Comercio Geral, Ltda

.../...

Nom du navire	Pavillon	Numéro OMI	Indicatif d'appel	Nature et date des activités	1 ^{re} inscription	Propriétaires actuels et passés
<i>Perlon</i>		5062479	5NTV21	<ul style="list-style-type: none"> • Observé 58.5.1 (3 déc. 2002) • Observé 58.5.1 (4 juin 2003) • Observé 58.4.2 (22 janv. 2004) • Observé 58.4.3b (11 déc. 2005) • En pêche 58.4.1 (26 janv. 2006) • Observé 58.4.3b (7 déc. 2006) • Observé 58.4.1 (30 déc. 2006) • Observé 58.4.1 (16 déc. 2008) • Engin observé (10 fév. 2009) • En pêche 58.5.1 (8 juin 2010) • Observé 51 (10 fév. 2012) • Observé 57 (20 juill. 2014) • Observé, arraisonné 57 (22 avr. 2015) 	2003	<ul style="list-style-type: none"> • Vakin S.A. • Jose Lorenzo SL • Americagalaica S.A.
<i>Pescacisne 1, Pescacisne 2</i>		9319856	9LU2119	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à des activités de navires INN 51 (16 mai 2008) • Observé 58.4.3b (22 avr. 2009) • Observé 57 (7 déc. 2009) • En pêche 58.4.1 (7 avr. 2010) • Observé 58.4.1 (29 janv. 2012) • Observé 58.4.1 (30 janv. 2012) • Observé 58.4.1 (31 janv. 2012) • Observé 57 (24 avr. 2012) • En pêche 58.6 (3 juill. 2012) • Observé 57 (28 mai 2013) • Observé 57 (20 juill. 2014) • Observé 58.4.1 (20 janv. 2014) • Observé 57 (13 mai 2014) • Observé 57 (8 déc. 2014) • Virage 5841H (6 janv. 2015) 	2008	<ul style="list-style-type: none"> • Mabenal S.A. • Vidal Armadores S.A. • Omunkete Fishing Pty Ltd • Gongola Fishing JV (Pty) Ltd • Eastern Holdings
<i>Sea Urchin</i>	Gambie/ apatride	7424891		<ul style="list-style-type: none"> • En pêche 58.4.4b (10 nov. 2006) 	2007	<ul style="list-style-type: none"> • Cecibell Securities • Farway Shipping

.../...

Nom du navire	Pavillon	Numéro OMI	Indicatif d'appel	Nature et date des activités	1 ^{re} inscription	Propriétaires actuels et passés
<i>STS-50</i>	Togo	8514772	5VDR2	<ul style="list-style-type: none"> • Débarquement de captures INN (25 mai 2016) • Observé 57 (6 avr. 2017) 	2016	<ul style="list-style-type: none"> • Maruha Corporation • Taiyo Namibia • Taiyo Susan • Sun Tai International Fishing Corp • STD Fisheries Co. Ltd • Red Star Co. Ltd • Poseidon Co. Ltd • Marine Fisheries Corp. Co. Ltd

Liste des navires INN des Parties contractantes 2021/22

Nom du navire	Pavillon	Numéro OMI	Indicatif d'appel	Nature et date des activités	1 ^{re} inscription	Propriétaires actuels et passés
<i>El Shaddai</i>	Afrique du Sud	8025082	ZR6358	Pêche dans une zone fermée (sous-zone 58.7) (du 26 mai au 8 août 2015 et du 6 mai au 22 juin 2016)	2021	Braxton Security Services CC
Anciens noms :						
• <i>Banzare</i>						

**Rapport du Comité permanent sur
l'administration et les finances (SCAF)**

Table des matières

	Page
Ouverture de la réunion	257
Organisation de la réunion	257
États financiers annuels	257
Nomination de l'auditeur	258
Rapport du secrétariat	258
Plan stratégique du secrétariat (2023–2026)	259
Renforcement des capacités	259
Activités du fonds de renforcement des capacités générales (FRCG)	259
Examen du budget 2022, projet de budget 2023 et prévisions budgétaires 2024	260
Examen du budget 2022	261
Projet de budget 2023	262
Prévisions budgétaires pour 2024	264
Questions administratives	264
Autres questions	266
Adoption du rapport	266
Clôture de la réunion	266
Appendice I : Budget 2022, projet de budget 2023 et prévisions budgétaires pour 2024	267
Appendice II : Contributions des Membres pour 2022, 2023, 2024	271

**Rapport de la réunion du Comité permanent sur
l'administration et les finances (SCAF)
(Hobart, Tasmanie, 26 et 28 octobre 2022)**

Ouverture de la réunion

1. Stephanie Langerock (Belgique), en sa qualité de présidente du Comité permanent sur l'administration et les finances (SCAF) pour sa réunion de 2022, dirige les discussions concernant le point 10 de l'ordre du jour de la Commission.
2. La présidente souhaite la bienvenue aux délégués, déclarant qu'elle a grand plaisir à assister à une réunion en présentiel après deux années de réunions virtuelles et d'e-groupes pendant la pandémie.

Organisation de la réunion

3. Le SCAF examine son ordre du jour, tel qu'il a été adopté par la Commission.

États financiers annuels

4. Le secrétariat présente le document CCAMLR-41/03 Rév. 1 dans lequel sont expliquées les nouvelles normes comptables (Équivalents australiens des Normes internationales d'information financière (A-IFRS)) et présentés les états financiers d'une part, selon les nouvelles normes (CCAMLR-41/03 Rév. 1, annexe 1) et d'autre part, selon les anciennes normes (CCAMLR-41/03 Rév. 1, annexe 2).
5. Le SCAF indique qu'un retard a eu lieu du fait que les auditeurs désignés par la Commission (*Australian National Audit Office (ANAO)*) ont demandé que la CCAMLR adopte les A-IFRS pour les états financiers datés du 31 décembre 2021 et non ceux du 31 décembre 2022, comme cela avait été compris initialement par le secrétariat.
6. Le SCAF prend note du document et recommande :
 - i) à la Commission d'adopter les normes A-IFRS comme cadre de compte rendu financier et de l'appliquer à l'exercice clos le 31 décembre 2021 et aux exercices suivants (voir également CCAMLR-41/14 Rév. 1)
 - ii) à l'ANAO, en sa qualité d'auditeur externe, d'effectuer la vérification des comptes de 2021 et de publier son rapport dès que possible conformément à ce cadre
 - ii) à la Commission de prendre connaissance de l'annexe 1 du document CCAMLR-41/03 Rév. 1 qui présente le nouveau format proposé des états financiers de la CCAMLR, selon les normes A-IFRS, qui s'appliquera à l'exercice clos le 31 décembre 2021.

7. Le SCAF accepte le compte rendu financier de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et recommande à la Commission de l'adopter.

Nomination de l'auditeur

8. Le SCAF recommande de nommer l'ANAO auditeur externe de la Commission pour 2023 et 2024.

Rapport du secrétariat

9. Le secrétaire exécutif présente le document CCAMLR-41/05 et met en avant ce qui suit :

- i) la mise en œuvre de NetSuite comme nouveau système de comptabilité et de ressources humaines, et de Miktysh comme nouveau système de gestion électronique des documents du secrétariat
- ii) la longue et importante association de Doug et Margaret McLaren avec les réunions de la CCAMLR jusqu'à ce qu'ils prennent leur retraite, leur valant des remerciements
- iii) les travaux scientifiques considérables effectués cette année, y compris le symposium du Comité scientifique
- iv) la réalisation intégrale des tâches liées à la conformité, avec notamment la formation très réussie au système de documentation électronique en ligne des captures de *Dissostichus* spp. (e-SDC) et le succès de la première étape de la mise à jour de l'e-SDC
- v) l'actualisation continue du site web et la réintroduction de *CCAMLR Science* avec la préparation d'une nouvelle édition axée sur le krill
- vi) la mise à niveau du système de surveillance des navires.

10. Le secrétaire exécutif fait le point sur les nominations et les départs au sein du secrétariat et souligne les difficultés engendrées par la COVID-19, notamment en matière de recrutement international. Il est par ailleurs mentionné que la hausse récente du timbre fiscal désormais applicable aux étrangers souhaitant acheter une maison en Tasmanie pourrait dissuader les candidats internationaux d'accepter des postes de cadres.

11. Le secrétaire exécutif demande au SCAF de prendre note de la hausse des coûts liés aux réunions de la CCAMLR, de l'augmentation des demandes d'analyse des données et de la nécessité d'une intégration des données dans tous les systèmes de données de la CCAMLR.

12. Le SCAF prend bonne note du contenu du rapport, adresse félicitations et remerciements au secrétaire exécutif et au personnel, tant passé qu'actuel, pour la qualité des travaux réalisés, et fait part de son acceptation du rapport.

Plan stratégique du secrétariat (2023–2026)

13. Le secrétaire exécutif présente les documents CCAMLR-41/01 Rév. 1 et 41/07 soulignant la vaste consultation menée, les quatre thèmes stratégiques du plan stratégique, ainsi que le personnel supplémentaire requis pour mettre en œuvre le Plan stratégique du secrétariat 2023–2026.

14. Le SCAF remercie le secrétaire exécutif et le secrétariat du travail intensif qu'ils ont effectué dans le cadre du plan stratégique 2019–2022 et d'avoir produit un plan d'une telle qualité pour la période de 2023–2026.

15. Le SCAF prend note des points forts du plan stratégique, ainsi que des défis auxquels le secrétariat prévoit de faire face ces quatre prochaines années, et approuve les réponses proposées par le secrétariat en ce sens. Il se félicite en particulier de la transformation numérique sur laquelle il est proposé de mettre l'accent et note par ailleurs qu'il est important de continuer de prendre des mesures pour veiller à la viabilité de l'environnement.

16. Le SCAF recommande à la Commission d'approuver le Plan stratégique du secrétariat 2023–2026 et la stratégie salariale et de dotation en personnel pour 2023–2026 (CCAMLR-41/01 Rév. 1 et 41/07).

17. Le SCAF recommande à la Commission d'approuver le Statut du personnel adopté en 2019 (CCAMLR-38, paragraphe 4.4), la stratégie salariale et de dotation en personnel révisée de la CCAMLR 2023–2026 (CCAMLR-41/07, annexe 1) et le système de classification des emplois révisé (CCAMLR-41/07, annexe 2), qui sont les trois éléments sur lesquels repose la politique de dotation en personnel de la CCAMLR.

Renforcement des capacités

Activités du fonds de renforcement des capacités générales (FRCG)

18. Le secrétariat présente le document CCAMLR-41/13 Rév. 1 qui expose les activités du fonds de renforcement des capacités générales (FRCG) pendant l'année 2022, et note qu'aucune demande d'utilisation n'a été présentée pour la composante générale du Fonds.

19. Quatre demandes ont été reçues pour la composante déplacement en 2022, deux de l'Ukraine, une de l'Argentine et une de l'Afrique du Sud. Elles ont toutes été acceptées, avec un budget de 10 000 AUD chacune.

20. Le SCAF demande que les bénéficiaires des subventions aux déplacements présentent un rapport sur l'utilisation des fonds reçus.

21. Le SCAF remercie le comité pour ce document et prend note des points suivants :

- i) les rapports intermédiaires des deux subventions relevant de la composante générale accordées lors de la 39^e réunion de la CCAMLR
- ii) la demande de révision des termes de référence adressée au comité pour déterminer s'il est nécessaire d'y ajouter que les bénéficiaires des subventions liées aux déplacements doivent présenter un compte rendu
- iii) les demandes de subvention des déplacements retenues en 2022

- iv) l'absence de demande à l'égard de la composante générale en 2022
- v) la vacance du poste de président du comité chargé du FRCG, pour lequel les Membres devraient envisager de postuler
- vi) les deux nouveaux membres qui ont rejoint le comité
- vii) l'appel à manifestation d'intérêt pour devenir membre du Comité
- viii) la demande faite aux Membres de verser des contributions volontaires.

Examen du budget 2022, projet de budget 2023 et prévisions budgétaires 2024

22. Le SCAF invite la présidente du comité permanent sur l'application et l'observation de la réglementation (SCIC), Meggan Engelke-Ros (États-Unis d'Amérique (États-Unis)) à présenter la proposition soumise au SCIC dans le document CCAMLR-41/20.

23. La présidente du SCIC indique que, conformément à l'annexe 10-05/B de la mesure de conservation (MC) 10-05, le Comité d'évaluation du SDC s'est réuni pour examiner la proposition présentée dans le document CCAMLR-41/20. Le comité a accepté le rapport du secrétariat sur les dépenses de 2022 couvertes par le fonds du SDC et approuvé les dépenses prévues pour 2023, à savoir 220 000 AUD.

24. Le SCAF remercie la présidente du SCIC d'avoir fait le point sur les activités du comité et salue le travail accompli par le SCIC, le Comité d'évaluation du SDC et le secrétariat pour faciliter la mise à jour de l'e-SDC.

25. Le SCAF invite le président du Comité scientifique, Dirk Welsford (Australie), à l'informer des propositions avancées par le Comité scientifique qui pourraient entraîner des répercussions sur le budget de la CCAMLR.

26. Le président du Comité scientifique souligne l'importance du fonds de renforcement des capacités scientifiques générales (FCSG) pour améliorer les résultats du Comité scientifique et la qualité des avis qu'il présente à la Commission. En particulier, le fonds d'allocation des bourses de la CCAMLR et le financement des responsables ont permis d'accroître la participation de groupes traditionnellement sous-représentés. Le président du Comité scientifique avise que celui-ci a pris la décision de limiter l'allocation de bourses à deux bourses par an. Chaque lauréat recevrait un maximum de 30 000 AUD sur une période de deux ans.

27. Le Comité scientifique a également décidé de continuer le financement des responsables de délégations de Membres ayant une moindre capacité de financement de leur participation. Le financement serait limité à un maximum de 20 000 AUD par an pour chaque responsable.

28. Le président du Comité scientifique informe par ailleurs le SCAF que deux ateliers ont été approuvés par le Comité scientifique et qu'ils seront également financés par le FCSG. Le premier est un atelier sur le marquage qui aura lieu en 2023 et en partie parrainé par la Coalition des opérateurs légaux de légine, qui couvrira les frais de la salle de réunion et autres coûts de soutien. Le FCSG financerait à hauteur de 15 000 AUD les déplacements des experts et à hauteur de 15 000 AUD ceux des Membres.

29. Le second atelier est celui pour les observateurs de krill qui se tiendra en Chine en 2023. Cet atelier avait été approuvé en 2019 (SC-CAMLR-XXX, paragraphes 3.14 à 3.20) avec un budget de 30 000 AUD, mais n'a pu avoir lieu du fait de la COVID-19. En raison de ce report, le budget a été augmenté pour atteindre 40 000 AUD.

30. Le SCAF remercie le président du Comité scientifique de ce compte rendu et le Comité scientifique de ses travaux. Il accepte de soutenir ces ateliers à hauteur de 70 000 AUD par le biais du FCSG et ajustera le budget en conséquence.

31. Le SCAF partage l'avis du président du Comité scientifique sur l'importance du FCSG pour les travaux du Comité scientifique et encourage les Membres à envisager de verser des contributions volontaires au fonds.

32. Le SCAF approuve la clarification apportée par le Comité scientifique sur le FCSG et le FRCG, à savoir que les responsables et les lauréats des bourses recevraient un financement du FCSG et que les autres délégués souhaitant assister aux réunions de la CCAMLR, après soumission d'une demande par le Comité scientifique, recevraient un financement du FRCG.

33. Le président du Comité scientifique note qu'aucune candidature n'a été reçue cette année concernant l'utilisation du fonds du Programme de contrôle de l'écosystème de la CCAMLR, mais que des projets en cours recevaient toujours un financement, comme c'est le cas pour le programme ayant trait aux caméras dont le financement varie en fonction des besoins.

34. Le SCAF note que la présentation d'un rapport annuel par le Comité scientifique sur les activités du FCSG pour l'année est exigée.

Examen du budget 2022

35. Le secrétariat présente le budget 2022 (appendice I) et donne des explications sur les rubriques qui ont été mises à jour. L'incidence nette est une hausse du déficit prévu.

36. Le SCAF demande un complément d'informations concernant les coûts associés aux services et équipement des réunions. Le secrétariat signale que l'augmentation des coûts liés aux services et à l'équipement des réunions s'explique en grande partie par le fait que le fournisseur de longue date qui gérait l'audio-visuel a pris sa retraite et qu'un nouveau fournisseur offre un équipement plus moderne et plus performant, mieux adapté aux 41^{es} réunions de la CCAMLR (en présentiel et avec diffusion simultanée), mais aussi par le soutien que requièrent les réunions hybrides et en ligne tout au long de l'année.

37. Le secrétariat décrit le long processus d'appel d'offres ayant eu lieu pour choisir un nouveau prestataire d'audio-visuel et le surcroît de travail que cela a généré, toujours dans l'optique de maintenir des coûts aussi bas que possible.

38. Le SCAF mentionne que l'une des possibilités de réduction des dépenses consistait à avoir recours à des interprètes hors-site, afin de leur éviter de se rendre en Tasmanie. Il est toutefois d'avis que la CCAMLR devrait faire preuve de prudence, compte tenu de l'importance que revêt la traduction simultanée.

39. Le secrétariat note par ailleurs que le coût lié aux interprètes a baissé car une équipe réduite était présente les deux premiers jours de la réunion. L'Argentine remercie le secrétariat des efforts qu'il a déployés pour réduire les coûts à un minimum, mais elle insiste sur l'importance d'assurer la réunion dans les quatre langues de la Commission afin que toutes les délégations puissent y participer de manière égale.

40. Les États-Unis annoncent que le fonds spécial des États-Unis sur l'observation pourrait être clôturé, entraînant un versement de 100 000 AUD au FCSG et que le solde (44 835 AUD) serait versé au FRCG. Le SCAF remercie les États-Unis.

41. Le SCAF accepte le budget révisé pour 2022 et en recommande l'adoption par la Commission.

Projet de budget 2023

42. Le secrétaire exécutif présente le projet de budget 2023 (appendice I) et fournit des informations générales supplémentaires.

43. Le projet de budget 2023 et les prévisions budgétaires 2024 sont présentés dans le contexte du plan stratégique 2023–2026 et de la stratégie salariale et de dotation en personnel le concernant, approuvés par le SCAF.

44. Le secrétaire exécutif souligne que le nombre de services divers rendus aux Membres par le secrétariat ne cesse d'augmenter, entraînant de ce fait une hausse des coûts qui y sont associés. Il note en particulier les services supplémentaires nécessaires au soutien aux réunions, notamment les réunions hybrides et à distance, tant pendant la période d'intersession que lors des réunions annuelles. En outre, il mentionne la demande croissante de soutien analytique, en rapport avec le web et la gestion des données de la part du Comité scientifique et du SCIC, touchant particulièrement les équipes des services scientifiques, de conformité et de gestion des données, ainsi que de la nécessité d'augmenter le personnel en réponse à cette demande, comme le décrivent le plan stratégique et la stratégie salariale et de dotation en personnel.

45. Il y a quatre ans, lors de l'examen du plan stratégique précédent par la Commission, le solde du fonds général était élevé et la Commission avait décidé qu'il conviendrait de le réduire. Pour ce faire, le fonds de roulement (FR) a été établi afin de soutenir le FCSG et le FRCG par des transferts de fonds et en acceptant des budgets déficitaires pendant deux ans.

46. Le secrétaire exécutif fait observer que cette approche n'est pas viable à long terme et qu'il est maintenant nécessaire de faire une transition vers un budget non déficitaire. Il présente un plan financier allant de pair avec le plan stratégique (2023–2026) et qui propose de maintenir le fonds général à un solde stable de 500 000 AUD à la fin de la période.

47. Il est noté que, en vertu de ce plan, malgré la réduction du solde du fonds général, les réserves de la Commission restent toujours à un niveau acceptable grâce au solde du FR.

48. Le secrétaire exécutif recommande une hausse réelle des revenus pour parvenir à un budget équilibré. À cet effet, il propose à la Commission de traiter la récente adhésion de l'Équateur comme elle l'a fait en 2019 pour les Pays-Bas (SCAF-2019, paragraphe 41). L'adhésion du nouveau Membre mènerait ainsi à une augmentation réelle des revenus

provenant des contributions et la hausse potentielle des contributions serait compensée la première année par la redistribution à parts égales à tous les Membres existants de la contribution de l'Équateur pour les six mois de la période allant de juillet à décembre 2022. Cette recommandation est conforme à l'article 5.5 du règlement financier de la Commission.

49. En conséquence, le budget proposé applique la politique précédemment acceptée par la Commission de croissance réelle nulle des contributions à parts égales des Membres (CCAMLR-XXXV, annexe 7, paragraphe 30) sur la base de l'indice des prix à la consommation de 6,5 % à Hobart pour 2023. La réception d'une contribution de 50 % versée par l'Équateur pour 2022 donne lieu à un crédit de 2 567 AUD accordé aux Membres existants en 2023.

50. Concernant d'autres composantes du budget, le secrétaire exécutif indique qu'il est prévu que les produits d'intérêts augmentent en même temps que les revenus générés par la location des salles de réunion de la CCAMLR, principalement au gouvernement de l'État de Tasmanie et au gouvernement fédéral de l'Australie. Les salaires prévus au budget sont en adéquation avec le plan stratégique 2023–2026 et la stratégie salariale et de dotation en personnel le concernant. La réalisation d'économies se ferait sur l'amortissement du projet de refonte du site web, qui arrive à son terme.

51. Le SCAF remercie le secrétariat d'avoir travaillé à la rédaction du document présentant le budget.

52. L'Allemagne remercie le secrétariat pour ses explications, qui ont permis de mieux comprendre l'état du budget et le contexte dans lequel celui-ci a été élaboré. L'Allemagne et la France annoncent la politique officielle de croissance nominale zéro de leur pays.

53. Certains Membres appellent à la prudence quant au fait que s'appuyer sur l'adhésion d'un nouveau Membre à la Commission pour générer une augmentation réelle des revenus du fonds général, car cela pourrait ne pas être une stratégie fiable pour corriger le déficit du budget actuel, même si cela permet de maintenir la politique de croissance réelle nulle de la Commission de la quote-part égale des Membres. Le secrétaire exécutif entend cette inquiétude, mais note que bien que le plan financier sur quatre ans ait initialement prévu que l'adhésion de deux Membres supplémentaires serait nécessaire en 2025 ou 2026, la recommandation émise par le SCAF selon laquelle les réunions devraient continuer à se dérouler au siège de la CCAMLR (paragraphe 68 à 72) entraînerait finalement une réduction des dépenses prévues à partir de 2025, et que l'adhésion d'un seul nouveau Membre pourrait donc suffire à équilibrer le budget.

54. Les États-Unis notent que les termes de référence du fonds des aires marines protégées ne prévoient pas le financement de la réunion extraordinaire sur les AMP proposée. Ils annoncent qu'ils offrent une contribution de 75 000 USD pour l'organisation de cette réunion en 2023, sous réserve d'approbation par la Commission. Le SCAF remercie les États-Unis pour leur généreuse contribution. Il est donc recommandé d'utiliser le reste des fonds nécessaires du fonds général pour financer cette réunion, à moins que d'autres Membres ne souhaitent apporter une contribution volontaire.

55. L'Allemagne demande à être informée du statut actuel des contributions des Membres (appendice II). Le secrétariat indique que depuis la rédaction du document concernant le budget, la Chine, l'Inde et les États-Unis ont payé leur contribution pour 2022. L'Argentine et le Chili ont déclaré qu'ils paieraient la leur sous peu. Conformément aux demandes adressées par la

Commission et le SCIC, le secrétaire exécutif a écrit au Brésil au sujet de sa contribution. Il indique que le Brésil a récemment payé une partie des contributions qu'il doit à la CCAMLR, amenant la somme encore due à 262 391 AUD, et ajoute que celui-ci a déclaré qu'il comptait s'affranchir de cette dette. Le secrétaire exécutif s'engage à continuer de s'entretenir avec le Brésil à ce sujet.

56. Le SCAF recommande à la Commission de valider le projet de budget 2023 révisé (appendice I).

Prévisions budgétaires pour 2024

57. Le SCAF prend note des prévisions budgétaires pour 2024 (appendice I). Le budget 2024 est présenté à titre indicatif uniquement.

58. L'Allemagne demande d'éviter dans la mesure du possible toute augmentation des contributions des Membres.

Questions administratives

59. Le secrétariat présente le document CCAMLR/41-02 qui propose la mise en place d'un code de conduite de la CCAMLR.

60. Le SCAF remercie le secrétariat pour son document et indique qu'il reconnaît la nécessité d'un code de conduite. Il trouve préoccupant les signalements occasionnels de comportement inacceptable et insiste sur le fait que la CCAMLR doit être un lieu exempt de toute forme de harcèlement et de discrimination.

61. L'Australie remercie le secrétariat pour son document, notant qu'il doit couvrir toutes les formes de harcèlement, comme l'intimidation et la discrimination. Elle indique qu'elle serait disposée à diriger un e-groupe de discussion pendant la période d'intersession en vue de l'élaboration d'un code de conduite de la CCAMLR.

62. Le SCAF se félicite de cette initiative et mentionne certains points qu'il conviendrait de prendre en considération lors du développement du code de conduite, comme l'expérience du secrétariat concernant ce type d'incidents lors des réunions de la CCAMLR, la relation entre le code et la législation australienne (notamment en cas de comportement criminel), la façon de traiter un incident potentiel impliquant le secrétaire exécutif, un président ou une présidente ou un ou une cheffe de délégation et si un témoignage doit être produit uniquement sur demande.

63. Le SCAF remercie l'Australie de se porter volontaire pour diriger les discussions.

64. Le SCAF souhaite que le code de conduite de la CCAMLR soit développé via un e-groupe dirigé par l'Australie pendant la période d'intersession et qu'un rapport et un projet de proposition soient présentés en 2023.

65. Le secrétariat présente le document CCAMLR-41/12 qui répond aux inquiétudes soulevées lors de la 38^e réunion de la CCAMLR (SCAF-2019, paragraphe 61) concernant la forte affluence au siège de la Commission.
66. Le SCAF reconnaît qu'à ces préoccupations s'ajoutent l'impact de la COVID-19, la hausse du coût des déplacements et les effets sur l'environnement qui viennent renforcer l'intérêt de disposer des capacités pour offrir, si nécessaire, les options de réunions hybrides et virtuelles. Le SCAF note l'importance des réunions en personne pour la prise de décisions ainsi que l'avantage pour les participants de pouvoir se connecter en grand nombre à distance durant les débats.
67. Le SCAF remercie le secrétariat de son soutien dans l'organisation des réunions ces deux dernières années.
68. En réponse aux options décrites dans le tableau 4 du document CCAMLR-41/12, le SCAF indique que bien que l'option 2 ne soit pas optimale (réunions annuelles en présentiel, avec limitation du nombre de délégués assis dans la salle de conférence et la salle Wombat, et diffusion des débats sur Zoom), elle représente l'option la plus réalisable et rentable, notamment pour éviter de limiter la taille des délégations, à tout le moins sur le court à moyen terme, en attendant un éventuel déménagement vers un nouveau siège permanent de la CCAMLR sur le long terme.
69. S'agissant de la limitation du nombre de délégués dans la salle de conférence et la salle Wombat, certains Membres estiment que cela était acceptable en raison de la COVID-19, mais émettent des réserves quant à la poursuite de cette option à l'avenir.
70. À la suite d'une proposition avancée par les États-Unis, le SCAF est en faveur de la diffusion d'un questionnaire adressé aux délégations par le secrétariat afin d'obtenir un retour sur les modalités des réunions de 2022.
71. Le SCAF recommande d'étendre les dispositions prises pour les 41^{es} réunions de la Commission et du Comité scientifique aux réunions de la CCAMLR des deux prochaines années, en tenant compte des opinions exprimées dans les paragraphes 69 et 70 lorsque cela est possible.
72. Le SCAF recommande également au secrétariat d'être prêt à envisager plusieurs options pour les réunions d'intersession, comme les réunions des groupes de travail, qui pourraient être organisées selon plusieurs modalités, incluant des réunions en présentiel, hybrides et/ou virtuelles selon les préférences de leurs organisateurs et responsables.
73. Le SCAF propose d'évaluer ces dispositions en 2024.
74. Le secrétariat présente le document CCAMLR-41/10, qui fait suite aux discussions qui se sont tenues lors des 40^{es} réunions de la CCAMLR et du SC-CAMLR (SCAF-2021, paragraphes 10 et 11 ; SC-CAMLR-40, paragraphes 7.5 et 7.9) et aux discussions sur l'e-groupe concernant l'accès aux documents de réunion « *Access to meeting documents* ».
75. Le SCAF remercie le secrétariat pour ce document et se déclare favorable à plus de transparence au sein de la Commission.

76. Le SCAF recommande à la Commission d'accepter les six recommandations présentées dans les paragraphes 11 à 16 du document CCAMLR-41/10, en y intégrant les modifications suivantes :

- i) réduire le nombre de catégories d'accessibilité des documents de réunion à deux :
 - a) autorisation nécessaire à chaque demande (octroyée par un représentant au Comité scientifique ou à la Commission)
 - b) disponible pour téléchargement (en accès libre)
- ii) réduire à 20 ans la période de 22 ans ou plus proposée (CCAMLR-41/10, paragraphe 16) avant que les documents ne deviennent « disponibles pour téléchargement »
- iii) faire de « disponible pour téléchargement » (en accès libre) la catégorie par défaut pour les documents de réunion.

77. Concernant le paragraphe 9 du document CCAMLR-41/10, le SCAF recommande de ne pas étudier la question du suivi des téléchargements pour l'instant.

78. Le secrétariat présente le document CCAMLR-41/BG/08 qui résume les travaux effectués sur le site web de la CCAMLR et les développements encore prévus pour 2023.

79. Le SCAF remercie le secrétariat pour le travail accompli jusqu'ici sur le site web et indique qu'il attend avec intérêt de voir menés à bien les travaux à venir.

Autres questions

80. La présidente informe le SCAF qu'elle ne se représentera pas à son poste, ajoutant que cela avait été un plaisir de le diriger et de servir ses intérêts.

81. Les postes de président et vice-président restent vacants.

82. Le SCAF remercie S. Langerock d'avoir présidé les réunions avec tant d'habileté et d'avoir si bien su guider ses travaux ces trois dernières années, tant en personne que virtuellement.

Adoption du rapport

83. Le SCAF adopte le rapport.

Clôture de la réunion

84. Le président déclare la réunion close.

**Budget 2022, projet de budget 2023 et prévisions budgétaires pour 2024
(dollars australiens)**

Fonds général

	2022	2023	2024	Notes (* indique la hausse présumée compte tenu de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'année précédente)
	Budget révisé	Projet de budget	Prévisions budgétaires	
Fonds général				
Revenus				
Contribution de base des Membres	3 699 656	4 131 156	4 348 262	Présume : i) des hausses annuelles de l'IPC dans la contribution de base des Membres et ii) l'adhésion de nouveaux Membres fin 2022 et début 2024 et l'ajout de leurs contributions à celles des Membres actuels. 2022 inclut la contribution de l'Équateur qui a rejoint la CCAMLR après le 1 ^{er} juillet et la contribution spéciale des États-Unis de 112 000 AUD en soutien à la réunion extraordinaire sur les AMP. Les prévisions pour 2024 prévoient l'adhésion d'un deuxième Membre en 2024. Présume un début de hausse des taux d'intérêt fin 2022. L'impôt du personnel représente le montant retenu sur les salaires du personnel à titre d'impôt. Le montant effectif de l'impôt du personnel ne sera pas connu avant la fin de l'année financière, lorsque le Bureau des impôts australien aura évalué les déclarations fiscales des membres du personnel. Depuis 2006, le secrétariat coordonne un programme de marquage. Les coûts du matériel de marquage sont transmis aux armements selon le principe du recouvrement des coûts. Frais de notification payés avant le 1 ^{er} juillet 2022. Des dispositions sont prévues pour que des remboursements soient effectués au cas où la Commission déciderait de ne pas ouvrir certains secteurs à la pêche. Une hausse des notifications est prévue compte tenu des tendances actuelles. Les contributions des gouvernements australien et tasmanien correspondent aux dépenses de loyer et sont inscrites au budget de façon à augmenter en fonction de l'IPC. La subvention de l'UE pour la gestion des données de conformité et le programme d'Interpol (voir SCAF-2021, paragraphe 43). La somme générée par la location des salles de conférence du secrétariat.
Contributions spéciales des Membres	185 496		149 275	
Intérêts	60 000	90 000	120 000	
Imposition du personnel (SAL)	550 000	585 750	615 038	
Transferts entre les fonds				
Ventes (marquage)	35 000	37 275	39 139	
Revenus divers : notifications de projets de pêche ¹	642 932	705 645	754 452	
Revenus divers : contributions au loyer	448 874	478 051	501 953	
Revenus divers : subventions	100 667	201 333		
Revenus divers : autres	60 000	100 000	120 000	
Total revenus	5 782 624	6 329 210	6 648 119	
Dépenses				
Salaires	4 023 208	4 383 032	4 523 975	Le montant définitif des salaires et indemnités dépendra du montant des heures supplémentaires à payer, notamment pendant la période de réunion, et des paiements à effectuer dans le fonds de cessation de service du personnel.

	2022	2023	2024	Notes (* indique la hausse présumée compte tenu de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'année précédente)
	Budget révisé	Projet de budget	Prévisions budgétaires	
Équipement	210 000	260 000	250 000	L'achat ou la location d'équipement dépend des besoins et de procédures de remplacement établies. Les améliorations mineures apportées aux immobilisations sont également comptabilisées dans ce poste. Comprend les dépenses de 2022 et 2023 pour finaliser le projet de développement du site web.
Dépréciation	215 000	195 000	165 000	Les biens d'une valeur de plus de 1 000 AUD sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée. Ce poste comprend la dépréciation des articles achetés au cours des années précédentes.
Assurance et maintenance	258 300	275 090	288 844	Les frais d'assurance et de maintenance en Tasmanie augmentent assez rapidement.
Formation	40 000	42 600	44 730	La formation est une grande priorité pour le secrétariat. Toutefois, nous étudions d'autres moyens de formation afin de réduire les coûts.
Services et équipement de réunion	545 139	730 935	609 601	Les coûts des réunions en 2023 incluent 170 000 AUD pour la réunion extraordinaire sur les AMP et une composante inflation. Les coûts des réunions de 2024 sont prévus à partir de ceux de 2022 majorés de l'IPC, en conservant tous les coûts actuels de l'interprétation.
Déplacements	70 000	160 000	170 000	Couvrent le retour aux niveaux de déplacement pré COVID et la hausse significative des prix unitaires de voyage.
Impression	10 930	10 930	10 930	Réductions prévues grâce à une plus grande efficacité.
Communication	22 978	24 472	25 696	Réductions prévues grâce à une plus grande efficacité.
Divers (y comp. audit)	120 000	127 800	134 190	Comprend les dépenses liées au recrutement.
Coût des biens vendus (marquage) ou loués	483 874	515 326	541 092	Les contributions des gouvernements australien et tasmanien, ainsi que les revenus tirés de la vente de marchandises, sont utilisés pour couvrir les dépenses de loyer et le coût des marchandises.
Dépenses liées au 40 ^e anniversaire	30 000			Les dépenses prévues en 2022 ont été réduites en raison de l'annulation de certains événements.
Transfert vers le fonds de remplacement des biens	-30 000	-30 000	-50 000	Une partie des recettes prévues tirées de la location des salles de réunion du secrétariat est transférée à ce fonds.
Transfert au fonds de renforcement des capacités générales (FRCG)				Aucun transfert n'est prévu au FRCG.
Transfert au fonds de renforcement des capacités scientifiques générales (FCSG)				Aucun transfert n'est prévu au FCSG.
Transfert au fonds de roulement (FR)	-112 295	-173 939	12 688	Les transferts sont fonction du solde du FR qui doit toujours être équivalent à 3 mois de dépenses.
Total dépenses	6 029 430	6 725 185	6 764 058	
Excédent/-Déficit	-246 805	-395 974	-115 939	
Solde du fonds général au 1 ^{er} janvier	1 687 425	1 298 325	698 412	
Solde du fonds général au 31 décembre	1 298 325	698 412	545 160	Conformément au plan stratégique 2019–2022, baisse régulière du solde du fonds général jusqu'à ce qu'il atteigne en fin d'année le montant approuvé d'environ 500 000 AUD.

¹ Frais de notification en 2023 : non-krill 9 317 AUD, krill 8 851 AUD.

Fonds propres

	2022	2023	2024	Notes
	Budget révisé	Budget	Prévisions	
Fonds propres				
Fonds de remplacement des biens				
Revenus	30 000	30 000	50 000	Une partie des recettes prévues tirées de la location des salles de réunion du secrétariat est versée à ce Fonds. Les postes de dépenses concernent les transferts vers le fonds de remplacement du personnel pour couvrir le coût du déménagement des personnels internationaux nouvellement nommés.
Dépenses	-40 000	-40 000	-60 000	
Solde au 31 décembre	172 065	162 065	152 065	
FR				
Revenus	112 295	173 939		Le FR a été établi en 2019 grâce à un transfert du fonds général. Son solde sera maintenu à 3 mois de dépenses par des transferts du fonds général.
Dépenses			-12 688	
Solde au 31 décembre	1 507 356	1 681 295	1 666 107	
Fonds de remplacement du personnel				
Revenus	40 000	40 000	60 000	Voir notes annexes sur le fonds de remplacement des biens. Dépenses prévues pour le déménagement des nouveaux personnels internationaux.
Dépenses	-37 000	-57 000	-67 000	
Solde au 31 décembre	183 020	166 020	159 020	
Fonds de contribution de la Corée				
Revenus				La contribution volontaire de la Corée au fonds de contribution de la Corée a été interrompue en raison de la COVID-19. Projet élargi de remaniement de la base de données et reconstruction du site web. Ce fonds sera épuisé fin 2023.
Dépenses	-100 000	-54 350		
Solde au 31 décembre	54 350	Néant		
Fonds de contribution de la Chine				
Revenus				Ce fonds couvre les déplacements visant à faciliter la participation des Membres et les possibilités de formation du secrétariat. Deux stagiaires au secrétariat
Dépenses		-60 000		
Solde au 31 décembre	223 224	163 224	163 224	

Fonds spéciaux

	2022	2023	2024	Notes
	Budget révisé	Budget	Prévisions	
Fonds spéciaux				
FRCG				
Revenus				Le FRCG a été établi en 2019. En 2022, transfert de 50 000 AUD du fonds du programme de contrôle de l'écosystème de la CCAMLR (CEMP) pour une subvention à l'Uruguay par décision du Comité scientifique. Par ailleurs, transfert de 44 835 AUD en 2022 du programme d'observateurs (fonds spécial des États-Unis)
Dépenses	98 017	8 186	4 681	
Solde au 31 décembre	-100 000	-125 000	-50 000	
	272 851	156 037	110 718	
Fonds du SDC				
Revenus	15 401	43 065	37 757	
Dépenses	-120 000	-220 000	-50 000	Dépenses approuvées par le SCIC.
Solde au 31 décembre	1 435 514	1 258 580	1 246 337	
Programme d'observateurs (fonds spécial des États-Unis)				
Revenus	1 000			
Dépenses	-144 835			Transfert de 100 000 AUD au FCSG, de 44 835 AUD au FRCG, et clôture du Fonds.
Solde au 31 décembre	Néant			
Respect de la réglementation et répression des infractions (fonds spécial des États-Unis)				
Revenus				
Dépenses		-33 425		Les dépenses liées au projet approuvé du fonds pour l'application de la réglementation devraient épuiser ce Fonds en 2023.
Solde au 31 décembre	33 425	Néant		
Fonds en fidéicomis pour aide au respect des règles				
Revenus				
Dépenses		-15 475		Approuvé en 2019, ce Fonds sera alloué à Interpol afin de contribuer au financement de l'atelier sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Toujours sous l'impact de la COVID-19.
Solde au 31 décembre	15 533	Néant		
Fonds de renforcement des capacités scientifiques générales				
Revenus	103 149	13 579	7 462	Transfert de 100 000 AUD du programme d'observateurs (fonds spécial des États-Unis) en 2022.
Dépenses	-80 000	-217 500	-102 500	Les dépenses en 2023 incluent 7 bourses de 1 an pour 125 000 AUD, le financement de 3 responsables de groupes de travail, 30 000 AUD pour un atelier sur le marquage de légine et 40 000 AUD pour un atelier pour les observateurs du krill. Elles supposent l'attribution de deux nouvelles bourses en 2023 à raison de 15 000 AUD chacune par an pendant 2 ans, et de même en 2024. Elles supposent le financement de 3 responsables en 2023 à raison de 20 000 AUD chacun, et de même en 2024.
Solde au 31 décembre	452 650	248 729	153 691	
Fonds des AMP				
Revenus	800	16 470	1 853	
Dépenses				
Solde au 31 décembre	168 850	185 320	187 173	
Fonds du CEMP				
Revenus	5 000	17 581	14 509	
Dépenses	-70 000	-120 000	-50 000	Dépenses liées aux projets approuvés du CEMP.
Solde au 31 décembre	586 049	483 630	448 139	

Contributions des Membres pour 2022, 2023 et 2024
Contributions au fonds général : payables avant le 31 mai

	Contributions 2022	Contributions arriérées (28 octobre 2022)	Contributions 2023	Crédit sur les contributions de 2023 (article 6.1 d)	Contributions estimatives pour 2024
Afrique du Sud	134 988		144 161	2 567	151 155
Allemagne	133 490		142 167	2 567	149 275
Argentine	133 490	133 490	142 167	2 567	149 275
Australie	151 590		161 192	2 567	168 728
Belgique	133 490		142 167	2 567	149 275
Brésil	133 490	262 391	142 167	2 567	149 275
Chili	140 724	140 723	154 181	2 567	162 881
Chine	154 589		179 676	2 567	190 048
Corée, Rép. de	156 130		169 262	2 567	179 207
Équateur			142 167		149 275
Espagne	135 411		144 183	2 567	151 505
États-Unis	133 490		142 167	2 567	149 275
France	163 841		175 440	2 567	183 722
Inde	133 490		142 167	2 567	149 275
Italie	133 490		142 167	2 567	149 275
Japon	134 920		143 363	2 567	150 271
Namibie	133 490		142 167	2 567	149 275
Norvège	233 043		268 853	2 567	288 729
Nouvelle-Zélande	138 575		147 163	2 567	154 811
Pays-Bas	133 490		142 167	2 567	149 275
Pologne	133 490		142 167	2 567	149 275
Royaume-Uni	141 299		151 883	2 567	160 102
Russie	135 561		144 327	2 567	150 715
Suède	133 490		142 167	2 567	149 275
Ukraine	141 608	141 608	155 314	2 567	164 778
Union européenne	133 490		142 167	2 567	149 275
Uruguay	135 497		143 987	2 567	151 030
Total	3 699 656	678 212	4 131 156		4 348 262